

LE VIRUS DU CHANGEMENT ?



Etopia – Revue d'écologie politique

Etopia

centre d'animation et de recherche en écologie politique

Espace kegeljan, av. de Marlagne 52 à 5000 Namur

t. : 00 32 81 22 58 48 - f. : 00 32 81 23 18 47

www.etopia.be

info@etopia.be

Direction de la publication : Christophe Derenne, directeur d'Etopia et Jonathan Piron, coordinateur de la Prospective à Etopia

Comité de rédaction : Patrick Dupriez, Delphine Masset, Michaël Lucas, Sophie Wustefeld, Baptiste Erkes, Carolina Quintero, Jonathan Piron et Christophe Derenne

Coordination du dossier : Jonathan Piron

Correcteurs : Marc Terwagne, Patrick Dupriez

Traducteurs : André Verkaeren (Metaphrasis)

Mise en page : Magali Lequeux (MeMyself&Mag)

Crédit photos : Unsplash, Freepik

©Creative commons :



Editions Etopia

Editeur responsable : Christophe Derenne

Imprimé en Belgique

Juin 2020, N° 15

ISBN : 978-2-930558-23-3

Dépôt légal : D/2020/11.983/2

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION par **Jonathan Piron** **09**

TRAVERSER | Analyser la société démocratique, sa résilience et traverser la crise en réinventant les institutions

1 | DÉFINIR LE DÉCONFINEMENT DÉMOCRATIQUEMENT, EN INTERACTION AVEC LES SAVOIRS, PRATIQUES ET CONNAISSANCES LOCALES **17**

Interview de **Dominique Bourg**

2 | DES MESURES POUR UN TEMPS LIMITÉ ET STRICTEMENT PROPORTIONNÉES À L'OBJECTIF POURSUIVI **27**

Interview de **Justine Lacroix**

3 | LE CAPITALISME NUMÉRIQUE COLONISE TOUS LES LIEUX QUE NOUS DÉS-HABITONS **33**

Interview d'**Antoinette Rouvroy**

4 | LE RÔLE DES POLITIQUES : CRÉER DES RÉCITS AUXQUELS L'ON PUISSE ADHÉRER POUR SE PROJETER DANS L'AVENIR **43**

Interview d'**Olivier de Schutter**

5 | LE RÉVEIL DES COMMUNS **53**

Interview de **Samuel Cogolati**

ADAPTER | Regarder les activités de l'humain et les adapter face aux nouveaux chocs

1 | UNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE QUI ÉVITE L'IDENTITAIRE ET LE REPLI SUR SOI **61**

Interview de **Philippe Baret**

- 2 | SUR LA RELOCALISATION DES ACTIVITÉS, LES GENS ONT BEAUCOUP PLUS DE POUVOIR ENTRE LES MAINS QU'ILS NE L'IMAGINENT **71**
Interview de **Christine Frison**
- 3 | REPENSER NOTRE MODÈLE DE SOUTIEN ALIMENTAIRE VERS LE SUD **81**
Interview de **Marjolein Visser**
- 4 | ÉCO-RÉPUBLICANISME DANS UN MONDE POST-CORONA **91**
Analyse de **Jorge Pinto**
- 5 | QU'EST-CE QU'ON MANGE APRÈS LA CRISE DU CORONAVIRUS ? ET DONC, QUE PRODUIRE ET ÉLEVER ? **101**
Analyse de **Thérèse Snoy**

DÉPLOYER | Comprendre les différentes résiliences actives dans nos sociétés et déployer de nouvelles protections

- 1 | ON A MAINTENANT DE L'EMPATHIE POUR LES TRAVAILLEURS ESSENTIELS. MAIS IL FAUT AUSSI REMETTRE AU CENTRE LEUR STATUT, LEURS REVENUS ET LEUR CONSIDÉRATION DANS LA SOCIÉTÉ **113**
Interview de **Christine Mahy**
- 2 | ON MESURE ENCORE MAL L'IMPACT QUE LE CONFINEMENT VA AVOIR SUR LA SANTÉ MENTALE DE LA POPULATION **123**
Interview de **François Perl**
- 3 | LA CRISE RAPPELLE LA NÉCESSITÉ D'AGIR SUR LES DÉTERMINANTS DE SANTÉ ET DE PROMOUVOIR UNE APPROCHE PLUS TERRITORIALE DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DES SOINS **135**
Interview de **Fanny Dubois**
- 4 | VOIR CES PERSONNES QUE LA SOCIÉTÉ MET EN ÉTAT D'INVISIBILITÉ **145**
Interview de **Nathalie Grandjean**

OSER | Sortir nos sociétés de leurs zones de confort et oser le tournant

1 | « SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO », DANS CETTE CRISE, C'EST SURTOUT LA PRIMAUTE DU POLITIQUE PAR RAPPORT À L'ÉCONOMIE QUI EST NOUVELLE **161**

Interview de **Jean-Baptiste Fresso**

2 | AU-DELA DE LA REDÉCOUVERTE FONCTION PROTECTRICE DE L'ÉTAT, SE POSE LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE **173**

Interview de **Catherine Larrère**

3 | CONCEVOIR LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE ÉCOFÉMINISTE, COMME UN COMMUN **183**

Interview de **Pascale Vielle**

4 | GARDONS NOS VILLES PLUS RESPIRABLES APRÈS LE DÉCONFINEMENT **193**

Analyse de **Isabelle Pauthier**

5 | GUERRE ET PAIX AVEC LA NATURE ! COMMENT APPRENDRE À VIVRE AVEC LE(S) VIRUS ? **203**

Analyse de **Patrick Dupriez**

PARTAGER | S'ouvrir aux autres horizons et partager les pratiques - Colombie, Brésil, Burkina Faso

1 | TOUT DÉPEND D'OÙ TU NAIS, C'EST UNE PREUVE QUE LE SYSTÈME A ÉCHOUÉ **217**

Interview de **Mauricio Toro**

2 | DES FAÇONS DE VIVRE ET DE PENSER COMPLÈTEMENT DIFFÉRENTES MAIS UN DÉFI COLLECTIF COMMUN **225**

Interview de **Marcos Reigota**

3 | AU BURKINA FASO, FACE AU CORONAVIRUS **233**

Analyse de **Bruno Doti**

QUELS CHEMINS POUR LE MONDE D'APRÈS ?

Quatre hypothèses en conclusion

- | | |
|---|-----|
| 1 COMMENT S'ORIENTER PENDANT
ET DANS L'APRÈS-PANDÉMIE | 241 |
| Analyse de Julien Didier & Jeremy Cravatte | |
| 2 SORTIR DE LA VULNÉRABILITÉ PAR LA DÉFINITION
DES BESOINS ESSENTIELS | 257 |
| Analyse de Louise Knops | |
| 3 TROIS RÉPONSES À LA CRISE | 267 |
| Analyse de Jean de Munck | |
| 4 LA RÉSILIENCE EN ÉTAT DE CHOC :
IL EST TEMPS DE CHANGER DE PARADIGME | 279 |
| Analyse de Dirk Holemans | |

LE VIRUS DU CHANGEMENT ?

[REVUE ETOPIA N°15]



LE CORONAVIRUS, LE MONDE D'APRÈS ET L'EFFET SHADOK

Introduction [JONATHAN PIRON | Coordinateur de la prospective à Etopia]



Comment écrire sur une crise encore en cours ? La tâche est ardue. La pandémie du Covid-19 bouscule nos repères. Les débats sur un potentiel « monde d'après » montrent d'ailleurs le grand nombre d'interrogations sur le système existant et le besoin de le remplacer. Cependant, force est de constater que si les demandes de changements sont nombreuses, leur concrétisation échoue encore à se mettre en place.

Avant de s'interroger sur les raisons de ce blocage, il est nécessaire de tenter une définition de ce qu'est la crise du Covid-19. Elle a mis en évidence la crise des espaces de connexion : la manière dont les humains entrent en relation. Le premier niveau qui vient à l'esprit est celui des liens entre la nature et l'espèce humaine. La marchandisation du vivant incarne le danger qui a provoqué la crise sanitaire. Ce niveau n'est cependant pas seul : la crise aura aussi été le révélateur de tensions entre les espaces humains, avec son lot d'inégalités : entre les continents, entre les régions, entre des catégories de populations.

Ces constats ont été largement partagés. Trop souvent, cependant, ils restaient réservés à une approche en particulier ou à des réflexions trop générales. L'intention de ce numéro 15 de la revue Etopia est de mettre en mouvement de nombreux angles de vue afin de permettre un regard systémique sur la crise, ses causes et ses possibles portes de sortie. Le jugement posé sur le capitalisme échoue souvent à comprendre les verrous présents sur le chemin de la transition : loin d'être un bloc monolithique intangible, le capitalisme repose sur une diversité de moyens à décortiquer.

Il est important, déjà, de réaliser que le système techno-financier en place n'existe pas seul ou par lui-même. Il n'y a pas une immanence du système. C'est en s'adaptant et en intégrant les contraintes que le capitalisme parvient à assurer sa longévité. La bureaucratie des sociétés complexes bloque l'ampleur des initiatives transformatrices, tandis que la puissance de l'*hubris*, c'est-à-dire nos comportements individuels, achève de consolider la stabilité du système. Le principal problème réside dans le maintien des fondamentaux du système productiviste actuel. Pour reprendre Castoriadis, si les institutions superficielles changent (nouvel État-social, relocalisation, etc.), les institutions sociales, les *habitus* ne sont guère remis en question. L'homo oeconomicus reste le prisme imposant sa lecture de la société. Le monde d'après ressemble furieusement au monde d'avant. Les nombreux mouvements de contestations qui ont secoué la planète depuis 2019 attestent cependant d'une prise de conscience. « Quelque chose » ne va pas. Il reste que si ce quelque chose est parfois identifié, l'horizon à construire échappe encore aux mouvements en contestation. On sait *contre* quoi on lutte mais pas trop *pour* quoi on lutte.

Le choc du Covid-19 a mis en avant la grande fragilité de nos sociétés et de leurs économies. Il permet cependant d'éclairer une puissance qu'on pensait perdue : celle de l'État, parvenant à suspendre presque du jour au lendemain l'ensemble des activités sociales, économiques, culturelles voire même politiques. Le problème est que cette brusque suspension cale la machine : roulant à la croissance, nos institutions ne peuvent que sortir fragilisées voire effondrées d'un tel arrêt. Or, le monde d'après présuppose une sortie de ce fonctionnement destructeur basé sur la croissance. Dès lors, comment y parvenir sans provoquer l'effondrement de nos sociétés ?

Deux démarches existent, organisant le fil conducteur des contributions de ce numéro. La première s'organise d'abord autour d'une question : quelle écologie de l'action politique ? La question n'est pas que rhétorique ou abstraite. « Lorsqu'on prend une décision, celle-ci peut se retourner contre soi. Un nouveau produit qu'on lance peut être un succès ou un échec. Toute décision est donc un pari¹ ». C'est pourquoi il nous faut continuellement réadapter les décisions et l'action politique en fonction de leurs effets concrets ne correspondant éventuellement pas à ce qui était attendu.

1 Les Echos, Edgar Morin : « La pensée complexe aide à affronter l'erreur, l'illusion, l'incertitude et le risque », 27 mai 2014

Cette écologie de l'action, « c'est une remise en question du progrès et l'introduction de la sagesse dans le processus de la décision politique »². Dominique Bourg, Antoinette Rouvroy, Justine Lacroix et Olivier de Schutter interrogent ainsi les institutions démocratiques et leur résilience quant au choc vécu. La question de leur réinvention se pose, ainsi que le pari de nouvelles formes d'action. Comme le propose également Samuel Cogolati, l'angle des communs, structures longtemps présentes dans nos sociétés, permet de sortir de la binarité État-marché et de proposer un nouveau récit. La lutte contre le repli sur soi est d'ailleurs un objectif primordial, comme le soulignent Philippe Baret, Christine Frison, Marjolein Visser et Thérèse Snoy. Que ce soit pour éviter les phénomènes de niche ou pour intégrer les nouvelles solidarités, aussi bien ici que là-bas. C'est d'ailleurs avec la notion d'éco-républicanisme que Jorge Pinto promeut ces nouveaux liens mettant en avant l'égalité de tous. Christine Mahy, François Perl, Fanny Dubois et Nathalie Grandjean reviennent d'ailleurs sur la question de la précarité sociale et de ces « invisibles » qui ont pourtant permis que les services de base continuent à être assurés. Déployer de nouvelles protections ne peut se réaliser sans établir de nouvelles connexions entre les différentes catégories sociales. Ce sont les approches systémiques qui permettent d'envisager le monde d'après.

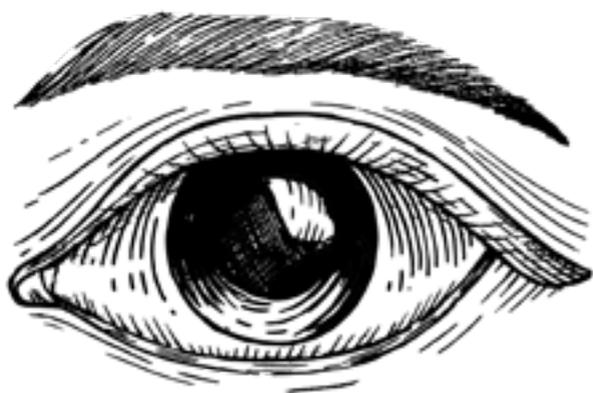
Le second niveau à interroger est celui du système d'action, c'est-à-dire de la mise en mouvement autour du projet politique, mis à l'épreuve au sein des mouvements sociaux prônant le tournant voire la rupture par rapport à la société en place. Jean-Baptiste Fressoz, Catherine Larrère, Pascale Vielle, Isabelle Pauthier et Patrick Dupriez ouvrent ainsi le débat en proposant de nouvelles pistes autour de l'économie, de la démocratie, de la Sécurité sociale et de la manière dont nous organisons notre vie quotidienne. Pour parvenir à enclencher cette transformation, la question des alliances est ainsi primordiale, à la fois à l'intérieur des frontières étatiques et à l'extérieur. Force est de constater que les écologistes sont aujourd'hui encore une puissance faible : les leviers économiques, sociaux, politiques leur échappent largement. Si la puissance s'inscrit dans le discours, occupé par nombre d'activistes et d'intellectuels, sa transposition en action, en praxis qui pèse sur les institutions et les oblige à se transformer nous fait encore défaut. Il est donc nécessaire de construire un nouveau « bloc historique »

2 José Daras, « Ecologie politique : à la recherche des fondements », 1996

qui dépasse nos clivages et parvient *ad minima* à lutter contre le rouleau compresseur du renouvellement néolibéral, marqué par un contrôle des flux humains et un maintien des flux matériels. L'importance de la culture et de l'éducation est aussi à souligner pour contourner les freins à la transition. Les mouvements écoféministes, la question des classes précaires, le travail avec les alternatives citoyennes économiques et sociales, sont au coeur de ces alliances. Sans oublier les apprentissages des expériences du Sud, comme les amènent les témoignages de Mauricio Toro, Marcos Reigota et Bruno Doti, nécessaires pour éviter les réflexes anthropocentrés. Au final, soulignent Julien Didier, Jeremy Cravatte, Louise Knops, Jean de Munck et Dirk Holemans, il est temps de changer de paradigme.

L'écologie politique se trouve donc peut-être elle aussi face à un tournant. Celui d'un renouvellement intégrant l'idée que les contraintes dirigées contre les structures et les comportements vont devenir un élément de son discours. Sans intérioriser le fait que ces contraintes contribuent aux libertés futures, le risque est de voir la dimension sociale-écologique être sacrifiée face à l'autel du « bon sens économique » qui marquera les prochaines années. Ce discours prend déjà forme, le confinement terminé : c'est la relance économique qui prime, autour des approches classiques de l'économie qui ont démontré leur échec. Le bon sens des Shadok explique d'ailleurs correctement la chose : « En essayant continuellement on finit par réussir. Donc : plus ça rate, plus on a de chance que ça marche ».

Pour parvenir au « monde d'après », le chemin de l'action politique et des alliances est encore long. Mais la crise du coronavirus lui ouvre peut-être la voie nécessaire pour assurer l'avenir.



TRAVERSER

[ANALYSER LA SOCIÉTÉ
DÉMOCRATIQUE, SA RÉSILIENCE ET
TRAVERSER LA CRISE EN RÉINVENANT
LES INSTITUTIONS]



1 | DÉFINIR LE DÉCONFINEMENT DÉMOCRATIQUEMENT, EN INTERACTION AVEC LES SAVOIRS, PRATIQUES ET CONNAISSANCES LOCALES

Interview [**DOMINIQUE BOURG** | Philosophe franco-suisse, professeur honoraire à l'université de Lausanne]



On est en train de vivre aujourd'hui ce qui semble être la troisième crise globale du 21^{ème} siècle : la première était celle du 11 septembre, suivie de celle des subprimes en 2008-2009. La troisième serait celle qui touche l'ensemble de l'humanité aujourd'hui. En quoi cette troisième crise globale est-elle différente ou a-t-elle des ressemblances avec les précédentes ?

Elle est très différente des précédentes. Le 11 septembre est une crise politique liée à un attentat terroriste avec une incertitude sur les réponses possibles de part et d'autre. C'était une espèce d'entrée alarmante dans le siècle. En 2008-2009, on a affaire à une crise financière qui va déboucher sur des résultats économiques et finalement derrière des résultats politiques. Ce n'est pas inintéressant par rapport à ce qu'on est en train de vivre aujourd'hui puisque c'est une crise pendant laquelle on a entendu des propos assez fascinants. A l'époque en France, c'était quelqu'un comme Sarkozy qui était président de République, on allait voir ce qu'on allait voir, on allait maîtriser la finance etc. et vous connaissez la suite.

Aujourd'hui, c'est très différent. Nous sommes face à une crise sanitaire, crise qui est très particulière parce qu'elle nous confronte à l'inconnu. On se trouve notamment face à des types de virus qu'on ne connaît pas bien : est-ce qu'il peut y avoir des mutations ? etc. Tout cela est vraiment incertain

et en même temps ce qui est aussi assez étonnant, c'est que l'origine écologique de la crise n'est pas perçue, elle est assez rarement mise en avant alors que pour le coup on a affaire à une zoonose, on a en fait un virus dont l'espèce hôte a transmis l'infection à une espèce intermédiaire plus proche de nous, le pangolin. On voit que ces zoonoses ne cessent d'augmenter depuis les années 2000. C'est une conséquence à la fois de la destruction des écosystèmes du fait que par là même on détruit l'habitat de certaines espèces. Ces espèces sont contraintes de se rapprocher des êtres humains et aussi de subir une plus forte concentration animale. A partir de ce moment-là on peut avoir un phénomène de communication, de changement d'espèce hôte, par exemple d'un virus.

De façon générale, tant qu'on a une biodiversité très riche et protégée, la circulation des virus est ralentie. A partir du moment où on réduit les espèces, on réduit leurs populations et on détruit leurs habitats (et même du côté domestique aussi parce que ça peut passer par les animaux domestiques), on simplifie le support génétique de ces animaux et on crée le phénomène que l'on constate depuis les années 2000, c'est à dire l'augmentation des zoonoses. La pandémie mondiale actuelle ne sera probablement pas la dernière.

A cela vous ajoutez un autre facteur dont on reparlera sans doute assez rapidement : l'influence du changement climatique sur les maladies infectieuses, notamment les maladies vectorielles : Chikungunya, Zika etc. Là aussi, la cause écologique de nos ennuis sanitaires est assez évidente. Et cela passe assez mal dans la population. Les gens ne font pas bien le lien avec ce qu'on peut appeler — je n'aime pas cette expression mais — la crise environnementale et écologique. Or, celle-ci pourrait nous servir d'une certaine manière à tirer plus aisément les leçons par rapport à ce qui nous attend en terme de climat, si on comprenait bien que cette crise est aussi écologique.

Les interdépendances qui existent, l'accélération des échanges ont permis à ce qui est arrivé en Chine de parvenir très vite en Europe. Est-ce que le risque justement n'est pas, dans cette critique des interdépendances, d'arriver sur un repli sur soi qui pourrait avoir des effets néfastes à court ou à moyen terme ?

Le repli sur soi « à la Trump » est effectivement extrêmement dangereux. En fait la situation dans laquelle on entre est très paradoxale. A la fois, effectivement, il faut relocaliser certaines activités mais on pourrait parler d'une espèce de protectionnisme coordonné internationalement. C'est très différent des protectionnismes qu'on a connus autrefois. Nous ne pourrions pas gérer les prochains problèmes globaux sans la globalité, sans une coordination internationale.

Ce que nous devons arriver à comprendre, c'est que l'économie n'est qu'un aspect dans nos vies. Économiquement, il y a certaines activités qu'on doit absolument rapatrier afin d'avoir une plus grande résilience locale en termes de production alimentaire, de production de médicaments, etc. Et en même temps il faut bien comprendre qu'il ne faut pas justement aller dans un sens « à la Trump », c'est à dire un repli national, agressif et haineux vis à vis du reste. Ce serait la pire des choses qui pourrait nous arriver. Et là on ajouterait les conflits à la crise environnementale.

La difficulté dans la phase actuelle, c'est qu'il faut se replier mais en bonne entente internationale et en maintenant des niveaux de coordination internationale très importants. On voit par exemple ce qui se passe dans ces pays qui ont aidé la Chine pendant sa crise (la Suisse par exemple). Aujourd'hui, la Chine leur envoie des respirateurs et des masques. On peut lui reprocher d'avoir plus ou moins bien géré le début de la crise en pays totalitaire (mais on verra bien peut-être que les statistiques ne sont pas totalement justes je n'en sais rien, je n'ai pas d'éléments d'appréciation) mais en tout cas de façon générale, même si ce régime est tout sauf sympathique, étant une dictature d'un nouveau genre, il est nécessaire de maintenir une collaboration internationale et de bien savoir faire la différence entre certains intérêts et la nécessaire collaboration par rapport à toutes les difficultés globales qui nous arrivent dessus.

Vous avez parlé de la question de la résilience et ici vous faites justement le lien avec le nouveau modèle alors à mettre en place. Cependant, quand on essaye de poser ce débat sur la démocratie occidentale actuelle, on voit notamment que la crise a permis le vote des pleins pouvoirs à Viktor Orbán en Hongrie. Des démocraties libérales comme la France mais aussi la Belgique sont

en train de mettre en place des mesures d'exception pour essayer de répondre à la pandémie. Qu'est-ce que ces actes posent comme questions sur nos institutions démocratiques face à de tels chocs ? Au-delà de cela, pour anticiper le futur et d'autres chocs climatiques qui pourraient arriver, quelles sont de nouvelles institutions qui devraient être mises en place pour assurer de manière la plus efficace possible cette résilience des démocraties ?

Déjà, les démocraties ne réagissent pas toutes de la même manière. Du côté de la Corée du Sud et mieux encore du côté de Taïwan par exemple, on a eu une gestion remarquable. Ces deux pays sont proches de la Chine et n'ont jamais levé la garde après l'épisode COVID2 (SRAS de 2002) mais ils ont une gestion assez extraordinaire avec un emploi extrêmement important de tests. Donc des États qui ont maintenu la garde, qui avaient des stocks d'équipement, etc. ont pu opérer un dépistage de grande envergure avec un traçage des gens, avec une division du territoire en différentes zones, le tout en totale transparence vis à vis de la population. Il y a là une gestion démocratique.

Encore une fois, on voit très bien qu'une démocratie exige une puissance publique avec des moyens, avec un souci au long cours de la santé publique et non pas un souci au court terme de finances, incarné par un New Public Management qui est une catastrophe depuis plusieurs décennies. Nous avons été des idéologues jusqu'au bout des ongles, jusqu'à la stupidité totale.

Maintenant la démocratie, par définition, est fragile. Elle est toujours menacée de l'intérieur et bien sûr, quand il y a des circonstances très particulières, l'occasion est toujours donnée de la réduire. Cela va du plus caricatural à Orban (là il n'y a même pas de commentaire à apporter) jusqu'au plus vicelard, à Macron par exemple. Mais c'est la vie des démocraties. Ce qui sera nécessaire, c'est d'avoir une sortie démocratique par le haut du confinement avec une mise à contribution des citoyens de base aussi bien de l'expertise pour définir un certain nombre de protocoles, de gestes barrières pour parvenir à vivre au long cours avec le virus. On peut très bien avoir un effet rebond, on peut s'attendre à une réplique peut-être à l'automne. Il ne sera pas possible de vacciner tout le monde en un mois quand le vaccin sera là. Donc on va vivre au long cours avec le

virus, voire après d'autres, ce qu'on ne peut plus exclure.

Il est vraiment important de définir le déconfinement démocratiquement, avec une interaction entre savoirs, pratiques et connaissances locales. C'est très important. Si on y arrive, c'est une victoire démocratique et c'est probablement une victoire tout court. Je pense que les démocraties, quand elles usent vraiment de tout leur arsenal, sont beaucoup plus efficaces que les dictatures. En tout cas ce qui est très important, c'est que chacun partage à la fois le savoir et les gestes.

Est-ce qu'il n'y a pas un risque aussi de tomber, à un moment ou un autre, dans une tentative expertocratique qui voit alors justement une sorte de gouvernement éclairé des experts prendre le pas et contraindre aussi finalement la démocratie dans certaines de ses actions ?

Oui c'est bien sûr un risque. Mais c'est sûr que dans une crise comme celle d'aujourd'hui avec des aspects épidémiologiques, on est très différents dans la relation « connaissances scientifiques-décision politique » qui prévaut par exemple pour le dérèglement climatique. Là, les communautés épistémiques, les sciences du climat etc. n'ont pas grand-chose à nous dire sur le type de société qu'on peut imaginer avec une société bas-carbone. L'éventail politique resterait très large.

Aujourd'hui, la difficulté c'est que nous avons affaire à un problème médical et donc effectivement le diagnostic lui-même est inséparable du comportement. Nécessairement pourrais-je dire, le côté scientifique empiète sur le côté politique. On pourrait ainsi très bien avoir différentes stratégies, et on l'a vu au Royaume-Uni, en Hollande et en Suède, où la stratégie a été celle de la diffusion la plus rapide possible du virus dans la population. Mais là, on a peut-être plus affaire à une décision proprement politique, l'aspect médical n'était pas le seul qui pouvait décider.

L'aspect médical va nous indiquer, nous faire connaître les modes de diffusion du virus. Il reste que pour les pratiques à adopter dans différentes situations professionnelles, ce sont les gens eux-mêmes qui sont le mieux à même de les trouver sur la base de cette connaissance et de les mettre

en œuvre. S'ils n'ont pas accès à ces informations, ou s'ils ne les ont pas comprises, ils ne les mettront pas ou mal en œuvre. Il peut y avoir une tentative expertocratique mais on a besoin de certaines connaissances qu'on ne peut pas se procurer par soi-même. Ces connaissances seront insérées dans un contexte plus large. On se réapproprie le tout. Et une dictature médicale serait plus dictature que médicale.

Vous avez aussi écrit sur la question de la désobéissance civile. Comment est-ce qu'on peut encore être justement désobéissants dans une société du confinement ?

Pour le moment, je crois que nous n'avons pas d'autres choix que de ranger les manifestations dans la rue et la désobéissance civile. Nous sommes dans une période très particulière, d'où la nécessité d'avoir une sortie démocratique du confinement qui ré-implique le citoyen. Pour le moment la désobéissance civile est entre parenthèses et ce n'est pas un problème, de même qu'on peut très bien, pendant un certain temps, suspendre les libertés publiques. Il faut cependant être attentifs sur le fait qu'on ne nous fera pas le coup du terrorisme, en France, où les restrictions ont été inscrites dans la loi ordinaire... Inscire le confinement dans la loi ordinaire serait complètement ridicule puisque de toute façon la société s'effondre.

Donc on voit bien que la problématique n'est pas la même. Il va nous falloir réfléchir à cela. Nous allons rentrer dans une période où l'idée que nous avons, en Occident, de l'acquisition dès notre naissance d'un capital d'existence garanti seulement menacé par l'incurie d'autrui doit être révisée. Avec ce qui nous arrive et en termes écosystémiques sanitaires et en terme de dérèglements climatiques, nous allons devoir en partie revenir sur cette conception. L'intérêt de cette crise est qu'elle nous remet devant notre vulnérabilité biologique, elle nous rappelle que nous sommes une espèce vivante parmi d'autres. Par définition nous sommes mortels et il n'y a pas d'assurance absolue vis à vis du moment auquel nous devons les uns et les autres disparaître. Démocratiquement, il va falloir réfléchir, redéfinir justement, peut être à l'avance, encadrer ces périodes d'exception qui ont de fortes chances de revenir. On rentre dans une nouvelle période, même si la plupart des gens pour le moment rêvent de revenir à l'état antérieur, au statut « normal », ce à quoi je ne crois pas du tout.

Finalement, c'est le choix entre écologie ou barbarie ?

Bien sûr, ça oui. Parce que si on revient simplement en arrière, si on réinjecte de l'argent dans les compagnies aériennes, si on fait repartir «comme avant-guerre» si j'ose dire, on sait très bien ce qui nous attend.

N'oubliez pas que les projections aujourd'hui sont à 2 degrés d'augmentation en 2040, c'est à dire en 20 ans. On a connu une augmentation de neuf dixièmes de la température de 1980 à aujourd'hui, c'est à dire en 40 ans. Et là, on va avoir à peu près la même augmentation de neuf dixièmes à nouveau et en vingt ans. Et on part dans le deuxième degré d'augmentation. On voit depuis 2018 que les phénomènes commencent vraiment à changer. Je donne un simple exemple : dans 20 ans, donc à 2 degrés de plus par rapport à la moyenne planétaire de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, vous aurez déjà des endroits sur terre, entre les tropiques, où la probabilité de connaître plusieurs jours par an des périodes d'accumulation de chaleur et d'humidité rendront des espaces inhabitables. Je vous rappelle qu'à la suite des gigantesques feux l'année dernière, les récoltes de sorgho et de riz en Australie ont diminué de 66%. Si vous préférez prendre l'avion et continuer à avoir ces phénomènes, je pense que vous n'avez pas bien exactement compris ce qui vous attend. D'où l'enjeu de bien faire comprendre le lien actuel entre cette crise sanitaire et l'écologie. Ce n'est pas une crise sanitaire, c'est une crise écologique et sanitaire. Et sanitaire par cause écologique.

Une dernière question : plusieurs penseurs sont en train de réfléchir au monde d'après. Si vous vous deviez identifier une mesure à mettre en place tout de suite pour ce monde d'après, ce serait laquelle ?

Justement ça ne peut pas être une mesure parce que c'est systémique. Première réponse. Mais je pense à deux mesures très importantes aujourd'hui qui peuvent paraître contradictoires dans l'esprit des gens.

La première mesure, ce sont des quotas individuels. On n'a pas d'autre moyen possible de réduire nos émissions. Si on ne veut pas exploser la barre des 2 degrés dont je parlais tout à l'heure (et je le rappelle on y sera

en 2040 très probablement), il faudrait dans la décennie, en commençant l'effort tout de suite, réduire de plus de moitié les émissions mondiales de gaz à effet de serre. C'est une décélération extrêmement brutale et c'est cela le gros défi de l'écologie. Ce n'est pas la même chose que nous vivons aujourd'hui face au coronavirus car aujourd'hui on fige l'économie. Or ce n'est pas la figer qu'il faut, c'est la faire redescendre. Elle doit redescendre en termes de flux de matières et de flux d'énergie pour ensuite aboutir à une vitesse de croisière qui maintiennent notre bien-être mais avec un support énergétique et matériel qui sera différent et réduit. C'est un défi gigantesque et on ne peut y arriver essentiellement que par des comportements. On doit se mettre mentalement en situation de pénurie sur un certain nombre de ressources pour précisément faire que la terre continue à être viable. Et l'instrument le plus juste quand on est confronté à une pénurie, c'est le quota. Mais en même temps, rembourser les dettes publiques des différents pays après ce qu'on est en train de vivre, c'est une absurdité totale. Voilà par exemple une deuxième mesure.

Troisième mesure : de revenir (et dans un pays fédéral comme la Belgique, ça va vous parler) à une gouvernance scalaire, par échelle. On ne s'en sort pas si on ne redonne pas du mou à l'échelon local. Les États doivent être des animateurs, ils sont là pour garantir certains objectifs qu'on va définir à l'échelle internationale. Mais il est très important qu'on redonne du mou localement parlant et qu'on relocalise beaucoup de choses.

On ne va faire que les choses qu'on est capable de comprendre et par rapport auxquelles on a une certaine responsabilité. Voilà déjà divers horizons de mesures qui ne sont déjà pas mal.



2 | DES MESURES POUR UN TEMPS LIMITÉ ET STRICTEMENT PROPORTIONNÉES À L'OBJECTIF POURSUIVI

Interview [**JUSTINE LACROIX** | Professeure de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles. Dans le cadre de ses recherches, elle a notamment travaillé sur les questions de la souveraineté, du populisme et des droits de l'homme. Avec Jean-Yves Pranchère, elle a publié en 2019 chez Seuil : « Les droits de l'homme rendent-ils idiot ? »]



Est-ce que le Covid-19 et la crise sanitaire que nous vivons aujourd'hui sont aussi une crise de la démocratie ?

Il importe aujourd'hui de s'exprimer avec prudence et modestie. Nous sommes confrontés à « un événement » au sens d'Hannah Arendt, c'est à dire quelque chose susceptible de bousculer nos schèmes de pensée habituels. Les philosophes, les penseurs du politique sont tout aussi dépourvus par ce qui nous arrive. Je ne pense pas tant à l'épidémie elle-même – qui semblait largement prévisible même si elle n'a pas été anticipée – qu'à cet événement politique à proprement parler *in-croyable* que constitue le confinement de la moitié de l'Humanité.

Il faut résister à la tentation de voir aussitôt dans cette crise la confirmation des réflexions élaborées auparavant. Il est vrai qu'un certain nombre de signes montrent que nos réactions face à l'épidémie pourrait accentuer les difficultés que connaît la démocratie depuis plusieurs années. Pourquoi? D'une part, chez un certain nombre de nos concitoyens, peut s'imposer l'idée que seul un pouvoir fort serait en mesure de protéger efficacement la santé de tous. La Chine a ainsi été en mesure d'imposer des mesures drastiques qui seraient difficiles à mettre en œuvre dans une démocratie libérale. D'autre part, un certain nombre de dirigeants se saisissent de la crise sanitaire pour renforcer leur pouvoir. L'exemple le plus frappant est

celui de Viktor Orban en Hongrie. Ce régime était déjà, au mieux, une semi-démocratie et il vient de basculer dans l'autoritarisme. Il y a donc deux risques : une désaffection pour le régime démocratique et un recul des libertés publiques.

A l'inverse, je dirais que le principe démocratique, avec toute l'exigence qu'il porte en termes de transparence et de délibération, est peut-être le seul à être à la hauteur d'un tel événement. Les mesures de rétorsion prises à l'encontre des « lanceurs d'alertes » ont sans doute joué un rôle très lourd dans le retard qu'a mis la Chine à prendre la mesure ce qui se produisait. A quoi on peut ajouter que, face à la crise sanitaire, nombre des dirigeants dits « populistes » (Trump, Bolsonaro) n'apparaissent guère que comme des pantins incapables de répondre à cette crise avec le sérieux, l'efficacité et le sens des responsabilités qui est demandée.

Les citoyens de nos démocraties font aussi preuve d'un sens civique et d'une capacité inattendue à restreindre leurs libertés privées au nom du bien commun. Nous venons tous d'accepter des mesures inédites, qu'aucune génération actuellement en vie n'a connue. Nous assistons tous les jours à une multiplication d'initiatives solidaires. C'est un élément de relatif optimisme par rapport à ceux qui nous disent que nos sociétés sont trop rongées par l'individualisme, le repli sur soi et le souci de jouissance à court terme pour faire face à une menace majeure qui menacerait la communauté dans son ensemble.

Certaines analyses portent sur un biopouvoir qu'on retrouverait dans nos systèmes de décisions, avec un renforcement des contrôles face à la crise. Y voyez-vous une certitude ou un simplisme ? Cet avertissement, lancé notamment par Giorgio Agamben, ne permet-il pas de maintenir notre attention sur le danger de certaines de nos libertés mises en parenthèse pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, la fin de la crise sanitaire n'étant pas encore certaine ?

Je suis très irritée par les analyses qui ont été faites récemment par Giorgio Agamben, qui voit dans les mesures prises pour lutter contre l'épidémie le paradigme de « l'état d'exception » dans lequel nous vivrions. Bien sûr,

nous devons être extrêmement vigilants sur le fait que ces mesures restent des mesures « exceptionnelles ». Mais, dans tout système républicain, dans tout système démocratique, doit être reconnue la possibilité de suspendre certaines libertés individuelles, pour autant que cette suspension réponde à l'objectif de sauver la Cité. Sous la République romaine, existait ainsi l'institution dite de la « dictature » - qui n'avait rien à voir avec la tyrannie. Face à un péril imminent, les pleins pouvoirs pouvaient être conférés à un magistrat pour un temps limité. L'état d'exception est un régime de dérogation temporaire qui vise à sauver la démocratie elle-même. Pour rester dans le cadre de l'Etat de droit, cela suppose un certain nombre de conditions qui doivent être très claires – notamment le fait que nul ne peut s'arroger de lui-même les pleins pouvoirs et que ceux-ci doivent être limités dans le temps. Là est déjà la différence fondamentale entre ce qui se passe ici et ce qui se passe en Hongrie, puisque Orban s'est vu reconnaître les pleins pouvoirs pour une durée illimitée.

Donc, les mesures prises doivent l'être pour un temps limité et elle doivent être également strictement proportionnées à l'objectif poursuivi - qui est ici de protéger le « droit à la vie » d'un maximum de nos concitoyens. Toute analogie avec un « état d'exception permanent » articulé autour d'une logique policière, me semble entretenir une dangereuse confusion des concepts. Par contre, il, est vrai qu'il faut rester vigilants sur le fait que ces mesures ne doivent pas être prolongées au-delà de ce qui est strictement nécessaire. Et là, il y a une vraie source d'inquiétude. On constate régulièrement dans nos démocraties occidentales, comme cela a été le cas en France, que des mesures qui sont prises à titre exceptionnel, pour lutter contre le terrorisme, finissent par se retrouver dans le droit commun.

Vous avez justement amené dans votre dernier ouvrage une opposition entre l'individualisme négatif et l'individualisme positif. Est ce que finalement, un des principaux dangers aujourd'hui ne serait-il pas qu'on est peut être trop passé dans cet individualisme négatif, dans cette idée que « ma liberté absolue ne doit pas être limitée » avant l'intérêt collectif ? Finalement, dans le cadre de cette crise sanitaire quelles sont encore les conditions de la liberté ?

Jean-Yves Pranchère et moi avons écrit ce petit livre pour rompre avec

une lecture « individualiste » (au sens étroit) des droits de l'homme. Une conception « étroite » des droits de l'homme revient à penser que chacun a une aire de liberté « privée » dans laquelle personne ne peut empiéter. Or, les droits de l'homme sont toujours les droits de l'homme-en-société, ils ne sont jamais les droits de l'individu « en soi ». Ce sont plutôt des droits du trans-individuel ou de l'inter-individuel. Le propre des droits de l'homme, c'est d'ouvrir un espace de délibération, un lieu de partage et de solidarité avec d'autres. La crise que nous traversons nous fait prendre conscience de façon très concrète que les droits de l'homme ne se réduisent pas au droit de l'individu de faire tout ce qui lui plaît, de poursuivre ses intérêts privés sans souci du bien commun et du collectif dans lequel il s'insère.

En outre, la logique des droits de l'homme renvoie aussi à une forme d'autonomie, qui suppose la capacité de décider avec d'autres. Tant que l'exercice de cette autonomie sera possible – et donc tant que la possibilité de délibérer, de décider ensemble, de contester les décisions prises, de résister à des mesures abusives ou à celles dont les conséquences sociales sont trop injustes – sera maintenue, je ne serais pas trop inquiète pour l'avenir de nos libertés privées. Par contre, si nous perdons cette capacité de résister aux formes de domination arbitraires, alors nous risquons de les perdre pour de bon. Je m'inspire directement ici de la lumineuse mise au point proposée récemment par ma collègue d'Oxford, Cécile Laborde (<https://blog.politics.ox.ac.uk/liberty-in-the-time-of-corona/>).

C'est ce que David Runciman décrit dans son ouvrage « How democracy ends ». En fait, les coups d'État ne se font plus de manière violente et visible, mais se font à l'intérieur avec un délitement de l'action politique. Donc, si l'on vous suit, ce qui est important maintenant, à savoir la question de l'autonomie.

Oui, c'est la question de l'autonomie collective. Le livre de Runciman montre bien que ça fait des années que nombre de démocraties, même au sein de l'Union européenne, ont pris une série de mesures qui ont conduit à restreindre le champ d'exercice des libertés. Comme je le disais, le risque avec le Covid-19, est qu'un certain nombre de mesures prises ne se pérennisent une fois la crise sanitaire passée. Tom Ginsburg et Aziz Huq, dans leur ouvrage « How to save a constitutional democracy » ont

étudié les mécanismes institutionnels qui permettaient de résister à une forme d'érosion démocratique. Leur conclusion, ce qu'à la fin des fins, quand on a passé en revue tous les mécanismes institutionnels, le facteur décisif reste l'existence de citoyens susceptibles de continuer à se mobiliser pour préserver les libertés publiques. Cela renvoie donc aux capacités d'organisation et d'autonomie des citoyens, au travail des syndicats, des partis politiques, des associations. Le politique ne se réduit pas à l'enceinte parlementaire, même si elle en reste évidemment un élément important.

L'exercice reste toujours difficile mais, face à ces questions, si vous deviez pointer une mesure importante pour les démocraties en Europe, quelle serait-elle ?

Toute mesure qui irait dans le sens d'une plus grande solidarité entre les peuples européens. Le Covid-19 nous fracture au moins autant qu'il nous unit. Au niveau national, il creuse brutalement les inégalités entre ceux qui peuvent faire du télétravail et ceux – livreurs, caissières, infirmières, ouvriers – qui restent en première ligne, entre ceux qui préservent leur salaire et ceux qui perdent tous leurs revenus. Au niveau européen, il accentue les failles entre les Etats, les régions, les territoires inégalement touchés ou ébranlés par l'infection. C'est le moment ou jamais de mettre sur la table la question d'un budget européen significatif – et donc d'un impôt européen - dans la ligne des propositions formulées par Thomas Piketty et ses collègues (Stéphanie Hennette-Vauchez, Thomas Piketty, Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez, *Traité de démocratisation de l'Europe*, Paris, Seuil, 2017) car il n'y a évidemment pas de solidarité qui vaille sans une imposition commune susceptible de financer les « biens communs » des Européens, tels que la préservation de la santé ou de l'environnement.

A close-up, slightly angled photograph of a smartphone screen. The screen is light blue and displays the Amazon logo in the bottom right corner. The logo consists of the word "amazon" in a bold, black, lowercase sans-serif font, with a curved orange arrow underneath it that starts under the 'a' and ends under the 'n'. The phone's black bezel is visible at the top and bottom edges. The background is a soft, out-of-focus light orange color.

amazon

3 | LE CAPITALISME NUMÉRIQUE COLONISE TOUS LES LIEUX QUE NOUS DÉS-HABITONS

Interview [**ANTOINETTE ROUVROY** | Juriste et philosophe du droit aux Facultés de Namur et chercheuse au FNRS, Antoinette Rouvroy étudie la question de la norme et du pouvoir à l'heure de la révolution numérique »]



La crise du Covid et ces semaines de confinement qui se succèdent et qui sont imposées à plus de la moitié de l'humanité voient à la fois l'arrêt partiel ou total de pans entiers de l'économie, et en même temps un triomphe des géants du numérique qui semblent asseoir définitivement leur hégémonie.

De fait les grosses entreprises du numérique sont globalement bénéficiaires du basculement en ligne d'une très grande partie des interactions sociales, éducatives, commerciales, professionnelles,...des êtres humains "normalement connectés" (ce qui laisse quand-même dans l'angle mort des pans entiers de la population mondiale, moins bien ou non connectée à l'internet), au détriment très souvent d'acteurs de l'économie non-numérique grandement fragilisés par les fermetures obligatoires des commerces et des services. Le capitalisme numérique et la gouvernamentalité algorithmique qui l'accompagne ont horreur du vide. Ils colonisent l'espace laissé entre les corps par la distanciation physique (Skype, WhatsApp, Zoom, Teams,...deviennent les nouveaux "lieux" de socialisation), se substituent au "commerce" dans l'espace social territorialisé déserté (Amazon se charge de tout, même de votre épicerie), ils profitent aussi de l'assèchement de l'espace public délibératif (grâce à des quantités massives de données en provenance de Facebook, le profilage et le ciblage, à des fins de propagande électorale, des portions d'électorat les plus influençables et indécis dans le contexte de la campagne électorale de donald Trump est exemplaire à cet égard). Le capitalisme numérique colonise tous les lieux que nous dés-habitions,

et prolifère, se nourrissant des données numériques produites chaque seconde en quantités massives, qui renseignent sur nos comportements, nos propensions, nos habitudes, ...et permettent aux géants du numérique d'entraîner leurs "algorithmes intelligents" à mieux "connaître" nos formes de vie. Les plateformes numériques capables d'attirer le plus d'utilisateurs gagnent aussi un avantage compétitif dans la course mondiale au développement des intelligences artificielles.

Mais aussi, alors que, face à la crise sanitaire présente, et surtout, face à la perspective déjà sensible d'une crise climatique et écologique planétaire autrement plus inquiétante, les réponses que peuvent donner les gouvernants à la demande de sécurité des gouvernés s'avère défailante (des années de politiques austéritaires et de désinvestissements dans les services publics essentiels leur ont fait perdre l'habitude et les moyens de répondre à cette demande de sécurité), le solutionnisme technologique a globalement le vent en poupe: une intelligence artificielle, capable de métaboliser en temps réel les données numériques émises dans le monde entier ne serait-elle pas plus à même que nos dirigeants politiques de faire face aux grands défis auxquels nous sommes urgemment confrontés, de détecter les signes avant-coureurs de phénomènes autrement imprévisibles ? De prendre des décisions plus impartiales, objectives, opérationnelles, efficaces, rapides ? Gouverner, alors, s'amenuiserait jusqu'à ne plus consister qu'à garantir au capitalisme numérique les autoroutes de l'acceptabilité sociale. Le droit n'aurait plus d'autre "fonction" que d'être une infrastructure favorable à l'innovation et à son adoption par les populations en promettant notamment aux individus le respect de leurs droits et libertés fondamentaux, pour autant qu'ils ne fassent pas obstacle à la mise en place d'une gouvernamentalité algorithmique mondiale pilotée par quelques plateformes auxquelles tous prêteraient, volontairement ou non, consciemment ou non, allégeance. La gouvernamentalité algorithmique se présenterait alors effectivement comme hégémonique, comme pure positivité sans négativité, comme totalité sans dehors.

Cependant, même si la distanciation physique imposée actuellement en raison de la crise sanitaire a pu produire, sur une bonne partie de ceux d'entre nous qui étaient les plus rétifs aux écrans, des effets de conversion, il n'est pas évident que le basculement en ligne de nombreuses activités qui s'effectuaient hors ligne avant le confinement ait vocation à se poursuivre

une fois la crise sanitaire passée... il n'est pas non plus absolument évident que l'idée d'être gouvernés par des machines suscite chez les citoyens un engouement massif.

Certains ingénieurs et *data scientists* le reconnaissent eux-mêmes: le plus gros "bug" qui menace l'intelligence artificielle, c'est la persistance du monde physique et de ses habitants. Nous sommes "désespérément" organiques, désespérément "vivants" - donc affectés d'événements incalculables et non numérisables. De plus, comme le disait Jaron Lanier à propos de la réalité virtuelle (dont il se dit l'inventeur...sans doute parce qu'il n'avait pas lu Antonin Artaud, qui en avait donné des préfigurations absolument fulgurantes!): une de ses «vertus» est précisément de faire sentir à quel point la réalité physique est infiniment plus savoureuse, précieuse, jouissive, complexe, intéressante. S'il n'y a pas d'équivalence "affective" entre ces dispositifs numériques et les agencements collectifs territorialisés que nous pouvons habiter en temps ordinaires, c'est bien parce que les intrications sémiotiques à travers lesquelles nous, êtres humains, opérons la "sémiose" (donnons sens commun), impliquent bien autre chose que des données numériques décontextualisées, "dé-codées" diraient Gilles Deleuze et Félix Guattari. Ces intrications gestuelles, posturales, mimiques, prosodiques, linguistiques,... à travers lesquels nous nous reconnaissons, ne peuvent prendre consistance que dans des espaces territorialisés dont elles enrichissent la référentialité commune. Même si Elon Musk prétendait récemment que, grâce à un super implant neuronal, le langage humain deviendrait bientôt redondant, nos manières de faire sens impliquent bien plus que des signaux numériques a-signifiants agrégés à l'échelle industrielle dans un espace purement métrique, neutralisé, de coordonnées dont le point zéro ne serait plus l'être humain.

Quand bien même la Commission Européenne, voudrait faire passer pour une évidence que "la croissance économique et le bien-être sociétal actuels et futurs de l'Europe reposent de plus en plus sur la *valeur créée par les données*" : la *valeur créée par les données*, plutôt que par le travail humain... on pressent là le déni ou à tout le moins l'oubli du "digital labour" de même que des "travailleurs des plateformes". Le fantasme d'un monde sans travailleurs propre au capitalisme numérique se nourrit de la capacité des algorithmes à transformer le virtuel en plus-value sans plus en passer par aucune des dimensions de l'intelligence humaine: la sensibilité,

l'entendement et l'imagination deviennent absolument indispensables.

Cependant, on mesure aujourd'hui douloureusement à quel point les prétentions, fondées sur les "big data", les algorithmes, l'intelligence artificielle, à tout prévoir, à tout anticiper, à tout automatiser, à tout optimiser au plus juste, en temps réel, en régime de "flux tendu", prétendant nous immuniser contre l'excès du possible sur le probable, nous ont déshabitués à la prendre en compte la part irréductible d'incertitude radicale qui fait que le monde, tel qu'il surgit, échappe toujours un peu (ou beaucoup) aux prédictions, et à nous organiser collectivement pour y faire face. Les algorithmes du capitalisme numérique, essentiellement dédiés à tout optimiser à des fins de maximisation de la rentabilité financière à court-terme, n'avaient strictement pas vu venir le coronavirus, ayant renoncé à rien connaître du monde qui ne soit optimisable. Ce déni d'une matérialité organique en excès de la production de la vie comme flux numériques, la prétention d'immuniser les flux capitalistiques contre l'altération qui est au principe même du vivant, expose inévitablement à des "bugs" cataclysmiques: quelles que soient ses prétentions hégémoniques, le capitalisme numérique se heurte à un dehors et ce dehors est le monde - organique, physique, passible, fragile - que nous habitons.

Les réseaux sociaux et les Gafam semblent pourtant répondre à une série de problèmes posés par le confinement : contacts sociaux bien sur, vente en ligne, information mais on sent aussi des innovations soudaines pour tenter de répondre à cette épidémie et au confinement ?

Les développements de l'IA faisaient les gros titres de l'actualité avant que le coronavirus leur vole la vedette. Le délire immunitaire propre à l'idéologie technique du tournant algorithmique (cette idée que grâce aux données et aux algorithmes, on peut tout anticiper, et purger le monde de tout événement) apparaît enfin pour ce qu'il est - un délire - dans le miroir grossissant que lui tend le virus, ce monstre minuscule, invisible, qui dévore le monde dans l'angle mort du numérique. Evidemment - c'est là un effet des capacités hautement recombinautes du capitalisme - à présent Google et Apple, et une interminable ribambelle de geeks tentent de rattraper le coup et s'activent sur des projets de «techs for good»: des applications

de Covid-tracking conformes aux règles européennes en matière de protection des données personnelles. C'est certainement cathartique, cette impression de faire quelque chose plutôt que rien, et certaines de ces applications peuvent effectivement, marginalement, apporter une aide dans la lutte contre la pandémie, mais LA solution n'est pas numérique.

Ma réticence envers les applications actuellement proposées pour tracer les contacts interpersonnels tient plutôt à un problème d'efficacité. La question de l'efficacité de dispositifs numériques de «tracking» du virus se pose pratiquement (pour que ce soit efficace il faut au minimum qu'une proportion importante de la population - en ce compris les très jeunes et les très vieux - aient un smartphone et aient téléchargé l'application ad hoc) et juridiquement (un système inefficace ne remplit pas les conditions de proportionnalité et de légitimité imposées par les régimes de protection des données). Plus largement, le tracking seul n'arrêtera pas le virus: il peut rendre mieux perceptible sa propagation - de façon très approximative cependant, puisqu'on ne peut inférer de la seule proximité mesurable entre deux émetteurs bluetooth de téléphones portables la probabilité de propagation du virus entre leurs propriétaires respectifs (d'où l'importance cruciale de garder à l'esprit que les signaux numériques ne *sont* pas le monde dont ils émanent, mais n'en sont qu'une abstraction très approximative, biaisée de multiples façons), il peut «responsabiliser» les individus (agissant alors comme instrument de normalisation des comportements), permettre de détecter et de sanctionner ceux qui contreviennent aux injonctions de confinement et de distanciation sociale,... mais tant qu'on n'a pas de tests, pas de masques, pas de prophylaxie, pas de médicament, pas assez de personnel (en ce compris pour interpréter les signaux numériques) ni de matériel médical...ça reste globalement inefficace. La plupart des systèmes proposés sont en outre extrêmement vulnérables aux attaques, probablement très peu fiables (d'autant moins fiables qu'ils reposent sur l'enrôlement volontaire des personnes et qu'ils promettent l'anonymat). La carte n'est pas le territoire. Surtout, il nous faut des tests, des masques, des vaccins.

S'ils s'avéraient utiles car efficaces (dans un contexte différent de celui que nous connaissons aujourd'hui en Belgique, donc), ces dispositifs de "tracking" numérique seraient bienvenus. Le principe - qui n'a rien de neuf - d'un traçage des contacts interpersonnels à des fins de lutte contre

l'épidémie est évidemment irréprochable et le seul traçage "manuel" tel qu'il est envisagé aujourd'hui en Belgique, risque d'être très peu efficace. Demander aux individus de noter les noms et numéros de téléphone de toutes les personnes qu'ils rencontrent dans l'espace public est une "solution" très peu réaliste. Dans les transports en commun, nous côtoyons quantité de personnes et je n'imagine pas demander leurs noms et numéro de téléphone à toutes les personnes masquées voyagent à moins d'un mètre cinquante de moi. Le stockage des signaux bluetooth des téléphones peut s'avérer beaucoup plus praticable et moins attentatoire à la protection de la vie privée et des données personnelles que le tracking "manuel", surtout si ces données restent par défaut anonymes et stockées localement sur les téléphones des individus, et ne sont "dés-anonymisées" qu'au cas où une personne serait diagnostiquée positive au Covid-19, afin de permettre à ceux qui auraient été en contact suffisamment prolongé avec elle de prendre les mesures qui s'imposent. L'obsession fétichiste pour la donnée personnelle dans nos démocraties libérales devrait être dépassée. Les enjeux, en l'occurrence, ne sont pas individuels, mais exclusivement collectifs et politiques. Il y a deux histoires distinctes à l'exigence du consentement au traitement des données personnelles: autodétermination individuelle (dérivée du droit médical et de la bioéthique post-seconde guerre mondiale) et autodétermination collective des peuples (Révolution française; Déclaration d'indépendance USA; droits des peuples autochtones). Une piste pour tenir compte, dans les instruments de protection des données, de la nature relationnelle, et donc aussi collective, de ce qui, à travers les données, mérite d'être protégé, particulièrement en ces temps de pandémie, serait de s'inspirer davantage de l'origine politique, collective. Car ce qui est en jeu, dans les traitements automatisés de données, c'est moins l'intégrité physique individuelle (comme dans la bioéthique) que la vitalité «démocratique», la possibilité de décider collectivement de ce qui nous concerne non pas individuellement, mais en tant que peuple à venir.

Ma réticence à l'égard des applications numériques de traçage des relations interpersonnelles dans ce contexte de pandémie ne se fonde donc pas du tout sur le fantasme de la mise en place d'un régime totalitaire obsédé par la surveillance des citoyens. Cette pandémie n'est pas, contrairement à ce qu'a prétendu Giorgio Agamben, une "invention" devant permettre à l'Etat de justifier ou de faire accepter un état d'exception suspensif des libertés publiques et des droits fondamentaux. Elle est un fléau qui

affecte la population mondiale - en ce sens elle est aussi un produit de la mondialisation: si une partie (aisée) de la population mondiale n'était pas constamment en mouvement, le virus n'aurait pas pu se propager à l'échelle planétaire - et qui requiert, pour en venir à bout, des actions coordonnées au niveau mondial. Il est à mon sens évident que "le numérique" peut fournir des outils de visualisation, de détection des foyers potentiels d'épidémies, de modélisation de la viralité à l'échelle mondiale qui pourraient être absolument précieux à l'avenir (à condition de ne pas prendre la carte pour le territoire). La juxtaposition de systèmes développés localement n'est probablement pas ce qu'il y a de plus efficace, sous l'angle de la lutte contre la pandémie. Le partage des données sanitaires (au sens large) à l'échelle mondiale, suivant des modalités compatibles avec le droit des différents états, reste à organiser. C'est un défi auquel les gouvernements devraient s'atteler sans tarder (la pandémie que nous traversons ne sera pas la dernière), à moins qu'ils ne comptent sur le secteur privé (les géants de l'internet) pour le relever à leur place en substituant à la réglementation des formes d'autorégulation ne ménageant aucun espace à la délibération politique.

Vous avez récemment co-signé une carte blanche dans le Nouvel Observateur à propos des travailleurs des plates formes numériques, vous y dénoncez les conditions déplorables de ces travailleurs, qui se constatent de façon encore plus flagrante dans les conditions du confinement, comme si les plates formes ne répondaient plus à aucune forme de règle ou de loi. On le voit aussi, par exemple, avec les travailleurs d'Amazon... Pourtant on a l'impression paradoxale que si cette crise révèle une fois de plus les disparités terribles du système, elle renforce, au moins ponctuellement, la puissance des acteurs du numérique qui en profitent le plus (Amazon recrute à tour de bras, et la crise économique qui nous pend au nez devrait voir se multiplier les candidatures...)

Comme la plupart d'entre nous sont "immobilisés", "en retrait", il nous est à présent loisible de mieux percevoir ceux qui sont habituellement "invisibilisés" : tous ceux dont le travail est essentiel pour satisfaire nos besoins "logistiques". Invisibles dans les flux de circulation en temps

normal, les coursiers circulent d'autant plus que les confinés sont immobiles. La visibilité nouvelle de ces travailleurs essentiels mais précaires, si elle peut leur valoir quelques applaudissements et la commisération de leurs concitoyens - n'est pas suffisante à leur assurer une meilleure position dans le rapport de force (ou de domination) dans lequel ils se trouvent relativement aux plateformes qui les emploient. Il y a des combats juridiques à mener pour éviter que la "platformisation" de l'économie détricote les protections sociales et le droit du travail. Il conviendrait de raviver, en leur donnant une effectivité juridique, les principes contenus dans la Déclaration de Philadelphie (10 mai 1944) concernant les buts et les objectifs de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Imposer un cadre juridique aux plateformes du numérique n'est pas chose aisée, et il faudrait là aussi une action concertée - beaucoup plus efficace que les actions isolées des états.

Alors qu'une conception en vogue considère le droit comme une "infrastructure" dont la finalité est de "permettre l'innovation" (version contemporaine de la doctrine "law and economics"), lorsque l'"innovation" consiste essentiellement à accroître la puissance extractiviste et prédatrice de quelques gros acteurs et à fragiliser ou à disloquer tous les agencements collectifs susceptibles de leur tenir tête, il me semble urgent de sortir de cette soumission du droit à la logique absolue de l'"innovation" et de retrouver, pour le droit, une finalité tout autre: la poursuite de la justice comme idéal de perfectibilité sociale. L'enjeu est évidemment plus large encore que ce que je viens d'essayer d'évoquer: il n'y aura pas de justice climatique, pas de justice écologique, sans articulation étroite des trois écologies décrites par Félix guattari: une écologie sociale, une écologie psychique, et une écologie environnementale.

Dans le domaine du numérique, à quoi « le monde d'après » devra être particulièrement attentif ?

La "transition numérique" ne peut plus aujourd'hui s'énoncer comme une "finalité" autonome, à part entière, comme une logique absolue. Les désirs que nous pouvons ressentir pour la 5G, la "smart city", la voiture autonome, la domotique...qui sont surtout des manières d'automatiser et d'accélérer les effets de modes de vie et de consommation écologiquement,

climatiquement et socialement insoutenables, bref, d'automatiser notre bêtise.

Un trait de génie du capitalisme numérique est de faire passer la prolifération des données numériques, l'accélération exponentielle de leur circulation,...comme un "bien", une "ressource", une "valeur" alors que tout cela pourrait tout aussi bien être considéré relever de la catégorie des déchets toxiques. Toxiques pour le climat, pour l'environnement, pour nos agencements sociaux, pour nos psychismes individuels.

Je ne suis pas technophobe, loin de là: je pense que les perspectives, par exemple, offertes par le "machine learning" nous donnant accès à une perspective authentiquement "alien" sur le monde, émancipée du joug de nos représentations humaines, sont fascinantes, et peuvent contribuer à nous rendre plus "intelligents". Mais je pense aussi que nous avons à imaginer les modalités d'une "agencivité" composite soutenable humains-machines-environnement vivant. Nous n'avons encore rien vu. Tout est à penser. Or nous nous servons de ces machines, aujourd'hui pour dépenser l'avenir: à la fois pour nous dispenser de le penser, et pour en épuiser par avance toutes les ressources. Il ne tient qu'à nous de faire l'inverse: d'utiliser ces machines pour dé-clore l'avenir.

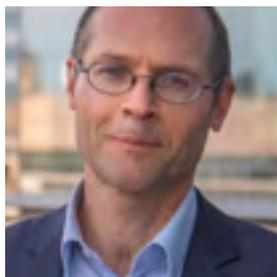
Dernière question : Voyez-vous des signes positifs, encourageants, des « bonnes nouvelles » aussi dans cette crise et ce confinement ?

Absolument. Alors que Mark Fisher (et d'autres) pouvaient écrire, constatant l'hégémonie après la chute de l'alternative communiste qu' "Il est devenu plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme", on voit aujourd'hui que l'inimaginable peut changer de camp. Aujourd'hui, j'ai l'espoir que la certitude se répande, de façon virale, suivant laquelle il n'y a pas d'alternative à une sortie du capitalisme, à la recomposition d'agencements collectifs consistants, à la prise en compte et au soin de tout ce qui échappe au calcul.



4 | LE RÔLE DES POLITIQUES : CRÉER DES RÉCITS AUXQUELS L'ON PUISSE ADHÉRER POUR SE PROJETER DANS L'AVENIR

Interview [**OLIVIER DE SCHUTTER** | Professeur de droit international à l'UCLouvain, Olivier De Schutter est également rapporteur spécial des Nations unies pour l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et coprésident du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables]



Crise globale, la crise du Coronavirus ne s'arrête pas aux frontières et concerne toute l'Europe. Cependant, on voit que cette crise sanitaire se double d'une crise politique européenne où les solidarités entre les États membres semblent malmenées voire dépassées. En tant que spécialiste de ces grands enjeux européens, quel regard portez-vous sur l'état de l'Union européenne aujourd'hui ?

La crise a été vraiment l'occasion de tester les limites de la solidarité européenne et cela s'est traduit notamment dans ce débat sur la manière dont l'Union européenne pouvait venir au secours des États membres, ne parvenant pas à faire face aux conséquences de la crise sanitaire. On a vu se déployer au niveau européen toute une série de mécanismes de soutien aux États, les uns pour soutenir le surcoût en termes de soins de santé et d'achat de matériel médical à travers le Mécanisme européen de stabilité, qui a été mobilisé à cet effet pour un montant maximum de 240 milliards d'euros. On a vu se mettre sur pied un mécanisme de soutien aux mesures de chômage partiel adoptées par les États pour un montant de 100 milliards d'euros. Et on a par ailleurs toute une série d'aides aux entreprises que les États ont été autorisés à adopter pour un total d'environ 1900 milliards d'euros et un soutien de la Banque européenne d'investissement

sous forme de prêts aux entreprises pour un montant de 200 milliards d'euros. Dans tous ces mécanismes, la question décisive a été de savoir si on allait aller au delà des dispositifs habituels pour pouvoir par ailleurs fournir aux États un soutien structurel fondé sur l'émission de ce qu'on appelle les obligations européennes. De quoi s'agit-il ? C'est en fait l'Union européenne qui emprunte de l'argent pour venir au secours des États et qui emprunte à des taux d'intérêt favorables puisque l'emprunt, étant adossé à l'ensemble des États membres, bénéficie d'une note de «triple A» grâce aux cotes très élevées qu'obtiennent sur les marchés internationaux des pays comme les Pays-Bas ou de l'Allemagne.

En d'autres mots, les obligations européennes permettent de bénéficier du meilleur rating par les agences de notation qu'obtiennent les États dont les finances publiques sont les mieux en ordre et de faciliter l'accès aux financements d'États comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou la Grèce, dont la dette publique explose et dont les conditions d'accès aux marchés pourraient être plus difficiles. Ce débat est existentiel pour l'Union européenne. Pendant plusieurs semaines, on a vu s'opposer d'un côté, des États qu'on appelle les « États fourmis » ou frugaux, Pays-Bas et Allemagne en tête, qui ne voulaient pas aider l'Italie, le Portugal ou l'Espagne sans conditionnalité financière très stricte, et d'un autre côté des États du Sud, qui pensaient que la solidarité européenne devrait leur permettre de bénéficier de soutien sans condition à des taux très favorables.

Le 18 mai, le ralliement de l'Allemagne à la position de la France, en faveur d'un emprunt européen de 500 milliards d'euros pour financer un plan de relance européen, a changé la donne. Ceci permet de franchir une nouvelle étape dans l'intégration européenne. En même temps que l'Allemagne et la France s'entendent pour proposer un mécanisme reposant sur l'émission d'obligations européennes, ce qui a permis à la Commission européenne de proposer un plan de relance de 750 milliards d'euros (dont 500 milliards de subventions et 250 de prêts), les Pays-Bas ont annoncé vouloir soutenir une relance verte de l'économie européenne, y compris par des soutiens aux pays du Sud. Peut être qu'au fond, cette crise que traverse l'Union européenne, cette mise à l'épreuve de la solidarité européenne, on va pouvoir en sortir par le haut. C'est en tout cas l'espoir qu'on peut aujourd'hui formuler.

On dit d'ailleurs assez régulièrement que l'Europe avance justement à cause de ces différentes crises. Pourtant, ne pensez-vous pas que le risque de refaire « la même chose » émerge, les fondamentaux de base n'ayant pas été modifiés ? Le système reste celui fondé sur la promotion du libre échange en matière commerciale, par exemple avec l'Amérique latine. Est-ce-qu'on ne prend pas le risque, finalement, de recréer des crises futures à brève échéance ?

C'est vrai qu'il y a un paradoxe dans la situation actuelle : d'un côté, toute une série de règles qu'on croyait absolument intangibles au sein de l'intégration européenne ont été mises de côté pour faire face à l'urgence de la crise. Par exemple, on a activé une clause de dérogation générale aux règles du Pacte de stabilité et de croissance pour permettre aux États d'augmenter leur niveau d'endettement pour faire face à la crise. On a mis de côté les restrictions aux aides d'État que ceux-ci peuvent apporter à leurs entreprises. On a également mis entre parenthèses toutes les règles relatives à la liberté de circulation puisque les États ont rétabli des frontières pour mieux contrôler la progression de la pandémie. Et donc, on a l'impression qu'une sorte d'état d'exception a été instauré pour faire face à la crise. En même temps cependant, on a beaucoup d'indices qui donnent à penser que l'on veut au plus vite retourner au système d'avant, avec des accords internationaux qui sont en train d'être négociés, notamment la relance des négociations avec les États-Unis pour un accord commercial entre l'Union européenne, avec l'insistance mise sur la liberté de circulation des travailleurs agricoles migrants saisonniers et évidemment, la liberté de circulation des produits agricoles au nom de la fluidité des chaînes d'approvisionnement. Et donc, on n'est pas en train d'assister à une véritable remise en cause du logiciel européen fondé sur la mise en concurrence des producteurs à l'échelle européenne, fondée sur le développement des chaînes d'approvisionnement, fondé sur la spécialisation du travail et la division du travail entre les États membres de l'Union européenne. On a plutôt l'impression que les mesures d'exception qui ont été prises au cours de la crise pour y faire face vont être une parenthèse rapidement refermée dès que la crise sera derrière nous. Donc, la question reste ouverte de savoir si l'on va saisir l'opportunité de ces crises pour faire un examen de conscience et pour vraiment revoir, si vous voulez, le logiciel sur base duquel l'intégration européenne s'est développée jusqu'à présent.

Justement, par rapport à cette idée de revoir le logiciel et de saisir cette crise comme une opportunité, quels seraient les instruments à mettre en place pour ouvrir ce débat ? Cela doit-il se faire par le haut, par la manière dont les États se questionnent sur ce qu'ils veulent faire au sein de cette Union européenne ? Ou est-ce un débat qui doit venir d'autres espaces ? Le dernier vrai débat sur le sens de l'Union a été réalisé il y a un peu plus de quinze ans avec la Convention sur l'Europe qui a accouché de ce fameux projet avorté de Constitution. Depuis, il n'y a plus eu grand chose. Par quoi faudrait-il repasser pour réinterroger cette Union européenne et la relancer sur les voies que vous appelez ?

Je crois qu'il y a deux fronts qui vont être importants dans les mois et les années qui viennent. Le premier est celui de la cohérence entre les politiques extérieures de l'Union européenne, notamment les politiques commerciales, d'une part, et les politiques internes de l'Union européenne d'autre part. L'Union européenne s'est donné un objectif avec cette nouvelle Commission, entrée en fonction en septembre dernier, à savoir le Green Deal, le Pacte vert, un grand projet de transition écologique. Et la question qu'il faut aujourd'hui poser, bien qu'elle soit encore un peu tabou, c'est celle de l'alignement des politiques commerciales sur cet objectif de transition écologique au sein de l'Union européenne. Est ce que nos politiques commerciales vont être revues de manière à permettre cette transition écologique au sein de l'Union européenne en protégeant l'Union du risque de dumping environnemental, social et fiscal ? Ou bien est ce que l'on va continuer à négocier des accords commerciaux et à développer des politiques commerciales qui exposent les acteurs économiques de l'Union européenne à une concurrence déloyale ? C'est une première question de cohérence entre les politiques externes et les politiques internes qui me paraît aujourd'hui devoir être posée. Je pense d'ailleurs que cette question va être posée avec une insistance de plus en plus forte dans les années qui viennent.

Le deuxième front est celui de la capacité pour les entités sous nationales, les régions ou les villes à développer des politiques territoriales, par exemple en matière d'énergie, en matière d'alimentation, etc. pour soutenir une économie locale beaucoup plus robuste, beaucoup plus résiliente, beaucoup plus diversifiée, en réduisant la dépendance de ces économies

locales face aux importations, notamment de la part de producteurs plus compétitifs d'autres parties de l'Union européenne.

Cette question de la relocalisation, de la résilience, de la reterritorialisation est une question qui est posée avec une insistance croissante, notamment en matière d'alimentation où beaucoup de villes et de régions se rendent compte qu'il faut reconnecter les producteurs locaux aux consommateurs locaux pour développer des systèmes plus diversifiés et plus résilients. Mais jusqu'à présent, l'Union européenne n'a pas répondu à cette attente. Beaucoup de villes de régions se sentent en quelque sorte orphelines de l'Union européenne : elles ne sont pas soutenues dans leur volonté de relocaliser. Peut être que l'Union européenne doit aussi changer ce logiciel.

Quand vous parlez de relocalisation, est ce que le risque n'est pas de voir ces différents concepts être récupérés par les mouvements populistes et les courants identitaires et nationalistes ? Est-ce que le risque n'est pas que ce discours soutienne le repli sur soi ?

La meilleure réponse à donner au discours europhobe et à la récupération de l'idée de relocalisation par l'extrême droite, c'est un discours qui réconcilie les citoyens et les citoyennes d'Europe avec la construction européenne. Ce discours qui réconcilie les citoyens et citoyennes, c'est un discours qui doit voir l'Union européenne, avec tout de même 27 États membres très, très différents les uns des autres, comme un espace où l'apprentissage collectif peut progresser à partir de la reconnaissance des différences territoriales, où chacune des régions peut aider les autres sans devoir nécessairement passer par une homogénéisation, une uniformisation et mise en concurrence des producteurs d'une région à l'autre et où, au fond, l'Union européenne vient favoriser l'expérimentation locale et la diversité.

Il nous faut parler d'une Union européenne où la diversité n'est pas vue comme un obstacle aux échanges et au déploiement d'une concurrence non faussée, mais au contraire comme une source d'enrichissement mutuel, d'accélération dans chaque territoire de cet apprentissage collectif à partir des expériences d'autres régions. Je pense que l'Union européenne doit se reconcevoir comme cela, très certainement en matière d'énergie, en matière d'alimentation, en matière de mobilité. L'homogénéisation des solutions

ne doit pas être un objectif en soi. L'objectif devrait être de permettre à chaque bio-région de choisir sa propre trajectoire de développement en s'inspirant de ce que font d'autres et en misant autant que possible sur une complémentarité entre les diverses régions qui ont différents atouts et différentes ressources. Je pense que c'est en se réinventant que l'Union européenne peut le mieux combattre ce discours eurosceptique.

Beaucoup de choses bougent au sein des projets des villes de transition, dans les contacts qui sont établis entre ces différents mouvements sociaux et environnementaux. Est-ce une opportunité même si ces projets ne parlent pas encore à la majorité de la population ?

Ces mouvements de transition aujourd'hui rencontrent deux limites importantes. La première limite, c'est la capacité à rassembler largement au delà d'un groupe de convaincus, notamment en offrant des solutions aux groupes les plus défavorisés de la population et aux populations issues de l'immigration la plus récente. Je crois que le mouvement de la transition est conscient de ce défi qui se présente à lui. C'est un défi qu'on peut relever en soulignant que la transition est aussi un levier d'intégration sociale et de reconnaissance de la richesse des apports de chacun et des différences entre différents groupes de la population. Le deuxième défi à relever, c'est que l'échelle à laquelle se déploient ces mouvements de transition demeure insuffisante pour avoir des impacts à l'échelle sociétale. Et cela, parce que les obstacles économiques et politiques à la diffusion plus large de ces innovations sociales doivent encore être levés. C'est la raison pour laquelle les mouvements de transition ne doivent pas hésiter à interagir avec les politiques, ne pas hésiter à développer des liens de collaboration avec les entrepreneurs locaux pour pouvoir se déployer à plus grande échelle, pour pouvoir essaimer plus largement au lieu de rester comme c'est encore le cas aujourd'hui, un phénomène de niche. Aujourd'hui, ces initiatives de transition ont montré leur intérêt et leur résilience dans des circonstances de crise, dans des domaines comme l'énergie, la mobilité ou l'alimentation. Mais en même temps, le temps est venu de changer d'échelle, aussi bien du point de vue du nombre de gens qu'ils réunissent que du point de vue de la part des secteurs concernés. Il faut forger de nouvelles alliances entre le public, le privé et les citoyens, et les collectivités locales peuvent faire en

sorte que ces mouvements de transition puissent vraiment proposer une alternative à l'échelle de la société tout entière.

Vous travaillez d'ailleurs sur les questions de blocages qui existent auprès de la population par rapport aux enjeux écologiques. Le problème général n'est-il pas une question de récit ? Comment parvenir à faire ce récit de la transition ou du tournant à réaliser au niveau européen, puisqu'on voit qu'il y a une pluralité d'espaces publics, d'histoires, d'identités. Quel serait le récit européen du 21^{ème} siècle ? Comment refaire encore sens pour l'Europe dans le cadre de ce que nous sommes en train de vivre et de ce que nous allons vivre ?

Je crois que c'est une question extrêmement importante. Le rôle des politiques de créer des récits auxquels l'on puisse adhérer pour se projeter dans l'avenir et pour éviter d'être captif du court terme est très souvent sous estimé. Or, il est tout à fait décisif. Il est décisif à la fois pour créer un horizon auquel les acteurs économiques puissent se rattacher, garantissant aux investisseurs un cap auquel ils peuvent se fier. Et c'est important aussi pour l'adhésion des citoyens et citoyennes ordinaires au projet d'intégration européenne qui doit pouvoir effectivement faire rêver.

Aujourd'hui, reconnaissons que ni le marché intérieur, le grand projet des années 1980, ni l'espace de liberté, sécurité, justice, le grand projet européen lancé au cours des années 2000, ni l'union économique et monétaire qui était le projet porté par le traité de Maastricht ne font encore rêver. Le projet qui aujourd'hui peut faire rêver, c'est un projet de transition écologique et social intégré. Ce projet-là, ce narratif-là, est un récit que l'Union européenne doit rendre plus explicite en disant que l'identité européenne, ce n'est pas effectivement l'identité d'un repli sur soi, ce n'est pas des villages constitués autour des clochers des églises ou certains paysages. L'identité européenne, c'est la projection d'un avenir durable et souhaitable à partir de la conciliation entre la transition écologique et la transition sociale, c'est à dire la réduction de l'empreinte écologique et la réduction des inégalités. Et ce récit là, l'Union européenne, elle peut le tenir et elle peut le diffuser.

Je suis convaincu pour ma part que l'Union européenne, qui représente pratiquement 20% du PIB mondial, si elle est fidèle à ses valeurs là de soutenabilité écologique et de justice sociale, peut diffuser ce modèle bien au delà des territoires européens, notamment si ses politiques commerciales sont cohérentes avec ce projet de transformation écologique et sociale au sein de l'Union. L'Union européenne non seulement peut définir son identité à partir de ce récit là, mais peut en même temps fournir un modèle attrayant pour d'autres régions du monde. C'est d'ailleurs, je crois, le grand enjeu des années qui viennent et c'est le seul récit qui nous permettra de réussir avec succès cet Agenda 2030 du développement durable, résumé dans les Objectifs de développement durable adoptés en 2015.

Une question difficile à poser pour des académiques ou des personnes engagées dans des instances internationales et qui souhaitent garder une certaine neutralité. Si vous deviez envisager une mesure qui serait à mettre en place ici et qui permettrait d'initier les différentes pistes que vous lancez, quelle serait-elle ?

Il me semble que le mot clé qui doit être gardé à l'esprit ici, c'est le mot de cohérence. Il n'est pas cohérent de prétendre opérer une transformation de la trajectoire de développement de l'Union européenne sans que les politiques commerciales soient alignées sur ces objectifs. Des politiques commerciales qui introduisent des conditionnalités sociales, environnementales et fiscales sont de nature à protéger les acteurs économiques au sein de l'Union européenne d'une concurrence déloyale. Et elles enverraient un signal extrêmement important envers les mouvements sociaux du Sud vers les ONG, les syndicats du Sud.

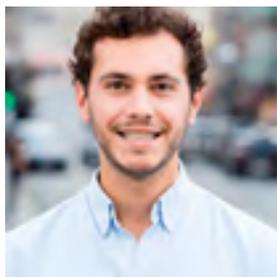
Je pense à nos amis au Brésil, en Inde, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis même, qui se battent pour une trajectoire de développement plus soutenable. Loin de tenir un discours protectionniste, l'Union européenne tiendrait un discours de solidarité par rapport à ces mouvements sociaux et ces ONG et syndicats du Sud, en disant que dorénavant, nos politiques commerciales vont tenir compte de ces valeurs que l'Union européenne prétend poursuivre elle-même et revendique à l'échelle internationale. Pour ma part, la mesure qui me paraît la plus importante à prendre, c'est donc une réforme des politiques commerciales qui repose sur la cohérence entre

l'extérieur et l'intérieur.



5 | LE RÉVEIL DES COMMUNS

Analyse [**SAMUEL COGOLATI** | Diplômé en droit de l'université catholique de Leuven, spécialiste des biens publics et communs globaux. Il est député fédéral Ecolo]



Du jamais vu ! Un peu partout sur les réseaux sociaux, dans toutes les villes du pays, bourgeonnent des chaînes de solidarité inédites. Tout s'organise de manière spontanée, en quelques heures. Des étudiants de médecine, infirmiers, et même vétérinaires se portent volontaires pour lutter contre la pandémie. Des couturières bénévoles permettent, grâce à leurs masques réutilisables, de pallier les ruptures de stocks à l'échelle internationale. Des artistes se mettent à jouer de la musique pour leurs voisins dans la rue ou leurs followers en ligne. Chaque soir, dès 20h, des quartiers entiers décident d'applaudir en l'honneur du personnel de la santé. Des voisins proposent leur aide pour faire les courses des plus âgés. Les petites annonces gratuites garnissent les ascenseurs des immeubles et foisonnent sur le web. Des jeunes offrent leur aide pour garder les enfants des soignants. Beaucoup d'associations et d'ONGs ayant dû fermer leurs portes, les citoyens sont contraints d'innover malgré les restrictions. Ces initiatives ne répondent à aucun appel venu d'en haut – du Roi, de la Première ministre ou du Centre fédéral de crise. Elles sont encore moins motivées par l'argent. Non, elles ont pour seul et unique but le bien commun. Nous pourrions même les appeler « communs » tout court (« *commons* » en anglais) à l'instar de ces collectivités qui gèrent des ressources partagées de manière autonome. Ces communs connaissent depuis quelques jours un formidable essor.

Et pourtant, ne nous méprenons pas, nous ne sommes qu'au début d'une crise sanitaire dévastatrice. La pandémie du Covid-19 bouleverse le monde tel que nous le connaissons. Les débats éthiques des médecins urgentistes sur le « tri » qu'il faudra peut-être bientôt exécuter à l'entrée

des hôpitaux, sur les vies qu'il faudra peut-être bientôt sauver en priorité, sont profondément tragiques. Jamais nous n'aurions cru qu'au cœur de l'Europe, au 21^{ème} siècle, nous devrions faire face à de tels dilemmes. Et à l'extérieur des hôpitaux, la crise écrase les plus fragiles : les SDF sont plus abandonnés que jamais dans la rue, 170.000 Belges font maintenant face à la pénurie de denrées dans les banques alimentaires, les détenus se retrouvent interdits de visites, les demandeurs d'asile sont refoulés aux frontières en violation de toutes nos valeurs constitutionnelles. Les mesures de confinement limitent les libertés de toute une population. La fin du libre mouvement des biens et des capitaux met l'économie néolibérale à l'arrêt. Tous les spécialistes nous préparent à un cataclysme social, économique et financier d'une brutalité sans précédent.

Qui aurait pu prédire, il y a 10 jours à peine, qu'en fin de compte, nous dépendrions de ces petites mains confinées aux quatre coins du Royaume pour nous protéger du virus ? Ce monde globalisé, ultra-sophistiqué, à la pointe des technologies, nous avait rendu quelque peu arrogants. Nous pensions que « la » solution viendrait automatiquement d' « en haut », de l'État centralisé (un peu démodé) ou (de plus en plus) du marché. Nous disions même qu'il n'y avait pas d'alternative (le fameux « There is no alternative » de Thatcher). C'était finalement là l'essence du message de la « *tragédie des communs* » de Garrett Hardin : l'être humain, soi-disant profondément égoïste et avide de consommer sans cesse plus de ressources, viendrait toujours à bout de toute ressource naturelle laissée en commun. Seules la privatisation ou, à défaut, la nationalisation par l'État pourraient éviter leur disparition dans cette concurrence infernale entre individus. Ce mythe sonnait si juste qu'il a prévalu durant des décennies dans tous les modèles de « développement » et de « progrès économique », comme par exemple derrière les plans de privatisation de l'eau dans les pays pauvres. Mais le mythe s'écroule à nouveau aujourd'hui.

Heureusement, nous savions déjà grâce aux travaux d'Elinor Ostrom, première femme à obtenir le prix Nobel d'économie en 2009, que les êtres humains étaient tout à fait capables de s'auto-organiser pour protéger et exploiter les ressources desquelles ils dépendent pour leur survie. Des paysans de l'Angleterre médiévale aux communautés autochtones d'Amérique latine, le monde regorge d'exemples de « communs » où les règles sont définies – non par l'État ou le marché – mais par les

gens eux-mêmes. Chez nous, les potagers collectifs, habitats groupés ou coopératives d'énergie renouvelable sont autant d'initiatives *bottom-up* : ni gérées par le public, ni guidées par l'appât du gain, elles sont créées par et pour des communautés dans une sphère pleinement autonome d'auto-production. Nous savions aussi que ces communs avaient explosé grâce aux logiciels libres, avec ces plate-formes de partage des connaissances comme Wikipédia.

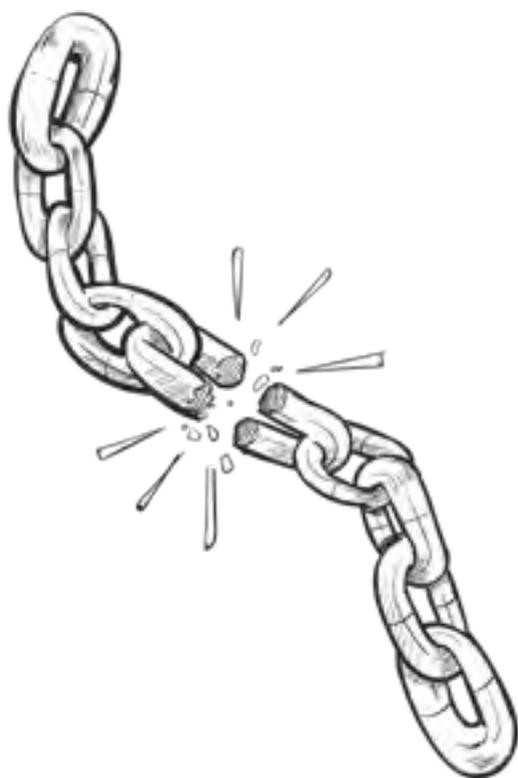
Mais nous ne savions pas encore que, face au Covid-19, l'effondrement des chaînes globalisées d'approvisionnement réveillerait en ricochet autant de chaînes d'entraide au niveau local. « L'homme est capable du *meilleur* comme du *pire*, mais c'est vraiment dans le *pire* qu'il est le *meilleur* », disait Corbin. Et ce n'est pas juste de la petite débrouille ! Aujourd'hui, produire un masque en tissu localement pour répondre aux besoins locaux des hôpitaux s'avère non seulement louable sur le plan social et environnemental, mais aussi vital. Et ça, admettons-le : nous ne nous y attendions pas. Au contraire, face à la crise, d'aucuns prévoient la disparition des particularismes locaux et une prise de pouvoir par le haut, *top-down*, verticale, voire carrément autoritaire « à la Chinoise », pour lutter plus efficacement contre ce satané virus.

Or, ce que nous vivons actuellement en Europe, avouons-le, c'est plutôt la faillite de la globalisation capitaliste (nous sommes en rupture de stock de masques justement parce que nous ne les produisons plus ici depuis belle lurette), l'estompement de l'Europe ultra-libérale (pensez à la suspension des règles de discipline budgétaire de l'Union européenne), l'étouffement des services publics, à commencer évidemment par les soins de santé (eux-mêmes asphyxiés par des années d'austérité et de déni des acteurs-rices de première ligne comme les généralistes). Mais parmi les ruines du monde tel que nous le connaissions jusqu'il y a encore 10 jours, il apparaît tout de même une petite lueur d'espoir : le réveil spectaculaire des communs. Il n'y a pas « une » recette, mais une multitude de cas particuliers de pratiques collectives adaptées aux réalités locales qui émergent « par le bas », pour aider les plus vulnérables. Et ces initiatives d'entraide forcent le respect et l'admiration, puisqu'elles remettent la santé et l'action sociale sur un piédestal, alors que ces secteurs étaient précisément maltraités depuis des années.

Il ne s'agit pas d'ignorer la contagion qui tue par milliers, ou de romantiser le confinement qui écrase les plus faibles, mais de porter un regard lucide sur le bouleversement de nos manières de produire et de consommer qui s'avèrent, par la force des choses, dépassées. Il ne s'agit pas non plus de prétendre que les communs peuvent remplacer le marché ou l'État, mais d'admettre plus humblement que ces nouveaux liens de solidarité et d'autonomie à l'échelon local refondent une société plus juste et plus verte... et au final, peuvent nous sauver. Et si le fameux « plan de redéploiement » d'après la crise passait, en fait, par les communs ? Des intellectuel-le-s tels Silke Helfrich, Silvia Federici, Pierre Dardot, Christian Laval, pointaient déjà « le » commun comme « la révolution au XXI^e siècle ». En Belgique, Gand est devenue le phare des « commoners » avec plus de 500 initiatives communes urbaines. Il faut bien admettre qu'en à peine quelques jours, le pays tout entier, même confiné, connaît une contre-offensive citoyenne, locale, décentralisée, désintéressée, solidaire, conviviale et participative absolument inouïe.

Il est donc possible, et même désormais impératif, de rebondir en s'inspirant de ce nouveau modèle collaboratif. Le défi aujourd'hui, c'est de changer radicalement de cap, de délaisser les pratiques mortifères du passé et de nourrir les communs nés de la crise. Les incendies des derniers mois ont détruit 20% des forêts en Australie. À l'autre bout du monde, la déforestation en Amazonie a presque doublé l'année passée. Nous avons franchi toutes les limites de la viabilité sur Terre. Nous sommes arrivés à bout d'un modèle économique extractiviste, qui épuise les écosystèmes mais aussi les êtres humains comme de vulgaires outils de production pour alimenter la machine économique. Selon l'OMS (l'agence onusienne la plus notoire du moment), la dépression est d'ailleurs devenue la première cause de morbidité et d'incapacité dans le monde et ce, alors que nous n'avons jamais atteint pareil niveau de richesses. Quel paradoxe !

Et si nous décidions collectivement de redescendre sur terre un instant, et de prendre conscience de nos liens d'interdépendance d'abord entre nous, mais aussi avec notre planète ? Et si la solution résidait dans la diversité des communs qui bourgeonnent un peu partout malgré la crise sanitaire ? Nous sommes la dernière génération à pouvoir changer la donne. Saisissons cette crise hors normes comme une opportunité pour construire sur les communs l'« après autrement ».



ADAPTER

[REGARDER LES ACTIVITÉS DE
L'HUMAIN ET LES ADAPTER FACE AUX
NOUVEAUX CHOCS]



1 | UNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE QUI ÉVITE L'IDENTITAIRE ET LE REPLI SUR SOI

Interview [**PHILIPPE BARET** | Ingénieur agronome des régions tropicales, docteur en génétique quantitative et professeur ordinaire à l'UCL. Depuis 1997, il y enseigne l'analyse des systèmes, la génétique et l'agroécologie]



Une question commence à se poser aujourd'hui, autour de l'alimentation et d'une possible pénurie à la suite de la crise du coronavirus. Est ce que vous partagez ce constat ? Est ce qu'il y a aujourd'hui, dans le cadre de la crise sanitaire, un problème dans l'approvisionnement alimentaire ?

En fait, nous ne sommes pas fort éclairés là-dessus parce qu'une grosse partie de nos approvisionnements alimentaires sont privatisés. Et donc, il y a peu de données qui permettent de savoir exactement ce qu'on importe et ce qu'on exporte. Ces données là sont très peu disponibles. D'autre part, il y a une forte inertie du système alimentaire. La population s'attendait peut-être à avoir une crise assez rapide et des manques dans les rayons. Mais en fait, c'est plutôt sur le long terme que la crise va se marquer. Elle se marque déjà au niveau des prix puisqu'on a déjà des hausses assez importantes pour les produits que les agriculteurs utilisent, par exemple sur le marché du soja. D'autre part, on a une très forte tension à l'export, c'est à dire que nos agriculteurs wallons n'arrivent plus à exporter leurs pommes de terre et leur lait. Donc, je suppose que le système tel qu'il est mondialisé actuellement va montrer ses limites mais on n'y est pas encore. On le verra plus par des symptômes qui vont apparaître au niveau des agriculteurs que par une véritable analyse des flux.

Comment seront alors touchés nos agriculteurs ? Au niveau du prix des matières premières ou au niveau de la difficulté d'écouler

leurs stocks ?

Les deux. Il va y avoir un effet sur les prix, très clairement. En agriculture, le prix n'est pas vraiment un jeu d'offre et de la demande. On sait qu'il y a des mouvements spéculatifs qui les amplifient. Par exemple, il y a des marchés à terme qui créent des effets de pénurie alors qu'il n'y en a pas, parce qu'en fait on joue sur des stocks futurs. Le prix est un mauvais indicateur, mais c'est un indicateur quand même.

Il y aura aussi un problème sur l'exportation en fonction du degré de périssabilité. Prenons par exemple, la filière du poisson ou des agneaux de Pâques. Toute la filière ovine est aujourd'hui orientée vers l'agneau de Pâques. Et on sait maintenant que les gens ne consommeront pas des agneaux de Pâques cette année ou en tout cas beaucoup moins. Dès lors, un agneau de Pâques qui a trois mois de plus, ce n'est plus du tout le même produit. C'est là qu'on voit qu'il y a vraiment une inertie de la filière. Ce qu'on mange aujourd'hui, c'est parfois ce qu'on a semé il y a deux ou trois mois. C'est l'animal qui est né il y a 3, 4, parfois 1 an. On a un système qui va se bloquer. Sur les produits de base, il pourrait avoir des effets à plus long terme.

En fait, en Belgique nous n'avons pas un système agricole mais des systèmes agricoles, avec une diversité des agriculteurs. Comment faire alors pour repenser cela de manière systémique, notamment en ayant pour objectif la relocalisation de notre production ? Cela ne va pas se faire du jour au lendemain, non ?

Non, en effet. Tout d'abord, la relocalisation agricole est importante pour deux raisons. La première, c'est qu'effectivement, en relocalisant l'agriculture, on évite les effets des longues chaînes, notamment des effets de transport. La mise en concurrence des agricultures du monde est extrêmement impactante rien que d'un point de vue environnemental mais aussi social. Cette mondialisation de l'agriculture date du 19^{ème} siècle et elle pose problème aujourd'hui. Elle va devoir être repensée, notamment quand cette mondialisation est inutile et est simplement un jeu de marchés. Par contre, il y a une partie de la mondialisation qui est utile, à court terme. Pour certains produits, on ne peut pas faire autrement pour le moment.

C'est par exemple le café, le thé, le riz, etc. On devra toujours aller les prendre via des chaînes mondialisées.

Il faut donc le partage entre une mondialisation inutile et purement spéculative, une mondialisation utile à court terme comme le soja, mais pour laquelle on peut avoir des solutions de substitution en développant progressivement nos propres produits et une mondialisation obligée pour des produits qu'on ne peut pas faire chez nous. Ce sont les trois étages de la relocalisation de l'agriculture et, à nouveau, le fait que le discours actuel s'appuie essentiellement sur les légumes fausse un peu le jeu. Si on parlait par exemple des fruits, on verrait bien qu'on ne fera jamais des citrons et des oranges chez nous. Et donc, déjà, on comprendrait que c'est plus compliqué que simplement dire : « allons acheter chez notre voisin agriculteur ».

Il faut aussi que cette relocalisation ne correspondent pas à une vision identitaire et un repli sur soi. Par exemple, il y a l'idée de dire qu'il faut se nourrir nous mêmes, dans notre coin. Mais à quelle échelle ? Est ce que c'est à l'échelle d'une ville et de son environnement proche ? Est ce que c'est à l'échelle d'un pays ou d'une région ? Ou est ce que c'est à l'échelle de l'Europe ? De mon point de vue, il y a une carte à jouer au niveau de l'Europe parce qu'en fait, il y a une cohérence des agricultures européennes, même si elle ne nous est pas manifeste. L'agriculture européenne, ce sont des agriculteurs essentiellement familiaux, sur des échelles raisonnables, avec un souci de la qualité et des conditions environnementales et sociales qui sont en partie partagées au niveau européen. Donc, pour moi, si on parle de souveraineté alimentaire, c'est bien à l'échelle européenne que cette souveraineté doit être pensée dans une logique de solidarité plutôt que de la penser à l'échelle d'un territoire comme la Wallonie. Après, ça veut dire qu'il faut mettre en avant les spécificités de la Wallonie sur certaines choses et de reconnaître que la Wallonie est un territoire extraordinaire pour faire de l'élevage extensif, parce qu'on a des prairies où on a des zones magnifiques sur lesquelles on peut élever des animaux. Dans ce cadre, on serait peut être des bons acteurs pour nourrir les voisins.

On en est cependant encore loin toutefois. Regardons le cochon belge. On reste dans une logique spéculative où on produit presque trois fois ce dont on a besoin parce qu'on veut être le leader du cochon pas cher à l'échelle

européenne. Ce n'est pas un projet.

Il faut réfléchir à une souveraineté alimentaire à l'échelle européenne dans une logique d'échanges, mais des échanges équilibrés et des échanges où les normes sociales et environnementales sont intégrées.

C'est quoi, pour vous, la production agricole qui devra être prioritaire en Belgique ? Vous avez parlé de bovins, de bétail. Ce sont ces filières sur lesquelles il faut insister ?

L'agriculture belge est vraiment scindée en deux. Il y a des frontières communautaires qui sont un peu artificielles, mais sur le système agricole, clairement, on a une forte séparation entre la situation en Flandre et la situation en Wallonie. Pourquoi ? Parce qu'en fait, l'occupation du territoire en Flandre est beaucoup plus intense. Les terres agricoles sont plus limitées et la proximité des zones portuaires fait que l'agriculture flamande est extrêmement intensive. Par unité de ressources, c'est très productif. C'est d'ailleurs la Flandre qui a inventé une certaine forme d'agriculture intensive dès le 13^{ème} siècle. D'autre part, la Flandre est tournée vers l'export parce qu'elle a cette capacité grâce à ses zones portuaires.

L'agriculture wallonne, elle, est beaucoup plus ancrée dans son territoire et beaucoup plus en harmonie avec son territoire. Avec des spécificités quand même. On peut en mentionner quatre : un coût du foncier qui est relativement élevé par rapport à la moyenne européenne. Donc, la terre coûte cher. Ensuite, la Wallonie a des agriculteurs qui sont très compétents. C'est en partie un acquis qui nous vient de nos collègues flamands. Nous avons des agriculteurs qui, techniquement, sont de très bons agriculteurs. Ils ont des niveaux d'expertise très élevés et ça se marque dans la qualité de la production. La Wallonie a, ensuite, des normes sociales importantes. Il faut des productions qui amènent de la valeur ajoutée pour rémunérer correctement les agriculteurs, les travailleurs agricoles. Quatrième élément enfin : en Wallonie, les agriculteurs sont des acteurs des paysages. Ils ont façonné les paysages. Ce n'est pas un slogan. Donc, dans ce sens là, c'est important de continuer à soutenir une agriculture qui respecte nos paysages, mais qui aussi les crée.

L'exemple classique dont les gens n'ont pas toujours conscience c'est que sans agriculteurs, il n'y a pas de prairies et sans prairie, il n'y a rien à manger. On se retrouve dans des forêts de Soignes. D'accord, c'est sympa, mais on ne va pas vivre de la forêt de Soignes. Si on veut maintenir une certaine esthétique du paysage, si on veut maintenir un certain tourisme, l'agriculture est un acteur. De nouveau, avec respect. Si on parle de la spécificité wallonne, il faut insister sur les choses à bonne valeur ajoutée qui créent du paysage cohérent. C'est la Hesbaye, c'est le Hainaut, c'est une partie du Condroz. On met des bonnes terres à céréales. On met des bonnes terres pour faire des légumes et donc une agriculture d'Europe de l'Ouest qui peut directement nourrir les villes et nourrir les habitants de la Wallonie. Et puis après une partie qu'on peut exporter, c'est sûr. Mais déjà, on est 11 millions en Belgique. Il y a déjà de quoi déjà écouler une bonne partie de nos productions.

Ça amène à une autre idée qui est de repenser les filières. Comment faire aujourd'hui du pain wallon ? Il faut avoir des meuneries wallonnes. Or, on n'en a pas en Wallonie. Si on regarde un autre produit, le fromage. La plupart des fromages que nous achetons sont estampillés « Fromages belges ». C'est du gouda belge, du vieux Bruges, etc. Retournez le paquet. Tout a été produit dans des fromageries flamandes parce qu'on a très peu de fromageries en Wallonie. Bien entendu, on peut trouver du fromage de chèvre wallon et des produits comme le Maredsous, mais ça n'a rien à voir avec la capacité flamande de produire du fromage. Nous, on arrive à produire un peu du beurre, mais pas du fromage.

Donc là, on voit tout de suite l'importance des filières agricoles pour la relocalisation. Alors, la question principale c'est un peu celle de l'oeuf ou de la poule. Si on veut relocaliser les filières agricoles, met-on la pression sur les agriculteurs en leur disant : « Vous allez relocaliser ! » ou est ce qu'on réfléchit en termes de tissus économiques ? Pour moi, il faut d'abord recréer les filières, et les agriculteurs dans ces filières y viendront. Mais on a un peu piégé récemment les agriculteurs sur d'autres filières comme celle du chanvre et du coup, ils sont devenus méfiants¹.

Si on veut repenser correctement les filières, il y a en fait une dimension

1 En 2019, la filière du chanvre en Wallonie, relancée via divers projets coopératifs en 2015, a connu une série de dysfonctionnements et de retards ayant presque provoqué son effondrement.

PME, une dimension de transformation et des alliances à créer entre le tissu économique et l'agriculteur. Ces alliances, elles existent parce qu'il y a un commerce qui se fait. Mais ces alliances manquent encore de

transparence. C'est comme ça qu'on arrive à des scandales comme Veviba où l'agriculteur est malheureux parce qu'il a vendu en toute sincérité son produit à quelqu'un pour en faire un aliment et que ce quelqu'un l'a truandé en faisant autre chose, en trichant. Ce n'est pas la norme, mais l'absence de transparence dans les filières agricoles est quelque chose qui empêche de faire des produits agricoles des biens communs. Je souhaite d'ailleurs insister sur cette notion de bien commun. Il est souvent mis en avant comme une belle perspective. Je suis d'accord avec ce concept, mais d'abord, les agriculteurs sont des indépendants qui doivent gagner leur vie. D'autre part, le verrouillage sur ce bien commun agricole ne vient pas du monde agricole, il vient du monde de la transformation et du monde de la distribution. C'est eux qui verrouillent. C'est donc important qu'on pense la transition et qu'on pense la relocalisation avec l'ensemble des acteurs du monde de la filière de la chaîne de valeur.

Donc, ce n'est pas uniquement une question de circuits courts mais peut-être aussi de circuits économiques courts ? Comment faire d'ailleurs pour que tout notre système agricole, s'il prend le chemin de la transition, devienne résilient face aux chocs futurs ?

Je n'aime pas trop le mot court parce que le court fait souvent référence à la dimension géographique, alors que la dimension distance d'un point de vue agronomique, ce n'est pas spécialement pertinent. En fait, ce n'est pas toujours malin d'aller faire la carotte à côté de la ville alors qu'il y a peut être un endroit sablonneux où on fera mieux les carottes avec moins d'intrants et plus de respect pour l'environnement. Alors oui, peut être que la carotte devra faire 20 kilomètres pour arriver mais ce n'est pas grave, elle fera 20 kilomètres pour arriver. Ce qui est important, c'est ce qui se cache derrière le concept de circuit court et qu'on essaye d'atteindre. C'est le respect des différents acteurs de la chaîne dans les choix.

Ensuite, l'autre point important c'est la distribution de la valeur entre les acteurs de la chaîne, depuis le consommateur jusqu'à l'agriculteur. C'est

là qu'est tout l'enjeu. Si on sait exactement qui prend de la valeur sur la chaîne et qu'on comprend exactement comment cette valeur se construit, et bien on peut décider que le produit doit être plus cher ou pas. Il ne faut pas simplement dire que si les produits sont plus chers, l'agriculteur gagnera plus parce qu'avec les filières dans la chaîne, ce n'est pas possible. Et inversement, il ne faut pas non plus diaboliser la chaîne.

La filière de distribution aujourd'hui à partir d'un produit, c'est que pour l'amener du producteur au consommateur, il faut passer par de la transformation, de la distribution, du transport, de l'emballage, de la qualité, etc. Dans le circuit court, vous reportez toutes ces tensions sur deux seuls acteurs : le consommateur et l'agriculteur. Le consommateur qui doit par exemple aller chercher son légume chez l'agriculteur et l'agriculteur qui doit par exemple laver la salade alors qu'il n'a pas le temps de laver la salade. Et donc, il faut faire attention que si on descend sur les circuits courts et qu'on l'idéalise trop, on perd en fait une efficacité du système. Et pour moi, si on veut être bon au niveau environnemental, social et économique, il faut être efficace. Il n'y a pas de monde de Bisounours où en étant inefficace, on arrive à être bon sur les dimensions économiques et environnementales.

Une dernière question. Tout le monde réfléchit aujourd'hui au monde d'après. Dans ce monde d'après, quand la crise se terminera, quelle est, selon vous la mesure à mettre en place directement, justement dans le cadre de la question alimentaire agricole ?

La mesure, pour moi, c'est la transparence, donc je pense que le monde agricole, si on veut le reconstruire, il faut d'abord le comprendre et donc le risque qu'on a après cette transition, c'est qu'on vienne avec des approches simplistes : soit de continuer comme on l'a toujours fait ; soit de vouloir renverser la table. Dans les deux cas, c'est irrespectueux du monde agricole.

J'ai un auteur que j'aime beaucoup, qui s'appelle Deogratias Niyonkuru et qui travaille sur la coopération au développement. Pour lui, ce que demande un pays en voie de développement ce n'est pas de l'argent, c'est de la dignité. Donc, pour moi, ça s'applique aussi au niveau des

ADAPTER | REGARDER LES ACTIVITÉS DE L'HUMAIN ET LES ADAPTER FACE AUX NOUVEAUX CHOCS

agriculteurs en Belgique et en Wallonie. Ce que les agriculteurs demandent aujourd'hui, c'est de la dignité et du respect. Alors ils l'expriment parfois en termes de prix. Mais ce n'est pas ça qu'ils demandent. Pour atteindre cette dignité des systèmes agricoles, il faut entamer un dialogue et ce dialogue suppose la transparence. Les agriculteurs ne sont pas toujours très friands de communiquer parce qu'ils ne sont pas toujours très au clair eux-mêmes et les consommateurs ont tendance à simplifier. Et donc, pour moi, la première chose à faire, c'est de faire le bilan de cette crise.

Regardons ce qui s'est passé, ce qui a bien marché, ce qui n'a pas bien marché. Et au départ de ça, ensemble, construisons un système qui est beaucoup plus résilient. Et alors, de nouveau, je reviens sur l'argument de dire : faisons attention de ne pas vouloir aller trop vite. Il faut se mettre à un plan de long terme en agriculture, c'est-à-dire un travail d'une génération, de 20 ans. Il faut aussi évidemment se mettre à un plan à court terme pour arrêter les choses idiotes. Donc, pour moi, il faut tout de suite arrêter les idioties et progressivement aller vers quelque chose de très vertueux. Mais si on veut la vertu tout de suite, on ne sera que cinq et on mourra de faim.



2 | SUR LA RELOCALISATION DES ACTIVITÉS, LES GENS ONT BEAUCOUP PLUS DE POUVOIR ENTRE LES MAINS QU’ILS NE L’IMAGINENT

Interview [**CHRISTINE FRISON** | Docteure en Droit international, professeure à l’UAntwerp et à l’ULB, ainsi que chercheuse du FNRS et du FWO]



Comme spécialiste en droit international de l’environnement et du développement durable, qu’est ce qui est le plus marquant pour vous dans la crise Covid-19 actuelle ?

Ce qui est frappant, c’est de voir les différences de gestion et de collaboration entre États dans la crise. Avec la crise Covid, les États parviennent à agir dans l’urgence de façon plus ou moins coordonnée. Par contre, au niveau de l’Union européenne il y a un manque, on ne sait ce qui s’y passe et on n’en entend pas parler. C’est assez interpellant de voir que l’Union européenne, cette institution extrêmement importante, est si discrète dans cette crise, alors que, par ailleurs, les États parviennent à prendre des mesures extrêmement radicales sur des laps de temps très courts. Les États ont compris qu’on était face à une urgence et qu’il fallait agir.

En miroir de ça, pour la gestion de l’environnement au niveau international, on a des collaborations et des coordinations extrêmement fréquentes : il y a toutes les conférences des parties, les fameuses COPs, des conférences climat, des conférences biodiversité, des conférences océans qui se réunissent très régulièrement, etc. Les États y discutent, mais pour arriver à très peu d’actions concrètes.

Est-ce que ces COPs et ces différents rencontres internationales en matières environnementales se sont réunies autour de la crise ?

A-t-elle permis une certaine collaboration entre ces instances internationales ?

Alors au niveau scientifique, oui. Au niveau de négociations interétatiques, mondiales, à ma connaissance, non. Il y a des réunions qui se font au niveau de l'OMS. Mais il s'agit plutôt d'un suivi scientifique que de négocier un nouveau traité international sur la gestion des pandémies, par exemple. Mais entre scientifiques, il y a des collaborations pour favoriser l'échange d'informations sur le virus, sur les recherches en cours, les résultats etc.

Donc il y a plus de solidarité entre les scientifiques des différents États, qu'entre les gouvernements de ces mêmes États dans la gestion de la crise ou dans l'apprentissage et la récolte d'informations.

En tout cas, du côté des scientifiques, il y a une très claire prise de conscience ou compréhension de la nécessité de cette collaboration. Elle est impérative, en fait, parce que chacun·e de son côté, on est démunies. On a besoin les un·es des autres. C'est l'extrême interdépendance qui est frappante. Or on voit que certains acteurs de la société agissent par rapport à cette nécessaire interdépendance, que ce soit des citoyens, des initiatives d'entraide, etc. Parce qu'on est vraiment face à une urgence claire, explicite, qui nous touche ; or, l'urgence environnementale, climatique, de biodiversité, elle est tout aussi grave. Et là, pour cette autre urgence qui nous menace, les États ne prennent pas du tout les mesures nécessaires. Si on devait faire le décompte des morts liés au changement climatique et à la perte de la biodiversité, je pense qu'on dépasserait largement le nombre de morts de la crise Covid. Mais comme la crise environnementale nous touche beaucoup moins, en tout cas, nous, pays riches, on la prend avec beaucoup plus de légèreté.

Des scientifiques parlent également du Covid-19 comme d'une « zoonose », une maladie issue de contacts anormaux entre animaux et humains, à la suite par exemple de déforestation massive. Le droit international de l'environnement permettrait-il d'intervenir pour prévenir ou sanctionner l'émergence de telles zoonoses ?

Il faudrait déjà commencer par appliquer les obligations qui existent déjà, issues des nombreuses conférences climat et des conférences sur la biodiversité. Il existe déjà des obligations en matière de conservation de l'environnement, mais qui ne sont pas respectées parce qu'il n'y a pas de n'y a pas d'outils de contrôle, d'une part, et qu'il n'y a pas de sanction non plus, d'autre part. Ça n'existe pas vraiment en droit international de l'environnement. Ce qui nous met face un corpus d'instruments internationaux assez dense en réalité, mais qui est extrêmement peu contraignant et donc très peu appliqué. Il y a vraiment deux poids, deux mesures.

Avant d'évoquer ce « deux poids deux mesures », pourriez-vous me citer les traités ou les conventions clés ?

Par exemple, si on commence à parler de destruction de la biodiversité, il y a la Convention sur la diversité biologique des Nations unies, qui date de 1992 déjà, et qui regroupe 196 États-parties. C'est un instrument tout à fait global, qui met en place des obligations de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité. Donc, normalement, les États ne peuvent pas détruire la biodiversité en mettant à mal son utilisation durable dans le temps. C'est-à-dire qu'on ne devrait pouvoir utiliser notre environnement que de façon à ne pas le détruire au point de mettre en péril l'utilisation de la biodiversité par les générations futures. Et ça, aujourd'hui, avec la déforestation que vous évoquiez, il est clair que ce n'est pas le cas.

Du coup, qu'entendiez-vous par le deux poids deux mesures ?

Je voulais dire par là, que contrairement aux matières environnementales, en matière de commerce, il existe un corpus d'instruments internationaux extrêmement dense : Ces traités-là, pour le coup, sont dotés d'outils contraignants. Il y a pléthore d'instruments internationaux et régionaux bilatéraux en matière de commerce. En droit international, la règle c'est qu'un traité ne peut pas prévaloir sur un autre traité. Donc, en théorie, on ne peut pas dire que tel traité en matière de commerce prévaut sur tel traité en matière environnementale. Le problème, en matière de conservation de la biodiversité, par exemple, c'est qu'il n'y a pas de hiérarchie. Autrement

dit, les outils qu'on va mettre en place pour appliquer ces deux types de conventions (commerciales ou environnementales) vont être différents. Et c'est là où il y a deux poids, deux mesures. En matière de commerce et de marché, les outils sont extrêmement complexes, il existe des Cours d'arbitrage qui vont permettre à des entreprises multinationales d'assigner un État devant une Cour, par exemple, si l'une d'entre elles estime qu'un accord bilatéral n'a pas été respecté. Donc, en matière de commerce international, il y a bien des outils qui permettent un contrôle et une application effective des obligations liées aux traités.

Ce type d'outil n'existe pas, ou très peu, en matière d'environnement. Dès lors, même si en principe, il n'y a pas de différence de poids entre une obligation qui découle d'un traité international commercial et une obligation qui découle d'un traité international environnemental, dans la réalité, il y a bien deux poids, deux mesures. Ces obligations n'ont pas la même force.

Revenons sur une note peut être un peu plus positive. Vos travaux montrent à la fois les entraves à la protection de l'environnement par les États et les opportunités qui existent lorsque des populations locales prennent soin de leurs propres ressources naturelles. Or, il y a maintenant des craintes de crises alimentaires. Pensez-vous que de telles initiatives locales pourraient être mises en place pour gérer, par exemple, l'alimentation en ville? Est-ce que l'exemple de la ville de Détroit pourrait être inspirant pour des villes en Belgique¹, sachant que Detroit, c'est un désert industriel qui est en train de se reconvertir, avec déjà plus de 1400 fermes urbaines et qui devient par la même occasion en refuge pour la biodiversité ?

Moi, j'en suis convaincue. L'exemple de Detroit, c'est vraiment un très bel exemple, mais en Belgique aussi on a plein d'exemples d'initiatives citoyennes locales qui se mettent en place, pour reconquérir un peu de souveraineté alimentaire. Alors, bien sûr, il sera compliqué de produire l'ensemble de notre nourriture en Belgique. On a une géographie et un

¹ Voir https://www.traxmag.com/detroit-ruinee-la-ville-de-la-techno-revit-grace-a-lagriculture-urbaine/?fbclid=IwAR12a2q8xKnjB2hJPPIJetol7IJ9EAomp-5kzQsPEd_p8IrbNqEzppPyN_Q8

climat qui sont ce qu'ils sont et dont on doit tenir compte.

Bref, il ne s'agit pas de promouvoir une autarcie à 100% et de se détacher complètement du modèle existant. Ça, je pense qu'à court et moyen terme, ce n'est absolument pas réaliste. Par contre, je pense que les gens ont beaucoup plus de pouvoir entre les mains qu'ils ne l'imaginent. Ces initiatives citoyennes de développement de fermes urbaines ou périurbaines permettent de se tourner de nouveau vers les circuits courts, vers une production locale pour ce qui peut être produit localement, etc. Je pense qu'il y a vraiment un énorme potentiel et qu'en Belgique on est déjà en marche vers cette transition.

Est-ce qu'il y a des guides en termes de droit international par rapport à ce genre d'initiative ?

Sur ce qui se passe au niveau du territoire belge, non. Là où il peut y avoir peut être des frictions, je dirais, ce serait avec la politique agricole commune de l'Union européenne (PAC), qui est-elle même imbriquée dans le système de commerce international et de production agricole internationale.

Dans le cadre de la PAC, il est clair qu'énormément d'outils, d'instruments, qui sont mis en place sont là pour soutenir un certain modèle agricole, plutôt industriel.

Or, les initiatives de reterritorialisation de notre production agricole ne s'inscrivent pas dans cette logique-là. De ce fait, il y a là une tension : les aides, elles, sont attribuées à un entrepreneuriat de type agroindustriel à grande échelle, basé sur des intrants chimiques, etc ; alors qu'à mon sens, l'Union européenne et ses États membres devraient plutôt diriger les aides vers des initiatives de reterritorialisation de la production agricole. Mais encore une fois, ce n'est pas c'est pas un appel à l'autarcie. Ces initiatives-là, elles vont fonctionner en restant profondément ancrées dans ce réseau d'interdépendances. C'est juste que les échelles sur lesquelles ces réseaux vont interagir seront différentes. Aujourd'hui, l'ensemble de notre production agricole ne fonctionne qu'au niveau globalisé, à l'échelle planétaire. En fait, il faut pouvoir recréer les autres échelons et leur redonner un espace de développement pour recréer l'autonomie. Notre autonomie

va dépendre de ces différents échelons d'interdépendance.

Vu le lien qui semble apparaître ou devenir plus évident, entre biodiversité, santé et sécurité alimentaire, pensez-vous que la crise actuelle pourrait être une occasion de mieux appliquer le dit traité sur les semences qui a été signé en 2001 ? Car il est, en fait, au cœur des enjeux à la fois sanitaire pour la planète et sanitaire pour les êtres humains.

Le problème, c'est que le traité sur les semences est très fort centré sur la conservation et l'utilisation durable des semences, mais pour la recherche, pour la sélection végétale, etc. il n'y a pas de lien explicite avec tout ce qui est santé, par exemple. On mentionne la malnutrition dans le préambule mais c'est le seul lien établi avec la santé, alors que ce lien est essentiel. Ce traité des semences, en tout cas en l'Union européenne, ne pose pas tellement de problèmes dans sa mise en œuvre. Les États respectent le système multilatéral, mécanisme d'accès aux semences visé par ce traité. Par contre, le problème que pose ce traité se situe ailleurs : son système de financement est basé sur la marchandisation des semences. De ce fait, les grosses entreprises multinationales des semences évitent d'utiliser les semences du traité pour ne pas devoir payer. Et donc, on se retrouve avec un traité qui ne récolte pas l'argent dont il a besoin pour pouvoir mettre en place les projets de conservation de l'agro-biodiversité dans les pays en développement.

Dans les pays en développement ? Donc c'est un traité qui ne vise pas l'Europe en fait ?

Si cela vise aussi l'Europe. Simplement, il est décidé que l'argent qui est récolté dans le fonds dédié, l'argent récolté dans le cadre du traité, est utilisé principalement pour aider les pays en développement à mettre en place des mesures de conservation. Ce qui sous-entend que nous, l'Union européenne par exemple, nous avons les moyens de le faire nous-mêmes. Mais le traité en lui-même fonctionne pour les 146 États membres, dont tous les États de l'Union européenne. Malheureusement, lors de la dernière réunion de l'organe directeur issu de ce traité, il y a eu un énorme blocage

dû à des désaccords sur l'extraction et l'utilisation des données séquencées des semences (tout ce qui est data génomique). Donc, depuis, c'est le statu quo. On doit attendre la prochaine réunion de l'organe directeur, en novembre 2021, pour pouvoir avancer. Ceci dit, le système qui a été mis en place en 2001-2004 continue de fonctionner entre temps. Simplement, ce traité ne récolte pas l'argent dont il a besoin pour mettre en place des projets de conservation dans les pays en développement. C'est là que se situe sa grande faiblesse.

Mais vous évoquiez le rapport de ces traités avec la santé et la souveraineté alimentaire, ce qui est effectivement essentiel. On le voit dans tous les instruments en droit international : droit de l'environnement, de la santé, du commerce, ce sont énormément d'instruments éparses qui vont répondre à un moment donné à une problématique très spécifique. Alors, on va éventuellement faire référence dans le préambule du traité à telle ou telle autre convention qui existe, pour poser les limites du nouveau traité et assurer la bonne entente d'un traité à l'autre. Mais en réalité, il n'y a pas de bonne entente : il n'y a aucun échange dans la mise en place des différents traités. Ce traité sur les semences est au cœur de l'alimentation, et on voit avec la crise Covid, que l'alimentation est au cœur de la santé.

Même dans la manière dont c'est traité dans les médias, par exemple, on entend très peu parler d'alimentation. Or, l'alimentation est la première chose que les gens peuvent contrôler pour leur permettre de construire leur immunité et faire face à ce virus. Mais ça, on n'en parle pas. On nous parle des gels hydro-alcooliques, des masques, ce qui est très bien. Toutefois, on ne donne pas aux gens les informations qui vont leur permettre de se protéger eux-mêmes, d'abord directement, dans leurs corps, en développant leur immunité : avec une alimentation qui va être saine, qui va être locale, qui va être exempte de pesticides. On n'explique pas ce que sont nutriments vitamines, oligo-éléments, etc., qui sont essentiels pour que le corps humain ait une immunité forte et pouvoir résister à ce virus. Cet absence, ce silence, me sidère.

Peut-être que celles et ceux qui sont asymptomatiques le sont parce qu'ils ont une bonne immunité, ont une bonne hygiène de vie en général et qu'ils mangent correctement. On n'en sait rien. Mais je pense que l'alimentation est essentielle dans cette crise, et qu'on devrait expliquer aux gens ces

éléments-là, et leur donner les moyens de s'alimenter correctement. C'est comme cela aussi qu'on va pouvoir renforcer l'immunité collective, les défenses sanitaires de l'ensemble de la population.

Quelle mesure préconiseriez-vous, depuis vous champs d'expertise, s'il n'en fallait qu'une seule, pour que la sortie de crise ne soit pas un retour au « business as usual » agroalimentaire ?

Dans la collecte d'avis par les 123 académiques qui ont rédigé la Carta Academica², j'ai co-écrit avec Julien Hermesse et avec Barbara Van Dijk une note qui résume la situation en matière d'agriculture et d'alimentation par rapport à la crise Covid. On y propose une série de mesures à court et moyen termes.

La toute première mesure que l'on demande, c'est de mettre en place une task force nationale qui implique tous les acteurs de la production agricole et alimentaire en Belgique. Pas juste les industries, pas juste les scientifiques, de leur côté, mais qui va inclure les pépiniéristes, les fabricants de semences, les gasap, les mangeurs, ... Je pense qu'il faut vraiment mettre autour de la table l'ensemble de ces acteurs et qu'on discute ensemble vers où on veut aller. Dans cette note, on propose toute une liste d'actions extrêmement concrètes à mettre en place tout de suite. Et là, notamment, pour les maraîchers qui sont en difficulté, par manque de main d'œuvre, parce qu'ils font face à une demande subite beaucoup plus importante (et c'est heureux que cela soit le cas) car les gens, se tournent vers une alimentation plus locale, mais les maraîchers ont aussi des difficultés à y répondre par manque de personnel. Ce manque de personnel risque de mener à la destruction ou au gaspillage de certaines récoltes comme les asperges et les fraises.

Il y a des mesures extrêmement urgentes à mettre en place. Et l'on demande aussi de revaloriser le métier de paysan, d'agriculteur. C'est un métier dur, mais il faudrait le valoriser à sa juste mesure, c'est-à-dire reconnaître qu'ils et elles sont indispensables pour notre vie-même, qu'ils et elles nous permettent de nous nourrir. Je pense qu'il y aurait là un potentiel

2 https://07323a85-0336-4ddc-87e4-29e3b506f20c.filesusr.com/ugd/3cbdf6_f9ef1e533ce54f-d4844a76a805aa084e.pdf et le site de Carta Academica : <https://www.cartaacademica.org/post-covid>

économique aussi, un potentiel de création d'emplois qui ne pourraient pas être délocalisés, produits en Belgique et si possible avec des méthodes

non agressives pour l'environnement, et donc bonne pour la santé de la planète et des gens. Donc, je pense qu'on serait tous gagnants. Mais pour cela, il faut pouvoir soutenir ces initiatives-là. Il faut soutenir la création de ce nouveau réseau, de cette nouvelle chaîne de production et de consommation. Pour le moment ce n'est pas le cas. Il est tout de même très étonnant que les supermarchés soient ouverts, mais pas les petits marchés agricoles. C'est énigmatique d'autant qu'un petit marché est à ciel ouvert, aéré. Cela me paraît moins à risque qu'un supermarché, cet espace fermé qui draine énormément de passage...

Il y a encore beaucoup à réfléchir et mettre en place pour soutenir ces nouveaux circuits émergents qui permettront de reterritorialiser notre production agricole et notre alimentation, et augmenter notre autonomie, notre capital santé – à la fois par ce qu'on mange et parce qu'une économie plus résiliente renforce la santé physique et mentale des travailleurs.



dough \$6.50

Honey Spelt Bread \$6.50

5-Grain Pan Bread \$5



dough \$6.00

Ancient Multigrain Pan Bread



3 | REPENSER NOTRE MODÈLE DE SOUTIEN ALIMENTAIRE VERS LE SUD

Interview [**MARJOLEIN VISSER** | Docteure en Droit international, professeure à l'UAntwerp et à l'ULB, ainsi que chercheuse du FNRS et du FWO]



La crise actuelle fait craindre une pénurie d'approvisionnement alimentaire, avec des flux de distributions qui ne seraient plus assurés. On sait que les grandes villes disposent d'un stock alimentaire de plus ou moins de trois ou quatre jours. Qu'en est il vraiment à l'heure actuelle, après deux mois de confinement? Ces craintes sont-elles confirmées ?

Je n'ai pas l'information complète mais je pense, effectivement, qu'il y aura des effets qu'on ne sent pas encore maintenant. Tout dépend de la façon dont le confinement, au niveau mondial, va se maintenir et quels seront les rebondissements du virus. Cependant, le cycle alimentaire n'est pas quelque chose qui se décide en quelques semaines ou quelques mois. Donc s'il y a un retentissement, un effet, il pourrait se faire sentir jusqu'à des années dans le futur.

Une des questions que je me posais était relative aux stocks céréaliers. Est ce qu'on en a ? Est ce qu'ils se trouvent ou sont-ils présents ailleurs ? Jusqu'à quelle date peuvent-ils suppléer aux besoins, ce qui est vraiment la première question à se poser. Je n'ai pas la réponse à ces questions. Auparavant, les États avaient une stratégie de maintien d'un stock alimentaire céréalier dans une mentalité d'après guerre. C'était vraiment une économie à poursuivre absolument. J'ai l'impression qu'on a lâché ça en faveur d'une économie à flux tendu, sans possibilité de stockage donc pas de stock et ont fourni en réduisant les besoins de stockage de dépôts.

Il peut y avoir également un autre effet dont on parle peu et qui est celui de

la spéculation. Pendant la crise de 2008-2009, il semble que ce sont surtout les mouvements des spéculateurs qui ont causé la hausse très exagérée des prix des céréales plutôt qu'un réel manque. Ce serait une propagation de la mauvaise nouvelle suivant laquelle les récoltes seraient moindres dans les grands pays exportateurs de riz et de blé qui aurait mis en marche ce mouvement de spéculation. Il faut donc y faire attention.

La Belgique n'est autonome en céréales panifiables qu'à concurrence de 33 %. Nous apparaissions comme particulièrement tributaire des importations.

C'est parce que nous avons fait le choix de produire surtout des céréales fourragères. C'est aussi dû au fait qu'une proportion grandissante du territoire agricole est donnée au maïs fourrager, pour nos élevages, et à la pomme de terre, une culture exportatrice. Si on comptait juste les céréales fourragères et qu'on les remplaçait par des variétés panifiables ou orientées sur la nutrition humaine, la Belgique pourrait nourrir la Belgique. Avec notre population actuelle, c'est encore faisable.

Cela soulève la question, dans une situation de crise, de la conciliation du temps court avec le temps long. La transition qu'on appelle de nos vœux ne se décrète pas du jour au lendemain. Quelles peuvent être les mesures qui pourraient accélérer cette transition? Et comment assurer justement le long terme tout en répondant aux besoins immédiats ?

Concernant les besoins immédiats, d'un point de vue agricole, pour le moment, on ne sait rien faire. Mais pour, la production dans les mois à venir, il faut décider ce que l'on va semer comme céréale d'hiver en septembre-octobre. Le gouvernement pourrait mettre en place des mesures pour encourager les agriculteurs à ensemercer des céréales panifiables et en même temps, prendre les mesures de sorte à ce que ces céréales panifiables trouve leur chemin vers le consommateur belge.

Cela peut provoquer deux choses à la fois. Déjà, nous serons rassurés en termes de sécurité alimentaire. Mais ensuite, il y a la question du comment

faire. Par exemple, quels prix seront proposés aux agriculteurs pour qu'ils se sentent encouragés à s'engager dans cette politique? On peut donc opter des mesures qui auront leurs effets à plus long terme.

Cependant, pour le moment, je suis assez sceptique et j'ai l'impression que le gouvernement en place actuellement n'y pense pas du tout. Ce n'est pas leur souci actuel. Les appels qu'on a lancé, de la lettre ouverte à la carte blanche, n'ont pas eu d'échos. Le gouvernement ne voit pas le lien ni l'opportunité qu'il y a à se lancer maintenant dans le New Green Deal de l'Union Européenne.

Vous relevez la différence, presque culturelle, qui existe entre la Flandre et la Wallonie par rapport au développement de l'agroécologie. Est ce que dans la crise actuelle, vous relevez également cette même différence d'approche ou de sensibilité ?

Oui. En Flandre, il y a un réel débat entre deux écoles. J'appartiens à l'école minoritaire. Pour l'école majoritaire, il faut maintenir l'agriculture et le système alimentaire actuel parce qu'il est le plus efficace et le plus efficient. Donc, on ne s'entend pas. C'est un débat de sourds.

Avec cette idée que l'agroécologie ne pourra nourrir tout le monde et que l'agriculture industrielle a un côté rassurant (assurer quantitativement les besoins). Ce qui pose la question de la définition des besoins, notamment celui de la consommation importante de la viande.

On se place en fait dans l'idée de la consommation maximum de cette surproduction assurée par l'industrie. L'industrie est dans une situation de surproduction chronique ce qui est voulu sinon ces industries agroalimentaires, qui ont besoin de matières premières bon marché, ne pourraient pas réaliser leurs marges.

On est aussi dans une situation de surproduction chronique pour que l'on puisse se permettre de ne rien payer aux agriculteurs et pour qu'on puisse se permettre de produire des aliments industriels relativement bon marché

pour que tout le monde puisse avoir l'impression d'être dans un monde d'abondance.

C'est psychologique. Le consommateur moyen veut ça. Mais on ne réfléchit pas à la qualité, on ne réfléchit pas à l'effet rebond, on ne réfléchit pas à notre santé. Quelque chose qui m'a frappé avec la pandémie, c'est la corrélation entre état d'obésité et sensibilité au virus. Tout d'un coup, on se trouve dans une situation où le pays le plus puissant du monde soit disant se trouve vidé de ses entrailles.

Cela devrait faire réfléchir les autorités de la santé publique sur l'importance de la qualité de nutrition et de la culture alimentaire. Ce lien agriculture-alimentation-santé est rarement mis à plat.

Est ce que l'agriculture industrielle est une sorte d'autoroute pour la propagation des virus ?

Il y a plusieurs tendances qui se touchent ou qui s'enchevêtrent. Il y a cette tendance à aller implanter dans les pays émergents notre système à grande échelle, surtout en ce qui concerne l'élevage.

On va y amener nos « clones », comme des porcs et des poules qui sont sélectionnés pour leur productivité mais qui ont une très forte sensibilité aux maladies, d'autant plus dans les conditions stressantes de ces élevages de masse. Ces animaux vont donc être implantés dans des pays qui ont encore pas mal de réserves de biodiversité sauvage, avec par exemple des forêts qui, jusqu'à récemment, n'ont pas été vraiment pénétrés par l'Homme.

Ces pays font aussi face à des déforestations suivies de constructions d'énormes industries. Dans le même cadre, un marché parallèle, plus traditionnel, existe toujours, proposant des ressources animales provenant de ces forêts qui sont mises sous pression. La mondialisation vient sur ces flux et accroît les échanges.

Il n'y a donc pas de localisation ou de confinement à un seul endroit. Il y a une connectivité quasi directe de Wuhan à New-York.

Un autre point que je souhaite amener, ce sont les grands mouvements financiers. Dans son livre « Big farms make big flu », le biologiste Rob Wallace démontre que cette grande industrie, installée en Chine en Thaïlande ou au Vietnam, et qui trouve la source de son financement à New York, à Londres, etc. fait bel et bien primer la rentabilité des investissements. On se retrouve face à un amalgame entre monde de la finance, l'agriculture, le food-system, tout cela dans une approche complètement globalisée. Et puis, vis-à-vis de l'émergence de virus, des écologues médicaux ont mis en avant les connexions entre quelques animaux particuliers et les humains. Par nature, des animaux comme les chauve-souris semblent souvent porteurs de tout un cortège de virus auquel ils ne sont pas sensibles. Ces virus rentrent ensuite en contact avec nous quand nous venons déstabiliser ces environnements encore vierges, si on peut encore utiliser ce terme.

Revenons aux conséquences de la pandémie, notamment sur la situation de pays du Sud. On évoque de 265 millions de personnes qui seraient menacés par la famine. Le nombre de personnes sous-alimentées au travers le monde, déjà en croissance ces dernières années, va inévitablement encore augmenter du fait de la pandémie. On sait que la crise va être profonde, avec des effets sociaux très importants qui vont toucher les populations et les pays moins favorisés. On se retrouve donc face à des questions quant à une approche de sécurité alimentaire pour venir en aide à ces régions. Or, on se souvient des interventions massives pour assurer les besoins immédiats qui ont mis en danger les cultures vivrières locales à petite échelle. Vous qui connaissez bien ces régions, suite notamment aux projets que vous avez menés en Tunisie ou au Burkina-Faso, comment défendre cette approche de l'agriculture résiliente locale qui permet de faire face aux crises ?

C'est une question très difficile parce que après avoir quitté la Tunisie, je me suis dit que je n'irais plus jamais travailler dans un pays en voie de développement. Mine de rien, on finit toujours par y imposer nos visions sur une situation qu'on connaît jamais assez bien.

En Tunisie, par exemple, la situation de dépendance alimentaire est quasi totale. C'est un pays en voie de désertification qui fait aussi face à une

pression démographique importante, de l'ordre de 1.5 %. Toute cette sous-région, de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient, est dans une situation d'élevage hors sol qui ne permet plus de répondre aux attentes alimentaires de la population. L'agroécologie ne pourra pas fondamentalement changer cette situation de dépendance.

La seule chose que l'on peut faire, c'est plus ou moins restaurer un couvert végétal là où celui-ci a été dégradé. Mais dans ce cadre, on tombe sur un autre grand facteur qui nous échappe totalement à savoir le changement climatique. Avec l'élévation des températures et la réduction des précipitations, j'ai perdu espoir qu'un jour, on puisse trouver des moyens pour restaurer la végétation steppique de cette sous-région et garder un environnement plus ou moins correct pour les générations futures.

Quand je discute avec les universitaires des différents pays rencontrés durant ces projets, certains me parlent des réalisations positives d'une nouvelle agriculture utilisant moins d'engrais de synthèse, moins de pesticides. Ils insistent sur la nécessité de plus de souveraineté alimentaire. Mais est ce qu'ils y croient vraiment? Ou est ce qu'ils y croient parce que cela leur permet d'avoir accès à des fonds financiers? Et donc, on est en train d'imposer encore une fois notre vision de l'agroécologie à des pays qui n'ont jamais eu l'opportunité de se prendre en main eux mêmes.

Mais c'est en fait une remise en question fondamentale de toute la conception de l'aide publique au développement. Même la plus exemplaire, la plus progressiste et la plus avancée.

Oui. Toute cette approche soit disant nouvelle qu'on trouve dans l'agroécologie avec notamment une large participation de la population fait l'objet de critiques. Les tenants de cette idée de l'agroécologie n'ont jamais pris connaissance de la littérature existante en anthropologie sur l'idée même de vouloir faire participer une population soumise. Or, qu'est ce qu'on voit souvent? C'est que l'on sème du conflit. On ne voit pas ce qu'on fait car souvent on ne parle pas la langue, on ne connaît pas les cultures locales.

Pour en revenir à la question de la famine menaçante et de la

souveraineté alimentaire (versus sécurité alimentaire), comment se positionner par rapport aux demandes de soutien qui vont arriver ?

En effet, ce seront des décisions difficiles à prendre.

D'une part, il faut encore attendre de voir ce qu'il va se passer pour les pays du Sud en contact avec le virus corona. Il faudra étudier les statistiques, les vérifier pour leur fiabilité et voir aussi comment les populations sont sensibles ou non au virus.

Il ne faut pas non plus oublier que ces pays sont aussi confrontés aux phénomènes migratoires, qui pourrait aussi revenir vers nous. Et pour tout ce qui est sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire, est ce que les gouvernements de ces pays ont le choix de refuser l'aide offerte ?

Après le coronavirus, les virologues nous disent « Préparez vous pour le suivant ». Et donc, est ce que nous, serons encore dans une position d'offrir de la sécurité alimentaire ? Il y a aussi une réelle incertitude par rapport à notre position dans le monde.

On a constaté avec la pandémie que les citoyens vont plus facilement vers leurs producteurs locaux. Vous aviez relevé lors d'une interview que, dans la notion de circuit court, il y a une dimension culturelle importante : on a plus conscience de la réalité du paysan et du mouvement des saisons. Est ce que cette dimension culturelle est un élément porteur d'espoir, en ce sens que la population va prendre davantage conscience des effets néfastes de l'agriculture industrielle ?

J'ai déjà reçu cette question d'un journaliste du Standaard. J'ai répondu qu'on a vu avec des anciennes crises sanitaires liées à l'alimentation qu'il y aurait une ruée vers ce qui semble plus sain et sûr une fois que la crise soit disant finie. Mais c'est du wishful thinking. On l'a vu par le passé, par exemple avec le scandale sur Monsanto. Une vérité qui dérange, ça n'intéresse personne. Une mensonge qui rassure, ça nous intéresse tous.

ADAPTER | REGARDER LES ACTIVITÉS DE L'HUMAIN ET LES ADAPTER FACE AUX NOUVEAUX CHOCS

La grande question est: comment peut-on convaincre le plus grand nombre que l'agriculture biologique et paysanne permet d'assurer la résilience et la souveraineté alimentaire? Il faut parvenir à se reconnecter à la terre et aller plus loin que l'alimentation. On voit les effets thérapeutiques du travail de la terre. On voit que le travail, le contact avec les animaux, le contact avec la terre, le rythme, la structure, etc. sont aussi positifs pour l'esprit.

Il faut aussi se reposer sur le savoir de nos paysans, de nos agriculteurs. Tout le vécu de l'élevage, par exemple, est immense et ne peut s'acquérir en une génération. Or, l'élevage connecté au sol nous quitte lendemain, car il serait trop contraignant. Mais sans élevage et les transferts de fertilité qu'il permet des prairies aux champs, je ne vois pas comment nos champs continueront à produire nos denrées de base (ces fameuses céréales) à un niveau acceptable. Il faut qu'il y ait des alliances entre les nouveaux agriculteurs et les anciens. Il faut qu'ils vainquent leur méfiance mutuelle. Nous ne semblons plus croire que l'insécurité alimentaire pourrait nous, occidentaux, jouer des tours. Eh bien si.



4 | ÉCO-RÉPUBLICANISME DANS UN MONDE POST-CORONA

Analyse [**JORGE PINTO** | (POR) Chercheur, co-auteur de *Rendimento Básico Incondicional : Uma defesa da Liberdade*]



Il y a à peine un peu plus de trois mois, a eu lieu à Madrid, en Espagne, la COP25, une conférence qui rassemble chaque année des dirigeants mondiaux dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, à la recherche d'accords globaux qui peuvent mettre la planète à nouveau sur une voie de durabilité écologique. La vingt-cinquième conférence devait avoir lieu à Santiago du Chili, mais des mois de manifestations contre les inégalités sociales et économiques et la répression brutale de la police commandée par le gouvernement libéral de Sebastián Piñera ont forcé, à la dernière minute, à changer de lieu. La crise écologique et la crise sociale sont, au début de la deuxième décennie du 21^e siècle, main dans la main.

Ces deux réalités se nourrissent l'une de l'autre et sont une conséquence l'une de l'autre : un système économique tributaire de la croissance à tout prix est un système basé sur la production et la consommation, ce qui aggrave les crises écologiques. Non seulement la production et la consommation des biens nécessaires, mais aussi (et peut-être surtout) des biens superflus qui ne sont produits et utilisés que pour alimenter et maintenir ce système. Or, cette dépendance à la croissance dépend de l'extraction de ressources naturelles qui, étant limitées et pour certaines non renouvelables, font que ce système économique extractiviste et productiviste ne soit pas viable à long terme. Une petite note est nécessaire à ce point : s'il semble clair que nous devons refuser la croissance pour la croissance, il faut également refuser l'opposition à la croissance comme une fin en soi. L'important est de comprendre où nous pouvons et devons

croître et, en parallèle, où nous pouvons et devons décroître.

Conscients de ce fait, pourquoi continuons-nous d'investir à tout prix dans la croissance et à l'insu de ses impacts écologiques ? Il y a au moins deux réponses à cette question. D'une part, le chantage inhérent à ce système qui repose sur l'argument suivant : si l'économie ne croît pas, elle ne peut pas générer d'emplois et s'il n'y a pas d'emplois, il n'y a pas de revenus. En l'absence de séparation entre emploi et revenu, les personnes se retrouvent dans l'obligation d'exercer un emploi rémunéré même s'il est considéré par le travailleur comme non-utile à la société, nuisible à la planète en termes écologiques et même s'il n'est pas gratifiant à tous les autres niveaux que le financier.

La seconde raison est liée à une vision basée sur l'optimisme technologique, vision qui voit l'idée de « progrès » comme un moyen pour l'homme de devenir maître de l'environnement naturel dans lequel il s'insère. Loin d'être exclusive à ceux qui se préoccupent peu de la durabilité écologique de la planète, cette position est partagée par plusieurs spécialistes du domaine dit vert. Selon cette vision éco-moderniste, seuls la technologie et le progrès peuvent remettre la planète sur la voie du développement durable.

La crise liée à la pandémie que nous traversons - appelons-la coronacrise - met ces deux réponses en danger. La peur collective nous met face à nos limites en tant qu'espèce et en tant que société. Et s'il est vrai que l'humanité a toujours essayé de contrôler l'environnement dans lequel elle opère, c'est aussi vrai le fait que ce n'est qu'au cours des dernières décennies qu'une vision de la domination absolue de l'humanité sur la nature a été imposée, une vision intimement liée à la défense de la possibilité (et besoin) d'une croissance économique permanente.

Sur une planète finie, tant en termes de ressources qu'en termes de capacité d'absorption de la pollution, pour que cette croissance puisse se poursuivre sans conséquences environnementales, la séparation entre croissance et impacts doit être réalisée. Or, cette séparation étant loin d'être réelle, ceux qui défendent un modèle de croissance permanente affirment que cela se fera avec plus de technologie, y compris des processus de géo-ingénierie. Ainsi, afin de confirmer cette possibilité, la domination et le

contrôle de l'environnement naturel sont considérés comme une nécessité.

Comme nous le rappelle la pandémie actuelle, même si elle était souhaitable - ce qui est loin d'être certain -, l'humanité est loin de pouvoir contrôler son environnement naturel. Le modèle économique basé sur une croissance permanente a une énorme barrière devant lui. Il est donc nécessaire de penser à des modèles alternatifs et l'éco-républicanisme peut apporter des réponses. Un retour à la «normalité» - si une telle normalité a jamais existé - ne peut pas être un retour à une réalité d'inégalités sociales, économiques et écologiques.

Réponses aux crises écologiques et sociales

Face à cette multiplicité de crises, nous avons aussi vu une multiplicité de réponses, notamment sous la forme de quatre « fuites » : des élites, intérieure, par déculpabilisation et par culpabilisation. De la part des élites économiques, nous voyons un processus d'évasion sur plusieurs fronts. Le front économique proprement dit, qui résulte de la concentration de la richesse dans un petit nombre de mains, mais aussi de la fuite physique. Ceux qui appartiennent à l'élite économique vivent de plus en plus en circuit fermé, fréquentant des espaces exclusifs avec un accès réservé, tandis que leurs enfants fréquentent les mêmes écoles privées avec un accès également réservé.

L'espace public devient ainsi un espace de *quelques* citoyenneté, alors que, pour une autre part, cet espace n'est qu'un lieu de passage, sa citoyenneté s'exerçant dans des espaces où ne fréquentent que des personnes de même niveau socio-économique. Parallèlement à la ghettoïsation des plus pauvres, nous assistons également à une ghettoïsation des élites, où elles sont refermées sur elles-mêmes, s'isolant économiquement, socialement et physiquement du reste du monde.

Il existe également une stratégie de fuite intérieure en réponse aux crises sociales et écologiques. Une évasion différente, certes, mais quand même une évasion. Pensons aux publications récentes de livres d'auto-aide, à la recherche de solutions à tous les problèmes à partir d'une prétendue

guérison interne, de solutions basées sur une *mindfulness* à laquelle nous seuls pouvons parvenir. Au niveau écologique, des propositions en ce sens apparaissent également, comme celles d'une «écologie du soi», et de «faire sa part» comme solution aux crises écologiques et les problèmes seront donc résolus.

L'intention n'est pas ici de porter un jugement moral sur ce type de solutions - et sur les impacts positifs que ces actions peuvent avoir sur ceux qui les pratiquent. L'argument est simplement l'opposition à une individualisation des solutions. Les problèmes globaux et systémiques ne seront pas résolus de manière individuelle et isolée. Nous avons donc besoin d'une proposition globale, collective et démocratique qui offre des voies possibles vers une société juste sur une planète durable.

La fuite par déculpabilisation est, dans une certaine mesure, le contrepoint de l'évasion intérieure et repose sur le fait que « moi », en tant qu'individu, je ne peux pas faire grand-chose pour changer l'état actuel du monde. Le principe de cette évasion peut être divisé en trois arguments. Le premier est que dans un monde de plus de sept milliards de personnes, je ne peux rien à moi seul. Le second est que la situation écologique est à un point si critique que, quoi que je fasse, rien ne changera. Enfin, le troisième argument est de considérer que même si j'agis, selon mes moyens, la destruction environnementale continuera à l'autre bout du monde, donc sans changements possibles.

Ces trois arguments servent de prétexte pour continuer les mêmes pratiques et pour que rien ne change. Et même en reconnaissant et en acceptant que les activités humaines poussent la planète dans une situation de plus en plus insoutenable, l'évasion par déculpabilisation permet à ceux qui ne font rien d'éviter la dissonance cognitive entre connaître l'impact de leurs actions et ne rien faire pour le corriger. Néanmoins, comme le prouvent des exemples comme celui de Greta Thunberg, l'action individuelle peut parfois jouer un rôle essentiel dans l'obtention d'une action collective.

Enfin, nous avons aussi ce qu'on peut appeler une fuite par culpabilisation. Cette évasion consiste à voir dans l'humanité la racine de tous les maux de la planète. De cette façon, famines, phénomènes météorologiques extrêmes, pandémies, seraient une conséquence de

l'action humaine et de ses excès. À ce titre, toutes les crises écologiques auxquelles nous sommes confrontés ne correspondent qu'à l'action de la nature et à une certaine correction des excès de l'Humanité. Ces excès étant le résultat de notre responsabilité, nous sommes alors « fautifs » dans les crises et méritons d'être punis.

Cette évasion, tout à fait associée à des vues biocentriques ou écocentriques (et parfois anti-humanistes), se heurte à une série de problèmes. Ne disposant pas ici de l'espace pour les détailler, il est important de mentionner brièvement au moins certains de ces problèmes. Dès le départ, et sans entrer dans la discussion sur la valeur intrinsèque de toutes les formes de vie, cette vision tend à séparer l'humanité de la Nature, alors que ce qui devrait nous préoccuper est de savoir comment renforcer le rôle de l'humanité en tant que partie de cette nature. Mais, plus grave encore, ce point de vue est intrinsèquement raciste et classiste, étant donné que ce seront les pays les plus pauvres et les pays du Sud qui souffriront le plus des conséquences des crises écologiques. Cette position est également injuste, car si seulement une petite partie de l'humanité a des responsabilités déraisonnables dans les impacts écologiques, c'est précisément cette partie qui aura le plus de facilité à éviter ses conséquences négatives.

Sans s'engager dans l'intéressante discussion d'écocentrisme ou d'anthropocentrisme, il semble qu'il est important de surmonter cette distinction manichéenne, en supposant l'être humain comme ce qu'il est: une partie et un produit de la nature. Comme l'a bien résumé le géographe anarchiste et précurseur de la pensée écologique, Élisée Reclus : «L'homme est la nature en prenant conscience d'elle-même».

Une vieille théorie pour des temps nouveaux

En admettant le moment critique que nous traversons, une solution basée dans l'une des fuites évoquées dans les paragraphes précédents sera-t-elle la solution ? Probablement non. Penser à un avenir post-coronacrise, remettre la planète sur une trajectoire durable, rendre les sociétés moins inégales et imaginer un avenir différent pour le mieux nécessite une politique d'espoir. D'espoir utopique mais concret, ambitieux et réalisable. Cette

politique exigera un effort individuel, mais aussi collectif. Et la réponse à ces problèmes du 21^{ème} siècle peut résider dans la révision d'une théorie vieille de plus de 2000 ans : le républicanisme.

Originaire de la Rome et de la Grèce Antique, la théorie politique républicaine a eu plusieurs expressions au cours des siècles. Après une période où il semblait avoir disparu du débat politico-philosophique, le républicanisme est revenu dans les débats ces dernières décennies. Une raison possible de ce regain d'intérêt est le manque de réponses d'autres théories politiques à certains des problèmes les plus pressants du début du 21^{ème} siècle, avec les crises écologiques et sociales en tête.

Au cœur de la théorie politique républicaine se trouve la définition de la liberté comme non-domination. En acceptant l'interdépendance entre les humains, le républicanisme cherche à limiter la domination - effective ou potentielle - sous laquelle un individu peut être. En période d'urgence écologique, il est nécessaire de penser à un républicanisme vert, un éco-républicanisme basé sur la combinaison d'éléments de la théorie politique républicaine et de la théorie politique verte. Cet éco-républicanisme défendrait ainsi la promotion de la liberté comme non-domination, étendant l'idée d'interdépendance sociale à l'interdépendance par rapport à la Nature.

L'éco-républicanisme rejettera donc les vues éco-autoritaires qui sont, plus que l'extinction hypothétique de la race humaine, le plus grand risque des crises écologiques et sociales. En bref, les éco-républicains affirment qu'il ne peut y avoir un planète durable sans citoyens libres, tout comme il ne peut y avoir de planète avec des citoyens libres qui ne soit pas écologiquement durable.

Revoir le concept de liberté est l'un des grands défis de l'éco-républicanisme. Pour faire face aux énormes défis qui nous attendent, il est nécessaire de retrouver la liberté en tant que grand drapeau progressiste. Autrefois synonyme exclusif d'émancipation, l'idée de liberté a été souillée par une vision néolibérale qui l'a traduite par non-frustration et non-limitation. Retrouver la liberté en tant qu'idéal progressiste est également important car la liberté telle que conçue par les républicains est celle qui est la mieux équipée pour justifier la mise en œuvre des limites

écologiques nécessaires pour remettre la planète dans une situation de durabilité. Cette liberté doit être associée aux idéaux républicains d'égalité et de fraternité, car seule l'union harmonieuse entre ces trois piliers du républicanisme peut servir la vision éco-républicaine. Et c'est aussi un principe de justice intergénérationnelle car s'il est vrai que nous ne pourrons pas savoir ce que voudront les générations futures, il est certain qu'elles voudront une planète durable où elles pourront exprimer leur liberté.

À partir de principes anciens, l'éco-républicanisme propose un nouvel imaginaire, basé sur l'autonomie partagée par les citoyens. Nous ne pouvons avoir un nouveau monde que si nous pouvons l'imaginer et le désirer. Et de la même manière que dans le passé ce n'étaient pas les républiques qui créaient les républicains, mais l'inverse, maintenant les éco-républicains devront rêver et faire des éco-républiques une réalité.

Que propose donc l'éco-républicanisme ? Dès le départ, il propose une société post-croissance où la priorité est la prospérité partagée et non la croissance à tout prix. Et la question de savoir comment y parvenir envisage ces différentes actions à savoir ralentir le rythme de vie et promouvoir des politiques de décroissance durable. Cette démarche peut être réalisée en déplaçant les activités de la sphère du marché vers la sphère de l'autonomie (coopératives, mutuelles), en réduisant considérablement le nombre d'heures consacrées à l'emploi et en les transférant vers d'autres domaines où nous pouvons nous épanouir en tant que citoyens et individus autonomes.

En promouvant des modes de vie plus conviviaux, l'éco-républicanisme propose de revoir les échelles de notre action, en proposant une sorte de localisme cosmopolite. Cet engagement implique de penser le monde à l'échelle mondiale en agissant localement et, parallèlement, d'agir globalement en pensant à la préservation de différents modes de vie à différents endroits de la planète.

Mais l'éco-républicanisme, contrairement aux différentes approches vertes basées sur la recherche du consensus, devra être conflictuel et permettre des espaces de participation civique. Ainsi, des assemblées de citoyens disposant de plus de pouvoirs que de simples organes consultatifs devraient être créées, permettant, par exemple, d'entamer des processus

ADAPTER | REGARDER LES ACTIVITÉS DE L'HUMAIN ET LES ADAPTER FACE AUX NOUVEAUX CHOCS

référendaires. Pourquoi d'ailleurs ne pas organiser plusieurs de ces assemblées, au niveau local, national et européen, pour discuter le monde post-coronacrise dans lequel nous voulons vivre ?

Plus qu'une révolution, nous avons besoin de ce qu'Edgar Morin appelle une métamorphose, où la radicalité de créer quelque chose de nouveau est maintenue, mais en liant cette radicalité à la conservation (de la vie, des cultures et de la connaissance de l'humanité).



5 | QU'EST-CE QU'ON MANGE APRÈS LA CRISE DU CORONAVIRUS ? ET DONC, QUE PRODUIRE ET ÉLEVER ?

Analyse [**THÉRÈSE SNOY** | Membre du réseau « Grands-parents pour le climat »? ancienne députée fédérale Ecolo, spécialiste des enjeux d'alimentation et ancienne membre du Conseil d'administration d'Etopia]



La crise du Coronavirus est liée aux atteintes à la biodiversité. La déforestation, liée à la production de soja destinée au bétail, entraîne une promiscuité entre animaux sauvages et domestiques. C'est ainsi que le virus Corona est entré dans la chaîne qui l'a conduit à l'homme.

La santé humaine est affaiblie par les pollutions et par une nourriture soit insuffisante soit de piètre qualité.

Les pays et régions du monde sont excessivement dépendants les uns des autres pour se nourrir. C'est le moment où jamais de prendre à bras le corps la question alimentaire et agricole par des politiques publiques volontaristes. Le but : donner accès et promouvoir des régimes nutritionnels bons pour la santé et la planète.

Les moyens

- **Cibler la production agricole et l'élevage sur les besoins alimentaires essentiels.**
- **Cultiver la terre en protégeant les sols et la biodiversité.**

La crise sanitaire actuelle est grave et triste dans ses conséquences

humaines, sociales, économiques. Tout le monde le reconnaît aujourd'hui : « il y aura un avant et un après » !

Certains d'entre nous ont la chance de pouvoir se promener dans les chemins de campagne et de pouvoir se fournir en produits locaux chez les producteurs maraîchers et laitiers. Nous pouvons observer les tracteurs qui labourent, hersent, sèment en ce printemps si calme, mais venteux et déjà sec.

Ces observations nous aident à réaliser à quel point le travail agricole et maraîcher est essentiel pour la société, non seulement pour nous nourrir mais aussi pour nous offrir une qualité alimentaire qui va consolider notre santé et notre résistance aux virus et autres épidémies futures. C'est en ce sens que nous devons avoir beaucoup de reconnaissance pour ces agriculteurs, éleveurs et maraîchers qui triment plus que jamais.

Et bien sûr, cette conscience s'accompagne d'une multitude de questions sur le devenir de l'agriculture et de notre approvisionnement alimentaire.

On le savait déjà, la crise du climat et celle de la biodiversité imposent de revoir les pratiques agricoles, de « sortir » de l'ère des pesticides, de repenser la mondialisation des échanges et de modifier nos modes de consommation, en particulier alimentaires. Il y a 3 mois, la Commission européenne présentait son « Green deal » imposant de verdir toutes les politiques de l'Union, et elle préparait d'une stratégie européenne « de la fourche à la fourchette »,...

Aujourd'hui, l'OMS et la FAO sonnent l'alarme, craignant des pénuries alimentaires liées aux fermetures de certaines frontières dans le monde. Nous ressentons vivement notre dépendance des productions lointaines.

Cette crise sanitaire amplifie l'évidence de deux principes :

- la pré-éminence de la santé sur l'économie lors d'une menace grave,
- la nécessité de raccourcir les circuits de l'échange dans un but de souveraineté (surtout alimentaire) et de prévention sanitaire.

A la lumière de ces crises concomitantes, il est important de revenir sur trois questions essentielles

1. De quelle nourriture avons-nous besoin, pour notre sécurité, notre santé et celle de la planète ?

En septembre dernier, des chercheurs de la Johns Hopkins aux USA (cfr article du Monde du 18 septembre 2019) ont étudié l'impact des régimes nutritionnels sur le climat en fonction des besoins dans les différentes régions du monde. L'intérêt de cette étude est d'appréhender le double défi de rechercher l'optimum pour la santé ET pour le climat. Et le premier constat est qu'il n'y a pas de réponse universelle, car les populations du monde vivent des situations différentes et pour certaines, une augmentation des apports protéiques via les produits carnés ou laitiers est une nécessité sanitaire, alors que pour d'autres, une diminution de ces produits s'impose.

Le régime végétalien est sans conteste celui qui émet le moins de CO2 mais il ne peut être généralisé. C'est pourquoi les chercheurs ont estimé que soit un repas sur trois pouvait être omnivore, soit que le régime pouvait intégrer des protéines du bas de la chaîne alimentaire (insectes, mollusques, petits poissons, ...).

Comment appliquer cela en Europe ?

Food in Action, un site dédié aux professionnels de la nutrition de la Haute Ecole Léonard de Vinci, a récemment publié une nouvelle pyramide alimentaire incluant des critères de durabilité en plus des critères nutritionnels. La base est composée de multiples légumes et fruits (toujours plus, quasi 500 gr / jour), puis de féculents (de plus en plus « complets ») et le sommet par quelques produits laitiers et animaux. (Max 300 gr/semaine de viande rouge, et davantage de légumineuses). Tels sont les besoins reconnus comme essentiels pour la santé !

Réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution sur nos routes et dans nos villes implique aussi de réduire les kms parcourus par nos aliments et l'impact carbone de leur transformation. L'approvisionnement en produits frais, locaux et de saison, est donc indispensable.

Enfin, nous avons tous dans le sang des traces de pesticides qui sont facteurs de risque pour notre santé. Si nous souhaitons éviter cela pour les générations futures, c'est bien sûr le choix de produits bios qui s'impose, surtout s'ils sont issus de nos campagnes.

Nous avons donc besoin, pour notre santé et pour la planète, d'un régime basé sur les légumes, fruits, légumineuses et céréales, avec un apport réduit en produits animaux. Et tout cela exempt de résidus de pesticides.

D'où l'impérieuse nécessité de réfléchir à la question suivante :

2. En fonction de ces besoins, quelle production agricole doit être prioritaire en Belgique ?

L'agriculture belge et européenne s'est donné la vocation d'être nourricière, pour répondre au moins partiellement aux besoins de notre consommation alimentaire. Elle doit préserver la santé des populations en répondant à leurs besoins nutritionnels. Elle doit préserver le capital biologique, des sols et végétal et devenir « bas carbone ». Elle doit sortir au plus vite de sa dépendance aux pesticides qui polluent notre sang, notre eau, notre air !

En Belgique, si notre production annuelle est théoriquement capable de nourrir les Belges, dans la pratique, nous importons et exportons une grande partie de notre alimentation.

Il subsiste certains paradoxes étonnants. Celui du blé par exemple. La culture de céréales pour le grain occupe un quart de la surface agricole wallonne, mais la part de céréales destinées à l'alimentation humaine ne dépasse pas 10 %. Le reste est utilisé pour la production d'énergie (45%) et l'alimentation pour le bétail (45 %). Les moulins belges importent 85% des céréales qu'ils travaillent, les malteries 99% de l'orge. *Nos bières sont elles vraiment belges ?* Ne devons-nous pas relancer une filière de production de blé panifiable et de transformation locale des céréales pour l'alimentation humaine ? Un circuit du « grain au pain » ! L'association Nature et Progrès en fait la promotion, insistant sur la réappropriation par les producteurs, de l'outil de transformation qu'est le moulin.

Par ailleurs on sait qu'en matière de céréales bio, notre production ne répond pas à la demande des consommateurs, malgré de magnifiques initiatives de création de filières régionales.

La production de protéines végétales, de fruits et légumes en grandes cultures doit se développer, mais dès que possible en opérant la transition vers le bio, pour la préservation des sols.

Malgré leur magnifique progression, les potagers urbains ou à petite échelle, ne pourront combler les besoins. Ceux-ci sont par contre très précieux pour répondre à la demande de circuits très courts, en milieu urbain ou péri-urbain.

Notre production de pommes de terre n'est pas durable ! De plus en plus de terres sont consacrées aux pommes de terre en Wallonie ; il s'agit pour la plupart de contrats de production où l'agriculteur est un sous-traitant de gros producteurs industriels et doit suivre un cahier des charges sur lequel il n'a pas de prise, dont de nombreux traitements phytosanitaires (lutte contre le mildiou). Ces cultures sont pratiquées de façon néfaste pour les sols, la faune, les eaux souterraines. Mais le revenu d'un ha de pommes de terre est supérieur à celui des céréales, ... si tout va bien. En cas d'automne humide, le revenu attendu peut s'écrouler très vite. La production belge est excédentaire et trouve des débouchés dans l'exportation... de frites surgelées jusqu'en Amérique latine. Ne devrions-nous pas sortir de cette logique de contrat et nous concentrer sur une production Bio de variétés résistantes au mildiou, pour le marché belge ou voisin ?

Revenons au blé, dont 45% est consacré à l'alimentation du bétail. Certes, si nous donnons des farines aux cochons et du maïs aux vaches, c'est mieux que d'importer du soja. Mais cela entraîne la question suivante :

3. Quel avenir pour l'élevage ?

Tout converge pour dire que l'élevage pratiqué de façon massive et hors-sol est à remettre en question, radicalement.

Les élevages industriels/intensifs sont sources d'émissions de GES, de

ADAPTER | REGARDER LES ACTIVITÉS DE L'HUMAIN ET LES ADAPTER FACE AUX NOUVEAUX CHOCS

pollutions, foyers d'épidémies et sources d'antibiorésistance. La qualité de la viande est régulièrement mise en cause. Et l'homme perd son âme à traiter ainsi l'animal.

Le marché belge de la viande bovine est excédentaire. Nous produisons 160% de notre consommation, et exportons essentiellement en Europe. La plupart des élevages porcins et de volaille sont intensifs. Et à nouveau, notre production est largement excédentaire, déjà par rapport à notre consommation nationale actuelle.

Pourtant l'élevage permet d'utiliser les terres impropres aux cultures, permet une diversification dans les exploitations, et produit des effluents qui enrichissent les sols. De plus reconnaissons qu'il est une forme de relation entre l'humain et l'animal ancrée dans nos cultures et suscite des attachements positifs.

En Wallonie, nos bovins sont élevés dans des prairies qui absorbent le carbone, ils sont nourris principalement à l'herbe et sont globalement bien traités. Si leurs émissions de gaz à effet de serre sont élevées par kg de viande, elles sont compensées partiellement par la capture de CO₂ des prairies : selon les chercheurs d'agro-bio-tech de Gembloux, 1 ha de prairie pâturée capture jusqu'à 1,6 T de CO₂ par ha/an ce qui compense 70% des GES émis par les bovins.

En outre, s'ils sont nourris sur des pâturages composés de légumineuses, leur viande et produits laitiers sont plus riches en Omega 3. L'association « Blanc Bleu Cœur » française promeut le remplacement du soja par du lin et des légumineuses, pour des apports en Omega 3 et cela entraînerait une diminution des émissions de méthane.

Si, de plus, les éleveurs font la démarche d'en arriver à l'autonomie fourragère (nourrir leurs bêtes avec leur propre production), on peut considérer que, dans ces conditions, l'élevage bovin en Wallonie peut être maintenu, en favorisant les races les plus rustiques.

Les filières porcines et aviaires mais aussi celles des chèvres et moutons, sont à repenser également sur d'autres bases. De nombreuses expériences de labellisation sont en cours.

Un élevage lié au sol, extensif et en autonomie fourragère peut donc perdurer pour répondre à une demande réduite en produits animaux. La qualité doit primer sur la quantité, dans nos prairies comme dans nos estomacs.

En conclusion, comment obtenir ces changements ?

On ne peut se cacher qu'ils sont difficiles à prendre individuellement, dans le chef d'un exploitant agricole comme dans la tête d'un consommateur. Pourtant, de part et d'autre, la transition est en route, à petits pas... Mais que l'urgence est là !

Seules des politiques publiques fortes et volontaristes peuvent répondre à cet enjeu autant sanitaire qu'écologique.

La première est la PAC (politique agricole commune) au niveau européen. Depuis longtemps les environnementalistes et écologistes demandent qu'elle soit ré-orientée pour ne soutenir que les pratiques qui vont dans le sens de la santé des consommateurs, des agriculteurs et éleveurs, de la planète ; et de sortir d'un financement aveugle, à l'ha cultivé, qui ne profite qu'aux plus gros et aux plus intensifs.

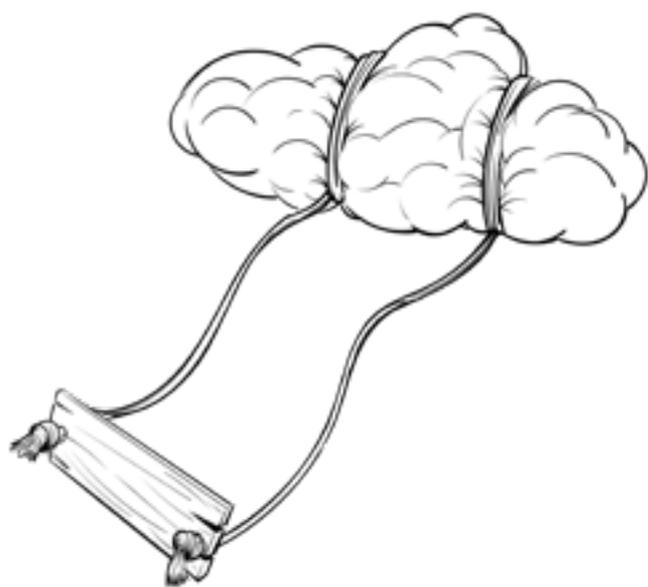
Le besoin accru de légumes, fruits, protéines végétales, doit se refléter dans les politiques de soutien aux producteurs, Il n'est pas tabou, pour assurer une autonomie alimentaire, de repenser une forme de soutien des prix..

Quant aux pouvoirs régionaux en charge de l'agriculture, ils peuvent aussi largement compléter les outils de la PAC par des soutiens aux mesures agri-environnementales (à l'élevage extensif par exemple), et surtout à la création de filières (plus) courtes qui nous permettent de retrouver une « souveraineté alimentaire ».

Le soutien public aux bons choix des consommateurs pourrait passer par une « contribution carbone » au niveau européen, qui devrait rendre moins chers les produits frais et locaux, et par une TVA réduite ou nulle, sur les légumes et fruits vu leur caractère essentiel dans notre nutrition.

ADAPTER | REGARDER LES ACTIVITÉS DE L'HUMAIN ET LES ADAPTER FACE AUX NOUVEAUX CHOCS

Le métier d'agriculteur et ceux liés à l'alimentation sont des métiers essentiels ; ceci implique qu'ils soient correctement rémunérés et valorisés, mais aussi que leurs pratiques soient exemplaires.



DÉPLOYER

[COMPRENDRE LES DIFFÉRENTES
RÉSILIENCES ACTIVES DANS NOS
SOCIÉTÉS ET DÉPLOYER
DE NOUVELLES PROTECTIONS]



MERCI
tout le monde

628

1 | ON A MAINTENANT DE L'EMPATHIE POUR LES TRAVAILLEURS ESSENTIELS. MAIS IL FAUT AUSSI REMETTRE AU CENTRE LEUR STATUT, LEURS REVENUS ET LEUR CONSIDÉRATION DANS LA SOCIÉTÉ

Interview [**CHRISTINE MAHY** | Secrétaire général du réseau wallon de lutte contre la pauvreté]



Christine Mahy, on vous aperçoit souvent dans les espaces de discussion, en négociations institutionnelles, dans les médias, sur tous les terrains, en faveur de la justice sociale. Nous sommes, avec le coronavirus, face à une crise sanitaire, mais aussi dont les conséquences sont sociales. Au regard de ce qui nous arrive, qu'est ce qui pour vous est clair ? Qu'est ce qui apparaît dans notre société et dont on pourrait éventuellement tirer des leçons pour le futur ?

En effet, je trouve que c'est une période très, très particulière, très bousculante, avec une facette angoissante, insécurisante. On se demande comment tout cela va tourner ou va finir. En même temps, c'est tout à fait paradoxal, c'est un peu une période unique où se révèlent toute une série de choses qui étaient devenues invisibles depuis longtemps. Certaines choses sont entendues et écoutées, alors qu'avant la crise sanitaire lorsqu'on évoquait ces mêmes choses, c'était inaudible ou mis sur le côté. Plusieurs éléments me viennent à l'esprit

Le premier élément sur cette crise sanitaire, c'est qu'elle a ceci de

bouleversant : elle ramène au sens de la vie puisque c'est une question de vie ou de mort. Ce virus atteint invariablement tout le monde, quelles que soient les conditions socioéconomiques, les lieux de vie qu'on vive en ville ou à la campagne, etc. Je pense que c'est déjà un élément qui doit être utilisé dans le bon sens du terme, c'est à dire qui est de nature à se questionner sur l'existence à titre individuel mais aussi d'existence de la collectivité, le sens de l'existence des ressources et le sens d'existence de ce qu'on appelle des métiers dits essentiels.

Évidemment, si on est atteint par le virus et qu'on était dans la pauvreté avec une maladie chronique aggravée, on aura plus de risques qu'avant. Mais, on voit aussi des gens en pleine forme que ce virus a touché. On se trouve face à ce phénomène de peur généralisé qui est propice à questionner les valeurs et qui est peut être propice à questionner une plus grande diversité de catégories de population qui auparavant n'y aurait pas pensé. Je pense qu'il y a des gens qui sont bousculés dans leurs fondements. Alors je ne suis pas naïve et je sais quand même que les dominants de la finance qui se mettent dans le champ de l'exploitation vont probablement ou ont déjà commencé à recycler la crise. Mais on est dans une temporalité où je trouve qu'il y a une diversité de gens qui parlent un peu autrement. C'est un point qui compte.

Un deuxième point qui compte, c'est le fait que l'épidémie révèle à la loupe les inégalités sociales, les disparités sociales, le non réglé social, le non considéré suffisamment par l'État, par les décideurs, etc. Pourquoi ? Parce que comme il faut soigner, qu'il faut isoler et qu'il faut confiner pour des raisons sanitaires, il faut s'intéresser à tout le monde et à tout le monde à égalité. Cela oblige à ouvrir les yeux sur les conditions variables d'existence. Et ça, depuis que je travaille, je n'avais jamais vu un révélateur aussi puissant. OK, il y a peut être des gens qui ne veulent pas encore voir, mais alors il faut vraiment être de mauvaise foi parce qu'il est clair que vivre le confinement quand on vit dans du logement social, dans une tour à Liège, à Charleroi, à Bruxelles ou dans d'autres grandes villes, moyennes villes, etc. Dans des petits appartements avec des cloisons où on entend ce qui se passe chez le voisin, avec des cages d'escalier où on ne sait pas se croiser, sans espace vert voire sans balcon, c'est extrêmement différent que de vivre en ville quand on a un petit jardin et qu'on peut sortir de chez soi. C'est aussi extrêmement différent quand on vit en ruralité. Les

inégalités sont flagrantes et criantes. Il faut aussi voir le sort des migrants ou des SDF face au confinement, il faut voir où ils vivent. Quelle est la relativité du danger dans leur tête, puisque c'est des gens qu'on laisse en danger dans notre pays en permanence ? En quoi est ce que ce virus est véritablement plus dangereux que les conditions dans lesquelles on les a laissés jusque là ? Il faut parler de tout cela.

Quand on parle des familles monoparentales qui vont avoir la responsabilité d'avoir les enfants toute la journée à la maison, on est aussi confronté à des situations d'inégalités. Parce que forcément, les inégalités générées dans le monde scolaire, les enfants les emportent avec eux. Et donc, comment on vit l'école à la maison lorsqu'il faut faire l'école à la maison ? Les enfants nantis auront plus d'opportunités, même dans la vie à la maison, à travers toutes sortes d'outils comme des livres, des jeux, des relations, des Skype avec de la famille, des parents qui partageront peut-être avec eux ces moments de jeux, etc. Tandis que l'enfant moins nanti lui devra toutefois se débrouiller avec ce qu'il a chez lui. Il y a une maman qui me disait ne pas avoir de matériel de bricolage chez elle, juste des feuilles, un paquet de marqueurs et rien d'autre : « Je dois faire avec ». Ce deuxième élément, c'est le révélateur de l'abandon dans lequel on a laissé une série de gens à travers les disparités, les inégalités sociales.

Le troisième élément, c'est évidemment celui qui apparaît le plus évident à la population. Ce sont tous ces métiers qui sauvent des vies, depuis l'infirmière jusqu'à la personne qui nettoie, jusqu'au monsieur qui transporte le matériel médical, jusqu'à celui qui répare les machines des hôpitaux. C'est tout ce personnel qui venait aussi à domicile et qui, aujourd'hui, ne peut plus y aller que ce soit auprès des personnes âgées, ou pour les aides familiales, etc. Ce sont toutes ces femmes qui gardaient des enfants à la maison et qui se retrouvent aujourd'hui avec un salaire pour certaines réduit à néant suivant le statut qu'elles avaient. Et donc, il y a de nouveau un effet loupe en reconnaissant qu'il y a des métiers essentiels, très importants, qui touchent à la vie, qui touchent aux relations sociales, qui touchent aux liens de proximité, qui aident à rompre l'isolement et qu'on mettait en danger juste avant la crise en voulant fragiliser leur statut.

Et puis il ne faut pas oublier le monde de la culture où des artistes n'ont pas de statut. Il n'y a pas de reconnaissance du monde de la création

aujourd'hui. Voilà que le monde de la création nous apparaît comme un espace où des personnes faisaient des choses, produisaient des choses, généraient de l'argent, pouvaient en vivre, créaient des flux financiers, etc.

Puis on découvre aussi la déstructuration du champ du travail. Aujourd'hui, bien sûr, heureusement, les gouvernements ont pris des mesures par rapport aux travailleurs salariés, par rapport aux indépendants. C'est très bien. Il y a du chômage temporaire amélioré. Cela étant, déjà rien que dans le chômage temporaire, on voit la disparité. La multitude des gens en temps partiel contraint beaucoup de personnes, notamment des femmes qui avec 70% d'un temps partiel contraint ne peuvent pas tenir longtemps. On voit aussi que plein de travailleurs n'ont pas d'épargne, donc ils n'ont pas de matelas pour faire face à cette situation. Et puis, on voit la déstructuration du travail à travers les contrats ambigus, les flexi-jobs, les heures ALE, le travail à la journée, le travail à l'heure, etc. Face à cela, que fait-on dans un moment comme celui-ci ? Sans oublier les migrants, les sans-papiers qui travaillaient au noir et qui n'ont plus rien du jour au lendemain. Donc, je trouve que comme analyse macro, c'est assez extraordinaire. Après, comment fait-on un cercle vertueux de ça ? Comment on en tire une bonne analyse pour qu'on n'en reste pas au constat et à l'émotion ? Et comment est-ce qu'on ramène ça dans le champ d'une culture Politique au sens grand « P » du terme avec la population, pour entraîner un mouvement qui engage à se dire « qu'est-ce que c'est qu'il faut pour la société de demain » ?

On ne sait pas très bien quel sera l'après. Mais avec ce que vous apportez comme éclairage de la diversité des situations, on voit à quel point cette crise révèle et renforce les inégalités. Est-ce que vous avez l'impression que ces inégalités sont prises en compte ? De quelle façon ?

C'est une question difficile. Ce n'est pas tout blanc ou noir. Je pense que dans un premier temps, les acteurs en charge de décider par rapport à cette crise n'étaient pas conscients de ces inégalités à ce point là et qu'il fallait prendre ces disparités en compte. Des positions généralistes ont été prises et puis, après, tout s'est focalisé sur la question de l'économie, des entreprises, des indépendants, des travailleurs. À juste titre. Je ne

critique pas le fait qu'il ne faille pas du soutien aux entrepreneurs et aux indépendants, souvent précaires. Mais le discours a été assez vite accaparé par ça. L'angle était que l'économie était en danger, qu'il allait y avoir des faillites. Il a fallu la réactivité de certains acteurs, dont le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, pour interpeller le gouvernement wallon, par exemple, et lui dire « attention aux effets d'aubaine » ainsi qu'insister sur les autres milieux sociaux. Les ménages et la population sont aussi un allié de l'organisation de la société. Ce sont aussi des personnes à prendre en considération. Ces milieux aussi font partie de l'économie. Si leurs revenus s'effondrent, qu'est ce qui va se passer pour l'ensemble de la collectivité et aussi pour l'économie ? C'est systémique. On a donc pu mettre une task force en place qui s'appelle « Urgence sociale en Wallonie » comprenant des rendez-vous entre l'ensemble des cabinets ministériels et l'associatif et où on met sur la table toutes les questions qui se posent au sujet des ménages, depuis les plus vulnérables jusqu'à ceux qui sont sur le fil, etc. Le tout pour essayer de prendre des mesures compensatoires momentanées dans le temps du Covid. Cela permet précisément d'identifier les problèmes qui existaient déjà avant et donc de les visibiliser.

Ce que je découvre et qui est très intéressant, c'est que la crise nous fait vivre une réalité de travail que je n'ai jamais connu avant avec le gouvernement wallon. On a travaillé à un plan de lutte contre la pauvreté la législature précédente mais jamais dans ce rythme là. J'avoue que cette relation permanente entre l'administration, les cabinets et l'associatif, je ne l'avais jamais connue et je la trouve extrêmement intéressante. Il est utile d'avoir ces acteurs là ensemble autour de la table. Par exemple, dans la mise en place du numéro 1718. Au début, il y avait l'idée de créer un nouveau numéro. Nous avons posé la question de l'intérêt de ce nouveau numéro vert alors que nous avons déjà le 1718 à disposition et qui est connu. Nous avons donc demandé à le faire évoluer et l'ouvrir à l'urgence sociale. Après, on a dû mener le combat au niveau du fédéral. Nous avons souhaité une task force mais elle est beaucoup plus déconnectée. L'associatif est d'un côté et le politique, de l'autre, il y a pas de connexion entre les deux. En outre, le message au niveau du fédéral est centré essentiellement sur un retour à l'économie classique le plus vite possible, parce qu'il faut renouer avec le PIB, etc. Et donc, l'ouverture ne se fait pas vers les autres nouveaux indicateurs comme les indicateurs de bien être social ou les indicateurs environnementaux. On doit faire un gros travail et dire qu'il faut remettre

les ménages au centre et insister sur le fait que les ménages comptent autant que les investisseurs, que les indépendants, etc.

Je pense que si l'organisation de l'État se met au service de cette bonne volonté de faire société ensemble, on a les ingrédients pour s'en sortir.

Le fait que tout le monde soit concerné et que la peur permet ou incite tout le monde à se questionner sur les valeurs, suscite de la créativité et l'innovation, y compris dans les relations entre le politique, l'associatif, etc. Pourrait-on dire que cette crise est aussi une opportunité par rapport à ce qui pourrait se dégager et se construire pour l'après ? Voyez-vous justement des opportunités précises dont il faudrait saisir pour la suite ?

Oui, j'en vois plein, à condition de se mettre au service de ces opportunités. D'abord, la première opportunité serait de réexpliquer à la population ce que c'est l'État. On voit que sans intervention de l'État, c'est compliqué. On peut bien entendu critiquer l'État et dire qu'il s'y est pris à l'envers mais on a besoin de l'intervention de l'État.

Je me rends compte en fréquentant des gens pour le moment, que lorsqu'il y a de la colère, les gens balancent tout ce qu'il vient de l'État. Mais à côté de ça, cette crise permet de dire que l'État, c'est la Sécurité sociale, que l'État, c'est le chômage avec les aspects chômage temporaire, etc. Que l'État, c'est aussi la part de dialogue avec les syndicats pour voir comment améliorer les choses. L'État, c'est aussi les subventions que nous recevons parce que l'État nous reconnaît comme compétents. Donc, je trouve qu'il y a une opportunité extraordinaire d'essayer de redonner du sens à l'État pour plus d'État et mieux d'État.

Je pense qu'on est aussi devant une opportunité pour réfléchir au rapport au travail. Je suis quelqu'un qui croit au travail, à la nécessité de travailler et quand je dis à la nécessité de travailler, ce n'est pas seulement pour vivre. C'est aussi la nécessité de pouvoir contribuer à partir des compétences que chaque personne a, de ce que nous savons faire dans les limites qui sont les nôtres. Je ne veux plus croire au modèle de travail que nous avons aujourd'hui et qui contraint les gens, qui les place dans de mauvaises

conditions de travail avec de mauvais revenus, sans services organisés autour pour les enfants, avec un déséquilibre complet entre vie privée et vie professionnelle, etc. On a l'opportunité de questionner cela justement parce qu'on réidentifie de quoi nous avons besoin dans cette société pour vivre ensemble. Beaucoup de travailleurs souhaiteraient un emploi à la fois plus détendu et qui leur permet vivre. Mais il faut que nous nous demandions comment avancer là-dessus sans qu'il y ait un blocage chez ces travailleurs. Ceux qui travaillent dans l'aviation ne souhaitent pas spontanément une réduction des avions car ils ne souhaitent pas perdre leur emploi. Il faut les comprendre, évidemment. Donc on a besoin d'anticiper beaucoup plus pour pouvoir y arriver. Je trouve que cette crise l'impose et le nécessite.

L'autre opportunité, c'est l'inventivité et la créativité à tous les niveaux de notre société. On voit des citoyens aujourd'hui qui inventent dans l'aide sociale directe, comme on voit des citoyens qui inventent dans les technologies les plus élaborées. Je pense qu'on est une société pleine d'invention. Mais ce que je trouve intéressant ici, c'est qu'on est dans un moment où même si ce sont les scientifiques qui sont mis en avant, on voit qu'on a aussi besoin de techniciens avec le scientifique. C'est un moment qui remet les pendules à l'heure. Je pense qu'on est en train de voir un peu plus encore que les gens ont des potentialités qui peuvent être en phase et utiles à la société et que ça peut créer des métiers et des revenus.

Quand on entend parler des personnes qui nettoient ou qui lessivent les vêtements des personnes du monde infirmier, cela fait combien d'années que nous n'avions plus vu cela dans nos médias de façon régulière, en montrant que ces gens sont importants, que leur métier est sérieux, que pour le moment, ils prennent des risques en le pratiquant, etc ? On a maintenant de l'empathie. Tant mieux si cela remet ces personnes au centre. Mais il faut aussi remettre au centre leur statut, leurs revenus et leur considération dans la société.

Ce qu'on voit, c'est que cette mondialisation débridée qui nous fait aller acheter des produits au bout du monde, qui sont produits dans des conditions probablement indécentes et inversément, ça nous remet un peu les pendules à l'heure. Je ne suis pas de celles qui disent qu'il faut fermer les frontières. Je ne suis pas dans le protectionnisme et le repli sur soi. Il faut des frontières raisonnables, avec une qualité de travail, avec un arrêt des

spéculations incessantes et indécentes. Mais pour cela, évidemment, il faut mettre à la barre des acteurs qui ne vont pas recycler instantanément cette crise au service du capitalisme.

On a peut être, de façon simplifiée, trois scénarios possibles devant nous. Un scénario avec les acteurs dominants qui vont très vite vouloir reprendre les choses comme avant. Un scénario qui serait celui du nationalisme et du populisme. Et puis le troisième scénario autour d'une transition plus juste, d'une relocalisation partielle de l'économie, etc. Si on postule ou on espère que c'est celui-là qui va s'imposer et pouvoir se déployer, quelles seraient selon vous les mesures prioritaires, politiques ou peut être collectives à mettre en place dès que possible ?

C'est une question compliquée. Il faut parler fiscalité et fortune. Cela s'imposait avant la crise, cela s'impose toujours aujourd'hui. Il faut absolument trouver la manière d'aller vers une fiscalité plus juste, notamment des contributions de ceux qui ont plus de ressources et de voir comment utiliser cette fiscalité, etc.

Autre élément : un renforcement élargi de la Sécurité sociale. Je pense que la Sécurité sociale est un joyau. Peut être qu'il faut l'actualiser en certains endroits, pas pour reculer mais parce qu'il y a des choses nouvelles à y faire entrer. J'ai déjà défendu l'idée de dire qu'il faut faire financer en partie par la Sécurité sociale, le fait de faire manger des repas sains à tous les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans. Pourquoi ? Parce que c'est extrêmement préventif en termes de santé. On pourrait développer tout ça. Pourquoi est ce que cela ne pourrait pas être un champ de la Sécurité sociale actualisé aujourd'hui puisqu'il y a des enjeux environnementaux et des enjeux de santé, de productions locales, etc.

Je pense vraiment que le fait de dire qu'il faut des emplois qui font du bien à ceux qui l'exercent, à ceux qui en bénéficient, à l'environnement, la planète, etc. c'est une porte d'entrée importante. Il faut un basculement.

Pour arriver à tout cela, il me semble qu'on a déjà beaucoup d'ingrédients sur la table. Je parlais tout à l'heure des indicateurs complémentaires au PIB ou différents du PIB. L'IWEPS a fait du travail là-dessus. On a des

universitaires qui s'engagent là-dessus. Quelles sont les alliances pour qu'on ne recommence pas à zéro, qu'on en débattenne encore entre les mêmes et que ces éléments viennent au-dessus de la pile ? Cela doit être amené au cœur du système pour être débattu. Alors oui, on peut être en désaccord sur certaines choses. Le réseau Wallon, par exemple, est en désaccord avec la taxe carbone pour des raisons de risque de pauvreté. On n'a pas dit qu'on était contre le fait qu'il faille diminuer le carbone mais on veut être sûr de ne pas renforcer les inégalités. Mon inquiétude, elle, se situe plutôt sur le où, quand, comment va t'on arriver à faire « ensembliers » pour que le rapport de force permette qu'à plein d'endroits, ce soit cela qui soit porté. Ma question critique c'est : comment on rassemble les forces et à quel endroit ?

J'ai toujours vu des raisons d'être optimiste. Je ne vois pas le sens de la vie en dehors de se battre pour réduire les inégalités et éliminer la pauvreté. Je puise mon optimisme dans les combats gagnés par d'autres auparavant et en me disant que quand on se met ensemble on arrive à gagner. Mon optimisme, je le puise dans la force des gens qui sont dans le trop peu de tout, qui sont méprisés, qui sont non respectés, qui ne sont plus considérés, qui sont considérés comme des excès dans des poids lourds, des poids morts. Je la puise chez eux parce que je me demande souvent comment ils ont encore le courage de se lever le matin, tant ils sont piétinés. Ils ont encore la force de venir donner du temps à la collectivité pour essayer de changer les choses par rapport à cela, au nom de valeurs collectives. Je crois que la société est prête si tous les ingrédients dont on vient de parler se mettent en place pour soutenir les citoyens avec cette société prête au collectif. Moi, je ne suis pas favorable à la citoyenneté débridée en petits groupes où chacun fait ce qu'il veut au nom du fait qu'il s'est découvert citoyen un jour mais sans penser nécessairement à la collectivité. C'est une citoyenneté connectée, partagée et pas pour satisfaire son orientation personnelle. Je vois un optimisme dans tout cela parce que je ne vois pas l'intérêt de faire le contraire.



2 | ON MESURE ENCORE MAL L'IMPACT QUE LE CONFINEMENT VA AVOIR SUR LA SANTÉ MENTALE DE LA POPULATION

Interview [**FRANÇOIS PERL** | Directeur général du service indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI)]



François Perl, vous contribuez au débat public actuel sur le coronavirus en mettant notamment un point en évidence : celui de la santé mentale. Avant d'avancer sur cette questions précises, je voulais vous demander ce que cette crise éclaire de notre société et ce qu'elle fait apparaître.

Je trouve qu'elle est claire. Elle met en lumière toute une série d'inégalités assez fortes. Elle met aussi en lumière quelque chose qu'on pointe depuis très longtemps à savoir l'influence des déterminants de santé sur le développement des pathologies. On voit que les personnes principalement touchées aujourd'hui par le coronavirus sont des personnes qui sont déjà affaiblies, que ce soit par l'âge, par la comorbidité, etc... C'est quelque chose qui est documenté depuis très longtemps et qui nécessite aussi un travail en amont sur la prévention. Cette crise met en lumière également la manière dont nous travaillons sur les épidémies et les pandémies. On s'est habitué à toute une série de maux endémiques comme la pollution de l'air ou les problèmes de santé mentale. Au niveau mondial, il n'y a aujourd'hui plus personne qui discute sur le fait qu'on meurt beaucoup de la malaria ou autres maladies endémiques. Par rapport à ce qui est endémique, on a donc une certaine forme de résignation ou du moins d'habitude alors que par rapport à ce qui est épidémique, par contre, qui suscite (et nécessite) forcément plus de réactions. Il sera nécessaire de remonter l'enchaînement des causes et de voir comment une épidémie de cette ampleur a pu arriver aussi rapidement. Certains pays était bien préparés pour mieux réagir que

d'autres parce qu'ils avaient l'expérience d'épidémies passées ou parce qu'ils étaient suffisamment fournis en matériel médical et en tests pour pouvoir mener les bonnes stratégies. Mais il faut reconnaître que d'une manière générale, le monde n'était manifestement pas prêt à subir une telle épidémie.

Vous évoquiez l'enjeu des déterminants de la santé qui vont permettre plus ou moins bien aux personnes de résister à une maladie virale. Est ce que cette question là, même en situation de crise, pourrait être davantage prise en compte dans les mesures adoptées par les gouvernements ?

Dans un moment de crise, il est trop tard pour agir. Ce n'est pas au moment des crises qu'on peut solutionner des problèmes comme l'obésité ou l'hypertension. Par contre, il faut profiter de l'après crise pour renforcer notre surveillance d'une série de maladies chroniques qu'il faudrait davantage combattre, maladies qui dans le moment épidémique qu'on connaît, jouent un rôle non pas de révélateur mais de catalyseur de toute une série de problèmes.

C'est un bon révélateur de ce qui reste encore à produire comme effort pour améliorer le système de santé. Il y a un progrès énorme depuis 60 ans mais ce progrès reste inégal d'une région à l'autre, d'une catégorie sociale à l'autre. On sait par exemple que l'espérance de vie en Belgique est très différente d'un territoire à l'autre. Et donc, c'est peut être aussi à cela qu'il faut travailler après l'épidémie.

Parmi les déterminants de la santé, il y a aussi, justement, les dimensions de bien-être liées aux relations sociales. On le voit particulièrement à travers les inégalités que vivent les gens en lien avec les mesures exceptionnelles prises ces dernières semaines. Il y a un défi et un enjeu qui est de trouver un équilibre entre le côté nécessaire des mesures prises et leurs effets pervers. On le voit par rapport aux personnes âgées, etc. Est ce qu'il vous semble possible de trouver cet équilibre là aujourd'hui ?

C'est très compliqué à dire. D'abord, on vit une situation tout à fait neuve qui était inimaginable il y a encore un mois. C'est une expérience collective de confinement comme on n'en a plus connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Il y a eu, par le passé, des grandes grèves avec des moments sans transports, sans administration mais ces moments étaient ponctuels, avec un horizon de fin plus évident.

Ici, on est face à un confinement collectif avec des perspectives incertaines de sortie. Cela a un impact énorme sur la santé mentale. D'abord parce que c'est aussi un révélateur d'inégalités. On ne vit pas le confinement de la même manière dans une maison avec jardin ou dans un appartement de 60 mètres carrés. On ne le vit pas de la même manière selon qu'on soit seul ou non. L'âge joue aussi beaucoup. Les personnes âgées se sentent obligées de se confiner de manière très stricte. Une autre inégalité majeure c'est le travail. Le travail crée une inégalité et le confinement peut renforcer ces inégalités de travail entre les télétravailleurs et les autres. Mais tout n'est pas rose dans le télétravail avec la problématique de la garde d'enfants. C'est peut-être toutefois un problème mineur comparé à toute une série de travailleurs qui doivent aller sur leur lieu de travail, avec parfois la peur au ventre, sans garantie d'éviter toute forme de contamination mais c'est un problème qui doit être pris en considération.

On a martelé pendant plusieurs semaines, dans l'esprit des gens, qu'il ne fallait pas sortir. Donc on ne peut pas s'attendre à ce que ces gens puissent sortir de chez eux, reprendre une vie normale, reprendre un cadre de travail normal sans avoir une angoisse post-confinement qui va influencer sur la santé mentale. Il y a toute une série de problèmes liés à la santé mentale qui sont ou seront particulièrement renforcés dans le cadre de ce système de confinement et dans sa sortie.

Vous venez de commencer à parler de santé mentale. Quels sont les grands enjeux que vous observez en termes de santé mentale aujourd'hui, considérant la diversité des situations et à quoi peut-on peut s'attendre à ce niveau là dans le futur, en particulier lorsqu'on aura déconfiné ?

Dans l'immédiat, c'est oublier un peu trop souvent que l'homme et la

femme sont des animaux sociaux qui interagissent et ont besoin de socialisation. Toute une partie de cette socialisation est coupée ou ne passe plus que par des moyens de communication virtuels. C'est une partie de l'environnement psychosocial des gens qui est quasiment amputée. Et là, je crois qu'on mesure encore mal l'impact que ça va avoir sur la santé mentale de la population. Au départ, une partie de la population a trouvé ça amusant : il y a eu les apéros virtuels, la découverte d'applications comme Zoom, etc. Au bout de 3-4 semaines, une certaine lassitude commence à se produire et rien ne dit qu'on n'est pas reparti pour quelques semaines, avec des restrictions d'intensités variables selon l'évolution de l'épidémie et donc de nouvelles angoisses qui vont se superposer.

Bref, on va sortir de confinement avec l'idée qu'on risque d'y retourner si l'épidémie revient. Et donc ça, ça crée un récit psychosocial qui est très, très difficile à encaisser, singulièrement pour les jeunes enfants et les adolescents, mais aussi pour les adultes, parce que nous sommes privés en quelque sorte d'une partie de notre capacité « respiratoire » à savoir le contact social. C'est le premier enjeu.

Le deuxième enjeu va être lié à la crise économique qui a déjà eu lieu mais dont on doit encore déterminer avec précision l'amplitude. Les suites de la crise de 2008 ont ainsi été complètement sous estimées du point de vue de la santé mentale. Il y a eu quelques études qui ont été menées sur le sujet. Alors d'emblée, on a écarté l'incidence de toute une série de maladies physiologiques. Certes, il y a eu une augmentation de la prévalence de certains cancers, certaines augmentations localisées d'accidents cardiovasculaires mais c'était très, très difficile d'émettre l'hypothèse d'une causalité directe entre ces problèmes de santé et la crise économique. On a plutôt considéré qu'il s'agissait d'effets indirects de la crise économique et non d'effets directs. Par contre, du côté de la santé mentale, les choses ont été très largement analysées et documentées. Il y a eu toute une série d'effets directs sur deux plans : légal, avec une augmentation du taux de suicide un peu partout dans les pays touchés par la crise, dans des proportions assez similaires. Et puis, une véritable épidémie de dépressions qui était déjà sous jacente avant la crise de 2008 mais qui a été amplifiée par la crise avec l'apparition et le renforcement de phénomènes comme le burn-out.

Il y a un élément fondamental qui est mal connu, c'est l'augmentation continue du stress professionnel depuis la crise. L'économie s'est sauvée grâce à toute une série de nouveaux modèles de management. Cette idée que la satisfaction du client devient le centre de l'attention, ça se manifeste aussi bien dans le privé que dans le public, (notamment à l'hôpital), avec des restructuration d'équipes, avec la digitalisation, etc. Tout ce qui fait qu'on en vient à travailler à beaucoup moins de personnes sur des tâches qui sont sans cesse grandissantes et donc avec une augmentation considérable du stress professionnel qui induit une détérioration lente et continue de la santé mentale.

Pourquoi replacer ce contexte ? On est à peine en train de sortir des conséquences sanitaires d'une crise, celle de 2008, pour rentrer dans une nouvelle crise qui risque d'être beaucoup plus importante en termes d'impact socioéconomique. Il faudra voir dans quelle mesure on ne risque pas de subir un deuxième choc en termes de détérioration de la santé mentale, singulièrement de celle des travailleurs et de voir grossir la cohorte des exclus du travail. Il est probable qu'une partie de ces chômeurs vont en fait glisser lentement vers le régime de l'invalidité, tout simplement parce que le terreau actuel de santé (et singulièrement de santé mentale) étant ce qu'il est, il y'a un risque de détérioration. Ce sont des éléments qui, je pense, devraient être maintenant anticipé pour éviter d'avoir de grandes déconvenues d'ici à trois ans.

Mais justement, comment ? Comment faut il prendre en compte le plus systématiquement possible cette question de la santé mentale ? Quelles sont les chances de prévenir au maximum les conséquences que vous évoquez déjà à court terme, mais à plus long terme ?

Il faut déjà intégrer toutes ces dimensions dans le déconfinement. Il n'y a pas une stratégie de déconfinement qui peut fonctionner sans une attention particulière pour la santé mentale. Ça me semble tout à fait illusoire et c'est un point d'attention parce que la santé mentale est trop souvent un angle mort de la politique.

Il y a des choses intéressantes qui se passent. Il y a eu une réforme qui a

été faite par la précédente ministre fédérale de la Santé qui a été exécutée et plutôt bien accueillie par le secteur. Mais on reste avec un manque récurrent de moyens, avec des hésitations entre les stratégies. Comment investir dans le curatif ? Trouver l'équilibre entre les soins ambulatoires, dans les soins hospitaliers, etc... ? Qu'est ce qu'on investit dans le préventif ?

Il y a à gagner énormément des initiatives de terrain qui sont très valables, excellentes même. On a un bon niveau de prise en charge. Par contre, on manque probablement d'une stratégie globale intégrée en matière de santé et de travail. Quand je regarde ce qui se passe au Royaume-Uni, système critiquable à beaucoup d'égards, la question de la santé mentale a une centralité dans les ressources humaines. Dans le monde anglo-saxon, il n'y a pas un colloque ou une conférence avec des responsables des ressources humaines où il n'y a pas, à un moment une réflexion sur la santé mentale des travailleurs. Ces approches existent peu en Belgique. C'est encore trop souvent un impensé dans le monde du travail, notamment parce que ça reste encore un élément de stigmatisation important. Plus que jamais, on va avoir besoin de créer ce lien entre les politiques économiques, politiques d'emplois et politiques de promotion de la santé mentale. Ça ne fonctionnera pas dans un contexte de crise et de pression accrue.

On parle beaucoup déjà de l'après crise. Est ce que vous identifiez des mesures, des actions politiques ou non politiques qu'il faudrait prioritairement envisager dans les mois à venir par rapport à ces enjeux ?

Je pense qu'on va devoir créer beaucoup de dispositifs d'encadrement, de soins. Cela passe par un renforcement de la première ligne de soins. Il faut aller plus loin dans le remboursement des consultations psychologiques. Je pense aussi qu'il faut travailler avec de nouvelles idées. Il y a beaucoup de choses, de bonnes choses qui se passent en santé mentale mais aussi beaucoup de choses plus discutables. Par exemple, on a toute une série de personnes qui se présentent comme praticien, qui sont des coaches, qui travaillent un peu *in between* et de manière informelle. Le rôle de la sécurité sociale, c'est de rembourser des choses qui sont des évidences scientifiques et là, il faudra probablement un peu mettre d'ordre, non pas dans les pratiques mais dans ce que la Sécurité sociale prend en charge. Je plaide

vraiment pour la création d'un pilier spécifique dans l'assurance maladie, autour d'accompagnements et de dispositifs d'accompagnements dans la santé mentale. J'identifie clairement la santé mentale comme un sujet à part parce que c'est justement un sujet à part dans la santé. Il faut prévoir un financement adéquat avec vraiment une intégration à tous les niveaux.

Des gens ont un rôle très important en santé mentale mais ne peuvent pas le faire pour des raisons de temps, de moyens : ce sont les médecins généralistes. Ils devront être partie prenante et essayer de développer au maximum ce qui se fait dans d'autres pays. Par exemple, j'ai pu découvrir en Norvège des pratiques de groupes entre médecins généralistes, travailleurs sociaux psychiatres et psychologues. Ces praticiens existent dans chaque commune sous la forme de centres ambulatoires de santé mentale clairement identifiables, ouvert à tous. Et donc ça, c'est peut être quelque chose sur lequel il faudrait travailler. Mais encore une fois, il y a plein de gens qui font un excellent travail sur le terrain en Belgique. Nous avons un problème de volume de l'offre. L'offre n'est parfois pas suffisante.

On est dans une société avec un niveau de burn-out, de dépression extrêmement important. Donc il y a cet enjeu qui est à prendre en compte. Est ce qu'elle vous identifiez l'une ou l'autre mesure ou démarche clé dans ce cadre ?

En fait, en santé mentale, comme dans toute série de démarches de santé, la prévention et le curatif s'intègrent. Je pense qu'il ne faut plus penser en termes de séparation nette entre préventif et curatif. Je crois que, singulièrement dans le burn-out, le curatif est toujours trop tard. Il y a beaucoup de maladies où le préventif ne sait pas tout régler en santé mentale. Il faut arrêter de penser que les gens sont déprimés parce qu'ils sont un peu fatigués, un peu mous. La dépression correspond à des phénomènes physiologiques. C'est une évidence qui apparaît de plus en plus aussi dans le burn-out.

Tout ça doit être davantage imbriqué, on doit vraiment d'avantage travailler non pas dans l'idée qu'il y a du préventif et du curatif. Il faut bien se rendre compte qu'une partie des réticences des gens à aller voir des praticiens de la santé mentale, c'est qu'il y a le risque de stigmatisation. Il y a tout le

problème de ce que les Anglais appellent le *disclosure*, c'est à dire de dire sur l'affirmation sur son lieu de travail qu'on est malade. Ce sont des choses qui sont très importantes quand on souffre d'une dépression et ce sont des choses qui sont très, très difficiles encore à faire en Belgique à cause de la stigmatisation. C'est une question délicate pour toutes les personnes qui souffrent d'un handicap mais on devrait pouvoir le faire reconnaître et le faire admettre par les collègues et les supérieures, pour arrêter la stigmatisation et le prendre en considération comme un fait de diversité.

Mais ne soyons pas naïf, cela reste très problématique de dévoiler un problème de santé mentale alors qu'il y a tout à fait moyen, et c'est un élément à la fois préventif et curatif, de rester au travail, avec un cas très lourd de santé mentale. On est en train au niveau de l'Inami de tester la méthode IPS (*Individual placement service*), qui est une méthodologie développée aux États-Unis et qui a été appliquée avec succès en Norvège, en Angleterre et aux Pays-Bas. Ce protocole fonctionne sur l'idée qu'à peu près toutes les personnes souffrant d'une affection grave de santé mentale peuvent travailler, peuvent avoir un lien social grâce au travail, à condition de fonctionner à rebours, c'est à dire de pas les envoyer en formation mais de les envoyer sur un lieu de travail avec un encadrement spécifique.

Je pense que l'un des gros enjeux de la crise qui vient, ça va être justement de ne pas créer une fracture entre les personnes qui vont souffrir sur le plan de santé mentale de la crise et les autres parce qu'on va créer une double fracture à la fois médicale et socioéconomique. Il faut peut-être d'emblée dire que beaucoup de gens vont retourner au travail ou vont se retrouver sur le marché du travail avec un terrain de santé mentale problématique. Il faut penser ça en amont, avec des politiques de déstigmatisation, des politiques qui font que ça ne doit plus être pénalisant de pouvoir dire à un moment donné : « OK, si je prends trois ou quatre jours de congé de maladie sur un mois, ce n'est pas parce que je suis un incapable mais parce que je souffre de dépression et qu'à certains moments, je dois pouvoir m'arrêter ». C'est tout un travail sur le sujet qui doit être entamé avec une prise de conscience que le confinement et la crise qui va suivre vont laisser de grosses traces. Ne pas ne pas prendre en considération ce problème là, c'est d'ici 3-4 ans risquer un contre-coup particulièrement lourd.

On voit que les conséquences sont particulièrement fortes pour

les personnes âgées dans les homes mais aussi pour les personnes handicapées en institutions. Et dans cette urgence-là, quelles mesures mettre en place ?

C'est très difficile parce que la perspective qu'on est en train de donner aux personnes âgées c'est de dire qu'on va déconfiner tout le monde sauf les personnes de plus de 60 ans, c'est à dire des gens qui sont dans la dernière partie de leur vie. On va les mettre en parenthèses pendant 6 mois, un an, peut être plus, sans vie sociale, sans pouvoir voir leurs enfants ? C'est impossible de donner ce récit-là aux gens et donc il va falloir trouver des choses, que ce soit en matière de priorisation des tests pour les personnes âgées et de dispositif particulier en termes de fournitures de matériel médical. Cette mort sociale est inacceptable. Il faut trouver des solutions destinées à améliorer la qualité de la prise en charge et à faire en sorte que la vie sociale reprenne aussi pour les personnes âgées isolées à qui on a donné le mot d'ordre de ne pas sortir et qui vont se retrouver complètement seules. C'est cette stratégie qu'il faut mener de manière intelligente, en trouvant un équilibre entre santé physique et santé mentale.

Est ce qu'à travers tout ça, vous voyez des raisons d'être optimiste ?

Oui et non.

Oui, parce qu'on a une formidable opportunité de reprendre les choses à bras le corps et de remettre la santé mentale au centre des préoccupations. Pourquoi ? Parce que la santé mentale, c'est le premier problème de santé de la population sur une vie. Une personne sur quatre connaît un épisode dépressif dans sa vie. C'est une opportunité à saisir parce que peut être que cette période de confinement va nous faire comprendre que le lien social est important, que le lien psychosocial est important et donc que peut être que on va pouvoir déboucher sur des positions politiques.

Mais je ne suis pas optimiste non plus. Pour vous parlez très franchement, je n'ai pas le sentiment que ce soit identifié pour l'instant comme la priorité des priorités. La priorité, c'est normal, c'est d'assurer les conditions sanitaires d'un déconfinement, c'est à dire de faire en sorte que les règles de distance sociale puissent être suivies partout. Mais il faut éviter, une fois

DÉPLOYER | COMPRENDRE LES DIFFÉRENTES RÉSILIENCES ACTIVES DANS NOS SOCIÉTÉS ET DÉPLOYER DE NOUVELLES PROTECTIONS

qu'on a réussi à élaborer une stratégie de déconfinement et de limiter les risques de retour du coronavirus, que la priorité absolue soit de relancer la machine économique et que finalement la santé mentale ne soit pas prise en considération.



3 | LA CRISE RAPPELLE LA NÉCESSITÉ D'AGIR SUR LES DÉTERMINANTS DE SANTÉ ET DE PROMOUVOIR UNE APPROCHE PLUS TERRITORIALE DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DES SOINS

Interview [**FANNY DUBOIS** | Secrétaire générale de la Fédération des Maisons Médicales]



Fanny Dubois : « Au sein des maisons médicales, nous essayons de mettre en place un suivi des personnes isolées pour s'assurer que elles ne sont pas en train de mourir petit à petit d'isolement »

Bonjour Fanny Dubois. Vous êtes secrétaire générale de la Fédération des maisons médicales, c'est à dire d'un grand nombre d'acteurs et d'actrices de différentes manières sur le terrain de la santé au sens large. Vous avez donc un regard particulièrement intéressant sur la crise que nous traversons aujourd'hui qui éclaire d'une certaine façon le fonctionnement de notre société. Est-ce-que vous voyez des choses à mettre en évidence ?

Je trouve pertinent de partir du macro jusqu'au micro. Dans les maisons médicales, on est très soucieux de la question des déterminants de santé. Comme vous savez peut être, 81% de la santé des citoyens est liée à l'influence environnementale. Qu'est ce qu'on entend derrière les déterminants de santé ? C'est aussi bien les conditions de travail que l'environnement écologique, que les inégalités sociales, que l'alimentation, etc. Cette crise révèle à quel point notre système socio-économique est

à bout de souffle. On fait beaucoup le liens avec le fait que le passage de l'agent pathogène de l'animal à l'homme est lié à la destruction des écosystèmes qui est lui même lié au productivisme et donc du coup est influencé par une variable socio-économique. C'est important de pouvoir prendre en considération ces déterminants de santé au niveau macro. Le coronavirus est lié à un système global.

Alors maintenant, comment notre système de santé est organisé et qu'est-ce-que cette crise révèle ? Depuis l'angle d'une fédération qui représente les maisons médicales, je parlerais de mon étonnement face à des mesures de politiques sociales qui ont pu instaurer en quelques jours, par exemple, l'automatisation de certains droits, alors que c'était une politique que nous demandions depuis très, très longtemps et qui ne pouvait pas, jusque là, être mis en place. On nous parlait de différentes raisons liées à un cadre juridique, bureaucratique, etc. qui l'empêchaient. Cet exemple, pour moi, est révélateur. La crise démontre qu'on peut mettre des choses en place. Il y a un autre exemple. La Fédération des maisons médicales défend un système de santé territorialisé. Cela ne veut pas dire qu'on donne toute l'autonomie à des petits territoires. Au contraire, on défend toujours un principe de sécurité sociale, un système solidaire au niveau à l'échelle de l'État. Mais on considère qu'en termes de gestion sanitaire, le fait d'avoir une certaine autonomie locale et donc de laisser une certaine liberté d'action à l'échelle d'un territoire a un effet qualitatif intéressant et permet un équilibre entre une sécurité sociale centralisée et une gestion plus autonome localement. Et donc, on a essayé de mettre en place une action coordonnée avec Médecins sans frontières pour venir en aide aux maisons de repos. On a procédé en connexion avec les administrations et même les cabinets régionaux à Bruxelles ou en Wallonie. Et on a constaté qu'en une semaine de temps, cette petite gestion territorialisée autour des gouverneurs de province pour une mission très spécifique de solidarité intersectorielle se met en place, grâce à la crise. C'est assez magique parce que c'est ce qu'on attendait depuis très longtemps et tout d'un coup, comme si il y avait un espèce de déclic dans les consciences collectives, les initiatives se réalisent. Ces quelques exemples donnés sont des éléments positifs.

Maintenant, dans les éléments plus interpellant, ce qui m'inquiète c'est ce duo experts-sanitaires et experts-marchands. Si on prend juste le groupe de travail qui a été mis en place pour sortir du confinement, petit à petit,

on sent que ce duo est dominant. L'idée n'est pas de les critiquer en tant que tel, mais il s'agit de se dire qu'il ne faut pas oublier que la variable n'est pas qu'économique mais aussi sanitaire, sociale et écologique. Ces autres variables ont aussi intérêt à entrer dans cette dynamique d'intelligence collective pour qu'on réfléchisse non seulement au déconfinement mais aussi sur l'après.

Il serait utile de prendre ce temps là pour réfléchir à un modèle de société plus respectueux de la cohésion sociale mais aussi du vivant. Quand on voit ces personnes âgées qui meurent seules ; ces professionnelles qui se tuent à la tâche comme des dingues et qui sont proches du burn-out ; quand on voit ces jeunes qui deviennent fous à rester à l'intérieur sans pouvoir s'épanouir avec leurs amis ; etc. Face à ces réalités, il serait temps de se mettre autour de la table pour réfléchir à la construction de cet autre modèle de société, tout en respectant évidemment les droits qui ont déjà été acquis par le passé.

Il y a une prise de conscience plus grande, y compris par rapport aux inégalités et par rapport à l'importance de ces déterminants de la santé dont vous parliez. Comment, dans cette situation d'urgence de crise, on pourrait mieux tenir compte de ces aspects ?

C'est sûr que depuis l'angle de maison médicale, il y a eu cette étape où même les soignants de terrain étaient dans la peur face au virus. Et donc on faisait le focus sur l'aspect curatif et sur l'aspect préventif au sens de l'hygiène, etc. Mais on ne peut pas mettre à mal la continuité des soins. On ne peut pas considérer comme dispensable la prise en charge d'une personne atteinte de maladie chronique ou le fait qu'une personne âgée qu'on allait voir tous les jours à domicile se retrouve totalement isolé. Je défends ma chapelle mais le côté d'intelligence collective qu'on essaye de déployer dans ces petites structures locales de soins, cette dimension de pluridisciplinarité avec un assistant social et un psychologue autour du généraliste, dans ces petites structures soignantes donc, on a plus vite réalisé qu'il fallait mettre en place des alternatives qui permettaient d'agir sur la situation. Ces petites structures soignantes très structurées dans laquelle il y a effectivement un suivi des patients sont des lieux où il y a

déjà une connexion très forte de suivi dans le temps des patients. Cette connexion n'est pas du contrôle mais de l'accompagnement. Et donc, forcément, la confiance est déjà là face à la crise et aux suites. Dans le débat actuel sur le tracing, c'est un élément important.

Un exemple très concret qui a été mis en place pour assurer cette continuité des soins au delà de la prise en charge se fait autour des aspects de santé mentale. Il s'agit de mettre en place des lignes téléphoniques où les maisons médicales appellent proactivement des personnes qu'elles savent isolées à domicile. Ce n'est pas juste un appel d'une minute mais à un contact vraiment chaleureux avec la personne pour s'assurer que elle n'est pas en train de mourir petit à petit d'isolement. C'est très concret. Ce n'est pas non plus une baguette magique. Si je compare à des personnes qui n'ont pas de médecin généraliste attiré ou qui ne sont pas rattachées à un réseau de solidarité comme ça, il va y avoir encore bien plus de dégâts sur ces profils là. D'où l'importance du niveau structurel des politiques publiques. Il est évident qu'il faut continuer à faire du lobbying pour faire prendre conscience à nos responsables politiques que peut être que ces aspects déterminants de santé sont tout aussi importants que la prise en charge de la crise sanitaire. Il va falloir qu'on déploie une intelligence collective aussi dans la construction de la politique publique dans le cadre de cette crise. D'autant plus que cette crise va peut être encore durer plusieurs mois. Donc, il va falloir adapter nos modes de vie.

Peut être en allant un cran plus loin, qu'est ce que cette crise permet de penser et peut être d'espérer de différent pour le futur en termes de système de santé ? Le contexte est-il maintenant plus favorable pour faire progresser certaines propositions ?

Il ne faudrait pas trop se glorifier en disant « on l'avait bien dit ». On apprend des choses dans le cadre de cette crise. Je parlais tout à l'heure des échanges qu'on a avec avec d'autres secteurs. On regarde et on apprend de ces échanges sur comment ça se passe, ce qui est utile à apprendre, etc. En fait, c'est un peu comme quand un anthropologue part à l'autre bout du monde, pour être bousculé lui même dans sa propre culture. Le fait de travailler avec d'autres secteurs dans les autres lignes de soins nous apprend beaucoup. Les maisons médicales et des médecins généralistes en

général étaient appelés dans les zones de tri à l'entrée de l'hôpital, où cette fameuse seconde ligne de soins est considérée dans notre monde comme celle qui nous a toujours mis des bâtons dans les roues dans notre histoire sociale. Finalement, n'y a-t-il pas un intérêt à travailler avec ? Le fait qu'on ait travaillé avec le secteur des personnes en situation de handicap, les maisons de repos, les centres d'accueil pour personnes sans abri, je pense que ça a créé de l'intelligence de par le fait que ça a apporté des choses mutuellement.

On a carrément été appelé pour coordonner certaines missions dans le cadre de ces crises, alors qu'on représente quand même encore un microscopique secteur. Mais ce que les deux cabinets nous ont dit, c'est que nous sommes bien organisés, avec des connexions partout sur tout le territoire. Et donc, du coup, ça nous aide pour agir dans l'efficacité. Il faudra qu'on le retienne car c'est ça qui va nous permettre de gagner en pouvoir d'agir sur le système de santé. Il faut effectivement partir de cette intelligence concrète pour alimenter les mesures à la fois théoriques et politiques qui devront être construites maintenant et après.

Justement, en termes de mesures politiques, que ce soit en termes de gestes barrières comme Latour en parle, qu'est-ce-que vous souhaiteriez absolument refuser, garder ou proposer ?

J'ai très impressionnée de voir comment, tout d'un coup, la bureaucratie d'habitude très hiérarchique s'est délitée. Soudain, on travaillait directement avec les cabinets, avec les administrations. On avait des réunions très rapprochées, presque quotidiennes, ce qui avait quand même moins lieu le passé. Alors, je ne dis pas qu'il faut maintenir cette efficacité tout le temps. Je pense que le fait de s'autoriser le temps long des procédures et des politiques publiques, ça a du bon aussi. Mais mine de rien, je pense qu'il faudra qu'on crée des automatismes. Il y a aujourd'hui un ras le bol de la population à l'égard de l'establishment, de la démocratie représentative, etc. Or, dans le cadre de cette crise, on a perçu à quel point, finalement, on est tous dans la même galère. On a vu en ayant une vue plus directe sur les cabinets régionaux.

On réalise aussi à quel point on est dépendant d'un système économique.

Or cela crée de l'indigence dans les politiques publiques et dans la réactivité des politiques publiques pour répondre aux besoins du terrain.

Il faudra capitaliser sur l'expérience concrète du monde. La crise était une opportunité d'expérimenter d'autres manières de fonctionner.

Oui, tout à fait. À la base, ma fonction de sociologue fait que j'ai un rapport critique avec les nouvelles technologies, le télétravail, etc. Le fait de se rendre compte qu'on peut arrêter cette société de l'accélération, je trouve que cela permet de penser le travail et de se rendre compte que ça fait du bien de se balader dans des villes moins polluées, que c'est plus respirable. C'est une espèce de temps d'arrêt qui fait prendre conscience ce que cela fait de sortir du prisme de la surconsommation et de la mobilité permanente.

Le fait que cette crise mette en lumière des fonctions qui, d'habitude, sont plutôt reléguées dans l'ombre comme les soignants, les éboueurs, les professeurs, la recherche scientifique, etc. est aussi important. J'espère que les responsables politiques, les partenaires sociaux, les représentants des travailleurs et les représentants des employeurs vont oser des valorisations à la fois symboliques et sociales de ces fonctions là. On pourrait penser la réduction des tensions barémiques, des tensions sociales dans la société sans être taxé de vieux marxiste. Ces questions se retrouvent également dans le débat écologique. Parce que pour moi, cette tension là a un effet sur la production et donc sur la planète. Voilà ce que j'ai vraiment envie de retenir : c'est qu'on puisse plus facilement connecter les choses entre elles, créer des liens entre l'aspect sanitaire et les déterminants écologiques, sociaux et économiques.

Je pense qu'il y a déjà des efforts qui sont faits. Quand on voit comment à Bruxelles, par exemple, ils essaient qu'il y ait moins de cabinets qui s'occupent de la santé et qui donc se coordonnent un peu mieux, on voit qu'il y a quand même des avancées. Mais je pense, aujourd'hui, que la crise révèle à quel point il faudra renforcer encore plus cette dimension là.

Vous appelez à une vision plus systémique. Est ce que vous verriez un verrou à faire sauter ou une mesure à prendre pour ce monde d'après, en tenant compte des déterminants de la santé ?

Ce qu'on propose de mettre en oeuvre depuis le monde des maisons médicales, c'est la question de financement forfaitaire plutôt qu'un financement à l'acte. On est dans la défense d'un système de santé et on est persuadé qu'on fait mieux de la santé quand on est moins dans le cloisonnement de la prise en charge. Ici, très concrètement, pour les professionnels de santé qui travaillent habituellement à l'acte et qui se trouvent en situation d'insécurité dans le cadre de cette crise, l'idée est de montrer qu'il est possible de protéger le professionnel.

J'espère aussi que cette question de gestion territorialisée du système de santé va être davantage prise en compte. Je pense que c'est dans une logique d'efficience mais surtout dans une logique de construction de petits réseaux de soins mieux organisés, mieux coordonnés et mieux pensés, dans lequel la diversité des professionnels soignants peut se côtoyer.

Je pense aussi que la dimension des déterminants de santé par rapport au sens du temps, du temps dans le travail mais aussi dans la vie de tous les jours, est à prendre en considération. J'en appelle vraiment à ce qu'on réfléchisse à cette notion de temps et qu'on réfléchisse à quelle stratégie pour amener sans que ça soit considéré comme un vieux truc de « socialo extrême gauchiste ». J'ai beaucoup étudié ces notions de temps et sur comment on peut faire du bien à la production économique et à la planète si on arrive à un peu mieux répartir ce temps entre les citoyens.

Pour le système de santé, plus généralement, la question des politiques de prévention est à aborder. Si on prend le budget de l'Inami, il suffit de regarder les différentes variables et les différents secteurs qui sont financés. Toute la question de la prévention, de l'éducation, de la santé, etc. au fédéral, c'est zéro.

Le fait de pouvoir intégrer cette notion de prévention dans les politiques publiques en général m'apparaît juste fondamental. Ici, on a pu encore voir très concrètement, avec des chiffres à l'appui, dans une maison de repos dans laquelle on organisait une formation de prévention à la fois

hygiénique mais aussi psycho sociale, comment moins de personnes sont mortes du coronavirus. Donc ça a un effet concret sur les vies, le fait de pouvoir ensemble, collectivement, entre professionnels de la première ligne réfléchir à des bonnes pratiques à mettre en place pour diminuer la propagation du virus et pour diminuer l'état de solitude des résidents.

Maintenant je reconnais que c'est compliqué. Tout notre système a été quand même fondé sur un prisme médico-centré. C'est notamment lié à des rapports de force entre professions de santé et formation des intervenants de santé. Donc, les universités ont un rôle à jouer aussi là dedans. Tenter d'avoir un impact sur le paradigme général du système de santé et accorder une importance à l'aspect préventif ce n'est pas encore acquis dans la culture générale. Mais j'ai l'impression que cette crise nous aura quand même permis de montrer à quel point c'est fondamental. Encore un exemple : quand MSF est venu parler aux différents cabinets de cette proposition de formation à la prévention et à l'hygiène, les cabinets demandaient « oui, mais quels profil de compétences avez besoin »? MSF a insisté sur le fait que la priorité, ce n'est pas spécialement d'avoir un médecin, mais d'avoir quelqu'un qui a des notions de santé communautaire. En régions, les budgets de santé communautaires, de promotion de la santé sont vraiment tout petits. Tout d'un coup, dans le cadre de la crise, le profil le plus important pour agir directement diminuer la propagation du virus c'est la santé communautaire. Et c'est comme ça qu'ils sont venus chercher la maison médicale puisque ce profil là, on le trouve principalement dans les maisons médicales.

C'est vraiment ce genre de politiques publiques structurelles qui, à mon sens, peuvent être mis en place à l'échelle d'une région ou d'un État. Mais j'ai bien conscience que ça serait vraiment trop simpliste de dire que c'est juste la responsabilité de nos responsables politiques. Non, il y a tout un magma de rapports de force et une culture générale à conquérir. J'espère effectivement que les médecins généralistes, demain, ils se diront que penser les choses de façon pluridisciplinaire et pas tout seul dans notre coin n'est peut être pas plus mal. J'ai un potentiel assez optimiste. J'espère toujours que nous allons y arriver.



4 | VOIR CES PERSONNES QUE LA SOCIÉTÉ MET EN ÉTAT D'INVISIBILITÉ

Interview [NATHALIE GRANDJEAN | Docteure en philosophie, chercheuse senior en Science & Technology Studies au CRIDS (Centre de Recherche en Information, Droit et Société) de l'Université de Namur]



Nathalie Grandjean : « La crise n'est pas un moment extraordinaire, quelque chose qui ne va plus jamais revenir. C'est en fait dédoubler ou augmenter la réalité qu'on vit déjà. La crise nous permet de voir où sont les invisibles, ces personnes que la société met en état d'invisibilité »

L'autrice et dessinatrice Emma avait en 2017 popularisé et mis en exergue le concept de charge mentale avec sa bande dessinée « fallait demander ! ». Un concept qui existait depuis plus de trente ans dans la littérature sociologique et dans les milieux féministes mais que peu connaissaient ou comprenaient en dehors de ces milieux. Aujourd'hui, on parle également de charge émotionnelle. Pouvez-vous nous expliquer ces concepts et comment ils affectent plus particulièrement les femmes ?

Le concept de charge mentale émerge en effet des théories féministes matérialistes de la deuxième vague. Il raconte quelque chose d'assez simple : ce sont en majorité les femmes qui prennent en charge tout l'aspect organisationnel, l'aspect logistique, tout ce qui touche finalement à la gestion du privé. Le management domestique, ce sont les femmes qui le prennent en charge. Les hommes seraient dès lors plutôt des aidants, des accompagnateurs. Historiquement, le patriarcat tel qu'on l'a connu au 19^{ème} siècle a fait de l'homme un être dévolu à l'espace public, laissant les femmes dans l'ombre

de l'espace domestique. Les espaces privés ont ainsi été le lieu de gestion des femmes.

À partir des années 1950, les femmes « sortent » peu à peu de cet univers purement domestique pour entrer sur le marché du travail et donc par la même occasion dans l'espace public. Cette charge mentale n'a alors pas été redistribuée entre les hommes et les femmes. Elle a continué à être gérée uniquement par les femmes. C'est ce qu'on appelle aussi le concept de la deuxième journée chez les femmes. Celle qu'elles prestent en marge de leur travail rémunéré, qu'elles entament lorsqu'elles rentrent chez elles. Elles ont non seulement la charge de l'exécution des tâches domestiques mais aussi de leur organisation. C'est cela la charge mentale. Elle a effectivement très bien été mise en scène dans la bd « Fallait demander ! » d'Emma. Elle a fait prendre conscience à toute une série de personnes, hommes et femmes, de l'importance de cette charge mentale. Avec la situation de confinement, l'ampleur de cette charge est devenue plus importante encore, notamment à cause de la présence continue des enfants à la maison.

La charge émotionnelle quant à elle revient également aux femmes parce qu'elles sont aussi en charge du soin des autres. Il ne s'agit pas simplement pour elles de nourrir les autres ou de les habiller. Elles sont aussi en général la figure dont on attend qu'elle soit celle qui organise le bonheur familial. Les femmes sont désignées en tant qu'organisatrices du bonheur des autres parce que ce serait dans leur nature. Il revient aux femmes d'être les bonnes gestionnaires et les bonnes « arrangeuses » des émotions positives au sein du foyer. Cette charge s'est étendue assez naturellement à la sphère du travail. Dans une équipe, quand un-e collègue fête son anniversaire ou quitte la boîte, qui va penser à préparer une carte, qui va penser aux cadeaux, qui va penser à réserver un restaurant ? Souvent, ce sont les femmes.

Dans ces temps de Covid et de confinement, qu'est ce qui revient en termes de charge sur les épaules des femmes ? Évidemment, ce sont des tâches très matérielles, c'est-à-dire la lessive, les repas, le soin aux enfants, l'organisation des courses... En outre, ce sont aussi les femmes qui organisent et gèrent l'harmonie familiale durant le confinement.

Dans l'enquête menée en 2013, par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes sur l'évolution des stéréotypes de genre, il était constaté que dans un jour de semaine moyen le temps consacré par les femmes aux tâches ménagères est de 3h17 contre 1h57 pour les hommes. Selon le dernier rapport de l'Insee, les femmes passent 1h34 quotidiennement à s'occuper des enfants, contre 43 minutes pour les hommes. Alors, avec le confinement et les hommes plus présents au domicile, est-il observé un rééquilibrage des tâches, une redistribution du travail dit « domestique » ?

En effet, le confinement n'a rien arrangé. Peut-être que certains hommes se sont davantage occupés de leurs enfants ou ont davantage contribué aux tâches ménagères. On l'espère. Mais on n'a pas non plus observé pendant le confinement que tout d'un coup, les hommes aient pris conscience de l'importance de la charge de l'organisation. Ce que l'on voit aussi, c'est que les hommes s'occupent de leurs enfants, mais ils s'en occupent souvent pour des tâches plutôt agréables ou valorisées : jouer, donner le bain, ... tandis que sur les tâches plus fastidieuses, répétitives ou les tâches d'enseignement, les hommes sont beaucoup moins présents.

Et une nouvelle charge s'est aussi ajoutée à toutes les autres avec le confinement : la charge scolaire, et avec elle tous les défis qui y sont liés.

On sait que les femmes sont aussi celles qui, majoritairement, s'occupent des devoirs. D'ailleurs, souvent, ce sont elles qui prennent un congé parental pour pouvoir être avec leurs enfants à 16 heures. Donc, ce sont elles souvent qui assurent justement les devoirs avec leurs enfants.

Et là, on a vu en effet pendant le confinement, de nombreux enfants recevoir du travail scolaire à domicile, en devant être écolés à travers des outils numériques ou en devant être accompagnés dans l'exécution de ces devoirs. On voit aussi que les hommes ne sont pas plus présents que d'habitude. C'est assez criant. Il y a beaucoup de femmes qui sont dans des situations de famille monoparentale et qui sont donc seules pour tout assumer. Rien de neuf pour elles mais cela s'est aggravé !

Là, il n'y a plus aucune échappatoire car il n'y a plus personne. Les inégalités sont donc aussi des inégalités numériques et en particulier pour les femmes avec peu de revenus, comme c'est bien souvent le cas chez les mamans solos.

L'enseignement à domicile et en ligne a porté un coup très dur à toutes ces femmes. En plus de ne pas pouvoir forcément toujours aider leurs enfants, elles n'ont pas non plus nécessairement les compétences pour accéder à ces outils numériques. On tombe souvent dans une situation d'impossibilité. Dans ces familles monoparentales, il arrive souvent que les mamans perdent complètement pied face à la situation qui leur est imposée par le confinement.

Dans les métiers de première ligne, les femmes sont clairement surreprésentées. Avec les peurs, les angoisses et le stress que cela génère chez des femmes qui sont souvent en parallèle mères de famille, parfois même (mères) célibataires. La société se rend-elle compte de la contribution importante consentie par ces femmes dans l'effort commun pour assurer la continuité du fonctionnement de notre société durant la crise ?

Les crises de manière générale sont vraiment des miroirs grossissant des inégalités et en particulier les inégalités femmes - hommes. Sur la question des femmes en première ligne, on a vu que ce sont en majorité des femmes qui sont au front sur les métiers de soins, le personnel médical en grande majorité. Les crèches, les garderies dans les écoles sont restées ouvertes pour que, justement, les parents qui travaillaient dans le milieu médical puissent exercer. Ces garderies sont gérées par des femmes.

On est vraiment dans cette division binaire du monde masculin et féminin parce que le féminin est supposé être ce qui soutient le monde, ce qui le soigne, ce qui le nourrit, ce qui l'entretient et ce qui finalement fait le monde.

Je le dis avec une vision très féministe mais si on reprend la division « travail productif - travail reproductif », qui est un concept qui date de la même époque que le concept de charge mentale, les femmes sont majoritairement

celles qui assurent le travail de reproduction, c'est à dire « d'élevage d'enfants », d'entretien, de soin au monde. On a vu pendant cette crise à quel point ce sont des fonctions indispensables. Sans ce travail reproductif, il n'y a pas de travail productif. Le capitalisme tient précisément grâce à ce travail reproductif. Il s'agit d'une équation qu'on ne peut absolument pas contredire, mais qui n'est jamais prise en compte dans des sociétés capitalistes. On ne veut pas le voir. Or, il n'y a que le visible qui compte.

Comme le travail reproductif ne semble pas rapporter quelque chose, la société n'y accorde que peu de valeur. Voilà pourquoi en majorité, les femmes sont sous-rémunérées, leurs métiers et fonctions très peu valorisés. Je pense notamment au métier d'enseignant. « Les profs ne font rien. Ils sont même payés pour ne rien faire. » On entend les pires choses. Cependant, durant les premières semaines de confinement, tout d'un coup, tout le monde trouvait que les « profs », étaient quand même des gens compétents et utiles. Et on a découvert qu'en fait c'est un métier d'enseigner. Tout comme c'est un métier que de prendre soin des autres. On le voit avec les infirmières qui pratiquent un métier éminemment technique, dans lequel il faut beaucoup de vigilance, beaucoup d'attention. Le mépris de ces fonctions de soin et d'attention aux autres est vraiment caractéristique des sociétés de capitalisme avancé. Parce que ce seraient des métiers qui n'apportent que peu voire aucune valeur ajoutée. On est vraiment dans une traduction complètement erronée de la réalité.

Pensez-vous à des solutions pour inverser cela? Comment valoriser, et ne pas oublier, d'ici quelques mois, tous les sacrifices qu'on fait toutes ces femmes? Certes, pour beaucoup, il y a eu une prise de conscience de l'importance de ces métiers mais comment faire en sorte qu'elle puisse perdurer et être moteur du changement ?

Je pense que tout d'abord, il faut augmenter les salaires de ces fonctions. Il y a de véritables injustices aussi dans le salaire de ces femmes. Les conditions de travail devraient également être revues. Revaloriser aussi symboliquement certains métiers, comme celle d'enseignant-e, d'infirmière-e, d'aide-soignant-e, aide familiale, agent-e d'entretien. Il faudrait travailler tant sur une valorisation des salaires, que sur une valorisation symbolique de ces métiers qui prennent soin et entretiennent le monde.

Une fonction que l'on oublie bien souvent, ce sont les techniciennes de surface, présentes dans les hôpitaux, les grandes surfaces, les maison de repos,... qui sont encore plus défavorisées, qui vivent souvent dans des conditions précaires (étant donné leur bas salaire) et sont en majorité à la tête d'une famille monoparentale.

Exactement, et qui travaillent aussi dans des horaires coupés, ce qui implique de venir travailler très tôt puis de revenir parfois travailler très tard. Sans compter les conditions de travail extrêmement pénibles et les soucis de santé qui les accompagnent. En termes de santé, c'est vraiment là aussi se dévouer pour l'entretien des autres. Donc, il y a quelque chose à faire en terme de valorisation salariale parce que là, c'est dramatique, elles sont sous-payées. Soulignons également que ces femmes sont par ailleurs souvent des femmes racisées...

La question des pensions a tout son sens. On peut prendre comme exemple les ouvriers, qui eux sont bien plus forts, grâce à leurs syndicats. Par contre, ce n'est pas le cas du secteur des techniciennes de surface, qui n'a pas cette même énergie, n'a pas de liens solides avec leur travailleuses qui elles-mêmes ne se rencontrent pas entre elles !

Ces femmes sont en effet dans une fragmentation. La fragmentation du travail est une chose qui me fait très peur. Par rapport au télétravail, il y a effectivement sans doute des éléments positifs sur lesquels on doit réfléchir, mais en même temps, il fragmente aussi toutes les organisations. En étant chacun chez soi, aucune possibilité de faire du collectif. Le collectif, justement, qui sauve les travailleurs en situation de grande précarité et de vulnérabilité. Et on voit bien que les travailleuses du secteur des titres-services, ce qui leur manquent justement, c'est de faire du collectif.

Personnellement j'ai peur que le télétravail se généralise. D'abord, j'ai peur pour les femmes parce que leur charge mentale va clairement exploser. Dès qu'un enfant est malade, ce n'est pas grave, tu peux télétravailler avec ton enfant près de toi. Tu vas aussi pouvoir continuer à faire ta lessive, à tout faire. Et le télétravail pour ça, ironiquement, est « parfait ». Parce qu'on dira maintenant aux femmes « tu ne peux plus dire maintenant que tu n'arrives

pas à tout faire vu que tu es à la maison ». Lancer une machine, cela ne prend que cinq minutes. Qu'est-ce que cinq minutes? Au bureau, tu aurais fait une pause, t'aurais été boire un café avec une collègue mais là, tu ne peux plus. Le confinement a fait exploser l'empilement de charges; charge mentale, charge émotionnelle, charge professionnelle, charge numérique. Quand on est dans son entreprise, son organisation, son asbl, on voit les gens et donc les choses se règlent aussi comme ça très vite, même en parlant dans un couloir. En télétravail, on doit prévoir des vidéo-conférences, on doit s'envoyer des mails. Une réunion à distance, cela prend deux fois plus d'énergie. Une dépense d'énergie qui se cumule. On supporte toute une série de charges cumulatives qui nuisent dès lors à notre santé, physique et mentale, et en particulier à celle des femmes.

Un nouveau terme qui apparaît maintenant dans la sphère familiale mais que l'on connaissait bien dans le domaine du travail, c'est le « burnout parental ». La psychologue Julie Delhaye, psychologue qui travaille entre autres pour la ligne SOS Parents, affirme que les femmes représentent entre 80 et 85% des appelant-es. Des mamans, parfois des grand-mères, et pour les 15% restant des papas.

C'est très interpellant. Sur le coup, les gens tiennent. Après, c'est le retour du refoulé, le stress post-traumatique. Cela ne fait que commencer. De nombreuses mamans, à mon avis, vont craquer.

Et on n'entend pas non plus toutes celles qui ont déjà craqué. Je pense notamment aux mamans d'enfants en situation de handicap. Il y a eu très récemment une campagne où l'on voyait des femmes avec un masque déchiré : « Confinement. Maman d'un enfant handicapé, je craque ». Les enfants en situation de handicap, sont souvent à la source des ruptures entre les parents et ce sont les mamans qui continuent dès lors à prendre en charge l'enfant. Quand il s'agit d'enfants en situation de handicap, les pères sont souvent aux abonnés absents. Pour les mamans qui sont en confinement, en télétravail, avec un enfant en situation de handicap, c'est vraiment très difficile.

Comme on l'a dit, ce sont les femmes dans les situations les plus précaires qui sont évidemment les plus impactées. Comment leur permettre de sortir de cette spirale ?

J'ai envie de dire : quand l'État ne suit pas, il reste la solidarité entre femmes. On le voit même avant le confinement, les femmes sont solidaires entre elles. Il ne faut pas hésiter à s'appuyer sur sa voisine, sa cousine, ses amies, ... pour pouvoir tenir le coup, ne fût-ce que sur le plan émotionnel. Maintenant le déconfinement s'accélère. On peut de nouveau s'échanger les enfants pour souffler. Et l'État, à travers ses différents niveaux de pouvoir, doit reprendre son rôle et offrir des structures d'accueil adaptées en priorité aux situations précaires.

Ce qui se passe dans les pharmacies est un indicateur sociologique important. Le gouvernement l'a d'ailleurs bien compris. Sont analysés, avec d'autres acteur-trices du terrain, l'utilisation d'antidépresseurs, notamment. Un autre phénomène est apparu : les ventes de tests de grossesse ont bondi de 25% durant le confinement. Qu'est-ce que cela peut révéler selon vous ?

Cela peut révéler plusieurs choses. D'une part, les femmes ont sans doute beaucoup moins accès au planning familial et à leur médecin traitant. On a beaucoup hésité à appeler son médecin ou son·sa gynécologue parce qu'il y avait des restrictions liées au Covid19. Puis toute la santé publique était tournée autour de la gestion de cette pandémie. Elles n'ont eu d'autre choix que d'aller à la pharmacie pour acheter ce test de grossesse.

Autre chose, - et qui fait peur - c'est qu'il y a sûrement un certain nombre de femmes qui n'ont pas pu dire non à leur compagnon et qui se sont retrouvées enceintes. Verra-t-on une augmentation des grossesses non désirées? On le saura très bientôt. Quoi qu'il en soit, cela met l'accent sur le fait que le foyer n'est pas forcément synonyme d'harmonie ou de quiétude. Dans certains foyers, la violence conjugale est une triste réalité. Ces femmes ont peut-être subi des viols et se sont retrouvées enceintes sans forcément le vouloir. C'est une réponse qui fait peur, mais qui doit être examinée comme telle.

Cela me permet aussi de rebondir sur l'augmentation des violences conjugales. On a vu que dès début avril, le coordinateur de la ligne « Écoute violences conjugales » signalait une hausse de 20 à 30 % des demandes d'aide. Les femmes se sont retrouvées confinées avec leur agresseur ; il n'y avait plus d'issue possible pour elles dès lors que le compagnon violent est tout le temps présent à leurs côtés.

Ce confinement qu'il faut aussi analyser avec une perspective de genre nous montre qu'il faut aller contre cette idée que le foyer, le privé, est forcément le lieu du bonheur tel qu'on nous le vend toujours. « Le confinement, super! C'est un peu comme des vacances chez soi », a-t-on peut-être pensé. Or ce ne sont pas les vacances pour tout le monde. Pour beaucoup de femmes, c'était plutôt l'enfer. Seules avec des enfants ou un mari violent.

Certains métiers ont été oubliés dans la gestion de la crise. On peut notamment penser aux personnes en situation de prostitution, tombées du jour au lendemain sous la menace d'une précarité encore plus alarmante. Là aussi, ce sont les femmes qui souffrent.

Dès le début du confinement, de nombreuses féministes ont pris la parole pour attirer l'attention : à l'augmentation des violences conjugales, aux femmes en situation de handicap, aux familles monoparentales, etc. Et puis, on s'est rendu compte, comme bien souvent, que les personnes en situation de prostitution avaient été oubliées. Elles n'ont pas souvent d'existence déclarées, ce sont souvent des femmes, et parfois aussi des personnes trans, sans papiers, souvent migrant-es. En tout cas, des personnes qui sont encore plus invisibles que les invisibles que sont les femmes dans la société.

Or, dans la situation du confinement, ces personnes sont celles qui ont très vite le plus souffert de cette situation. Parce qu'elles n'ont pas de revenu de remplacement, elles n'ont pas d'existence légale. Au même titre d'ailleurs que les personnes migrantes ou les personnes dites « sans papiers ». Toutes ces personnes sont celles qui ne sont pas supposées exister dans la société. Toutes ces personnes vivent pourtant avec nous, elles appartiennent à notre société, elles sont donc en droit de trouver une existence digne.

On peut se réjouir que cette semaine au Parlement bruxellois a été voté un dispositif d'aide aux personnes victimes de violences intrafamiliales dans les pharmacies.

Oui, c'est très bien. Il faut multiplier les points d'accès à l'aide, toutes les ressources envisageables. Je me réjouis à chaque fois qu'il se passe quelque chose, que ce soit au niveau fédéral, régional ou communal, parce qu'il n'y a jamais assez de dispositifs pour pouvoir sortir toutes ces femmes en grande précarité de leur situation.

Par contre, il est toujours délicat dans la pratique d'implémenter toutes ces politiques. Comment les pharmaciennes seront-ils formés ? Comprendront-ils-elles bien ce qu'on attend d'eux-elles ? Ces actions-là, on doit les multiplier. Il faut plus de programmes de sensibilisation sur les problèmes de violences faites aux femmes, y compris dans les écoles. Il faut que la Convention d'Istanbul soit appliquée. Il faut faire proliférer tout ça car ce n'est pas avec une seule mesure qu'on va arriver à faire changer les choses pour les femmes. On ne doit jamais se satisfaire d'une seule mesure et on voit dans les situations de crise que même toutes les mesures qui sont déjà là ne sont jamais suffisantes.

La crise nous montre l'ultra nécessité de le faire tout de suite. Il faut multiplier toutes les actions possibles pour pouvoir contrebalancer le côté vampirique du capitalisme où la seule valeur qui compte c'est celle qui produit de la monnaie...

Selon vous, qu'est-ce que « chausser les lunettes du genre » ?

Les inégalités de « genre » sont systémiques mais asymétriques. Il faut accepter la réalité des constats opérés, sans les diluer dans une vision universalisante ou événementielle . Cette crise qui nous arrive n'est qu'un miroir grossissant de ce qui est déjà là.

La crise n'est pas un moment extraordinaire, quelque chose qui ne va plus jamais revenir. C'est en fait dédoubler ou augmenter la réalité qu'on vit déjà. La crise nous permet de voir où sont les invisibles, ces personnes que la société met en état d'invisibilité. On les a nommées précédemment.

Dans ces invisibles, il y a aussi celles et ceux que la société met en état de minorité, qui n'ont pas droit à la parole, comme les enfants, les vieilles et les vieux, les personnes en situation de handicap. Pendant le confinement, on les a vu·es (car on les a filmé·es) mais on ne les a pas entendu·es car on ne leur a pas posé de question. Rentrer ou non à l'école, par exemple... On décide pour elles-eux. C'est pareil pour les personnes âgées qu'on a laissé mourir. Elles sont mis en état de minorité, très vulnérables, très précaires, à l'instar des sans-papiers, des migrant·es, des personnes en situation de handicap. Chausser les lunettes de genre est indispensable durant cette « crise » du Covid-19, tout comme il est indispensable de ne pas oublier que ce régime de domination du genre s'articule à ceux de la classe, de la race, et du validisme.

Il faut adopter une perspective intersectionnelle, qui entend donner la parole à ces mineur·es et ces invisibles qu'on ne veut pas voir et qu'on n'a forcément pas envie d'entendre.

Il me semble aussi indispensable de dire qu'on ne va pas tout régler en ajustant des équilibres et des compensations entre travail productif et reproductif. Nous devons imaginer un monde qui se pense hors des logiques de domination et d'exploitation les un·es envers les autres. A ce titre, les théories du care montrent que notre rapport primordial au monde n'est ni l'autonomie ni la souveraineté du sujet, mais plutôt l'interdépendance et la vulnérabilité. Quand on parle l'interdépendance, évidemment, on est dans un paradigme écologiste ou écosystémique. C'est quelque chose qui nous a marqué pendant cette crise : comment reconnaître et valoriser l'importance de nos interdépendances ? Confinés, isolés, privé·es des autres, nous avons tous et toutes bien compris à quel point notre rapport au monde s'exprime d'abord dans le besoin de nos dépendances mutuelles.

Cependant, il faut faire attention à ne pas « angéliser » ces théorie du care ; il faut politiser le care comme pilier central de ce monde que la crise du Covid-19 appelle à changer. Politiser, cela veut dire qu'on ne doit pas se contenter d'une version un peu plate où l'on rejouerait le féminin contre le masculin, au risque de tomber dans du différentialisme béat.

Si vous deviez citer deux mesures concrètes que le monde politique devrait prendre, quelles seraient-elles ?

Je pense que d'abord, dans tout groupe de travail qui va, après le confinement, « relancer l'économie », il faut une parité homme-femme, un équilibre entre le marchand et le non-marchand. Il faut aussi entendre la voix des racisées, et de toutes celles et ceux qui sont mis en état d'invisibilité et de minorité.

Une deuxième mesure consisterait en la valorisation de tous ces métiers dévalorisés. Donc à la fois la valorisation salariale, qui est indispensable, une reconnaissance symbolique, comme le fait de donner une visibilité à celles et ceux qui n'en n'ont pas. Et construire cette visibilité avec les acteurs et les actrices concernées. Faire appel à des associations de terrain, sans se contenter de décider à leur place. Pas de paternalisme politique !



OSER

[SORTIR NOS SOCIÉTÉS DE LEURS
ZONES DE CONFORTS ET OSER LE
TOURNANT]



1 | «SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO», DANS CETTE CRISE, C'EST SURTOUT LA PRIMAUTÉ DU POLITIQUE PAR RAPPORT À L'ÉCONOMIE QUI EST NOUVELLE

Interview [**JEAN-BAPTISTE FRESSOZ** | Historien, chercheur au CNRS. Ses travaux portent sur l'histoire environnementale et des savoirs climatiques ainsi que sur l'anthropocène]



Vous qui avez étudié les controverses autour des manières d'immuniser la population de la variole, que pensez-vous des méthodes actuelles ? Cela fait 5 semaines que nous sommes confinés, et tous les pays n'ont pas choisi les mêmes méthodes, je voulais savoir si cela évoquait quelque chose chez vous ?

Il y a une vieille maxime latine qu'on retrouve sans cesse citée dans la gestion des épidémies au XVIII^e siècle : « Salus populi, suprema lex esto » : la santé du peuple est la première loi. C'est aussi probablement la première fois qu'elle est appliquée à une telle échelle. Que les considérations sanitaires aient autant pris le pas sur l'économie. Si l'on prend les épidémies de variole, des quarantaines sont bien envisagées tout au long du XVIII^e siècle, mais comme elles perturbent les circuits d'échange elles ne sont que rarement appliquées. La mortalité était pourtant incomparable de l'ordre de 1/7 ! Et c'est plutôt l'inoculation de la variole - une forme d'immunité collective assez violente - qui est défendue par les intellectuels des Lumières.

L'expérience proprement historique c'est que jamais on avait confiné la majorité de la population active mondiale pour sauver entre 0,5 et 1% de la population. C'est nouveau et très encourageant. Certes il peut y avoir

de dangereuses récupérations policières, une extension du contrôle des populations mais pour le moment c'est la primauté du politique par rapport à l'économique qui est frappante. Et cela ouvre plein de perspectives politiques intéressantes pour l'écologie. Si les Etats ont choisi de confiner les populations européennes pour lutter contre le Covid-19 pourquoi ne pas exiger des mesures à la hauteur - y compris le confinement des automobiles et des avions - pour éviter 400 000 morts prématurés par an à cause de la pollution de l'air en Europe ? Même chose pour la consommation de viande qui est une cause massive de changement climatique, de destruction de la nature et d'incubation des zoonoses. Bref, cela donne un espoir vis-à-vis de la capacité du politique d'être à la hauteur du défi écologique.

Au sujet de la grippe de Hong Kong de 68, à votre avis, comment expliquer que celle-ci ait fait un million de morts dans le monde, dont 31.000 en France, et que les gouvernements n'aient pas agit ?

Dans le cas français du moins on n'aurait tout simplement pas mesuré en direct ce qui était en train de se passer et ce n'est que bien plus tard en 2003 que l'épidémiologie Antoine Flahaut quantifie la surmortalité et arrive au chiffre très élevé de 31.226 morts en deux mois — surtout des personnes âgées. Un article de 2003 dans Libération raconte aussi comment la presse avait traité l'épidémie avec une grande légèreté comme une sorte de marronnier... La politique vaccinale contre la grippe est encore en gésine, on ne fabrique pas assez de doses de vaccin. Le cas de cette grippe qui venait d'ailleurs de Chine et non de Hong-Kong prouve encore le caractère neuf du moment que l'on vit. Ce basculement vers la primauté du risque versus l'économique est vraiment spectaculaire.

Comment l'expliquer?

Bonne et difficile question. Je pense que les progrès de l'épidémiologie, de la génétique et de la médecine (vaccination et appareils de réanimation) ont joué un rôle majeur.

Prenons d'abord l'épidémiologie. Quant elle naît au XVIII^e siècle avec

la variole et l'inoculation, les outils sont rudimentaires : ce que les mathématiciens comme Daniel Bernoulli peuvent calculer c'est par exemple l'effet de l'inoculation. Ils montrent que l'intérêt de l'inoculation si on la réalise sur les enfants « à la mamelle », c'est-à-dire en bas âge, c'est de reporter la mortalité variolique sur les nouveaux nés au lieu de la faire peser sur la population d'adulte. Cela évite d'investir dans des enfants qui seraient morts avant d'atteindre l'âge adulte utile. Cela permet donc de faire des économies ! La quantification du fait épidémique favorise plutôt l'organisation de l'immunité collective. On n'a pas encore de modélisations des quarantaines. C'est seulement dans les années 1920-30 que se mettent en place les premiers modèles mathématiques de phénomènes épidémiques - Anderson Gray McKendrick et William Ogilvy Kermack - qui montrent l'importance cruciale du taux de reproduction - le fameux R_0 . Les modélisations actuelles sont bien plus fines avec des compartiments de population plus petits, des paramètres sur le nombre de contacts en fonction de l'âge, du type de population etc. Tout cela plaide mathématiquement en faveur du confinement.

Autre facteur : la génétique. Avant les séquençages, nous n'aurions pas su que cette grippe était fondamentalement différente d'une grippe saisonnière... Ca change beaucoup la perception du risque et donc notre réaction. Enfin l'espoir d'avoir un vaccin assez rapidement, la possibilité de sauver une grosse moitié des formes graves du Covid-19 par des techniques de ventilation artificielle qui ont beaucoup progressé par rapport aux années 1960.... Tout cela modifie profondément l'arbitrage santé/économie et rend politiquement et éthiquement insupportable le choix (pseudo)utilitariste de Boris Johnson sur l'immunité de groupe.

Ces dernières semaines, on constate que les chiffres de mortalité sont fort similaires entre la Belgique, la France et l'Allemagne qui, pour le coup, adoptent des méthodes assez différentes. Les choix politiques faits autour du coronavirus se justifient, mais ne sont pas univoques. Que pensez-vous des controverses autour des méthodes technico-politiques mises en œuvre ?

Le cas Allemand est évidemment intéressant. Mais à mon humble avis, on sur-interprète les différences de taux de mortalité et d'infectés. Si vous

prenez le cas de la France - par exemple hors-Paris et le Grand Est - les taux d'infection sont proches de ceux de l'Allemagne. On a tendance à vouloir plaquer des explications de type « système industriel allemand », « patriotisme économique » ou bien « casse de l'hôpital public » sur l'épidémie. Il s'avère que les dépenses publiques de santé en Belgique, en France et en Allemagne sont à peu près équivalentes par habitant. Peut être que le match Lyon-Turin ou le rassemblement évangélique à Mulhouse avant le confinement ont un rôle plus important dans la dynamique épidémique que le volume de dépenses de santé. Peut être que le facteur essentiel tient à la dynamique de l'épidémie qui s'est propagée différemment, avec des clusters dans le Grand-Est, dans l'Oise ? Dans les débats actuels je trouve qu'on a tendance, rétrospectivement, à vouloir juger des systèmes politiques et économiques comme si une épidémie était un bon critère pour le faire. Un contre-exemple criant ce sont les Etats-Unis. Ils se retrouvent avec beaucoup de contaminés, alors qu'ils dépensent pas loin de 20% de leur PNB dans la santé, bien plus que les pays européens. Beaucoup de discours sur l'épidémie illustrent simplement des partis-pris préalables. Et érigent le fait épidémique qui a sa dynamique propre en une grande épreuve de jugement sur la qualité des nations. On retrouve des discours assez convenus, déclinistes en France ou patriotiques en Allemagne. C'est dommage.

Je propose qu'on passe aux questions de transition énergétique. Évidemment, nous ne sommes pas devins, mais avez-vous l'impression que cette pandémie pourrait être l'occasion de vivre une espèce de basculement en matière de consommation énergétique ou pas du tout ?

Comme vous dites, je ne suis qu'un historien. Et j'aurais simplement tendance à être sceptique sur l'importance d'un choc momentané sur les trajectoires énergétiques, mais aussi de consommation matérielle en général. Tout simplement parce que dans le passé, aucune guerre, aucune crise, aucune épidémie n'a jamais infléchi sur le long terme la dynamique d'accumulation matérielle à l'échelle globale. Entre 1900 et 2015 la consommation de matière a été multipliée par 12, malgré deux guerres mondiales et au moins trois crises économiques globales. Sans oublier la grippe espagnole de 1918. Ce dernier cas est très parlant : entre 50 et 100

millions de morts, elle suit la Première guerre mondiale et pourtant dès 1924 le commerce international a repris le volume de 1913. En terme de consommation de matières premières, il y a une encoche significative, mais celle-ci ne change pas de trajectoire ni de pente.

Si la consommation de charbon stagne dans l'entre deux guerres, ce n'est pas lié à la grippe. C'est parce que le cours du charbon a augmenté pendant la guerre et donc les industriels font des efforts d'efficacité énergétique. Ils produisent beaucoup plus d'électricité avec une tonne de charbon en 1918, qu'ils ne le faisaient en 1913. Pareil pour l'acier, et pour le gaz.

Concernant les moments où les émissions de CO2 ont chuté, au 20^{ème} siècle, il y a les guerres. Mais c'est très momentané. Par la suite, on assiste plutôt à des effets de grande accélération parce que la guerre fomenté des systèmes technologiques qui sont plus énergivores : l'automobile provient de l'industrie de la Première Guerre mondiale, et l'avion de celle de la Deuxième guerre mondiale. Mis à part les guerres, il y a les crises économiques, celle de 1929 et celles produites par les chocs pétroliers de 1973 et celui de 1979. Lors de ces crises, il y a une baisse momentanée des émissions de CO2 qui reprend dans les années 80 à un rythme plus faible dans les pays occidentaux. Donc s'il y a eu des très grandes crises et de très grandes épidémies - celle de 1918 est très très nette - cela n'a pas changé grand chose dans la dynamique générale d'accumulation de la matière du 21^e siècle. Ce sont ces observations qui me rendent assez pessimiste.

Entre 1900 et 2015, la consommation de chacune des matières ne fait que croître, tout comme la consommation globale de la matière aussi. Cela veut dire qu'il n'y a pas de transition, il n'y a pas un passage du charbon au pétrole par exemple. La consommation globale de matière accélère d'ailleurs depuis les années 2000 et ce, en grande partie dû à la croissance de la Chine mais aussi, plus généralement, à celle de l'Asie du Sud-Est.

Par ailleurs, si vous prenez les 65 premières matières premières entre 1950 et 2000, 5 seulement ont diminués : 4 sont liées à des interdictions (dont l'amiante et le mercure) et la 5^e, c'est la laine de mouton. Celle-ci a été remplacée par des éléments synthétiques - ce qui n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour l'environnement. Il faut comprendre nos trajectoires à un niveau structurel et comprendre quelle est la matière derrière le

développement économique.

Donc est-ce qu'un virus est capable d'infléchir nos trajectoires économiques, énergétiques ? En tant qu'historien, je suis plutôt pessimiste : mais encore une fois, je ne suis pas devin. Pour le moment cela ne s'est jamais fait. Ça ne veut pas dire que ça ne va pas se faire maintenant. Alors certes il faut espérer mais surtout oeuvrer à ce que 2020 soit l'année du pic des émissions de CO2.

Un argument important en faveur d'une inflexion de la courbe des émissions de CO2 serait la fin du charbon : de nombreux économistes montrent qu'aujourd'hui, le solaire et l'éolien est compétitif par rapport au charbon pour l'électricité. Un contre argument : le prix du pétrole qui s'effondre...

Est-ce que Cuba est un exemple de basculement qui a eu lieu au niveau énergétique, ou pas ?

Cuba, après 1992, n'avait plus accès au pétrole bon marché soviétique. Les cubains n'avaient pas non plus les moyens de s'acheter beaucoup de pétrole sur le marché international. Et donc, effectivement, il y a une très forte décroissance entre 1992 et 2000. Mais dès les années 2000, ils ont du pétrole vénézuélien bon marché et c'est déjà fini. Comme je le disais, Cuba ressemble davantage à un choc pétrolier global : or nous sommes exactement en train de vivre l'inverse. C'est un point important. Le coronavirus montre que la vision de l'effondrement lié à l'épuisement des ressources est quelque chose dont il faut se défaire... cette idée de l'épuisement des ressources a influencé la réflexion écologique sur les matières premières, sur la transition énergétique à partir des années 1920-1930. Mais on se rend compte que les questions de pollution et de climat, de destruction de la nature arrivent bien bien plus tôt que la question de l'épuisement des ressources. Le problème avec le pétrole, c'est qu'il y en a trop. Le coronavirus démontre ça parfaitement.

Donc Cuba est un cas intéressant mais pas du tout analogue à ce qu'on est en train de vivre. Une fois encore il n'y a pas vraiment d'analogie historique au choix volontaire d'arrêter l'économie. La guerre n'est évidemment pas un bon point de référence. Durant la guerre, les pays produisent

davantage : il y a plus de trains, plus de camions, plus de voitures qui circulent, plus d'acier qui est coulé, plus de produits chimiques préparés etc. C'est donc très difficile de trouver des analogies réalistes à ce qu'on est en train de vivre. Je peux simplement dire qu'il y a déjà eu de grands chocs majeurs au cours du 20^{ème} siècle et que cela n'a jamais infléchi la trajectoire matérielle globale.

Est-ce que cette crise nous apprend que nous ne sommes pas du tout prêt pour la crise – que ce soit celle-ci ou celle à venir ?

Oui et non. Nous ne sommes clairement pas prêts et en même temps nos sociétés riches montrent leur résilience. Elles peuvent stopper les trois quarts de la population et les mettre en télétravail (ou en pseudo-télétravail avec des enfants) et les services essentiels sanitaires et nourriture restent en grande partie assurés (malgré des inégalités économiques proprement honteuses évidemment). Pour moi cela prouve surtout la capacité des sociétés riches à endurer des crises et la capacité de leur économie à décroître assez radicalement sans provoquer de famine.

Et puis cette crise possède des aspects intéressants. Par exemple, beaucoup de personnes ont fait le lien avec l'environnement alors que ce lien est tenu en vérité. Le problème c'est qu'on en reste souvent à de grands discours très généraux sur le rapport entre l'homme et l'environnement. Alors que ce qui est en cause c'est beaucoup plus simplement la consommation de viande. Ce discours sur le rapport entre l'homme et son environnement évite soigneusement la question du végétarisme...

Et dans le cas où une crise alimentaire ou une crise climatique s'ajoute à la crise sanitaire ?

Le problème c'est que la crise climatique est comprise comme une catastrophe soudaine qui s'abat sur le globe tout entier. Alors qu'elle se matérialise par des catastrophes locales et par des effets économiques différenciés. Par exemple à travers d'une augmentation du prix des céréales (causés par des mauvaises récoltes par ex.) et donc ce sont d'abord les pays pauvres qui vont en pâtir. J'ai toujours été très sceptique avec l'idée

d'un effondrement qui impacterait d'abord les pays riches. Le changement climatique, c'est d'abord une question Nord-Sud, une horrible injustice plus qu'une apocalypse de l'occident. Et il me semble que la crise du Covid-19 renforce cette idée d'effets différenciés en fonction des inégalités Nord-Sud. On entend beaucoup dire « les sociétés riches ne sont pas prêtes ». Je ne sais pas si elles ne sont pas prêtes. On aurait pu avoir plus de masques, sans doute, mais concernant les vaccins, il faut d'abord les inventer, concernant les tests il faut les fabriquer etc.

Il y aurait davantage de tests et peut-être moins de confinement.

Mais ce n'est pas si simple que ça de faire des tests. Il faut aller chercher au fin fond de la fosse nasale le virus. On ne sait pas se tester soi-même. Il faut des équipes médicales, des labos avec un personnel protégé etc. C'est là où je trouve qu'on a tendance à surinterpréter un peu le sens de l'épidémie : ce n'est pas la preuve de « la déréliction de nos systèmes de santé ». Ce n'est pas vrai, le système de santé des pays riches qui ont préservé un semblant d'Etat providence n'est pas si mauvais que ça. La fonction publique hospitalière en France c'est 1,2 million de personnes, bien formées et capables de soigner plusieurs dizaines de personnes atteintes d'une maladie nouvelle et dangereuse. Il y a un énorme discours apocalyptique et catastrophiste qui s'est greffé sur la crise. On ne sait pas du tout ce que ça peut nourrir. Cela peut très bien nourrir un discours de défense des services publics comme un discours néolibéral du type « en Allemagne il y'a plein de cliniques privées, elles y arrivent très bien ». Encore une fois la préparation à une épidémie n'est pas liée à des grandes orientations de politiques économiques. Pour preuve il semblerait qu'en 2008 la France de Sarkozy était mieux préparée quand Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé française, avait acheté 1,3 milliard de masques, des millions de vaccins et tout cela en pleine vogue idéologique du néolibéralisme. Et ce genre de préparation ne coûte pas très cher d'ailleurs : 1 milliard d'euros si je me souviens bien. Le choix de déstocker des masques n'était certes pas très malin, mais ce n'est pas lié à une grande option de politique économique. Mais en fait je ne suis pas du tout économiste de la santé donc changeons de sujet...

En tout cas, il y a peut être une chose positive qui va advenir de cette crise, c'est une forme de relocalisation.

Oui, c'est sûr que c'est positif. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui ont dit que ce n'était pas du tout de relocalisation dont on avait besoin. On a besoin d'un changement d'infrastructure énergétique, c'est vrai, mais on a aussi besoin d'une relocalisation. On a aussi besoin de confiner les voitures et les avions. Très vite le discours prétendument raisonnable a été de dire « il ne faut pas faire peur aux gens en disant que la transition énergétique n'a rien à voir au Covid ». C'est vrai que cela ne ressemble pas au confinement, mais par contre au confinement des voitures ou des avions et à la réduction du commerce international oui. Chez les écologistes officiels il y a parfois une difficulté à accepter la radicalité du diagnostic des climatologues. Dire « il ne faut pas faire peur à la population », il ne faut pas que « l'écologie soit punitive » etc. Tout cela ressemble à une écologie consensuelle et festive rachetée par les lobbys industriels. Si on est cohérent et qu'on veut vraiment décarboner l'économie pour 2050, oui le Covid a beaucoup à voir avec la transition énergétique.

Il y a des premières estimations qui circulent. Le Covid correspondrait à une diminution de 7 ou 8% du CO2 en 2020. Il faudrait faire 5% par an pendant 30 ans pour ne pas atteindre les 2° en 2100. Donc en fait si, ce que l'on vit cela ressemble beaucoup aux efforts qu'on doit faire. Et encore, on a commencé par le plus facile : arrêter l'avion et les voitures.

Si vous deviez mettre en place une mesure à la fin de cette crise, quelle serait-elle ?

Le geste le plus modeste, ce serait déjà de maintenir toutes les mesures qui étaient en cours d'élaboration. C'est à dire ne pas céder aux compagnies aériennes qui vont demander à réduire leurs engagements en termes de réduction des émissions de CO2 parce qu'elles sont en faillites, de ne pas céder aux constructeurs automobiles qui veulent aussi reporter l'implémentation de normes parce que cela n'est pas facile de vendre de voitures en ce moment... Ne pas céder d'un pouce là-dessus, ce serait déjà pas mal.

Après, des mesures plus ambitieuses seraient d'accompagner la reconversion des compagnies aériennes en se disant « ce n'est pas compatible avec un monde +2° » et faire pareil pour le secteur pétrolier et parapétrolier pour le secteur automobile. L'ambition doit être de transformer ces entreprises, les faire produire beaucoup moins d'avions et de camions et les faire produire autre chose : des vélos et des éoliennes par exemple. Pour accompagner cela on pourrait rationner les émissions de CO2. On mettrait alors vraiment à profit la crise du Covid-19 afin que cela ne soit simplement une petite encoche dans la courbe des émissions de CO2.

Avez-vous une vision du monde assortie à cette transition énergétique ? Qu'est-ce que cela ferait, par exemple, sur le secteur de la santé ?

Concernant le secteur de la santé, il y a plein d'effets positifs induits. On sait très bien que le lien entre croissance économique et santé se distend à partir d'un certain niveau de croissance économique et que dans de nombreux pays, on a déjà largement dépassé ce lien positif. L'exemple typique ce sont les États-Unis - un des pays le plus riches au monde qui n'a pas du tout les bons indicateurs de santé. Donc, on constate une déconnexion entre santé et économie depuis longtemps et même, dans certains cas, une croissance économique délétère pour la santé.

Que ce soit à travers la pollution, que ce soit à travers la voiture et l'absence complète d'exercice, la consommation de viande. Donc il y aurait plein de coût-bénéfice à réduire les émissions de CO2 et de continuer à investir dans la santé.

C'est vraiment quelque chose dont on doit se défaire. On a tendance à parler DU progrès en général, comme si la croissance économique et la croissance des moyens techniques allaient de paire avec la santé. Je connais mieux le 19^e siècle et à cette période-là, l'invention qui est vraiment importante pour la santé, c'est la vaccination contre la variole. Et pas besoin d'une seule machine à vapeur ou d'un seul gramme de charbon pour ça !



2 | AU-DELÀ DE LA REDÉCOUVERTE FONCTION PROTECTRICE DE L'ÉTAT, SE POSE LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE

Interview [CATHERINE LARRÈRE | Professeure émérite de philosophie à Paris 1 – Panthéon Sorbonne. Philosophe, spécialiste de la pensée de Montesquieu et de l'éthique de l'environnement]



Notre première question nous est venue en lisant votre synthèse sur la nature: « la nature, nous en sommes mais nous ne la sommes pas ». Le coronavirus, ce minuscule morceau de nature, mobilise l'humanité contre lui (dualisme) et en même temps, celle-ci sait qu'il doit, in fine, se fondre en l'humain pour épuiser sa toxicité. Qu'est ce que la pandémie révèle de notre rapport à la nature ? Et quel sens donner au slogan: « Nous sommes la nature qui se défend »?

En disant : « nous sommes la nature qui se défend », je citais mot d'ordre à la ZAD de Notre-Dame des Landes que je comprenais comme : « nous ne protégeons pas une nature qui est extérieure à nous, nous nous défendons, nous et notre milieu de vie ».

Nous sommes la nature qui se défend, mais en même temps, effectivement, comme vous dites, nous ne sommes pas en fusion complète, nous en sommes distincts et il faut tenir compte des deux. Ni dualisme, ni monisme. Par rapport au coronavirus, on peut dire qu'il y a toujours eu pour nous deux sortes de « nature », à savoir la nature qu'on protège et la nature dont on se protège. Donc, de ce point de vue là, le Covid-19, c'est beaucoup plus une nature dont on se protège qu'une nature qu'on protège.

Ceci dit, cette nature n'est pas une nature extérieure. Il y a tout un débat aujourd'hui sur l'origine de la maladie et il y a deux positions extrêmes qui émergent et qui s'annulent : celle qui voudrait que le coronavirus soit complètement artificiel et intentionnel, du genre c'est Bill Gates - ou les Chinois - qui a fabriqué un virus. Et puis celle qui pose l'extériorité totale comme si le virus était venu d'une nature totalement extérieure, arguant que cela a toujours été le cas, que l'humanité a été périodiquement ravagée par des pandémies venues de l'extérieur .

Ce que montrent les études c'est qu'il y a une histoire écologique du virus, et que c'est histoire qui mêle des processus naturels sur lesquels nous n'avons aucun contrôle (qui font, par exemple, qu'un certains nombres d'espèces animales sont les hôtes de virus) et des processus qui sont les conséquences d'interventions humaines sur les milieux dans lesquels vivent ces espèces. Il a beaucoup été question, notamment, du rôle joué par l'extension des habitats humains, par la déforestation qui l'accompagne, et qui, privant des espèces de leur milieu habituel, nous met en contact avec eux et avec les virus dont ils sont porteurs, et contre lesquels nous n'avons aucune défense. La déforestation n'est pas la cause directe de la pandémie, mais elle intervient dans les conditions d'émergence du virus, dans une histoire, que l'on peut dire « hybride », en reprenant le mot de Bruno Latour, une histoire où se mélangent des causes naturelles et des causes humaines. Ce n'est pas quelque chose de totalement humanisé, ce n'est pas quelque chose de complètement extérieur à l'homme. Mais c'est une nature qui peut être surprenante et désagréable.

Avez-vous l'impression que, dans la perception des citoyens, ce lien entre la nature et la maladie est fait ?

Il y a différents publics. Dans les milieux d'écologistes, de biologistes, d'historiens de l'environnement, l'histoire des zoonoses et de la transmission d'une bonne partie des maladies des animaux vers les humains est connue. C'est l'histoire de la domestication des animaux. Depuis le Néolithique, on sait par exemple que les vaches nous ont transmis un certain nombre de maladies comme la rougeole, ou la variole. La domestication des animaux s'est accompagnée de maladies auxquelles les hommes sont devenus plus ou moins résistants. On sait que la disparition de 90% des

précolombiens consécutive à l'arrivée des Européens est principalement due aux maladies apportées par ceux-ci et contre lesquelles les Amérindiens n'étaient absolument pas immunisés parce qu'ils n'avaient pas développé l'élevage autant que les Européens. Ces faits sont donc connus, à différents niveaux cependant.

La zoonose est favorisée par la réduction continue des espaces sauvages; l'augmentation des épidémies depuis une trentaine d'années serait due à l'emprise croissante de l'homme sur les habitats naturels des animaux sauvages. Cette vision des choses, qui nous apparaît fondée, ne restaure-t-elle pas la conception dualiste d'une nature comme lieu abstrait de l'intervention humaine, à protéger comme tel (wilderness) ?

Des zones proprement sauvages, où il n'y a aucun impact humain, aucune intervention humaine, il n'y en a plus, s'il y en a jamais eu. Et y en aurait-il que la tâche principale ne serait pas de les garder intactes. Dans un article, l'historien géographe américain Mike Davis renvoyait à un certain type d'agriculture chinoise, qui est d'ailleurs une agriculture de type agro-écologique et qui favorisait la venue d'oiseaux sauvages. On est donc aussi dans ce cadre face à des formes de contacts avec le sauvage qui peuvent être des vecteurs de virus. Donc, si on prend l'explication de Mike Davis, tout miser sur la création de zones sauvages, ça ne sert à rien. Mon mari et moi, nous retrouvons d'accord avec des gens comme Descola et Latour pour remettre en cause, comme illusoire, l'idée de la *wilderness*, celle de sanctuariser des espaces sauvages dont on a généralement expulsé les habitants humains. Et du coup, on croit autorisé à faire n'importe quoi hors de ces zones. Or, ce n'est pas le problème. Diminuer l'emprise humaine un peu partout ne serait pas trop mal.

Justement, à propos de cette emprise humaine, se pose la question de savoir jusqu'où l'intervention technologique de l'homme peut aller. Pour certains, il faudrait opter pour des formes réduites de technologie, le low-tech. Mais on trouve, à l'opposé, une attente vitale de technologies médicales de pointe pour sauver les vies. Comment concilier ces exigences qui paraissent contradictoires ?

Je ne suis pas contre ce que dit Bihouix sur les low tech. En fait, Bihouix s'inscrit dans l'argument de Nicholas Georgescu-Roegen suivant lequel toute technologie est consommatrice d'énergie et de ressources rares et accélère l'entropie. Il n'y a pas de technologies « dématérialisées ». De ce point de vue là, le problème, ce n'est pas de trouver des technologies de plus en plus sophistiquées, c'est d'en utiliser moins.

L'approche que nous avons adoptée, mon mari et moi, dans *Penser et agir avec la nature* (La Découverte, 2015) et dans *Bulles technologiques* (Wildproject, 2017) sur la question de la technologie n'est pas technophobe. La question est « comment comprenons-nous l'action technique ? ». Ce que nous avons développé c'est l'idée que, généralement, on comprend l'action technique comme une fabrication, suivant le modèle platonicien du démiurge, celui de l'imposition d'une forme à une matière. On retrouve ce modèle de la fabrication de Platon ou d'Aristote à Marx : c'est la différence que rappelle celui-ci entre l'abeille et l'architecte (celui-ci a construit la maison dans la tête avant de la construire dans la réalité). De cette conception de la fabrication qui est dominante et s'accompagne de l'idée de maîtrise, nous distinguons une autre approche qui est celle du « pilotage ». C'est l'idée que le pilote sur son navire ne fabrique pas son chemin. Il joue avec le vent, avec les courants pour aller où il veut, il utilise à son avantage des processus naturels qu'il n'a pas créés et dont il doit tenir le plus grand compte : il n'a pas affaire à une matière inerte... Quand on prend ce modèle de pilotage, on se rend compte que quantités de techniques s'expliquent et se comprennent de cette manière. Dans l'agriculture, le paysan ne fabrique pas le blé : il le fait pousser, en orientant des processus naturels, en écartant les concurrents. Même chose pour la fermentation : sans pilotage, pas de pain, pas de vin, pas de fromage... Pas plus que le médecin ne fabrique la guérison : il aide l'organisme du malade à se rétablir. Il ne s'agit pas seulement de façons de faire traditionnelles ; un certain nombre de techniques extrêmement sophistiquées, et très récentes, comme les nanotechnologies ou les biotechnologies, s'expliquent beaucoup mieux en termes de pilotage que de fabrication : les nanotechnologies, grâce notamment au microscope à effet tunnel, font travailler des nanoparticules, pour en obtenir des résultats souvent inattendus, elles ne créent pas le résultat.

Pilotage et fabrication ne sont pas exclusifs : les actes techniques concrets

les font intervenir tous deux (l'agriculteur utilise des outils qui ont été fabriqués). Mais on néglige le pilotage, avec comme conséquence que l'on est plus attentif à la puissance technique qu'aux caractéristiques de l'objet technique et à la façon dont il s'insère dans un milieu. Le pilotage, à la différence de la fabrication n'est pas une vision dominatrice de l'action technique. Il ne s'agit pas d'imposer sa volonté en la matière. Il s'agit de coopérer avec des processus, de les tourner à son profit. Et d'autre part, ce qui fait aussi la différence entre fabrication et pilotage, c'est que le pilotage oblige à être très attentif aux effets secondaires et aux actions sur le milieu. Or, les conséquences involontaires des actions techniques sont la source d'une grande partie des dégradations écologiques dont nous souffrons (le changement climatique en est un exemple particulièrement clair : l'augmentation des gaz à effet de serre n'a été ni prévue, ni voulue). On oriente mieux l'action technique, on en prévient mieux les conséquences dommageables en réfléchissant en termes de pilotage qu'en termes de fabrication.

C'est une conception de la technique qui ne se limite pas à l'appréciation de la puissance technique que nous pouvons faire, mais qui est attentive au type d'objet et au contexte à la fois social et naturel dans lequel l'objet intervient.

Peut-on transposer ce modèle du pilotage à, par exemple, l'introduction de la nature dans la ville ? Il s'agirait plutôt d'accompagner la nature plutôt que de la façonner. Et donc de penser la nature en termes de sociabilité comme vous le suggérez.

C'est un peu ça, mais la nature est toujours là en ville. Il n'y a pas besoin de l'introduire. Si vous déparez une rue, très vite des plantes vont pousser d'elles-mêmes. Il faut considérer différents niveaux. Prenez les jardins partagés, les jardins en commun, etc. Ce qu'en retiennent d'abord ceux qui y participent, c'est le lien social que cela établit. Bien sûr, cela permet aussi à des gens qui n'ont pas beaucoup de moyens d'avoir des légumes. Il s'agit d'une situation complexe où, en même temps qu'on se livre à la culture, on se lie les uns aux autres. On ne va pas considérer séparément l'action sur la nature et l'aspect social. Si les deux aspects sont intriqués, c'est que, dans les relations avec l'environnement naturel, on a quitté le

vocabulaire de la causalité (j'agis sur une cause pour obtenir un effet) pour le vocabulaire de la sociabilité (je coopère avec des processus naturels).

Si l'on prend ces éléments et qu'on revient au coronavirus, on comprend le décalage de certaines déclarations. Il y a notamment une métaphore que notre président de la République a ressorti à propos du virus : nous sommes en guerre. Il n'y a pas plus mauvais choix. Le coronavirus n'a pas d'intentionnalité. Il faut trouver les moyens de vivre avec. Il y a des rapports à développer, qui sont des rapports de protection, mais qui excluent que l'on se mette dans une situation de tout ou rien, où le seul objectif est l'anéantissement de l'ennemi.

On assiste, dans la rhétorique politique, à un retour en grâce de l'État et de ses vertus. Avec cette réhabilitation, c'est le renforcement d'une forme de jacobinisme, de planification verticale, de technocratie, de bureaucratie, bien plus proche de l'imposition que du pilotage ?

Je me retrouve sur un certain nombre de points avec le militant de la démondialisation Aurélien Bernier dans sa critique de ce qu'il appelle l'illusion localiste. Le tort, dit-il, est de confondre démocratie locale et décentralisation. Celle-ci s'inscrit dans les politiques néo-libérales de désengagement de l'Etat, qui transfère une partie de ses responsabilités à d'autres niveaux administratifs. Mais cela ne s'accompagne d'aucune démocratisation au niveau local, et cela d'autant plus qu'il y a dissociation entre activités économiques et politiques. La décentralisation ne renforce pas la démocratie locale, elle entretient la compétition économique au plus grand profit des multinationales. Or une confusion comme celle de la démocratisation (politique) et celle de la décentralisation (administrative et économique) est constante. Regardez le vocabulaire de la gouvernance, qui suggère des formes d'horizontalité, de souplesse et d'ouverture, notamment à des initiatives populaires. Mais c'est d'abord le vocabulaire de la gestion économique et du management. Il ne s'agit pas de gouverner les hommes - ou de laisser les hommes s'auto-gouverner, mais d'administrer les hommes comme des choses, à la façon économique, *si l'on reprend la distinction que faisait Saint-Simon entre l'administration des choses et le gouvernement des hommes*. Il faut être extrêmement attentif à une forme

de critique de l'État qui peut nous paraître démocratique, ouverte, etc. et qui, en fait, est néolibérale. Sur la question du néolibéralisme, je partage assez les analyses anarchistes l'anthropologue David Graeber qui dit que le néolibéralisme est une politique qui instrumentalise l'État au service du marché globalisé. Si l'on a ça en tête, toute critique de l'État n'est pas nécessairement bonne. Aurélien Bernier explique que l'illusion de plus d'ouverture démocratique et d'horizontalité, en fait, renforce le pouvoir des groupes internationaux qui se subordonnent les États. Alors oui, avec la crise sanitaire, on a redécouvert une fonction protectrice de l'Etat, disons l'Etat providence plus que l'État au service du néolibéralisme qui depuis Thatcher et Reagan, a été assez systématiquement mis en place. De ce point de vue là, c'est plutôt bon. On se rend compte qu'on avait besoin d'hôpitaux et que tout ça, on ne l'a pas sans État. Cependant, il s'agit d'un Etat autoritaire et paternaliste et la question de la démocratie est posée. Qu'est ce qui peut se constituer comme force démocratique pour contrer le néolibéralisme et l'orientation de l'État au service des grands groupes ? Je partage avec Aurélien Bernier l'idée que croire que l'on pourrait s'en tirer grâce à des groupes locaux est une illusion. On ne s'en tirera pas seulement avec des petits groupes locaux. On a besoin d'outils et d'outils étatiques, mais il faut les soumettre à un contrôle démocratique..

Ce qui pose la question de l'échelle, de la bonne dimension de l'organisation sociale ? Quand on parle de démocratie, on vise des réalités qui, en taille, n'ont parfois rien à voir.

C'est sûr que plus vous montez en généralité ou en échelle, plus vous perdez en démocratie. Les institutions européennes sont moins démocratiques que les institutions des États qui ne le sont pas énormément. C'est pourquoi un gouvernement mondial ne paraît pas souhaitable, je reste sur les idées de ce qui a été montré au 18^{ème} siècle par Montesquieu et repris par Kant à savoir qu'un gouvernement mondial ne pourrait être que despotique. C'est une question d'échelle. Les institutions internationales sont très peu démocratiques. On ne peut pas court-circuiter le niveau étatique. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas à critiquer l'Etat. Ce n'est pas « Saint État priez pour nous », mais on ne peut pas se passer du niveau étatique.

Le pouvoir économique et financier s'est mondialisé à partir des

années 80; il s'est extrait de la régulation publique, emprisonnée dans le cadre national. Le cadre international, faible, est inopérant. Comment contrôler cette puissance énorme qu'est le capitalisme financiarisé et mondialisé ?

Honnêtement, je ne sais pas très bien. Il n'y a pas de solution parfaite. Après la crise financière de 2008, on n'a pas fait grand chose pour que ça ne se reproduise pas. Or, il y avait des leçons à tirer. Donc, comment dire, on n'est plus à l'époque où on disait on va faire la révolution et prendre le pouvoir. Mais il y a peut-être des façons d'intervenir moins mauvaises que d'autres. Mais la situation est assez inquiétante. Comme philosophe, je peux juste dire qu'un gouvernement du monde, ce n'est pas la solution.

Si vous aviez la possibilité aujourd'hui d'édicter une mesure pour que le monde de demain ne soit plus celui d'hier, quelle serait-elle ?

Ce serait sans doute des formes de régulation. Je pense que ce serait lutter contre la dérégulation. Récemment invité sur France Inter, Louis Schweitzer, qui fut PDG de Renault, a plaidé avec fermeté en faveur de la planification publique. Je me suis retrouvée dans ses propos.



3 | CONCEVOIR LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE ÉCOFÉMINISTE, COMME UN COMMUN

Interview [PASCALE VIELLE] | Les recherches de Pascale Vielle portent sur le droit et les politiques de la protection sociale à l'échelon international et européen, ainsi que sur l'approche du droit par le genre. Professeure de droit social à l'université catholique de Louvain et membre de plusieurs conseils scientifiques, elle a dirigé l'Institut fédéral pour l'égalité des femmes et des hommes, a travaillé à l'Organisation internationale du Travail et a été membre du Conseil supérieur de la Justice]



Quelle lecture écoféministe peut-on faire de la crise actuelle ?

Je pourrais, selon une démarche pragmatique, typique de l'écoféminisme, partir de ma propre expérience. Au tout début de cette épidémie, j'ai traversé des problèmes de santé. Peut-être le Covid-19, et en tout cas une névralgie invalidante et une immense fatigue, alors même que je devais « basculer » six groupes d'étudiants en ligne. J'ai finalement pris quinze jours de repos pendant les vacances de Pâques, et je me suis consacrée à des activités pratiques légères – de vraies vacances en confinement.

J'ai reçu mon premier masque, réalisé par une amie infirmière pendant ses heures de repos ! Ce geste de mon amie m'a aidée à comprendre qu'en dépit des déclarations du gouvernement, le port généralisé de masques dans l'espace public constituait un élément important de la protection collective, mais aussi une protection individuelle relative qui manquait à de nombreuses personnes. A commencer par les intervenants de première ligne qui étaient encore nombreux à ne pas disposer de masques du tout, ainsi que des publics précarisés comme les sans-abri. Alors, moi qui n'avais plus cousu depuis trente ans, j'ai sorti la machine à coudre héritée de la

grand-mère qui m'avait jadis enseigné la couture. Cette expérience, je l'ai partagée avec de nombreuses femmes, et elle a suscité parmi nous des prises de conscience en cascade.

Très vite, nous avons réalisé que, parmi les commerces essentiels, le gouvernement n'avait pas identifié les magasins de tissus et les merceries (plus tard, j'ai d'ailleurs découvert que la filière du textile, elle non plus, n'avait pas été déclarée secteur essentiel, et qu'en dépit de la demande insistante des travailleurs de réorienter la production vers les masques et les blouses pour les soignants, des entreprises avaient préféré la solution du chômage temporaire). Première prise de conscience d'errements politiques dont on ne mesure pas encore l'ensemble des tenants et aboutissants, mais qui aura des conséquences pratiques sur la confection domestique des masques.

Prenons l'approvisionnement en tissu. Beaucoup parmi nous avaient commencé avec du tissu de récupération, mais la volonté était de garantir un matériau d'une hygiène irréprochable (dont une face extérieure en polyester). A cette époque, il n'était en principe pas permis de sortir pour ce qui n'était pas considéré comme une activité essentielle. Pour approvisionner le réseau, certaines ont donc pris rendez-vous avec les marchands de tissu, en veillant à ne pas y aller à plusieurs, et en étant prudentes dans les déplacements vers les fournisseurs, et de l'une à l'autre. La confection de masques était presque une activité clandestine, une forme de « désobéissance civile », qui s'est développée sur l'ingéniosité et la débrouillardise de collectifs de femmes.

En se réappropriant ces savoir-faire si peu valorisés, souvent oubliés, nous avons développé une expertise pratique : « quels tissus adopter pour une bonne protection ? », « comment concevoir un système d'ajustement du masque ? », « comment limiter les chutes de tissu, et les centimètres d'élastique ? », « comment bien utiliser un masque ? », « comment l'entretenir ? ». Nous avons comparé et étudié tous les tutos, testé mille variantes. Conscientes de notre responsabilité à l'égard des utilisateurs de masques, nous voulions leur garantir la meilleure qualité, tout en veillant à concevoir des solutions pratiques – et économes en matières premières rares – qui permettent d'améliorer notre production. La filière s'est révélé un gisement extraordinaire d'innovation technique.

Nous avons compris aussi qu'il y avait des pénuries de certains produits essentiels, comme les élastiques, qu'il fallait faire venir de l'étranger – parfois de Chine. Cela semble insignifiant, mais pour un masque, il faut 40cm d'élastique par personne. Donc pour 2 masques par personne, il faut presque 1m (aujourd'hui vendu en mercerie à 1 € le mètre !). Et les élastiques sont difficiles à remplacer par d'autres solutions confortables et aisées à fabriquer. Beaucoup parmi nous ont alors pris conscience de notre dépendance économique et commerciale à l'égard de pays qui pouvaient brutalement interrompre la chaîne d'approvisionnement de biens parfois essentiels. Et de la nécessité de relocaliser certaines productions.

Un autre aspect qui en a choqué plus d'une, c'est le discours politique infantilisant qui a dominé dès le début à propos des masques. « Les gens vont les mettre n'importe comment, ça causera plus de problèmes que ça n'en résout », « ils se croiront protégés et oublieront les autres mesures de distanciation », etc. Une approche très différente de celle adoptée au Sud Kivu par le docteur Mukwege, qui a immédiatement reconnu l'incapacité du système à affronter la crise sanitaire qui s'annonçait, a enjoint à la population de porter un masque dans l'espace public, et diffusé des consignes simples pour le confectionner et le porter – alors même que nous, couturières belges, n'en avons toujours reçu aucune six semaines après le début de l'épidémie. En réalité, même les maladroits protègent et sont mieux protégés avec plutôt que sans masque. Et pour bien utiliser un masque, il suffit de respecter trois règles élémentaires : 1 - Vous le mettez, vous n'y touchez plus. 2 - Vous l'enlevez par les élastiques et vous le nettoyez. 3 - Et vous mettez un filtre dedans et vous changez le filtre maximum toutes les 3 heures. Certaines couturières ont alors travaillé sur les consignes d'utilisation aux utilisateurs finaux, afin que tout le monde ait accès à la meilleure protection possible.

Et puis surtout, on a développé des solidarités. Dans mon cas, c'était parti d'une volonté de protéger mes proches, de faire quelque chose pour eux. Puis, encouragée par mes amies et mes progrès, j'ai proposé, via un site facebook du quartier, de créer un petit réseau de proximité pour fournir des masques aux travailleurs et travailleuses de première ligne ou à des publics vulnérables. Quand j'ai repris les cours après les vacances, je n'ai pas pu poursuivre la coordination du groupe, que j'ai transmise à la Brigade de solidarité populaire à Saint-Gilles – qui assure désormais la production,

mais aussi la distribution auprès de publics en situation de précarité.

Des amies avaient pour leur part créé dans une autre zone de Bruxelles une communauté d'entraide avec des femmes d'origines socio-économiques variées. Un collectif qui fonctionnait très bien et qui permettait d'organiser l'approvisionnement, de s'échanger des tuyaux sur la confection, d'assurer la distribution, etc. Les couturières étaient motivées par ces échanges, mais aussi par le fait de maîtriser toute la chaîne de production, depuis la fourniture jusqu'à l'identification des groupes de bénéficiaires. Ce collectif s'est mis à produire, en très grand nombre, des masques conformes aux consignes des hôpitaux, donc avec un degré relativement élevé de protection individuelle. En les distribuant à des publics fragilisés, certaines couturières ont parfois découvert qu'elles s'adressaient à des personnes qui n'avaient même pas de quoi se laver les mains, ou tout simplement pas de toit pour se confiner. Le voir et le vivre a un autre impact cognitif que de le lire dans le journal ! C'était à la fois des prises de conscience importantes, et une vraie démarche d'entraide. Entre femmes, et vis-à-vis d'autrui.

Alors que tout ce mouvement était né d'un élan solidaire et bénévole (certaines, dont moi-même, avions acheté du tissu à nos frais), des collectifs du secteur non marchand et des pouvoirs locaux ont bientôt commencé à commander aux réseaux de couturières des masques en grande quantité, souvent pour leurs travailleurs. Ces organisations, et puis ensuite le gouvernement, ont « naturalisé » la gratuité de la confection des masques, et même des fournitures (2 à 3 € par masque). Aujourd'hui, on trouve sur le marché des masques, jetables ou en tissu, parfois très chers et de qualité douteuse. Et puis il y a les masques « solidaires », et gratuits, pour lesquels on compte sur les organisations de couturières. L'évolution du discours officiel à l'égard du port du masque s'est donc en réalité accompagnée d'une récupération de réseaux de solidarité qui s'étaient constitués « malgré » les pouvoirs publics, et pour pallier leur indigence à protéger la population. Les couturières se sont trouvées débordées par la demande, certaines se sont épuisées, et tout ceci a dénaturé le sens profond de leur geste initial ; il n'est pas certain que ces formes d'auto-organisation y survivront.

Par ailleurs, parmi les couturières, il y avait aussi des couturières professionnelles qui, au bout d'un moment et face à cette évolution, ont dit « non. Ou au moins au prix coûtant. D'ailleurs, si possible un peu

plus : c'est notre métier ! ». Alors la question des solidarités entre les femmes s'est posée : les bénévoles ne voulaient pas faire de concurrence déloyale à celles dont c'était le métier. Donc, elles ont commencé à se demander comment organiser les filières de distribution pour faire en sorte d'écouler des masques là où ça ne porterait pas préjudice aux couturières professionnelles. Et puis certaines ont commencé à écrire des slogans sur les masques. Elles ont trouvé du tissu blanc, et ont utilisé les masques comme instrument de mobilisation, pour les soignants, ou d'autres causes.

Pour résumer, toute cette expérience concrète de fabrication de masques a fait émerger plusieurs choses auprès des couturières :

Tout d'abord, « une éthique du *care* » sur laquelle repose toute la démarche, et qu'on peut définir comme une attention et un soin portés à la vulnérabilité, aux plus vulnérables, à l'« autre » que soi-même, au différent. Confectionner des masques, c'est « prendre soin ». Cette éthique est profondément ancrée dans l'approche écoféministe en général. Une éthique de la solidarité aussi, fondée ici sur la prise de conscience d'une commune condition, liée à la dévalorisation structurelle de savoir-faire « féminins », et alimentée par la constitution de réseaux de soutien et d'entraide.

Ensuite, des préoccupations écologiques fondamentales : pourquoi des masques jetables, lorsqu'il est possible d'équiper toute la population de masques réutilisables ? Et dès lors, comment ne pas questionner l'utilisation de cotons démaquillants ou de serviettes à usage unique ? Et de tant d'autres biens non réutilisables d'usage quotidien ? Les couturières ont compris que certains matériaux venaient de très loin, souvent produits par des travailleurs – et des travailleuses ou des enfants – exploités, que l'élastique provient d'un marché mondial dont nous sommes dépendants, et que rien ne remplace tout cela pour le moment à l'échelon local. Qu'en fait, la mondialisation se fait au détriment de tous, puisqu'une fois que la chaîne d'approvisionnement mondiale est stoppée, ces biens de première nécessité disparaissent. Qu'il est nécessaire de relocaliser ces productions.

On voit aussi une autonomisation, liée à la réappropriation d'un savoir faire, et d'une chaîne de production – avec les limites liées à la délocalisation de certains matériaux.

Il y a également une prise de conscience politique progressive, qui se traduit par une organisation, une mobilisation et puis des revendications qui portent sur la revalorisation des métiers « féminins » comme la couture. Des couturières professionnelles se sont désormais organisées en coopérative pour proposer leurs services de confection de masques, avec toute une réflexion politique. Par ailleurs, et de manière plus générale, l'expérience a révélé aux couturières l'invisibilisation des métiers du soin. Qu'en était-il de la protection des infirmières à domicile ? Du personnel dans les homes ? Des logements sociaux ? La presse parlait des décès des personnes âgées, mais il y avait aussi tous ces soignants de première ligne qui n'étaient pas équipés et qui n'avaient rien – et qui outre le risque auquel ils étaient exposés, risquaient de contaminer les patients. Et puis, il y avait aussi les caissières qui n'étaient pas protégées... Les couturières ont donc développé tout une réflexion autour de leur invisibilité, de l'exposition au risque des métiers du soin, métiers en général exercés par des femmes (même s'ils peuvent aussi l'être par des hommes, bien sûr). A partir de là, elles ont élaboré des revendications : que tout le monde puisse se réapproprier ces savoir-faire et que ceux-ci soient revalorisés.

Bien sûr, nous savons tous cela plus ou moins consciemment. Mais en faire l'expérience – c'est bien là un des apports de l'écoféminisme qui adopte une posture pragmatique –, change tout : cette expérience concrète va façonner le regard sur le monde des couturières. Elles ne produiront et ne consommeront sans doute plus de la même façon.

À partir de ces apprentissages, elles questionneront sans doute une institution comme la sécurité sociale en se demandant déjà pourquoi ne protège-t-elle pas mieux les soignants ? En mettant davantage l'accent sur la prévention (leur santé et leur sécurité au travail), par exemple, dans une optique de *care*. En reconnaissant leur contamination comme un risque professionnel ? En se demandant ensuite pourquoi ne nous donne-t-elle pas plus de temps pour nous réapproprier des savoirs et des savoir-faire qui permettraient plus d'autonomie (et de ce fait, une relocalisation des productions) ? Cela vaut pour les masques, mais aussi pour l'alimentation par exemple. Et en se demandant enfin comment peut-elle assurer des besoins essentiels, c'est à dire des besoins d'hygiène, la fourniture de masques et la fourniture d'un toit ? Et puis, à partir de l'épidémie, de manière plus générale, comment la sécurité sociale peut-elle mieux

prendre en considération le soin que nous portons (voudrions / devrions porter) chacun/e à autrui, enfants, personnes dépendantes – malades, âgées – mourantes ? Et comment faire pour que ces tâches de soins soient réappropriées tant par les hommes que par les femmes ?

Il s'agirait de concevoir cette sécurité sociale, dans une perspective écoféministe, comme un commun : c'est-à-dire quelque chose qui ferait l'objet d'une large délibération, et que tout le monde pourrait gérer collectivement. Chacun et chacune devrait pouvoir dire à quoi cette sécurité sociale doit servir, comment il s'agit de la gérer, de la financer.

Pour monter un peu plus en généralité, quelle serait votre vision de la sécurité sociale d'un point de vue écoféministe ?

Au-delà de la transition climatique, les écoféministes vont penser transition « écologique ». Elles vont d'emblée penser le système comme devant à la fois réduire la crise écologique sur le moyen et le long terme et, dans l'immédiat, accompagner ses effets qui se font déjà sentir et vont encore augmenter dans les prochaines années.

A partir de là, il faudrait concevoir la sécurité sociale comme un système « éco-compatible », c'est-à-dire une sécurité sociale qui soutient ce régime économique et la transition climatique, parce qu'elle est conçue dans la conscience de la finitude des ressources naturelles et pour réduire les nuisances environnementales, et par ailleurs qu'elle vise à assurer la résilience de notre société et la protection de chacune et chacun face au changement climatique; mais aussi une sécurité sociale que ce régime de transition climatique soutient en retour, en lui garantissant un financement stable, et indépendant d'une croissance économique qu'il nous faut abandonner.

C'est aussi un système au cœur duquel on place la question du *care*, du soin, à la fois le soin lui-même, comme fonction sociale qu'il est fondamental de reconnaître et de valoriser, compte tenu des problèmes que nous allons affronter, liés à la destruction de notre environnement mais aussi l'éthique du soin. Le système doit être pensé à *partir* de l'éthique du *care* : c'est-à-dire en se mettant à la place du plus vulnérable en se demandant : de quoi

a-t-il besoin?

Cette éthique du *care*, c'est aussi la prévention ? Qu'y a-t-il derrière ce mot « soin » ?

Derrière ce mot « soin », il y a en effet toute la question de la prévention – et de la préparation : stocks de masques, de matériel médical, etc. Toute la question de la santé publique (y compris d'ailleurs la question du corps des femmes dans cette santé publique et notamment toute la problématique des violences obstétriques).

Il y a tout le soin aux personnes vulnérables, dépendantes, handicapées, les personnes âgées, les petits, les personnes malades, les personnes en fin de vie... c'est très large. Le soin qu'il convient de leur dispenser, ces actes concrets et répétitifs, fondés sur « l'attention » à leurs besoins, la « prévention » de ces besoins – on revient à la notion de prévention.

Mais il y a encore au-delà l'idée du soin qu'on peut apporter à la terre et à notre environnement proche. Et ça, c'est une étape supplémentaire. L'idée serait que la sécurité sociale incite à développer des collectifs qui cogèrent des communs, des communautés locales, d'énergie, d'agriculture... Et qu'elle alloue à cet effet du temps à chacune et à chacun. Sachant que ces collectifs doivent être pris en charge tant par des hommes que par des femmes, sinon, on retombe dans les travers qu'on veut éviter, et on renforce un système qui tend à faire assurer par les femmes les activités les moins rémunérées. C'est une réflexion qu'il s'agit de construire exactement de la même manière que la réflexion en cours autour des congés parentaux, par exemple.

Afin de clarifier une dernière chose pour ceux et celles qui ne connaissent pas très bien l'écoféminisme: en quoi le fait que ce soient des femmes qui aient amorcé ces réflexions autour des masques n'indique pas un retour de l'essentialisme ?

Si vous regardez la mouvance écoféministe, il existe des écoféministes essentialistes, bien sûr. Et il y en a d'autres qui ne sont pas dans cette perspective-là, que l'on peut qualifier plutôt de « constructivistes » : elles

viennent du mouvement syndical ou adoptent une approche plus politique. Pour ces dernières, cette proximité des femmes et de la terre - ou des femmes et de la couture, pour reprendre notre exemple -, constitue une construction sociale : historiquement, les femmes se sont transmis des savoirs et des savoir-faire qui en réalité, devraient être ceux de tous. Dans une vidéo récente, Vandana Shiva dit en substance « ce n'est que le début de beaucoup de problèmes qui vont augmenter avec le réchauffement climatique et les crises environnementales. Si j'ai un seul mot à dire aux jeunes - les garçons comme les filles - c'est de vous réapproprier les métiers manuels : ce sont les métiers qui auront le plus de valeur à l'avenir ».

Ce leitmotiv écoféministe de « reclaim », de réappropriation de savoirs, de savoir-faire, indispensables à la transition écologique, et dévalorisés parce que considérés comme « féminins », s'applique à toutes et tous. A la limite, peu importe que la posture de telle ou telle écoféministe soit naturaliste, essentialiste ou constructiviste, qu'elles pensent que les femmes sont naturellement proches de la Terre ou qu'il s'agit d'une construction sociale. Parce que leur revendication, c'est que ces valeurs féminines, ces savoirs-faire féminins qui se transmettent de mère en fille, de grand-mère en petite-fille, soient réappropriés par toutes et tous, pour le bien à la fois de l'humanité et de la nature, que nous devons envisager dans une relation de continuité.



4 | GARDONS NOS VILLES PLUS RESPIRABLES APRÈS LE DÉCONFINEMENT

Analyse [ISABELLE PAUTHIER | Députée régionale bruxelloise Ecolo, ancienne directrice de l'ARAU]



Le confinement forcé a eu au moins un effet positif : retrouver la ville sous un angle plus agréable : les rues sont désertées par les véhicules à moteur qui les squattent habituellement, l'air est plus respirable, le silence permet de redécouvrir les chants d'oiseaux, ... Nos balades virtuelles sur les réseaux sociaux révèlent la fascination des internautes, qui postent des photos montrant des mers d'asphalte vidées du patchwork de carrosseries. La vacuité de ces espaces apparaît subitement comme une opportunité pour d'autres types d'usages : pour les piétons, pour les cyclistes, pour le badminton, pour les jeux d'enfants, le tout à bonne distance sociale. Il importe en effet, afin d'éviter la propagation de la pandémie, de préserver une salubre distance physique d'au moins 1,5 mètre, si on souhaite s'entendre, et davantage si pas d'affinités. Les espaces publics sont petits à petits récupérés par les habitant.e.s. En attendant le retour à la « normale » ?

Déjà fondamentale dans le monde pré-Covid, cette question devient aujourd'hui critique : pourquoi se serrer sur des trottoirs trop étroits dans de nombreuses voiries ? Pourquoi ne pas déborder sur l'espace habituellement dévolu aux véhicules motorisés, qui occupent près de 70% de la place pour rester près de 95 % du temps immobiles ?

Nos salubres usages sociaux se dilatent dans l'espace.

L'urbanisme tactique

Inventé en 2005 à San Francisco par le collectif Rebar, promoteur du « park(ing) day » qui consiste à aménager pour 24 heures des pocket parks (parcs de poche) et autres lieux de sociabilité sur des emplacements de parking, l'urbanisme tactique consiste à récupérer l'espace public par des actions temporaires, artistiques, décalées, issues des communautés locales. Considéré comme le théoricien du concept, Mike Lydon¹, un urbaniste qui dirige le collectif activiste new-yorkais *The Streets Plan*, le définit comme « une série d'actions réalisées à petites échelles dont l'objectif est de répondre à quelque chose de plus large. Ainsi, il s'agit de gestes délibérés qui agissent localement, à l'aide de moyens réduits et pour un laps de temps relativement court sur un espace collectif — ou qui devrait être utilisé comme tel — sous ou mal utilisé. »²

Cet urbanisme est « tactique » parce qu'il propose de développer des aménagements temporaires ciblés là où la population identifie un besoin impérieux à mettre en œuvre. Au moyen de mobilier urbain facile à installer, il est ainsi possible de démontrer les changements possibles à l'aménagement d'une rue, d'une intersection ou d'un espace public. On peut ainsi montrer comment cet aménagement est susceptible d'influencer le comportement des usagers, et construire les conditions du changement, éventuellement de manière définitive. Il s'agit d'un outil qui ouvre des perspectives intéressantes dans la redistribution de l'espace public.

Parmi ces pratiques, certaines ont rejailli à l'occasion du confinement. Dès fin mars, émergent un peu partout des appels à mettre en œuvre des pratiques d'urbanisme tactique : en particulier celles qui consistent à récupérer une partie des rues au bénéfice des modes actifs que sont les piétons et les cyclistes au moyen d'installations provisoires : signalisation verticale (blocs de béton, plots, cônes de signalisation, bacs à fleurs, barrières Nadar...) ou horizontale (marquages, pochoirs de vélos peints au sol,...). Le 8 avril 2020 un article du *New York Times*, « The magic of empty streets » décrit les diverses initiatives prises dans le monde. Sans surprise, ce sont les villes innovantes en matière d'urbanisme qui ont lancé

1 Mike Lydon, *Urbanisme tactique 2 : action court terme, changement au long terme*, 2010 .

2 <http://www.vrm.ca/lurbanisme-tactique/>

le mouvement : Montreal, New York, San Francisco, Mexico, Bogota, Berlin, Hambourg, Dublin, Oackland... Cet article évoque les rues comme « paradis des piétons » : les parcs sont suroccupés, occupons les rues. Les militants cyclistes se ruent sur cette opportunité inespérée de se voir enfin reconnaître leur droit à la sécurité dans l'espace public. En Allemagne, Berlin publie un guide de recommandations d'aménagement. Celui-ci est rapidement traduit et diffusé dans l'immense réseau des militants cyclistes. En France, Pierre Serne, président du club des Villes Cyclables, est nommé par la ministre de la transition écologique Elisabeth Borne pour étudier la mise en place de solutions de réseaux cyclables temporaires et le CEREMA édite un guide technique afin d'outiller les municipalités dans l'aménagement de pistes cyclables temporaires qui permettent de respecter les distances interpersonnelles.

Initiatives bruxelloises

Bruxelles emboîte le pas. Le 15 avril, la Ministre Elke Vanden Brandt écrit à l'ensemble des communes bruxelloises afin de leur proposer de rentrer des projets d'aménagements de zones de rencontre ou de rues cyclables. Des ordonnances de police permettent en effet de réaliser rapidement des aménagements temporaires. Ixelles a déjà fermé la circulation autour des étangs d'Ixelles. La largeur des trottoirs ne permet en effet pas d'assurer la distance sociale dans un espace très recherché par beau temps pour ses qualités rafraîchissantes et paysagères. Saint-Gilles aménage 12 zones de rencontre temporaires et 8 rues cyclables. Schaerbeek propose un parcours continu dédié aux coureurs sur le pourtour du parc Josaphat. Anderlecht, Bruxelles Ville, Etterbeek, Evere, Forest, Koekelberg, Ixelles, Jette, Molenbeek, Watermael Boitsfort, Woluwe Saint-Pierre, ... font également des propositions. La ministre a annoncé la mise en oeuvre de 40 km de pistes cyclables temporaires sur les radiales, la moyenne ceinture et les « missing links » que les associations cyclables attendent depuis des années. La révolution cyclable est enfin en route à Bruxelles ! Ces aménagements visent à améliorer la qualité de vie dans les quartiers. Ils sont cohérents avec la zone 30 généralisée et le projet de plan régional de mobilité Good Move qui prévoit la création de mailles apaisées dans tous les quartiers.

Autres mesures fortes : le bois de la Cambre est fermé à la circulation, l'ensemble du Pentagone, première zone test des mailles apaisées du Plan régional de mobilité Good Move, est déclaré « Zone de rencontre », ce qui signifie que piétons et cyclistes sont prioritaires et autorisés à circuler sur la chaussée, où la vitesse est réduite à 20km/h, et plus seulement sur les trottoirs ou pistes cyclables.

Ce mouvement fait étrangement écho à celui qui a entraîné la transformation des politiques de mobilité aux Pays-Bas dans les années 70.³ Le choc pétrolier, combiné au nombre croissant d'accidents de la route impliquant des jeunes cyclistes face à des voitures, a réuni pouvoirs publics et citoyens autour d'un nouveau paradigme centré sur le vélo. Avec le succès que l'on sait.

Le contexte de pandémie et les contraintes sanitaires qu'il implique a permis, un peu partout dans le monde, de débloquer les oppositions de principes à toute mesure qui aurait pu être perçue comme préjudiciable au trafic automobile. Les habitant.e.s des zones urbaines ont découvert l'espace public qui leur échappait, et n'entendent pas le rendre aisément. A juste titre, tant les preuves s'accumulent pour dénoncer les externalités négatives, en matière économique, environnementale ou de santé publique, d'une mobilité urbaine trop longtemps basée sur la seule voiture. Nous assistons en ce moment à des avancées majeures, qui devront être confirmées en suivant les procédures d'usage : à partir du moment où ces aménagements deviendraient définitifs, des enquêtes publiques restent obligatoires.

En attendant, ces aménagements permettront d'évaluer ce qui fonctionne, ou pas, d'améliorer les dispositifs par le retour d'expériences, d'en débattre avec les citoyens. On peut donc y voir une manière de démocratie directe qui s'adosse ou s'ajoute à la démocratie représentative.

3 Le retour de la bicyclette, une histoire des déplacements urbains en Europe, de 1817 à 2050, La Découverte, 2014

Le rôle précurseur de la société civile

L'urbanisme tactique est envisagé dans une dimension participative, en lien direct avec les riverains ou les associations de terrain. Pour cette raison, les canadiens préfèrent l'appellation d'urbanisme participatif, qui intègre pleinement cette vision. Si l'espace public est un bien commun – et il l'est – il est bien normal que l'expression populaire s'exprime autrement que par le biais des traditionnelles enquêtes publiques top-down.

Les Bruxellois sont déjà familiarisés avec de ce type de pratiques. Dès 2000, en effet, suite à l'échec du premier plan de réaménagement des boulevards du centre en 1998, les associations spécialisées en environnement urbain⁴ ont promu le mouvement « Reclaim the streets »⁵ qui organise les street sharing party. Ces associations accompagnent également depuis 2008 l'organisation par les Bruxellois de diverses actions soutenues par Bruxelles Environnement dans le cadre du programme Quartiers durables »⁶, qui comprend un volet « Se réapproprier l'espace public pour l'usage des citoyens » : des aménagements verts provisoires, des rues réservées aux jeux, des fêtes de voisins dans l'espace public, etc. Rappelons qu'en 2012, c'est l'appel lancé par Philippe Van Parijs sur Facebook qui a incité plus de 3.000 personnes à venir pic niquer sur la place de la Bourse, soutenu par la société civile sous la bannière Reclaim the streets. Cette occupation⁷, réalisée sans autorisation préalable de la police, a entraîné la décision de la Ville de Bruxelles de piétonniser les boulevards du centre. Cette action de désobéissance civile a mis en évidence un besoin physique, sanitaire, d'espaces publics, dans toutes les couches de la population (l'ouest du Pentagone, très densément peuplé, dispose de peu d'espaces verts) mais aussi la revendication de l'espace public comme bien commun, comme

4 Les associations suivantes soutiennent STREETSHARING le 27 septembre 2002 : Comité Anneessens, ARAU, Bral - Brusselse Raad voor het Leefmilieu, Comité de Défense des Habitants de Bruxelles-Centre, Centre International, Collectif sans Ticket, Cyclo - Brusselse afdeling van de Fietsersbond, Comité Dansaert 96 boîte 5, Future World Funk, Gracq, Gutib, IEB - Inter-Environnement Bruxelles, Jeugd en Stad, KVS/de Bottelarij, Ligue des familles (Régionale de Bruxelles), Werkgroep Belangen van De Markten, NoMo, PlaceOvelo, Recyclart, RisoBrussel, RisoKuregem, Comité Saint-Jacques. Source : Indy media

5 https://en.wikipedia.org/wiki/Reclaim_the_Streets

6 Rebaptisé « Inspirons le quartier » en 2016

7 L'occupation de places publiques évoque également des mouvements récents de protestations sociales et de désobéissance civile : Occupy Movement (2011) qui a mobilisé dans 95 villes dans 82 pays contre les inégalités économiques et sociales ou Nuit debout (2016) contre la Loi Travail en France.

espace politique (et non plus comme espace réduit à la fonction circulaire et commerciale). Plus récemment, le mouvement des rues scolaires a également été mû par des considérations sanitaires : la protestation contre la pollution de l'air qui entraîne chaque année près de 10.000 décès prématurés par an dans notre pays et fragilise particulièrement les systèmes respiratoires des enfants. Ces initiatives répondent à des besoins sociaux nouveaux, et ont été considérablement renforcées par la crise du Covid-19.

Après le déconfinement, gardons l'espace public

La crise que nous vivons est une crise sanitaire, elle appelle des réponses sanitaires. Les niveaux de pollution de l'air constatés ces dernières années en sont une autre : ils causent en effet la mort prématurées de 10000 personnes chaque année en Belgique et amputent chaque Bruxellois.e.s de plus d'un an d'espérance de vie en bonne santé. La crise du coronavirus a démontré, s'il le fallait encore, le lien direct et immédiat entre la pollution de l'air et le trafic routier. Mais si en seulement quelques jours de trafic réduit les résultats positifs ont été visibles et mesurables, le retour à la « normale » risque d'être aussi rapide. Surtout dans un contexte sanitaire qui semble dissuader de recourir aux transports publics.

Plusieurs urbanistes ont déjà attiré l'attention sur le risque de voir réapparaître l'omnipotente voiture et son cortège de nuisances, alors qu'on sait que la pollution de l'air est susceptible d'aggraver le virus. Quel terrible paradoxe cela serait d'assister, impuissants, au retour de l'individualisme le plus égoïste après une crise qui a mobilisé résistance et solidarités collectives. La société crève, justement, du désinvestissement dans les services publics au profit de l'individualisation, voire la privatisation de chaque segment de la vie, dont le transport.

« Au moment du déconfinement, l'un des défis va être d'éviter la saturation des transports collectifs, incompatible avec la sécurité sanitaire », rappelle Mathieu Chassignet, ingénieur à l'Agence pour la maîtrise de l'énergie (Ademe) des Hauts-de-France et spécialiste des mobilités. Le report vers l'auto individuelle ne sera pas possible pour tout le monde et, quoi qu'il en soit, pas souhaitable à l'heure où l'enjeu sera aussi de ne pas retomber

dans les extrêmes de pollution de l'air. »⁸ Il faut tout doucement nous désintoxiquer de l'usage immodéré de la voiture, même si, bien sûr, il restera toujours une place pour ceux qui n'ont pas d'alternatives, les personnes à mobilité réduite, les artisans, les taxis, les véhicules d'urgence,...

En matière de mobilité, les Belges oscillent depuis 30 ans dans la politique de l'oeuf et de la poule : j'abandonnerai ma voiture quand les alternatives seront satisfaisantes. En ville, elle le sont mais il faut leur faire physiquement de la place et les sécuriser par la modération de la vitesse des véhicules motorisés.

Ces expériences d'urbanisme tactique, nous pouvons donc en conserver les bénéfiques à l'occasion du déconfinement, d'autant qu'il faudra, plus que jamais, conserver nos distances de sécurité afin d'éviter de nouvelles flambées de contamination au Covid-19. N'attendons pas demain, et anticipons les décisions difficiles. Préparons les mesures déjà annoncées : le renforcement de la LEZ qui va vider Bruxelles des véhicules Euro 4, la sortie des carburants fossiles décidés par le Gouvernement précédent d'ici 2030 pour le diesel et 2035 pour l'essence.

Ici et maintenant

Paradoxalement, ces mesures de distanciation sociales, qui sont difficiles à vivre parce qu'elles nous rappellent combien nous sommes des êtres sociaux, pourraient contribuer à recréer à l'avenir davantage d'interactions sociales.

Maintenons après le confinement cette forme de contribution pratique à la lutte contre le réchauffement climatique. Maintenons un cadre de vie agréable en ville pour que l'expérience parfois douloureuse du confinement en appartement ne réamorçe pas la pompe de l'exode urbain : les jeunes ménages quittent Bruxelles au rythme de 10.000 personnes par an, en général au deuxième enfant. Le bruit et le manque de verdure constituent

8 <https://www.humanite.fr/comment-se-deplacer-mieux-et-en-securite-apres-le-deconfinement-les-pistes-suivies-par-les-grandes>

les premiers facteurs d'exode. Cet exode a des conséquences énormes en termes sociaux (perte de temps dans les embouteillages, stress, fatigue,..) et en termes collectifs (étalement urbain, mitage des paysages, coût des infrastructures, concurrence fiscale inter régionales puisque les contributions sont dues sur le lieu de résidence...). Bruxelles a tout intérêt à garder ces ménages et, par conséquent, à leur proposer une qualité de vie décente, dans les espaces privés (qualité des logements) comme dans les espaces publics qui doivent devenir « enfants admis » et réinvestis par la nature. Ce n'est pas un hasard si les Communes proposent d'étendre l'espace voitures non admises autour des grands espaces verts : l'ombre des plantations, la beauté des arbres d'alignement concourent à la qualité de vie (et à la lutte contre le changement climatique par la lutte contre les îlots de chaleur, en maintenant une certaine humidité, etc.). Nous savons également que la sécurité routière constitue une condition primordiale à l'usage du vélo, en particulier pour les enfants qui vont devoir retourner à l'école à partir du 18 mai. Il fait beau. A Bruxelles deux tiers des déplacements font moins de 5 km. Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir le déploiement confiant du vélo en ville et assurer, là aussi, une cohabitation respectueuse avec les piétons.

Une ville marchable, pas une ville marchandise

Au départ alternatif à l'urbanisme conventionnel, l'urbanisme tactique peut aujourd'hui s'articuler avec les approches institutionnelles, ne serait-ce que parce que les temps de disette budgétaires sont revenus et qu'on n'a plus le temps d'attendre. Mais, attention, pour ne pas pervertir l'urbanisme tactique, restons dans des formules gratuites et universelles⁹. La marchandisation de l'espace public n'est pas l'objectif. C'est la vocation commerciale et événementielle donnée au piétonnier par la Ville de Bruxelles qui a entretenu la critique du projet. L'exploitation de l'espace public à des fins événementielles a conduit au refus des plantations place De Brouckère, par exemple.

La crise liée à la pandémie a également démontré la vulnérabilité de

9 <https://journals.openedition.org/echogeo/14617>

l'industrie touristique et la banalisation que la « mise en tourisme » impose aux villes. Certaines initiatives, a priori sympathiques, comme l'étalement des terrasses dans l'espace public afin de permettre le respect de la distanciation sociale ne doivent pas agir comme l'extension du domaine du consumérisme. Il faudra trouver un équilibre et garantir le droit des riverains à dormir après 22h00.

Ce que nous voulons c'est la ville marchable, pas la ville marchandise. Au contraire, les Bruxellois aspirent à l'occuper comme un bien commun. C'est en ce sens que l'espace public contribuera à apaiser les tensions entre ceux qui confinent confortablement et ceux qui confinent à l'étroit, entre ceux qui peuvent consommer et ceux qui n'en ont pas les moyens ou pas l'aspiration permanente, entre ceux dont la place est considérée comme légitime dans l'espace public et ceux et surtout celles dont elle est querellée.

La ville de la distanciation demain, c'est «*un urbanisme repensé autour de la mutualisation et non plus de la spécialisation*», nous dit l'urbaniste François Bellanger du cabinet Transit City.¹⁰

C'est cette ville frugale, agile et résiliente qui définit une vraie ville intelligente et protectrice de tous. Elle est susceptible de nous aider à nous adapter au défi sans précédent que va représenter le déconfinement dans les semaines et mois à venir.

In memoriam Burckhardt Doempke, interprète et militant cycliste, inlassable propagateur de Reclaim the streets à Bruxelles

¹⁰ <https://www.weelz.fr/fr/urbanisme-tactique-reussir-sa-piste-cyclable-temporaire-5-points-cerema/>



5 | GUERRE ET PAIX AVEC LA NATURE ! COMMENT APPRENDRE À VIVRE AVEC LE(S) VIRUS ?

Analyse [PATRICK DUPRIEZ | Président d'Etopia]



Nous serions en guerre, en lutte contre un virus qu'il nous faut éloigner ou éradiquer ; avec nos héros, le personnel médical, et nos armes : frontières fermées, masques, distanciation, confinement généralisé ou ciblé, traçage, sanctions et, in fine, soins intensifs pour celles et ceux qui auront été atteints par l'ennemi malgré les barrières érigées. Mais, s'il faut, logiquement, ralentir la contagion, gérer les malades, absorber le choc, repousser l'invasion,

comment aboutit-on à la paix, comment retrouve-t-on l'équilibre ? Car nos sociétés et nos corps vont inéluctablement devoir apprendre à vivre avec le Covid-19 comme avec tant d'autres virus...

Des mesures exceptionnelles ont été prises par les gouvernements dans une situation terriblement complexe. Mais il y a une tache quasi aveugle des discours et des pratiques : nous ne sommes pas égaux devant le virus. Il trouvera, selon les individus qu'il infecte, soit les portes grandes ouvertes pour y faire de gros dégâts, soit un terrain sur lequel il a peu de chances de se développer.

Ce à quoi nous aspirons, c'est la santé. Et ce qui nous sauve et nous sauvera, c'est la vitalité, ou plutôt le fonctionnement harmonieux¹, de notre système immunitaire, notre capacité comme organisme vivant à développer une résistance aux virus, à trouver un équilibre, individuel et collectif, avec

1 On constate de plus en plus qu'une partie des cas grave de Covid-19 (avec embolies et/ou problèmes vasculaires) pourraient provenir du développement d'auto-anticorps, une sorte d'hyper-réaction du système immunitaire.

cet agent potentiellement pathogène, comme avec des millions d'autres. Si on le rappelle ici, c'est que les stratégies de lutte contre l'épidémie et de recherche de remèdes contre la maladie ne devraient pas occulter l'importance de ce que nous appelons les déterminants de la santé.

Attaquer le virus ou stimuler nos défenses ?

« *Le coronavirus attaque prioritairement les personnes âgées* » affirme la présentatrice du journal parlé. La formule illustre notre manière linéaire de penser ce qui devrait l'être de façon systémique. Car non, le virus ne « choisit » pas d'attaquer prioritairement les personnes âgées. Plus réalistement, les personnes à l'immunité fragile - globalement, partiellement ou ponctuellement - souffriront davantage du contact avec le virus en ne parvenant pas à lutter contre son invasion. Or, les aînés ont fréquemment un système immunitaire affaibli, par l'âge mais également par de multiples carences en nutriments essentiels et des médications parfois excessives. C'est aussi le cas de nombreuses personnes parmi les plus précarisées de notre population.

Nuance langagière futile en ce temps de crise ? Je ne le pense pas. Car si, fondamentalement, ce qui nous sauve, c'est notre immunité, le renforcement des déterminants de la santé est un chantier essentiel qui mériterait aussi de devenir une urgence.

Quel est le terrain favorable à la maladie ?

« *Pour pouvoir mieux se protéger, il faut connaître le profil des personnes à risque* », dit-on. Certes, mais inversons la thèse : pour mieux nous protéger contre un virus « toursiveux », il importe de comprendre pourquoi certaines personnes sont plus « à risque » et d'analyser les facteurs de comorbidité du mal qui nous guette. Cette compréhension progresse au fil des semaines mais nous en savons déjà plusieurs choses. Il existe probablement un facteur de risque génétique non négligeable lié au récepteur ACE2 d'expression variable selon l'origine des personnes. Mais on constate aussi que les

personnes souffrant d'obésité représentent une proportion très élevée des patients atteints de formes graves du Covid-19 avec souvent hypertension artérielle et diabète en sus. Globalement, sur base de chiffres français (de fin mars), parmi les cas admis en réanimation, 61% au moins présentent une comorbidité et c'est le cas pour 90 % des personnes décédées. Les comorbidités les plus fréquentes sont les pathologies cardiaques (42%) et pulmonaires (27%) et le diabète (32%). Sur l'ensemble des décès certifiés Covid-19, 3% seulement ne présentaient pas de comorbidité et étaient âgés de moins de 65 ans². A contrario, les tests réalisés dans différents pays montrent que près de 4/5^{ème} des transmissions se feraient via des personnes asymptomatiques³. Une partie importante de la population développe donc une immunité innée face au virus sans être malade ou en tous cas sans en souffrir.

Ce constat n'est certes pas propre aux coronavirus et la fragilité face à lui est forcément multifactorielle⁴ mais il est clair que si le Covid-19 peut nous inquiéter toutes et tous, la gravité de l'infection virale est, le plus souvent, intimement liée à d'autres maladies qui rendent les personnes fragiles en perturbant leurs réactions immunitaires. Or, il n'échappera à personne que les pathologies évoquées ci-dessus sont quasi toutes en augmentation ces dernières décennies – liées à une alimentation de mauvaise qualité, à des troubles de comportement alimentaire générés par l'anxiété, à diverses pollutions et au stress... – et étroitement corrélées avec la précarité et les inégalités sociales.

Faire barrière mais aussi développer notre immunité

Les mesures de distanciation et de protection sont évidemment utiles pour ralentir la propagation de l'épidémie et permettre aux médecins de soigner dans des conditions correctes. Elles doivent être complétées par une capacité plus fine de test et d'analyse des situations personnelles pour

2 <https://sante.journaldesfemmes.fr/fiches-maladies/2622115-coronavirus-victime-france-deces-mort-qui-meurt-age-mort-pour-l-avoir-jeunes-touche/>

3 <https://sante.journaldesfemmes.fr/fiches-maladies/2625903-porteur-sain-coronavirus-sans-symp-tome-covid-virus-maladie-definition-contagieux-duree-comment-savoir/>

4 Ce qui précède ne doit pas signifier que la dimension nutritionnelle est considérée d'office comme le seul facteur de fragilité.

déployer des actions plus ciblées. Mais, nous ne pouvons vivre durablement dans une société de confinement et de distanciation, où l'Autre est vécu comme une menace, où nous craignons nous-mêmes d'être contaminants. Pour de nombreuses personnes, l'espoir d'une sortie de crise résiderait dans l'arrivée d'un vaccin susceptible d'enrayer l'épidémie. Pas si simple ! La variabilité singulière des coronavirus et l'inquiétant constat que certains malades se réinfectent rapidement rendra le développement de ce vaccin difficile et l'immunité qu'il conférerait restera probablement limitée. Et, à tout le moins, la création du vaccin pour le Covid-19 n'empêchera pas un Covid 20 de surgir... D'où l'importance d'un choix individuel et sociétal pour une amélioration globale de notre santé et donc de notre capacité à faire face aux coronavirus (mais aussi aux autres pathogènes connus ou nouveaux) en équilibrant notre réaction immunitaire à son égard.

A moyen terme, la crise sanitaire que nous traversons devrait donc nous inciter à développer de façon bien plus déterminée une médecine préventive visant à renforcer nos capacités d'auto-guérison et l'amélioration continue des déterminants fondamentaux de la santé⁵...

L'occasion d'un changement systémique de notre politique de santé ?

Le choc subi par notre société amène légitimement des questions et de la colère par rapport à la solidité et à la gestion de notre système de santé. L'absence d'un plan pandémie opérationnel, le manque de stock et de capacité de production d'un certain nombre d'outils indispensables comme les masques ou les réactifs pour tests, l'épuisement et la déconsidération du personnel médical, en particulier infirmières et aides-soignantes, en premières lignes... sont des réalités qui vont appeler des réactions politiques indispensables. Il serait toutefois regrettable que les rééquilibrages

5 Les déterminants de la santé sont les facteurs influençant positivement ou négativement la santé et le bien-être social d'un individu: niveau de revenu et statut social, réseaux de soutien social, éducation et culture, conditions de travail, environnements, habitudes de santé et capacité d'adaptation personnelles, développement de la petite enfance, patrimoine biologique et génétique, services de santé, sexe... Ils peuvent agir seul ou associés pour déterminer les circonstances dans lesquelles les individus naissent, grandissent, vivent, travaillent et vieillissent ainsi que les systèmes mis en place pour faire face à la maladie. Les déterminants sociaux de la santé sont l'une des principales causes des inégalités en santé que l'on observe au sein d'un pays ou entre différents pays.

budgétaires soient exclusivement orientés vers des politiques curatives ou les infrastructures hospitalières alors que notre système est déjà fortement « hospitalocentré » et que la perversion des modes de gestion fondés sur la rentabilité est dénoncée de toute part. La prévention et la promotion de la santé sont les parents pauvres de notre politique de santé et le fédéralisme belge a renforcé ce déséquilibre en déliant l'intérêt de ces politiques et le budget de la Sécu alors qu'il est fréquemment démontré qu'un euro investi en prévention permet d'en économiser davantage dans le curatif.

Améliorer la qualité de notre alimentation et le bien-être, diminuer stress et inégalités, renforcer les liens sociaux, réduire l'exposition aux diverses pollutions (chimiques, atmosphériques, électromagnétiques)... autant d'objectifs qui nous rendront plus résistants aux viroses présentes et à venir. Il s'agira aussi de renforcer l'éducation sanitaire et de donner enfin des moyens aux programmes de Promotion de la Santé à l'École (PSE) tellement peu développés en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il faudra également réorganiser les soins de première ligne, en coordination dynamique avec le réseau hospitalier, en valorisant les médecins généralistes mais aussi d'autres praticiens de la santé, via des pratiques de groupes interdisciplinaires, par exemples, dans les maisons médicales⁶. Et enfin, faire vraiment place à la prévention de la santé physique et mentale dans les entreprises... Il s'agira, en fait, de déployer un système de santé plus holistique, efficient et efficace associant tous les secteurs de la société⁷.

Dans l'urgence aussi, penser à prévenir !

Ce sont là des politiques complexes et de long terme, sans doute, dont la nécessité est éclairée par la situation que nous vivons aujourd'hui. Mais quid de la crise en cours ? Revenons aux Maisons de repos qui vivent une véritable tragédie malgré l'engagement humain et l'inventivité d'un personnel bien

6 <https://www.maisonmedicale.org/10-recommandations-101-propositions-pour-une-autre-politique-de-sante.html>

7 <https://www.who.int/healthpromotion/conferences/9gchp/Shanghai-declaration-final-draft-fr.pdf>

trop peu considéré⁸. On y meurt du Covid-19, on y meurt davantage parce que le stress, l'anxiété, la solitude affaiblissent les résidents, on y meurt aussi parce que l'absence de lien, l'isolement et l'infantilisation font glisser les personnes âgées vers le désespoir et une dépression qui les éteint. Notre société ne fait guère cas de la qualité de vie de ses aîné.e.s et la gestion de la crise actuelle aura manqué de prendre en compte les conditions humaines permettant le maintien en bonne santé physique et mentale des personnes âgées. Parmi celles-ci, la nécessité d'écouter leur parole et leurs volontés, le maintien du lien avec leurs proches et la valorisation de leur capacité d'agir et d'influer sur l'environnement dans lequel ils se trouvent pour neutraliser les phénomènes de peur et de dépression.

Plus largement, considérant que le stress est connu comme facteur de comorbidité dans toutes les situations pathologiques où il a été étudié⁹, la gestion politique de cette crise aurait gagné à prendre bien mieux en compte les facteurs psychosociaux de notre résilience collective : nous protéger des annonces catastrophistes assénées à longueur de journée, éviter de générer une ambiance de terreur renforcée par des comportements de délation, intégrer la nécessité de rituels de deuil et d'accompagnement de fin de vie, considérer les difficultés particulières des catégories sociales les plus précaires¹⁰, renforcer les sentiments de solidarité et de justice, prévenir les problèmes de santé mentale inhérents à la situation...

Valoriser et confronter la diversité des pratiques de terrain

Sur le terrain, des citoyen.ne.s, des médecins et d'autres praticien.ne.s de la santé cherchent et expérimentent en intégrant davantage les dimensions préventives que les autorités de référence. Cette expérience de terrain devrait aussi être davantage intégrée dans les stratégies de gestion et

8 Qu'aurait été la situation sans cette mobilisation et la débrouille du personnel (essentiellement féminin) des MR? Ces compétences humaines méritent une toute autre valorisation, comme celui des soignant.e.s dans les hôpitaux. Illustration dans cette étude de l'Université de Columbia qui montre la relation étroite entre la mortalité infectieuse en milieu hospitalier et les conditions de travail du personnel infirmier : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3328993/>

9 <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fnbeh.2018.00064/full>

10 L'effet Covid-19, c'est aussi parfois faire basculer dans la pauvreté ou aggraver la précarité. Il appelle des aides simples, rapides, directes et sans contrôle excessif.

de sortie de la crise du coronavirus. Je vous partage ici deux anecdotes d'actualité.

Une jeune fille présente des engelures aux mains qui font partie des symptômes associés au Covid-19. Consulté sur base de photos le médecin généraliste prescrit une crème aux corticoïdes. Heureusement, un pharmacien attentif déconseille le traitement. Les références scientifiques sont claires : les corticoïdes sont inutiles et même nuisibles en cas d'infection virale.

Un médecin généraliste partage sur une plateforme rassemblant plusieurs milliers de collègues son expérience positive de prescription de compléments en Zinc à ses patients présentant des symptômes associés au coronavirus. Le fait que la carence en zinc soit associée à une baisse de la réaction immunitaire est relativement étayé dans la littérature scientifique. Pourtant, ce partage suscite un tollé d'indignation accusant son auteur de charlatanisme.

La science n'est pas toujours du côté de l'habitude et les pratiques empiriques du terrain sont d'autant plus intéressantes à répertorier pour valoriser ou susciter les études cliniques.

Peut-on soutenir globalement nos défenses immunitaires ? La question est controversée au sein du corps médical et aucune solution simple ne peut répondre à la virulence, parfois surprenante, observée chez le Covid-19. Mais la réponse est positive pour certains spécialistes¹¹ et de nombreux généralistes qui se préoccupent attentivement de l'état nutritionnel de leurs patients malades¹². Les personnes âgées sont connues pour être fréquemment carencées en oligoéléments et en vitamines indispensables à une bonne marche de l'immunité et qui jouent un rôle important d'antioxydant permettant de contrôler les processus inflammatoires. Le zinc, par exemple, est un oligoélément qui semble fortement mobilisé par la réponse immunitaire¹³ et sa carence rendra cette dernière insatisfaisante.

11 Marie-Christine Boutron-Ruault, médecin interniste et directrice au Centre de recherche en épidémiologie et santé des populations de l'Inserm explique prescrire de la vitamine D et du zinc pour corriger les carences et faire des ordonnances pour des centaines de personnes afin de soulager les médecins généralistes débordés.

12 <https://www.mdpi.com/2072-6643/12/1/236>

13 <https://www.worldcat.org/title/oligoelements-en-medecine-et-biologie/oclc/24652179>

Certains auteurs évoquent en outre des symptômes liés à la carence en zinc fort semblables à ceux de la Covid-19 comme une perte de l'odorat et du goût, des diarrhées et des lésions des muqueuses. Alors, si s'assurer d'un état nutritionnel suffisant s'avérait hautement souhaitable pour faciliter la réponse immunitaire chez certaines personnes, n'est-il pas temps d'accorder un beaucoup plus grand intérêt à la qualité de l'alimentation proposée dans les institutions et aux ressources que peuvent constituer des compléments alimentaires comme le Zinc et la vitamine D ? Bricolage dérisoire non scientifique que ces gélules en temps de guerre, diront certains. Pourtant, un article de 2017 du British Medical Journal¹⁴, par exemple, conclut que la supplémentation en vitamine D réduit de près de moitié les infections aiguës des voies respiratoires...

D'autres médecins – ou les mêmes parfois – sont particulièrement attentifs à l'équilibre de la flore intestinale, ces milliards de bactéries qui vivent en symbioses avec nous. Ce microbiote contrôle le système immunitaire dès la naissance et la qualité de nos défenses immunitaires va dépendre de la diversité et du nombre de bactéries différentes. Les personnes âgées ou obèses ont un déséquilibre dans le microbiote intestinal les exposant naturellement à un risque accru de tomber malade. Geneviève Héry-Arnaud, qui dirige le groupe Microbiota au sein de l'Inserm à Brest confirmait récemment dans le journal Monde ; « *Le microbiote est un acteur important dans les infections pulmonaires, notamment virales, et on sait qu'il est capable de contrecarrer l'installation d'un virus ou d'une bactérie pathogène.* »

Je ne me prononcerai pas sur la validité de ces différents traitements médicaux mais constate des pratiques de terrain, par des généralistes convaincus, loin d'être marginales mais peu référencées et enseignées, qui convergent avec certaines publications scientifiques.

Alors, si on admet que ni l'hypothétique vaccin, ni aucun médicament-miracle n'apporteront de réponse suffisante et durable face au Covid-19, ne pourrait-on porter davantage d'attention aux soignants qui développent des pratiques préventives et font, par exemple, régulièrement usage de

14 <https://www.bmj.com/content/356/bmj.i6583>

prescriptions de compléments alimentaires¹⁵ ? Pourquoi ne pas tester ces prescriptions préventivement vers des groupes ciblés particulièrement carencés ? Ou organiser l'évaluation de leur utilisation par les médecins qui y recourent, développer de larges études transdisciplinaires analysant l'efficacité singulière des pratiques thérapeutiques¹⁶ qui passent aujourd'hui sous les radars des recherches médicales, voire qui sont méprisées par le prisme de la culture scientifique dominante ? Il y a là matière à de nombreuses recherches cliniques, selon les meilleurs standards scientifiques, inspirées ou mobilisées à partir d'échanges ouverts sur la diversité des pratiques des médecins qui doivent être invités à partager leurs observations. Voilà une mission de développement de protocoles scientifiques participatifs et d'études que Sciensano devrait pouvoir réaliser avec les budgets nécessaires.

Nous n'éliminerons sans doute pas totalement le Covid-19, ni, évidemment, l'ensemble des virus pathogènes. Nous avons besoin de solutions curatives diversifiées. Mais, complémentaiement aux diverses recherches thérapeutiques en cours, l'objectif d'amélioration globale de notre santé ne devrait-il pas être au coeur de notre réponse collective à la pandémie, y compris de façon expérimentale ? C'est peut-être aussi la nécessité d'un changement de paradigme médical que la crise du coronavirus éclaire : passer de la posture guerrière, évoquée au début de ce texte à une approche plus systémique, fondée aussi sur les équilibres biologiques et les déterminants de la santé.

De la lutte à la réconciliation

L'émergence du Covid-19, après d'autres virus et avant d'autres certainement, est directement liée à la dégradation des espaces naturels et à la perte de la biodiversité, sauvage et dans les élevages industriels. Les scientifiques tiraient depuis plusieurs années le signal d'alarme, expliquant

15 On pourrait aussi évoquer ici les recherches en cours et les pratiques expérimentales relatives au lien entre la flore intestinale et la présence du coronavirus.

16 Stratégie de l'OMS pour la médecine traditionnelle pour 2014-2023 : https://cdn.fsbx.com/v/t59.2708-21/12229024_1179656348714704_322199459_n.pdf/Strate%CC%81gie-de-IOMS-pour-la-MT-2014-2023_fre.pdf?_nc_cat=107&_nc_sid=0cab14&_nc_ohc=9IKkNIJ9Mk4AX8reOY9&_nc_ht=c-dn.fsbx.com&oh=183547adec3b604ff161088e39caddb9&oe=5EA1F8B0&dl=1&fbclid=IwAR-3wv9aIrQ-GghqY19FTgEAbzCVDSOZ6GmesgfvulB0K8QLgFNyokps7_DA

que la destruction de la nature, augmente considérablement les risques de zoonoses et de pandémies, sans qu'ils ne trouvent oreille attentive. On peut espérer que l'alerte soit cette fois entendue : la dégradation de l'environnement et la diminution des espaces naturels nuisent à la santé humaine ! Faire la guerre à la nature, c'est nous perdre nous-mêmes. Pour vivre bien, pour vivre mieux, au temps des coronavirus, nous n'avons d'autre solution que maintenir les équilibres complexes et fragiles du vivant dont nous faisons partie. Aucune barrière physique, aucun médicament miracle ne peut remplacer cette nécessité. La nature, n'est ni bonne, ni mauvaise.

Nous en sommes partie et la prise de conscience de nos interdépendances est une source de progrès inestimable.

Cette crise a mis à l'épreuve notre système de santé et éclairer ses déficiences. Face à elle, nous n'étions pas égaux en termes de capacités de défense et de facteurs de risques. Alors, pour éviter dans le futur les effets délétères (en particuliers pour nos aînés et personnes fragiles) des mesures appliquées, nous devons progresser dans notre capacité à repérer celles et ceux qui ont une immunité innée, à tester, dépister et cibler les plus à risques de perte de défense, etc. Mais cette crise sanitaire nous invite aussi à renforcer les politiques, les pratiques et les comportements globalement favorables à notre santé et donc à notre système immunitaire. Ceux-là sont susceptibles de nous aider à réaliser le plus efficacement possible l'équilibre complexe entre nous, humains, et l'infinie diversité des micro-organismes qui nous constituent et nous entourent. Pour reprendre la métaphore initiale de ce texte, la guerre n'est jamais vraiment terminée si les liens qui soudent une société et les relations avec les autres nations ne sont pas réinventés sur une base équilibrée...

Les valeurs de diversité et d'interdépendances complexes de l'écologie portent donc des solutions pour éviter d'autres pandémies autant que pour sortir plus forts de celle-ci... Alors, si à court terme, nous sommes obligés d'utiliser des armes défensives contre un agresseur extérieur, à long terme c'est bien la recherche globale de l'équilibre de l'être humain avec l'ensemble du vivant qui doit nous guider. « *Apprendre à cohabiter avec le virus nécessite de réapprendre à vivre avec les risques, alors même que la modernité a tout fait pour chasser ce compagnonnage, à raison d'ailleurs. Il y a la vie, et il y a la valeur de la vie.* », explique Cynthia

Fleury. Nos sociétés modernes ont relevé ce défi. Il se repose sans cesse à nous, naviguant dans les incertitudes, et ce n'est ni plus ni moins qu'un projet de société...

PARTAGER

[S'OUVRIR AUX AUTRES HORIZONS
ET PARTAGER LES PRATIQUES -
COLOMBIE, BRÉSIL, BURKINA FASO]



1 | TOUT DÉPEND D'OU TU NAIS, C'EST UNE PREUVE QUE LE SYSTÈME A ÉCHOUÉ

Interview [MAURICIO TORO | Député de l'Alianza Verde dans la Ville de Bogotá, capitale de la Colombie comptant près de 8 millions de citoyen·nes, et la maire Claudia López est la première femme à occuper ce poste]



Pour commencer, pourriez-vous nous résumer la situation de la crise Covid en Colombie à l'heure où nous parlons ?

D'abord, je vous remercie de m'avoir invité à cette conversation et de vous intéresser, de visibiliser la situation qui se présente de l'autre côté du monde. En Colombie, nous ne sommes pas encore confronté·es au pic de contamination. Il n'y a pas encore tant de décès ou de personnes contaminées par le Covid-19¹. C'est grâce au fait que la Colombie a eu la possibilité d'observer comment le virus avançait lentement d'Asie en Europe, puis en Amérique latine : cela a pris quelques mois. La Colombie a donc pu tirer des leçons de ce que les autres pays ont dû faire, même si le président actuel de la République² a mis énormément de temps à fermer les frontières, en particulier l'aéroport El Dorado de Bogotá. C'est le plus grand aéroport du pays, et c'est en fait un hub pour tous les vols du continent à la fois par sa capacité, par son caractère récent et moderne dans l'hémisphère sud. Tout cela fait qu'il sert de relais entre de nombreux points de contact avec l'Europe, l'Amérique latine, l'Asie et d'autres pays.

Cela a généré de grandes tensions³, car c'est par là qu'est entré le virus.

1 Le 11 mai 2020, il y avait 11 613 personnes contaminées, 2825 personnes guéries et 479 décès sur l'ensemble du territoire, pour une population totale de près de 50 millions d'habitant·es. Source : <https://www.eltiempo.com/datos/coronavirus-en-colombia-casos-actualizados-y-confirmados-471650>

2 Il s'agit d'Ivan Duque, 43 ans, du parti Centre démocratique, de droite néolibérale, le même que l'ancien président Álvaro Uribe. Il aime se comparer à Emmanuel Macron.

Le patient « zéro » venait d'Europe, et nous avons mis environ 15 jours à l'identifier. Beaucoup de personnes ont dès lors été contaminées, en particulier dans les villes de Carthagène et dans certaines parties de Bogotá. Ainsi, après que le président ait finalement fermé les frontières terrestres et aériennes face à la pression des bourgmestres et des citoyen·nes, nous avons pu entrer en quarantaine, il y a à peu près 60 jours.

Toutefois, il y avait eu avant cela une première mise en quarantaine volontaire décrétée par le bourgmestre à Bogotá, avec le gouverneur du département de Cundinamarca. La Colombie est divisée en 32 départements, qui ont chacun sa capitale. Bogotá est une ville qui fonctionne comme un département⁴, et Claudia sert de gouverneure. Dans ce cas-ci, la bourgmestre et le gouverneur ont décidé de demander aux citoyen·nes de se confiner volontairement et de suspendre certaines activités via un décret. Cela a aussi inspiré Boyacá et beaucoup d'autres départements, malgré la frilosité du Président de la République à suspendre l'activité économique.

On a commencé à voir une courbe d'augmentation des contaminations à Bogotá, car la population la plus aisée du pays, qui a les moyens de voyager à l'étranger, se trouve dans les capitales et en particulier à Bogotá. Ainsi sont arrivés d'autres patient·es, pas seulement le « patient zéro », mais d'autres citoyen·nes colombien·nes ont commencé à arriver de l'étranger et on a vu la courbe croître dans le nord de la capitale, où se trouve la population la plus riche. C'est pour cela que la bourgmestre et des gouverneurs ont passé outre l'avis du président de la république et ont décrété un confinement volontaire. Une semaine plus tard, le président de la République l'a décrété obligatoire sur l'ensemble du pays. C'était tard, mais pas trop tard. En Colombie, le confinement perdure. Le lundi 11 mai certains secteurs vont rouvrir.

Avons-nous réussi à faire baisser la courbe ? Non, elle ne baisse pas, le nombre de contagions continue de croître. Mais nous sommes parvenu·es à contrôler cette courbe en étant confiné·es pour gagner du temps. Ce temps permet aux départements et aux villes du pays, avec l'aide du gouvernement national, de pouvoir acheter les respirateurs nécessaires, les

3 Entre Ivan Duque et Claudia López, au sujet de la fermeture de l'aéroport.

4 Le Cundinamarca est le département qui entoure la ville de Bogotá.

tests, les réactifs, etc. Cela permet de préparer les cliniques et les hôtels qui hébergeront les professionnel·les du secteur médical qui travailleront dans les cliniques, mais cela permet aussi d'acheter les masques communs et les masques spéciaux, etc. Voilà la situation actuelle en Colombie, nous n'avons pas encore atteint les 1000 morts jusqu'à présent, car cela fait deux mois que nous sommes confiné·es.

Il y a donc des désaccords dans la gestion de la crise entre le gouvernement national et les autres niveaux de gouvernance, en particulier des villes, et des villes tenues par l'Alianza verde comme Bogotá ?

Oui, c'est le cas. Il y a eu des tensions permanentes, entre le président et les maires en général. Les partis indépendants ou de l'opposition ont eu de nombreuses frictions avec lui : ils ont pris de l'avance, ils ont investigué directement avec leurs équipes les meilleures solutions et ont mis en place une série de mesure d'aides. Car ils sont en contact direct avec les citoyen·nes, alors que le président, la seule chose qu'il a faite c'est d'entraver ces mesures, pour ensuite leur donner raison. La Colombie est un pays vraiment très républicain, tout est très centralisé. Il a vraiment tout fait pour freiner ces décisions et leur donner du retard. Cela a créé des tensions, en particulier avec les grandes villes où l'opposition a des maires comme c'est le cas de Claudia, mais aussi des grandes villes comme Medellín et Cali.

Pourriez-vous expliquer le cas de Medellín qui semble avoir réussi assez tôt à contenir la pandémie, ainsi que du concept de « culture citoyenne » une de vos spécificités, à l'Alianza verde ?

Oui, le cas de Medellín a été un succès, car ils ont mis en place des technologies, des apps, des softwares qui ont permis une traçabilité constante des personnes contaminées, des zones à risque. Ils ont ainsi pu mettre en place des plans de réduction du risque face au peu de cas qu'ils avaient, en utilisant aussi les canaux d'information. Les maires de notre parti ou de l'opposition (au gouvernement de Duque, NDLR) qui nous est proche, comme à Medellín, sont très proches de citoyen·nes et utilisent très

bien les réseaux sociaux. Ils ont une très bonne stratégie de communication. Cela a permis une communication claire et pédagogique tout au long de la crise, sans termes compliqués. Par exemple, Claudia l'a fait ici à l'aide d'un simple tableau, en montrant la courbe, pour expliquer l'importance de se confiner. Non pas à cause du décret, mais parce qu'individuellement, il faut prendre les décisions responsables. Ainsi, Medellín nous a devancé-es sur le point précis de l'usage des technologies, et elle reste une ville plus petite que Bogotá⁵. C'est une ville qui a été moins exposée et qui a eu plus facile à contenir l'épidémie.

Pouvez-vous en dire un peu plus sur le concept de culture citoyenne qui paraît si important pour vous ?

Pour nous, le changement et la transformation sociale dans tous les sens du terme part de la responsabilité individuelle de chaque habitant-e d'un territoire. Pour autant que chaque habitant-e soit conscient-e du pouvoir qu'il ou elle a, en faisant de bonnes actions citoyennes, en respectant les normes, sans être en permanence menacé-e par la loi ou d'une amende, ou de sanction, on obtient un changement culturel de façon beaucoup plus sûre et précise. C'est pour cette raison que nous misons beaucoup sur la pédagogie comme stratégie de sensibilisation citoyenne, via des phrases simples, des vidéos communicatives proches des gens. Par exemple la maire ou les autres maires n'utilisent pas de cravate, ni de blazer, presque jamais. Cela envoie un message clair de proximité aux citoyen·nes. Nous sommes différent·es des autres politicien·nes traditionnel·les, des partis qui ont été tout le temps au pouvoir et qui gardent encore aujourd'hui la présidence. C'est cette proximité, cette manière de communiquer et cette pédagogie qui nous ont beaucoup servi pour sensibiliser les personnes aux thèmes qui nous importent.

D'un autre côté, cela nous a permis de créer de la confiance. La confiance dans le mandataire permet que les citoyen·nes comprennent et « obéissent » pour autant que le terme soit approprié. Quand une personne perd confiance dans sa ou son mandataire local, elle se rebelle, et ça a des effets désastreux dans une démocratie et dans la culture citoyenne

5 Medellín ne compte « que » 2 millions 200 mille habitant·es.

en général. Nos maires, et en particulier Claudia López, ont démontré les faits, chiffre à l'appui, en expliquant, en étant à l'écoute et en parcourant les différents quartiers, en expliquant aux gens directement. Cela a créé un changement, un sentiment d'égalité entre les citoyen·nes et les mandataires, mais léguant une responsabilité : tu me conduis, je crois et ai confiance en toi. C'est en cela que nous avons investi, en poussant plus loin la logique de l'éducation volontaire, en expliquant qu'il ne s'agit pas tant d'une loi, que d'une décision individuelle.

Les Colombien·nes ont plus l'habitude que les Européen·nes de porter des masques au moment de la saison de la grippe par exemple. C'est vraiment courant dans les transports publics de voir des gens avec des masques, ce qui ne se fait pas tant que ça en Belgique. Pensez-vous que ça a facilité cette pédagogie ?

Oui, cela nous a grandement facilité la pédagogie. Il y a une culture du soin, de la précaution en santé depuis quelques années. Il faut dire que la Colombie a aujourd'hui la particularité d'avoir un système de santé universel. Il n'y a pas un·e colombien·ne qui n'ait droit à accéder au système de santé général, qui n'ait un plan, en ce compris de fourniture de médicaments et de matériel gratuits. Dès lors, même en temps normal, l'accès aux fournitures comme les masques, les gants et même les médicaments est assez aisé. Le problème de la Colombie en matière de santé n'est pas tant l'accès que la qualité. Il va falloir qu'elle s'améliore dans les années à venir et nous y travaillons. En 20 ans, nous sommes passé·es d'une couverture de 27% à une couverture quasi totale de la population, 99,97%. Malgré tout, la politique de santé a permis à beaucoup de personnes défavorisées d'avoir accès à ces éléments au début. Puis, les masques et gants ont été épuisés, car tout le monde est allé en acheter, comme dans tous les pays. Mais aujourd'hui, des entrepreneurs et des hommes d'affaires qui se consacraient à d'autres choses se sont mis à les fabriquer, et on peut à nouveau les trouver. Et culturellement, les gens les utilisent.

En Belgique et en France par exemple, mais aussi dans d'autres pays européens, on voit se multiplier dans les journaux les opinions qui appellent à repenser de façon fondamentale notre manière

de vivre. Par exemple, en relocalisant la production alimentaire. Existe-t-il ce type de discours aujourd'hui en Colombie ?

Bien sûr, en particulier dans le spectre politique d'où je viens, les organisations qui nous sont proches ont toujours questionné le fonctionnement traditionnel du capitalisme. Nous croyons qu'un système économique de libre-concurrence est nécessaire dans un pays. Nous défendons et nous n'attaquons pas le capitalisme. Mais nous ne voulons pas du capitalisme tel qu'il est aujourd'hui. Comment a-t-il fonctionné ? Il est devenu un système sauvage qui n'a généré que des inégalités profondes. Cela me coûte de le dire, quand on me pose la question, mais la Colombie est l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, alors que c'est un pays riche. C'est le deuxième pays en terme de biodiversité au monde. Ce pays a accès à deux océans, il a une situation géographique privilégiée, bien plus que d'autres pays. Nous avons l'étagement altitudinal, mais nous sommes sur l'équateur⁶ : on récolte tout au long de l'année. Et malgré tout, nous avons une inégalité gigantesque. La différence entre les riches et les pauvres est violente, sans parler du partage des terres. On vient de terminer un conflit armé de 50 ans qui a laissé des brèches immenses sur lesquelles nous devons travailler aujourd'hui.

En tant que parti, nous nous sommes positionné-es, comme mouvement, et nous avons appuyé de nombreux mouvements spontanés, surtout de jeunes citoyen·nes et paysan·nes qui demandent de penser un système plus

juste, dans un système capitaliste. Car, je le répète, nous ne croyons pas dans un autre modèle, mais bien en une réforme et une restructuration profonde du système actuel qui permette la redistribution de la richesse et qui parvienne à permettre à chacun·e d'avoir la même possibilité d'accumuler biens et richesses, ce qui n'existe absolument pas en Colombie aujourd'hui. Aujourd'hui, nous avons un système dans lequel tout dépend d'où tu nais, et c'est une preuve que le système a échoué en tant que tel.

6 "Pisos térmicos" : il se réfère au fait que le climat d'une région est principalement déterminée par son altitude, du fait de la proximité avec l'équateur et de la présence de la cordillère des Andes, et que, d'une certaine façon, toutes les saisons sont représentées sur le territoire, du sommet aux neiges éternelles aux plages caribéennes.

Et comment comprenez-vous les causes de cette pandémie ? Y a-t-il des différences d'interprétation entre partis à ce niveau ?

Non, il n'y a pas eu de débat ici. Elle nous a pris par surprise. Nous essayons juste de nous préparer, nous avons très peur de ce qui peut se passer. L'incertitude est à son comble en Colombie, la nervosité est gigantesque et le coup économique et financier que cela implique nous fait trembler, on sent déjà le retard. Nous regardons avec crainte notre voisin équatorien, qui est dans une crise sanitaire sans précédent. Les gens meurent dans leurs maisons et on doit les mettre sur les trottoirs et les incinérer là, car il n'y a personne pour prendre soin des cadavres. Cela nous tient tous dans une telle tension que nous n'avons pas eu le temps, ni la tête, à penser aux causes de ce qui se passe. On travaille simplement tous et toutes à limiter les effets tant économiques que sanitaires.



2 | DES FAÇONS DE VIVRE ET DE PENSER COMPLÈTEMENT DIFFÉRENTES MAIS UN DÉFI COLLECTIF COMMUN

Interview [**MARCOS REIGOTA** | professeur à la faculté des Sciences de l'Éducation de l'Université de Sorocaba – São Paulo (Brésil)]



Les échos qui nous arrivent du Brésil par rapport à la crise du Covid-19 sont plutôt alarmants : plus de 20.000 morts (fin mai) et un gouvernement qui en nie la gravité. Comment expliquer la gestion de la pandémie au Brésil aujourd'hui ?

Catastrophique ! Les autorités recensent les milliers de morts et de personnes contaminées mais ces données officielles ne sont pas crues dans le sens où il faut tenir compte qu'il n'y a pas d'enregistrements corrects. Dans une vision « optimiste », je multiplie ces chiffres par trois pour approcher la réalité. Les gens ont peur, bien sûr. Les mesures de distanciation sociale m'ont frappées car les gens se sentaient concernés. Mais le Président Bolsonaro est sorti dans la rue, insistant sur le retour au travail et le peu de danger du virus. Du coup, les indicateurs de confinement sont retombés drastiquement.

São Paulo est la ville la plus frappée jusqu'à maintenant en nombre de décès. Le gouverneur de la région qui était jusque récemment un allié du gouvernement central, a dû prendre des mesures qui vont dans le sens contraire de Bolsonaro. Le confinement y est actif et les écoles sont fermées mais la pression sociale contraire est énorme suite aux actions de Bolsonaro et du gouvernement central. On est face à une crise politique dont on ne connaît pas l'issue.

C'est donc un bras de fer entre les États et le Gouvernement central ?

Exactement. Mais les gouvernements des provinces ont une autonomie par rapport au gouvernement central. À São Paulo, un comité scientifique avec des experts de pointe, donne des orientations au gouvernement régional. Celui-ci écoute ces experts et applique le confinement. Avec ces données et avec les chiffres dont nous disposons, nous savons toutefois que le virus sera encore présent longtemps.

On a aussi eu, au niveau national, deux ministres de la santé qui ont démissionné. Bien que liés idéologiquement au gouvernement central, il s'agissait de deux médecins qui sont entré en collision avec le président Bolsonaro qui refusait de suivre leurs recommandations. C'est maintenant un militaire qui a pris le poste de ministre de la santé, en plaçant plusieurs autres personnes issues de l'armée dans les structures de la santé. On est donc face à une institution en cours de militarisation, avec toutes les questions que cela soulèvent.

Dans l'État de Manaus, le nombre de morts est impressionnant, avec des mesures de confinement et de distanciation sociale qui n'ont pas fonctionné. Il n'y a pas d'assistance médicale dans les régions isolées et reculées. Du coup, quand des personnes issues des zones rurales arrivent dans la capitale, elles s'ajoutent aux malades de la ville, ce qui sature les hôpitaux. Cette situation se rencontre ailleurs : les structures de santé publiques sont remplies. Il reste alors les centres de soin privés mais ceux-ci sont inabordables pour une grande partie de la population. Un psychiatre me racontait ainsi que, pour une visite dans un grand hôpital et un simple test, il avait dû payer l'équivalent d'un salaire mensuel minimum. Si l'État ne vient pas en soutien, la couche de la population qui peut aller vers les hôpitaux privés est très faible.

Les populations indigènes et autochtones sont aussi confrontées à de nombreuses difficultés ?

Oui. Quand on suit les témoignages sur place, dans la région de l'Amazonie, près de la Guyane française, les difficultés et conséquences de la pandémie

sont terribles. Il y a en outre une totale indifférence du gouvernement central par rapport à ces populations. Or, c'est le gouvernement central qui doit s'occuper de ces territoires et il s'en fout complètement. Les communautés disparaissent sans que rien ne se passe. Et les données des décès et des contaminés ne sont absolument pas fiables.

En quoi cette pandémie éclaire-t-elle le fonctionnement de la société brésilienne ? Entraîne-t-elle des prises de conscience collectives ?

Venant d'un milieu éduqué avec un boulot assuré, je peux supporter le confinement et tout faire de chez moi. Mais une classe sociale supérieure n'hésite pas à manifester en faveur du gouvernement central, à l'intérieur de gros SUV, allant même jusque devant les hôpitaux, sans avoir aucune considération pour les autres couches de la population. Ils affirment être dans leurs droits constitutionnels, que la liberté d'aller et venir doit être défendue. Il y a peu de considérations à l'égard des victimes, considérant que le nombre est très faible sur une population de plusieurs dizaines de millions de personnes. La question qui se pose c'est comment le Brésil est arrivé à ce niveau de cruauté d'une classe sociale envers les autres ? Ce sont surtout des blancs mais il n'y a pas qu'eux.

À Rio, en l'absence de l'État dans certaines zones, les mesures sanitaires sont prises par des groupes mafieux qui demandent à la population de ne pas sortir de chez elle. On voit aussi ailleurs, dans d'autres favelas, des expériences autogestionnaires se mettre en place.

C'est encore difficile de suivre les résultats concrets mais on observe cependant qu'il y a une volonté d'autonomie politique de ces groupes par rapport à un pouvoir central qui les nie et les rejette. Il y a une réorganisation politique qui ne passe pas par les partis mais par d'autres moyens. Il sera très intéressant de voir comment cela va évoluer.

Est-ce que cette crise peut amener des opportunités de changements, de transformations sociétales intéressantes ?

Dans le sens de la micro-politique, oui. Comment les groupes, les gens se positionnent par rapport à ce qui se passe ? Si on prend le système éducatif, celui-ci est bouleversé. Tous les cours, présentiels, ont été changés pour maintenir les liens entre élèves et étudiants. Il y a maintenant des difficultés pour maîtriser les outils technologiques qui permettent ces liens. Ce qui est important c'est de comprendre comment les gens vivent ces moments. Il y a une grande interrogation sur l'après. D'abord, on a vu apparaître une situation à laquelle on ne pensait pas. Plusieurs étudiants n'ont pas d'ordinateurs chez eux, ni un téléphone portable. Par rapport à ça, comment vont-ils faire dans leurs activités professionnelles futures ? Face à la crise économique qui va venir, comment vont-ils s'adapter et gagner leur vie ? Il est possible de travailler dans d'autres secteurs, comme l'économie coopérative et solidaire. C'est une alternative. On voit d'ailleurs des étudiants répondre positivement à cette possibilité. Mais on est ici dans du contexte micro, celui dont je suis témoin à São Paulo.

Ce que je vois d'une façon positive, c'est la créativité collective qui émerge. Là, on en revient à la responsabilité des institutions comme les écoles, les universités... qui rassemblent des générations et permettent le partage des expériences. J'insiste sur la responsabilité que des professeurs ont sur les valeurs de démocratie, de solidarité, d'écologie, etc. qui sont des valeurs universelles à souligner.

En Europe, nous assistons à un foisonnement d'appels individuels ou collectifs qui insistent sur la nécessité d'un « monde d'après ». Est-ce une idée qui vit aussi au Brésil, un monde différent, plus juste, qui pourrait émerger à la suite de cette crise sanitaire ?

Depuis que l'extrême droite a pris le pouvoir au Brésil, à la fin du gouvernement de Dilma Rousseff, il y a de plus en plus l'idée qu'il faut se rassembler, agir ensemble et faire des choses de manière collective. La culture participe à promouvoir cette idée. La poésie, les essais, la photographie, le cinéma, etc. se retrouvent aujourd'hui sur les réseaux sociaux. Des gens ont été poussés à s'exprimer et ont trouvé dans les réseaux la possibilité de se faire connaître. Il y a une production culturelle neuve qui débouche aussi sur du politique. On est en train d'établir d'autres façons de faire de la politique. C'est positif et c'est un énorme changement. On est face à

une rupture avec l'établi. Est-ce trop intellectuel ? Peut-être. Mais si cet environnement est une « école » qui permet de réaliser des processus politiques et pédagogiques alternatifs, ce sera une avancée.

La pandémie pourrait être un accélérateur de ce mouvement ?

Oui. Car du concret se met en place. Les débats sur les changements climatiques ne sont pas parvenus à faire bouger les choses de cette manière, peut-être parce que la pandémie nous met devant l'inexorable et la finitude.

Les gens qui n'ont pas la possibilité ou le droit de faire leurs adieux aux mourants, cela renvoie à de l'anthropologique. La pandémie nous a mis devant la vie que nous vivons et celle que nous voulons vivre. Tout cela nous renvoie à la dignité, à l'éthique justement de notre propre finitude.

Je ne sais pas si l'idée d'un « monde d'après » n'est pas en fait une mode d'intellectuels européens. Mais ici, d'une certaine manière, un monde s'est fini autour de l'idée de la démocratie et de plus de justice, notamment à la suite de la trahison dont les progressistes ont souffert. Quelles sont donc les stratégies à mettre en place face à un profil aussi cruel que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ? La créativité nous aide, elle aide à sortir des cadres.

Dans ce contexte, une expression intellectuelle et politique spécifiquement écologiste prend-elle une place ?

Plusieurs penseurs et artistes ont eu une expression d'ampleur internationale en faisant notamment connaître la situation en Amazonie et ce que vivaient les peuples autochtones. Parfois, les symboles sont importants. Ainsi, par exemple, il y a eu l'influence du pape François qui a reçu le chef autochtone Raoni au Vatican en 2019. Ce qui a marqué au Brésil, c'est que Raoni et François se sont embrassés, ce qui sort des relations protocolaires habituelles. L'importance politique de cette figure du pape, au Brésil peut être oubliée et cela a porté les débats sur l'Amazonie et sur l'environnement. L'ONU est une institution importante. Mais le Vatican a

une influence symbolique forte. Ces institutions globales ont maintenant des discours et des pratiques qui parlent au Brésil. Mais des questions se posent sur la responsabilité des Brésiliens face à ces enjeux. Le sens du discours change lentement et la culture aide notamment à répondre et à participer à ces débats. Cela a mis 30 ans, 40 ans pour émerger mais c'est aussi le résultat d'une lutte quotidienne.

Si on peut déjà tirer des leçons de cette crise du Covid qui traverse toute la planète, quelles seraient les décisions politiques ou collectives principales que tu trouverais indispensables ?

Je pense qu'on a besoin de débats et de processus pédagogiques ouverts pour comprendre ce qu'il se passe. En finir aussi avec l'hégémonie de l'anglais dans les milieux des débats intellectuels, pour enfin faire parler les autres communautés, qui ont des choses à nous dire. Nous avons des façons de vivre et de penser qui sont complètement différentes. Mais le défi collectif est commun. Comment se mettre en conversation face à celui-ci ?

Je ne sais pas si les grandes institutions internationales peuvent faire cela mais nous, en tant que citoyens du monde, nous pouvons le faire et nous rassembler autour de cette idée. C'est là qu'il faut mettre nos efforts et nos énergies. Le prévisible en fait ne m'intéresse pas. C'est ce qui reste à découvrir qui est important. Nous avons, par exemple, toi et moi, une histoire commune personnelle et institutionnelle qu'il faut mettre en évidence. A partir de ces histoires communes, que pouvons-nous imaginer comme dialogue, comme regards croisés, comme métissage, comme actions pour la suite ?



3 | AU BURKINA FASO, FACE AU CORONAVIRUS

Analyse [**BRUNO DOTI** | Historien-chercheur, fondateur et coordinateur du Centre Africain de recherche pour une pratique culturelle du Développement (CAD)]



Depuis le déclenchement de la maladie du coronavirus, les autorités et les citoyens du Burkina Faso collaborent dans la gestion de cette pandémie, notamment dans la prise en charge et le soin des malades et dans la limitation de la propagation de la maladie à travers des mesures prises par le gouvernement sur conseil des spécialistes de la santé. Certes il y a eu des défaillances au niveau du comité en charge de la gestion de la pandémie et de la mise en œuvre des mesures gouvernementales ayant entraîné le limogeage du premier responsable dudit comité. Cependant, il faut le reconnaître, le Burkina Faso s'est efforcé de maîtriser la propagation de la pandémie. D'ailleurs aucun pays n'ayant été préparé à affronter une telle pandémie, même les pays les plus puissants économiquement ont balbutié pendant un temps dans l'élaboration et dans la mise en œuvre de leur stratégie nationale de lutte contre la pandémie du Covid-19. Au Burkina Faso la mise en œuvre de la stratégie nationale a suscité une solidarité citoyenne fort appréciée. En effet, pour une première fois, des citoyens de façon individuelle, des organisations de la société civile (OSC), des entreprises, des institutions nationales et internationales, les membres du gouvernement et les élus nationaux, etc. ont accompagné le gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la Covid-19.

Au-delà des critiques de certains Burkinabé sur la gestion de la pandémie et des comportements défiant les mesures prises par les autorités, il faut reconnaître que la majeure partie des citoyens, des institutions nationales et internationales et des organisations de la société civile ont pris conscience de la nécessité de repenser le fonctionnement des sociétés notamment à travers une relecture des us et coutumes afin de les actualiser en fonction

des circonstances du moment. Par exemple, les célébrations du mois du carême chrétien et celles de la fête pascale ont été suspendus pour raison de la pandémie. Durant plus de deux mois il n'y a pas eu de messe, les mosquées sont restées fermées. Dans la région de Bobo-Dioulasso, les cérémonies des grandes funérailles coutumières ont été reportées pour empêcher la propagation du virus au sein des communautés. Il en est de même pour chaque citoyen qui est appelé à revoir ses comportements et ses agissements dans ce contexte de crise sanitaire. C'est ainsi que plusieurs citoyens ont décidé de mettre leur savoir et savoir-faire au service de la lutte contre la pandémie en concevant, par exemple, des lave-mains à pédale, en produisant des cache-nez (bavettes) à partir des matières premières locales ou encore récemment en fabricant des respirateurs. De leur côté plusieurs phytothérapeutes ont engagé des recherches sur des plantes en vue de trouver des médicaments pouvant soulager voire guérir des malades du coronavirus.

Avec l'ampleur de la pandémie au niveau mondial et des moyens limités, au Burkina Faso, c'est la gestion du ponctuel qui mobilise actuellement l'autorité et les spécialistes. Pour le moment le structurel préoccupe peu. Or c'est là que devrait s'orienter les efforts. En effet, la pandémie a provoqué une crise dans tous les secteurs de la vie nationale dont la résolution exige la conception et la mise en œuvre d'un véritable processus de transformation sociale de qualité. En ce sens l'autorité devrait prendre le risque de rompre avec cette économie extravertie orientée vers la production des matières premières destinées à l'exportation et développer une économie du réelle qui épanouie le citoyen, la nation et l'universel. Seule cette économie du réelle peut permettre aux sociétés de s'actualiser à partir de l'héritage historique légué par les générations passées.

L'économie de marché que l'on a imposé aux États a détruit en moins de trois siècles ce que l'humanité a entretenu au cours des millénaires. Le monde vit aujourd'hui une crise écologique très grave liée à un certain niveau de croissance industrielle. Une crise économique qui a des conséquences sociales. Ainsi, au Burkina Faso, la terre qui était considérée par nos Ancêtres comme un bien commun dont l'exploitation exigeait le respect des coutumes, cette terre est devenue, par la législation sur le foncier, un capital dont l'on peut s'approprier par l'argent. Le développement de l'agrobusiness et la multiplication des entreprises minières exposent l'État

burkinabé à une dégradation inquiétante de son environnement. Alors que nos Ancêtres ont aimé leur terre et ont toujours eu cette conscience de la recréer dès qu'elle s'appauvissait à travers la jachère, les agrobusiness men et les entreprises minières, eux, la déteste par leurs méthodes d'exploitation et lorsqu'elle s'appauvrit, ils la quittent pour des zones plus fertiles. Ainsi des forêts classées hier, par la coutume, comme sacrées parce que lieu d'infiltration des eaux de pluies pour enrichir la nappe phréatique et lieu de reproduction de la biodiversité, sont aujourd'hui saccagées dans le cadre de l'aménagement urbain, de la promotion de l'agrobusiness ou encore de l'exploitation minière. Avec le réchauffement climatique, il est tout à fait normal que de nouvelles maladies voient le jour. Des espèces floristiques et animales sont en train de disparaître aujourd'hui, mettant à mal la cohésion sociale. En effet, à partir de cette diversité biologique, non seulement les générations passées ont su mettre en place des coutumes dont le respect permettait une cohésion, mais elles ont aussi conçu et mis en place des méthodes de recherche qui ont permis de découvrir des médicaments qui, durant des siècles, ont guéri les populations de multiples maladies. Elles ont aussi développé une communication avec la flore et la faune pour une cohésion sociale. Encore aujourd'hui la plupart des villages respectent les animaux et les arbres sacrés, les traitant comme des humains. Certains villages ont pour animal sacré le serpent boa avec lequel les sages communiquent lorsqu'il vient rendre visite au village. Pour prélever des écorces, des feuilles ou des racines sur une plante pour des soins, le phytothérapeute demande d'abord l'autorisation à la plante. Les générations passées vivaient de la nature, aimaient la nature et prenaient soin de la recréer. Quoi de plus normal que la nature les protégeaient et les épanouissaient. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Dans la lutte contre la Covid-19 et bien d'autres pandémies, il est important de repenser les politiques environnementales en remettant fondamentalement en cause le modèle économique conçu et mis en place depuis la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle ayant provoqué aujourd'hui cette crise écologique marqué par l'épuisement des sols et des ressources naturelles, la pollution du milieu naturel et de l'environnement humain empêchant l'être humain de vivre en symbiose avec son environnement. Cette crise économique ne connaît pas de frontière alors que l'on a mis du temps pour en prendre conscience et pour prendre des mesures adéquates.

Il ne fait aucun doute que nous vivons aujourd'hui une fin de cycle historique, la fin d'un monde (mais pas la fin du monde), la fin d'une civilisation marquée par une violence extrême et par des épidémies dont la Covid-19 et qui nécessite que nous entreprenions un voyage vers nos mémoires collectives pour y découvrir les matériaux nécessaires à la construction de la nouvelle civilisation. Feu l'historien Joseph Ki-Zerbo affirmait bien souvent au cours de sa vie: « Apprendre le passé, comprendre le présent, entreprendre le futur ». Pour lui, seule la conscience historique permet d'entreprendre un devenir humain viable.

Mais une chose est sûre, toute fin de cycle historique dure des siècles; la fin de l'antiquité a duré près de cinq siècles, du V^e au X^e siècle pratiquement. Il est donc temps d'engager de nouvelles politiques fondées sur les matériaux tirés des paniers trésors que sont nos mémoires collectives, afin de contribuer au quotidien des générations des siècles à venir. Les générations passées ont réussi leur mission de génération. Les générations actuelles doivent réussir leur devoir de génération en s'inspirant de l'esprit qui animait leurs Ancêtres et ainsi se montrer dignes d'eux. Les Bamanan en Afrique Occidentale affirment ceci : « dèn fadènfolo o yi a fa de ye. O fa ye gnumaya min kè ni i ma tèmè o kan, i kana dèsè o la », ce qui se traduit en français : « le premier modèle de l'enfant est son père. Ce que ce père a fait de bien si tu ne peux pas aller au-delà, ne soit pas en deçà ».

À partir des leçons tirées de ce qui nous arrive aujourd'hui par la Covid-19, travaillons à être des dignes descendants des générations passées.



QUELS CHEMINS POUR LE MONDE D'APRÈS ?

[QUATRE HYPOTHÈSES EN
CONCLUSION]



1 | COMMENT S'ORIENTER DANS LE PENDANT ET L'APRÈS-PANDÉMIE

Analyse [**JULIEN DIDIER - JEREMY CRAVATTE** | **Jérémie Cravatte** milite au Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) et travaille actuellement comme animateur chez Barricade et Mycelium (Belgique) ; **Julien Didier** est animateur du projet Mycelium]

Quelques pistes de réflexion et invitations pour les mouvements écologistes

A travers cette note, le cercle cœur de Mycelium veut partager quelques éléments de réflexion à destination des mouvements écologistes et sociaux sur la pandémie du Covid-19, sur la manière dont cet événement bouscule ou au contraire renforce nos réflexions politiques et sur les revendications que portent nos mouvements. Cette note veut nous aider à « nous orienter », c'est-à-dire nous donner quelques repères, quelques indications et points de vue qui peuvent guider nos actions dans les prochains mois. Nous ne prétendons certainement pas être exhaustifs, mais plutôt pointer certaines lignes de force et aussi nommer des points encore aveugles de nos réflexions actuelles.

Un tel confinement met à l'épreuve les mouvements sociaux du fait de nombreuses situations d'urgence à traiter (pour les syndicats, les services sociaux, les collectifs autonomes de solidarités,...) et du fait de la difficulté de se réunir et de s'organiser. Il est plus difficile de libérer du temps pour produire une analyse critique de la situation, à rassembler les informations sur les situations de terrain et pour élaborer des mobilisations. Pendant un certain temps, nous ne pourrons par exemple pas manifester massivement dans les rues et de nombreux autres modes d'action seront aussi rendus difficiles ou impossibles. Tandis que les mouvements sociaux sont en train d'essayer de s'adapter à ces réalités, il nous paraît nécessaire de trouver des moyens de nous faire toujours les relais des besoins sociaux qui s'expriment, ce qui doit nous pousser à être d'autant plus attentif.ve.s, à chercher à voir clair durant cette période et à orienter nos actions de manière choisie.

Il s'agit bien sûr de garder une humilité et une curiosité, sans prétendre tout savoir, ou savoir exactement quoi faire, quand ou comment le faire, même si la situation actuelle donne raison sur de nombreux points à un grand nombre de revendications historiques des mouvements sociaux.

Nous proposons cette orientation en trois parties : penser le pendant comme préfiguration de l'après, porter d'autres récits pour des futurs désirables et enfin orienter un redéploiement vers des sociétés du soin et de la résilience.

1. Penser le pendant de la pandémie comme préfiguration de l'après ou l'idée que « l'après » est déjà là

Depuis le début de la phase aiguë de la pandémie du Covid-19 et de l'implémentation de mesures de confinement dans les pays Européens, on peut lire de très nombreuses tribunes invitant à se saisir de l'opportunité d'une telle crise pour « penser l'après-pandémie comme radicalement différent de l'avant-pandémie » et imaginer dès maintenant les fondations de nouveaux systèmes politiques, économiques et sociaux, plus en accord avec les exigences écologiques de notre temps notamment. Ce genre de réflexion est logiquement très populaire dans de nombreux mouvements écologistes, qui se réjouissent d'ailleurs parfois des effets collatéraux « positifs » des mesures du confinement, sur les niveaux de pollution, sur la qualité de l'air, sur les espaces laissés à des espèces animales sauvages.

Si nous estimons que ces réflexions sont fondamentales (et nous y reviendrons dans les deuxième et troisième partie), nous estimons qu'elles pèchent souvent par une vision encore trop idéalisée de « l'après » et déconnectée des réalités brutales du présent. Non seulement, cette « respiration » toute relative pour une partie du vivant n'est pas volontaire et donc sa destruction systématique pourra repartir de plus belle si rien ne change. Ensuite, on connaît encore peu les effets diversifiés de cette « respiration » involontaire. Enfin, la période actuelle se marque aussi par de nombreuses souffrances sociales et économiques, pour les personnes directement impactées par la maladie mais aussi de manière

beaucoup plus large.

On pourrait plutôt dire que le jour d'après a commencé le premier jour du confinement, que nous y sommes déjà et que la pandémie agit en fait bien plus comme un révélateur des injustices et vulnérabilités existantes, que comme un agent magique permettant de faire table rase du passé.

Certaines des conséquences sociales du confinement se marqueront pendant plusieurs mois ou années (paupérisation accrue de certains groupes sociaux, aggravation de maladies chroniques, aggravation de la santé mentale avec notamment une augmentation des troubles de stress post-traumatique, des dépressions et suicides, ...). Ces souffrances augmenteront encore de manière plus grave si les réponses données à la nouvelle crise économique se basent sur plus d'injustice sociale et d'exploitation du vivant pour « rattraper le retard » et maintenir le système actuel en place.

Penser le pendant à partir des fragilités et des vulnérabilités de nos sociétés

Nos mouvements doivent donc s'ouvrir à au moins deux perspectives : (1) acter les fragilités systémiques de notre monde et ce que cela peut signifier pour les années et décennies à venir ; (2) œuvrer, à partir de nos terrains respectifs, à une prise en compte accrue de toutes les vulnérabilités sociales et de la manière dont elles se marquent, entre autres dans les hôpitaux, les maisons de repos, les prisons, les centres fermés, les logements exigus et/ou insalubres, ainsi que pour les personnes sans-abris, toxicomanes, handicapées, sans revenu stable ou les personnes isolées de manière générale¹.

Toutes ces vulnérabilités se marquent plus durement encore pour les femmes ainsi que pour les minorités sexuelles et de genre (LGBTQI+), plus souvent victimes de violences familiales et conjugales, dont l'accès aux soins est parfois menacé, ou qui doivent assurer une charge éducative accrue alors que les emplois de soin principalement assurés par les femmes se

1 Voir le recensement des situations sociales « oubliées » sur le site Coronavirus, les oubliés.e.s

rèvent essentiels au fonctionnement de notre société². Ces vulnérabilités se marquent également par la stigmatisation accrue de groupes sociaux déjà marginalisés précédemment : du racisme anti-asiatique vécu lors des premières semaines, on est passé à une stigmatisation des personnes vivant dans des quartiers populaires et majoritairement racisées, accusées de ne pas respecter les mesures de confinement aussi bien que le reste de la population. Cette stigmatisation se marque aussi par une recrudescence importante des violences policières, sous prétexte de contrôle des mesures de confinement, qui ont mené à de nombreux contrôles abusifs et violents et ont provoqué jusqu'à la mort d'un jeune homme à Bruxelles, dans un quartier soumis à une telle pression policière³.

Toutes ces questions doivent selon nous être mises plus au centre également des mouvements écologistes et environnementalistes car elles nous montrent bien à quel point aucune catastrophe écologique passée, en cours et à venir n'affecte nos vies de manière uniforme, sans distinction de classe, de genre, de race ou d'autres facteurs de marginalisation ou d'exclusion. Pour bien penser la résilience de nos sociétés, nous devons donc se penser à partir des effets écologiques et sociaux combinés des catastrophes dont nous voulons nous protéger. Ces questions actuelles nous semblent très importantes pour le « futur » car elles préfigurent ce qui se passera de manière plus intense dans les prochaines années et décennies : nos réponses doivent trouver leur pertinence dès maintenant et conditionnent les capacités d'adaptation et de résilience de nos sociétés face à de tels événements futurs.

2. Porter d'autres récits durant et après la pandémie

Cette crise est une occasion importante pour montrer les limites et les effets destructeurs de certains systèmes économiques et sociaux. La pandémie ne résoudra pas ces dommages, au contraire comme nous l'écrivons plus haut, elle renforce les vulnérabilités et injustices déjà présentes. Cette exacerbation peut toutefois agir comme un déclencheur et rendre

2 Voir notamment « le confinement, miroir grossissant des inégalités entre femmes et hommes » (article RTBF), « pour une prise en compte du genre dans le déconfinement et l'après-crise Covid19 » (tribune collective) et « Les jeunes LGBT victimes collatérales de la crise du Covid19 » (article komitid)

3 Voir notamment la page Facebook « Quarantine Watch » qui reporte les cas de violences policières durant le confinement et « Des interventions policières plus violentes en ces temps de confinement? » (article RTBF)

rapidement illégitime certaines logiques en place, au profit d'autres récits, que portent les mouvements écologistes et sociaux et qui trouvent toute leur pertinence aujourd'hui. Il est donc important d'assumer de manière claire et audacieuse nos visions.

Porter un discours proactif et pas réactif sur la réorientation vers des sociétés post-croissance et tournées vers le soin

Il est important d'affirmer clairement que les régimes de croissance actuels ne protègent plus la société des crises sanitaires et écologiques que nous vivons et allons vivre, au contraire. A revers de discours pro-croissance comparant le confinement à la décroissance, nous suggérons de revendiquer justement une société qui n'aligne plus ses actions sur les indicateurs de croissance économique, mais qui se donne d'autres boussoles, centrées sur des indicateurs de bien-vivre dans notre société, sur la réduction de ses points de vulnérabilité, sur ses fonctions essentielles. La période actuelle est une opportunité très importante pour démontrer à quel point les richesses de la société résident dans des actions essentielles tournées vers le soin, la fourniture de services de base. Cela signifie entre autres de soutenir ces secteurs dans leurs revendications et dans leurs mobilisations à venir. Cela signifie aussi de participer à mettre en débat plus largement ce qui constitue des activités essentielles ou destructrices (au contraire du gouvernement qui en a fait une liste fermée durant le confinement et qui a, ensuite, considéré que tous les secteurs actuellement actifs devaient redémarrer). Au vu des immenses chantiers qui nous attendent (faciliter la régénération du vivant, pallier partiellement à la descente énergétique, ...) se demander comment délégitimer les activités destructrices et aider à leur reconversion vers des activités essentielles.

Il nous semble également très important de ne pas laisser opposer les mesures à prendre d'un point de vue sanitaire à une nécessité floue et englobante de « sauver l'économie » : il s'agit bien de parler au contraire des conditions de vie concrètes des personnes et de la manière dont nous pouvons ou non orienter les activités économiques et de l'état au service de leurs besoins⁴. Nous avons la démonstration très concrète que nos sociétés

4 Voir notamment « Ce que le confinement nous apprend de l'économie » (article Mediapart)

peuvent se réorganiser rapidement pour prioriser des tâches essentielles de maintien de la vie, il est important de s'en saisir pour dénoncer en creux la vacuité des politiques néolibérales et capitalistes des dernières décennies, qui ont promu une croissance très inégalitaire et pauvre en bien-être social.

Enfin, nous devons en tant que mouvements écologistes et sociaux nous questionner sur la place que nous voulons donner à la culture et à l'art dans ces temps troublés. Ces secteurs sont ceux qui seront le plus longtemps maintenus à l'arrêt et, au-delà des dommages très importants que ce confinement va leur causer, nous devons questionner l'absence totale de réflexion des acteurs publics sur l'arrêt de ces activités. Plus que jamais nous avons besoin de penser, faire sens, nous relier durant de telles catastrophes et le fait que ces secteurs aient été relégués au rang d'activités non-essentielles sans autre forme de réflexion doit nous pousser à en affirmer l'importance fondamentale et notamment de se préoccuper de manière prioritaire de la survie de ces secteurs après la pandémie⁵.

Pratiquer l'écologie depuis les marges

Cette épisode est aussi une occasion concrète pour mettre en acte l'idée selon laquelle pratiquer l'écologie consiste avant tout dans le fait de prendre soin dès maintenant de la société là où elle est la plus vulnérable, de ses composantes (humaines et non humaines) les plus marginalisées et fragilisées, d'apprendre à prendre soin de la vie sous toutes ses formes - ce qui constitue la meilleure manière de prévenir les catastrophes écologiques à venir.

Cette pandémie nous apprend donc une fois de plus qu'aucune catastrophe ne répand ses effets de manière neutre dans nos sociétés et elle nous pousse à ancrer plus fortement nos pratiques et discours écologistes dans des réflexions issues de mouvements qui croisent les questions écologistes avec des enjeux de dominations systémiques.

Les approches écoféministes, qui croisent les perspectives de dominations patriarcales et d'exploitation du vivant, nous semblent une source

⁵ Voir notamment «Madame Wilmès, pour le secteur culturel, cette crise est déjà une catastrophe!» (Carte blanche Le Soir)

d'inspiration très importante dans cette période, car elles permettent notamment de remettre la question du soin (soin de nos relations, soin dans nos sociétés, soin du vivant) au centre, comme une tâche importante qui incombe à la société toute entière et pas à assigner uniquement aux femmes dans des métiers mal payés. Leur capacité à penser les questions de reliance, d'espoir et de désespoir, ainsi que de dépassement des dualités nature-culture ou humain-non-humain nous sont aussi très précieuses en cette période où un acteur non-humain montre sa capacité de perturbation radicale de nos systèmes humains⁶.

Regardons aussi du côté des penseur.e.s qui croisent les réflexions écologistes aux dénonciations des dominations néo-coloniales ou racistes, à travers les propositions d'écologie décoloniale ou d'étude du racisme environnemental. Ces réflexions permettent de réaliser à quel point les questions sanitaires sont liées à des histoires coloniales, que ce soit à travers la destruction d'espaces écologiques favorisant l'apparition de nouveaux virus ou à travers la mort de populations entières suite à la diffusion de nouveaux virus dans des populations non-immunisées⁷. Elles nous invitent à voir aujourd'hui comment la pandémie révèle notre inégal accès à la santé, à un environnement sain : les statistiques ethniques et raciales aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (absentes en Belgique et en France) révèlent un taux de décès dû au coronavirus deux fois supérieur chez les personnes noires et d'origine asiatique que les personnes blanches⁸, tandis que des populations indigènes aux Etats-Unis et au Brésil se retrouvent très menacées face à cette pandémie et des gouvernements ouvertement hostiles à leurs droits⁹.

Enfin, une telle pandémie nous force à repenser la place et la voix que notre société accorde aux personnes malades et handicapées ou désignées

6 Voir notamment « Coronavirus : le capitalisme est exsangue, vive l'écoféminisme » (Tribune Regards.fr) et « Discussions confinées : raconter l'après-pandémie grâce à l'écoféminisme » (Podcast par Sophie Hustinx, Julien Didier et Delphine Masset)

7 Voir notamment « Colonialism in Africa helped launch the HIV epidemic a century ago » (Article Washington Post), « Coronavirus, Colonization, and Capitalism » (Article Common Dreams)

8 Ce taux plus élevé s'explique en partie par leur plus forte présence dans des métiers exposés (commerce, livraison de repas, soins de santé) ainsi que par des facteurs de santé structurels plus dégradés. Voir notamment « British BAME Covid-19 death rate 'more than twice that of whites' » et « Le coronavirus semble frapper démesurément les Noirs aux Etats-Unis » (Article Voaafrrique)

9 Voir notamment « 'We are on the eve of a genocide': Brazil urged to save Amazon tribes from Covid-19 » (Article The Guardian) et « Virus rips through Navajo Nation » (Article New-York Times)

comme telles. La dégradation des conditions écologiques de vie se traduira par une augmentation de maladies (dont les maladies respiratoires), impactera toujours plus notre santé mentale et se marquera plus durement sur les personnes dont la santé et la condition physique et mentale sont déjà plus fragiles. Ceci doit nous montrer que penser la résilience de nos sociétés face aux catastrophes écologiques se pense aussi à travers la manière dont nous traitons dans nos sociétés les personnes vues comme malades, handicapées ou invalides, et la valeur que nous leur attribuons. Les témoignages rapportant le mauvais traitement réservé aux personnes âgées et handicapées durant cette pandémie doivent à ce sujet nous alerter et les revendications des mouvements anti-validistes (cherchant à déconstruire le rôle privilégié et les qualités attribuées aux personnes vues comme valides) méritent un intérêt plus marqué des mouvements écologistes¹⁰.

Revendiquer une démocratie plus vivante et pas confinée

Comment évitons-nous que le principe de la démocratie ressorte délégitimée de certaines crises ? Il nous paraît important d'affirmer que ce n'est pas la démocratie qui aurait été inefficace durant cette crise, au contraire : les régimes autoritaires par le monde se sont montrés les moins efficaces dans la gestion de cette crise et, en Belgique, nous avons perdu beaucoup de temps avant que les autorités publiques n'écourent enfin (un peu) les personnels de santé. Les travailleuses et les travailleurs (donc, les personnes qui connaissent les outils, leurs forces et leurs faiblesses, les besoins et les possibilités), ainsi que les personnes au contact du terrain de manière générale, doivent être au centre dans l'élaboration des mesures de crise et non à la marge.

La composition des nombreuses «task force» gouvernementales, restreintes aux milieux économiques au côté d'experts médicaux a été dénoncée et doit continuer à l'être. Par ailleurs de nombreuses initiatives émanant de diverses composantes de la société civile ont demandé à être plus consultées, notamment dans le cadre de la stratégie de déconfinement et

10 Voir notamment « Coronavirus: les femmes handicapées s'expriment «contre leur invisibilité» » (Article RTBF) et « Coronavirus, validisme et darwinisme social » (Article Le Poing)

pour penser les mesures post-pandémie¹¹, nous devons continuer à porter ce message et combattre l'idée d'une gestion purement technique d'un point de vue économique et médical d'une telle crise.

3. Revendiquer un redéploiement vers des sociétés du soin, de la justice et de la résilience

A partir de ces deux premières étapes, le chemin s'éclaircit pour penser les suites de la crise sanitaire à moyen ou long terme, guidé par une mise au centre des questions soin (incluant le soin de nos écosystèmes écologiques), d'une recherche de justice sociale plus importante et d'une plus grande résilience de nos sociétés face à des catastrophes futures annoncées.

Anticiper la conjonction d'une telle crise avec d'autres risques systémiques (écologiques, économiques, sociaux,...)

La crise actuelle a complètement capté notre attention, souvent au détriment des basculements écologiques et climatiques en cours. Or, ces derniers ne constituent pas une crise, il n'y a pas de « retour à la normale » possible en la matière, pas de vaccins. Si tout le monde a presque oublié l'épisode terrible des mégafeux en Australie au moins de janvier, cela signifie sans doute que nous ne pensons pas encore la possibilité que de telles catastrophes soient conjointes, ou que nous n'osons pas y penser. Or une telle éventualité est du domaine du probable et la conjonction de telles catastrophes fait peser un risque de vulnérabilité plus accru encore que leur simple addition : comment par exemple imaginer un tel confinement en période de canicule ou de sécheresse et de restriction d'eau dans une grande ville ? Comment penser les zones de secours débordées en période de tempêtes répétées ?

Les mouvements écologistes sont sans doute parmi les mieux placés pour penser de tels risques et donc pour anticiper les mesures à prendre d'urgence en cas de tels événements. Il apparaît donc nécessaire de se

¹¹ Une revue de ces initiatives est reprise dans cet article publié par Associations 21

pencher beaucoup plus concrètement sur de tels scénarios, afin de pouvoir en limiter le pouvoir destructeur par une action rapide, anticipatrice et démocratique. Le pouvoir en place a, en partie, fait la démonstration de son incompétence et impréparation. On peut supposer qu'une partie conséquente de la population décidera malgré tout de continuer à déléguer les mesures à prendre à ce pouvoir gestionnaire, mais ce ne sera pas le cas de tout le monde et les initiatives qui tentent à renforcer une culture de l'autogestion, de reconquête des communs, seront primordiales pour la suite.

Anticiper de potentielles crises alimentaires

Sans que la situation ne soit aujourd'hui critique dans nos régions, la crise actuelle met en lumière la fragilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire, du fait entre autres de leur dépendance aux échanges internationaux, aux transports rapides, de produits mais aussi à la force de travail de travailleur.e.s migrant.e.s. Les revendications des mouvements paysans (dont la relocalisation et diversification de la production, le soutien à l'agroécologie plutôt qu'à l'agrobusiness, l'accès à la terre et aux semences, l'annulation de certaines dettes, la simplification administrative, la sortie des traités de libre-échange, l'interdiction de la spéculation alimentaire, ...) sont on ne peut plus actuelles et il est important de s'inspirer de leurs propositions pour penser dès aujourd'hui des systèmes alimentaires plus résilients et justes. Cela signifie de continuer à lutter contre la destruction des dernières terres cultivables et d'aider les « Brigades d'Action Paysannes »¹² à soutenir des paysan·en·s qui en ont besoin et renforcer les initiatives de coopératives en circuits courts, de ceintures alimentaires¹³ et de réseaux de semences autonomes.

Anticiper les crises alimentaires qui pourraient subvenir signifie de ne pas s'en remettre à l'improvisation dans une économie qui fonctionne presque sans stocks stratégiques. Ceci passera nécessairement par une relocalisation de la production et une redéfinition des échanges internationaux, vers plus de réciprocité et moins d'exploitation néocoloniale des ressources et d'une main d'oeuvre surexposée - voire esclavagisée. En ce sens, il est de notre

12 <https://brigadesactions paysannes.be/>

13 <https://collectif5c.be/> et <https://www.catl.be/>

responsabilité d'empêcher les multinationales basées dans nos régions de continuer à pratiquer les accaparements de terres, de faire répudier les dettes des pays du Sud global par nos États et d'entamer des mesures de réparation pour la dette écologique et historique.

Mais nous devons penser les crises alimentaires aussi depuis le côté de la consommation et pas uniquement de la production. Pour l'instant, ce n'est pas le manque d'aliments mais le manque de revenus qui crée des émeutes de la faim dans des pays comme l'Afrique du Sud ou le Venezuela. En Belgique aussi, les plateformes de lutte contre la pauvreté alertent sur le risque d'aggravation des situations de pauvreté et en France, ou en Italie ou en Espagne, les systèmes d'aides alimentaire font déjà face à une demande bien plus massive qu'habituellement¹⁴.

Comme dans d'autres pays qui ont vécu des crises alimentaires, un système de subsides aux biens de première nécessité (mesure d'utilité publique que le FMI demande systématiquement de supprimer lorsqu'il intervient dans un pays pour « l'aider ») doit donc être pensé. Une réquisition des productions et surtout des moyens de production (dont la terre et les machines) doit être envisagée. Les prix de ces biens doivent pouvoir être plafonnés - en prenant bien sûr en compte l'évolution des coûts de production - et ce dès maintenant, sans attendre une potentielle crise alimentaire. L'éventualité d'un rationnement équitable ne doit pas être laissée à la seule initiative de la grande distribution, mais bien pensée depuis la collectivité, en coordination avec des acteurs de la société civile, dans des « task force » réellement représentatives de la diversité de la société et de ses besoins.

Mettre en place des mesures de sécurité sociale universelles et de protection des travailleurs

Bien que de nombreuses mesures sociales aient été prises depuis le début du confinement, il est très aisé de constater que beaucoup de personnes ne bénéficient pas de telles mesures, tant les situations sociales (artistes, travailleurs du milieu culturel, personne travaillant dans l'économie

14 Voir notamment « Sans aides financières directes, les ménages les plus pauvres basculeront dans le vide » (Carte Blanche) et « Covid-19: comment éviter une catastrophe sociale pour les plus pauvres? » (Article Mediapart)

informelle, personnes sans-papiers, travailleur.se du sexe, ...) sont multiples et pourtant durement affectées par un tel épisode. Ceci montre évidemment l'importance de mesures sociales les plus universelles possibles et de l'automatisation des droits, qui concernent toutes les personnes présentes sur le territoire, et pas uniquement y résidant officiellement et légalement.

De telles mesures, qu'il s'agisse de droits sociaux individualisés et étendus, d'accès à des biens et services de base, d'un revenu contre la pauvreté ou d'un revenu de base inconditionnel, doivent être pensées dans la durée, tant pour faire face à d'autres crises ou chocs, que pour faciliter la réorientation d'un grand nombre de personnes, dont les emplois sont liés à des activités néfastes écologiquement ou socialement, vers des activités bénéfiques à la société. De telles mesures ne doit par contre pas servir de prétexte à des « assouplissements » du droit du travail, conduisant à une précarisation des travailleur.se.s, ni à une destruction de la sécurité sociale (remplacement du chômage et de la pension financés via les profits par un revenu de base financé via les impôts), mais doit bien permettre un rapport de force plus favorable qu'actuellement dans les relations de travail, qui favorise des choix d'activité plus libre pour les travailleur.se.s.

Réclamer une régularisation des personnes sans-papiers

Si la question des migrations et du statut des personnes demandeuses d'asile et sans-papiers était déjà brûlante ces dernières années, l'actuelle pandémie a encore révélé à quel point elle doit être au centre de l'agenda de nos mouvements, y compris des mouvements écologistes.

D'un côté, cette pandémie a révélé à quel point nos économies, et en particulier l'agriculture, dépendait d'une main d'oeuvre exploitable et très peu chère, fournie par des personnes migrantes, légalement ou illégalement, présentes de manière saisonnière ou permanente. D'un autre côté, elle nous rappelle à notre interdépendance radicale par le fait que toute politique de santé publique face au coronavirus doit s'adresser à l'entièreté de la population si elle veut être efficace. Nos États ne peuvent donc plus ignorer la situation sanitaire de personnes laissées sans droits sur son territoire. L'Italie et le Portugal ont déjà annoncé des mesures de

régularisation importantes, ce qui invite à revendiquer de telles mesures en Belgique, guidées par une approche de droits humains, plutôt qu'un opportunisme économique cynique. Une large coalition d'acteurs vient d'ailleurs de lancer la campagne « contre le virus, la régularisation c'est maintenant »¹⁵

Se prémunir contre une nouvelle période d'austérité post-pandémie

Si aujourd'hui les vannes sont grandes ouvertes à tous les niveaux de pouvoir pour financer des mesures de crises, les discours avertissant « qu'il faudra rembourser et faire des efforts » par la suite se font déjà entendre.

Il est très important de combattre dès aujourd'hui le discours selon lequel, passé le pic de la crise sanitaire (et ses possibles « répliques »), c'est la réduction du déficit public par des mesures d'austérité qui sera la nouvelle priorité. Il ne peut en être ainsi, quand le rôle des services publics réapparaît essentiel aux yeux de tou.te.s et que les dégâts considérables de l'austérité qui a suivi la crise financière de 2008 (entre autres dans les soins de santé) sont dans toutes les mémoires.

Ainsi les règles budgétaires européennes actuellement suspendues ne peuvent être rétablies telles quelles. Alors que le retour à l'austérité sera présenté comme une conséquence naturelle de la crise sanitaire par les acteurs néolibéraux, trop peu de discours se font encore entendre sur la nécessité de modifier radicalement nos différents systèmes de contributions à la collectivité. Entre autres choses, il est plus que nécessaire – entre autres pour des raisons écologiques – d'instaurer des minimums et des maximums (qu'il s'agisse d'accès aux biens et services, de niveaux revenus ou d'accumulation de patrimoine). En ce qui concerne les sauvetages d'entreprises (financières ou non) à venir, ceux-ci ne peuvent être inconditionnels et doivent se faire sur base de critères sociaux et environnementaux. Les injections de capital par la collectivité doivent se traduire par une prise en main de l'orientation de ces entreprises.

15 <https://www.facebook.com/events/900749580345909/> et voir la carte blanche « Lettre ouverte à Madame Wilmès: «La régularisation du séjour des sans-papiers n'apporte que des avantages»

Ne pas tout relancer...

Il nous semble enfin que la période actuelle est à la fois la pire et la meilleure pour poser la question de la réduction ou de la fin de certaines activités économiques non-désirables d'un point de vue écologique et social, comme le suggère entre autres Bruno Latour¹⁶. L'arrêt d'un grand nombre d'entreprises offre pourtant une fenêtre d'opportunité qu'il serait dommage de ne pas chercher à saisir, d'autant plus que de grosses entreprises en difficulté financière font l'objet d'aides massives d'Etat ou de nationalisations. La question se pose certainement pour les compagnies aériennes, dont la croissance d'activité extravagante est sans mesure face à la nécessité de réduire ce mode de transport. Ce moment très particulier peut être aussi l'occasion de marquer un coup d'arrêt à de grands projets industriels ou commerciaux, ne correspondant pas au type d'économie dont nous avons besoin.

16 <http://www.bruno-latour.fr/fr/node/851.html>



2 | SORTIR DE LA VULNÉRABILITÉ PAR LA DÉFINITION DES BESOINS ESSENTIELS

Analyse [**LOUISE KNOPS** | Doctorante en Sciences politique à la VUB et membre du Conseil d'administration d'Etopia]



Dans cette contribution, je tente de tirer quelques enseignements des événements que nous traversons actuellement. Il s'agit de quelques notes compilées durant le confinement et dont l'organisation reflète la désorganisation du moment. Je signale également que certains éléments de réflexion que je présente ci-dessous sont inspirées des travaux du philosophe et sociologue Bruno Latour qui nous encourage, notamment, à penser les gestes barrière pour contrer le retour du « monde d'avant »¹.

Quelques balises pour introduire les idées présentées dans cette note:

- La crise actuelle est un miroir grossissant et un révélateur d'inégalités ; certaines que l'on connaissait déjà (par ex. inégalités socio-économiques, inégalités de genre) mais aussi des nouvelles (inégalités générationnelles, inégalités intra-personnelles de type psychologique, etc)
- Malgré ces inégalités, les fractures et les clivages, la société belge existe et elle est capable de se mobiliser (quoi qu'en dise la NVA).

¹ Où atterrir après la pandémie? Un article, un questionnaire, et maintenant une plateforme <http://www.bruno-latour.fr/fr/node/851.html>

- Cette société est à la fois fragile et dotée d'une résilience phénoménale (elle est capable, en quelques semaines de se transformer)
- Les individus ont le sens du bien commun et acceptent la légitimité de mesures politiques fortes (qui font plutôt partie de l'imaginaire de régimes autoritaires) lorsque ces dernières sont liées à un objectif d'intérêt collectif clair, et justifiées par une expertise scientifique reconnue
- La société belge (et mondiale) se réveille douloureusement de l'illusion du capitalisme financier : les infirmières valent plus que les banquiers.
- Nous ne sommes pas en « guerre » contre un virus. On redécouvre (en Occident surtout) la réalité de notre vulnérabilité humaine. On (re-) découvre que l'humain ne domine pas les non-humains. Il les exploite le plus souvent à des fins économiques, et doit refaire aujourd'hui l'apprentissage de la co-existence avec tous les êtres qui l'entourent
- Dans ce contexte, les questions politiques sont en train d'opérer un virage existentiel : les questions de vie ou de mort (qui ont toujours été des questions politiques importantes pour les populations les plus défavorisées) se posent aujourd'hui explicitement et à tous les échelons de la société. Le corps humain, ses limites, ses besoins essentiels, sa fragilité, ses affects, réorganisent entièrement l'agenda politique

La crise Covid-19 nous amène, contre notre gré (cette fois), à repenser la manière dont on co-existe avec d'autres êtres sur nos territoires. Covid-19 nous aura appris au moins ça : gérer un nouvel arrivant, un nouvel être avec lequel nos corps n'avaient pas encore appris à composer. La puissance de cette expérience est énorme : on a changé tous nos comportements. On ne se déplace quasi plus, on s'approvisionne moins souvent, on pense chaque trajet, chaque sortie en ce qu'elle peut apporter en termes de subsistance, on ne se touche pas, on apprend que notre survie dépend du comportement des autres, on est obligés de se limiter aux « besoins essentiels » (pour ceux qui vivent dans le confort matériel, c'est une expérience nouvelle). Mais quels sont-ils justement, ces besoins essentiels ? Sommes-nous capables de les décrire et de les identifier ? Sommes-nous capables de déterminer les moyens d'y répondre, de la manière la plus

intelligente possible (= celle qui ne détruit pas nos possibilités d'y répondre à l'avenir) ? Mais surtout : à le faire sans « enfermement », c'est-à-dire en opposition explicite aux questions territoriales du Vlaams Belang qui ne souhaite, in fine, la survie que de certains humains (comme le disait très bien leur slogan « *Eerst onze Mensen* »). Nous devons aujourd'hui tirer les enseignements de la crise actuelle pour préparer la société à une autre ré-organisation de nos modes d'existence, inévitable elle aussi : celle liée à la mutation écologique en cours.

1. Oubliez la « relance »: parlons de « transition » ou de « redéploiement »

Et je dirais même plus, pour trancher avec le vocabulaire de « relance », parlons de « reterritorialisation » de nos activités économiques, « d'ancrage », et « d'engendrement ». Ces termes nous forcent à penser en termes d'encastrement, de chaînes de dépendances, de sols, plutôt qu'en termes d'approvisionnement, de « matières premières » et de « produits finis ». Ces termes ne doivent pas forcément devenir des slogans pour le grand public, mais plutôt des ressources intellectuelles pour concevoir la réalité économique différemment ; voir des nouvelles relations, des échelles d'action et des interactions que notre équipement intellectuel actuel ne nous permet pas toujours de déceler facilement.

Le Covid-19 nous invite à repenser en termes de « besoins essentiels ». Partons alors de là pour « redéployer » l'économie au lendemain de la crise. Une des questions devient alors (par exemple) : comment ré-organise-t-on la réponse à ces besoins ? Quels sont les acteurs, les réseaux qui doivent être mobilisés pour répondre à ces besoins ? Peut-on penser des réseaux d'acteurs et d'interactions qui soient plus « proches » de nous (pour être plus autonomes et résilients lors de la prochaine pandémie) ? Quels sont alors les secteurs à soutenir en premier lieu lors du « redéploiement » post-Covid-19 » ? On peut penser à l'alimentation évidemment, mais aussi à d'autres secteurs « essentiels » tels que la santé, l'éducation, la recherche et l'innovation ; et tous les autres que la description des besoins aura défini comme « essentiels » (le logement, le transport, la culture par exemple).

De manière plus transversale, il y aura aussi certainement dans ce redéploiement une question sur la gestion du « temps ». Au niveau macro : le temps des réponses (urgentes vs long-terme), au niveau micro : une réflexion sur le « temps » de travail nécessaire à chacun(e) pour la réponse aux besoins essentiels. C'est une question qui ouvre une réflexion plus large sur la répartition du temps de travail, l'introduction éventuelle d'une allocation universelle, et ce que ces mesures créent comme opportunités en termes de participation plus active des citoyens dans la vie politique.

Enfin, ce redéploiement doit se penser à l'échelle européenne (comme le suggère la note), avec la solidarité comme principe fondateur, pour éviter de tomber dans un enfermement protectionniste et éviter le piège du « coronationalisme ».

2. Green New Deal: ne pas répéter l'erreur de l'après 2008

Pour les écologistes, le « Green New Deal » n'a rien de nouveau, cela fait plus de 10 ans qu'on en parle. C'était déjà « notre » plan de « relance » après la crise financière de 2008. Mais ce Green New Deal que l'on avait imaginé n'a pas eu lieu. Pas de plans d'investissements massifs dans la transition écologique. Plutôt le contraire : le secteur financier sort de la crise quasi indemne, alors que tout le reste de l'économie est asphyxié sous des mesures d'austérité. Des mesures dont on paie aujourd'hui les conséquences, surtout en matière de soins de santé. L'exemple du Portugal est ici éclairant : moins de mesures d'austérité et un gouvernement de gauche depuis 2015 = un secteur de santé en meilleure forme et des victimes Covid-19 moins nombreuses que son voisin espagnol.

Conclusion : il faut absolument mettre ces deux crises (2008 et 2020) en parallèle lors de discussions sur les mesures de soutien et les investissements pour l'après Covid-19. L'austérité ne peut en aucun cas revenir comme solution. Il faut ici rappeler les leçons de l'après crise financière et miser sur la prise de conscience collective de l'importance des secteurs publics (dont la santé) au sein de la population. Au niveau européen, il faut éviter que le « Green New Deal » ne se voit vidé de toute substance pour relancer « le

business as usual » après Covid-19. Comme nous le rappelle Bruno Latour, les « autres » vont bien évidemment aussi profiter de cette crise pour tenter d'évincer l'agenda écologique des agendas politiques :

« Les globalisateurs, ceux qui depuis le mitan du 20ème siècle ont inventé l'idée de s'échapper des contraintes planétaires, eux aussi, y voient une chance formidable de rompre encore plus radicalement avec ce qui reste d'obstacles à leur fuite hors du monde. L'occasion est trop belle, pour eux, de se défaire du reste de l'État providence, du filet de sécurité des plus pauvres, de ce qui demeure encore des réglementations contre la pollution, et, plus cyniquement, de se débarrasser de tous ces gens surnuméraires qui encombrant la planète. (Latour, 2020). »

Au-delà du Green New Deal, et de ce qu'il représente en termes d'investissements, il y a aussi, au niveau européen, un réel projet de solidarité qui doit émerger. La crise Covid-19 doit redonner au projet européen toute sa raison d'être. Dans un contexte de pandémie, la pertinence de l'échelon européen paraît évidente : c'est là où des mesures auraient pu être prises plus tôt, de manière plus cohérente ; où l'approvisionnement en équipement et protections aurait pu être organisé, facilité, redirigé à temps vers les pays qui en avaient le plus besoin. En bonus : cela aurait pu être un bel entraînement de mobilisation collective pour les crises à venir, sanitaires mais aussi écologiques.

3. Un éclairage sur les liens entre la crise sanitaire du coronavirus, le dérèglement climatique et la crise de la biodiversité

Dans une note publiée récemment, Bruno Latour disait ceci, sur cette articulation précisément : « *La crise sanitaire est enchâssée dans ce qui n'est pas une crise — toujours passagère — mais une mutation écologique durable et irréversible. Si nous avons de bonne chance de « sortir » de la première, nous n'en avons aucune de « sortir » de la seconde. Les deux situations ne sont pas à la même échelle, mais il est très éclairant de les articuler l'une sur l'autre. En tous cas, ce*

serait dommage de ne pas se servir de la crise sanitaire pour découvrir d'autres moyens d'entrer dans la mutation écologique autrement qu'à l'aveugle. » (Latour, 2020)

Même si les deux crises ne se déploient pas à la même échelle, elles mettent toutes les deux en valeur la même réalité : notre incapacité collective (ici, surtout occidentale) à co-exister harmonieusement avec des êtres non-humains, et de là, le constat de notre immense vulnérabilité. De manière plus concrète, je vois plusieurs types de relation entre Covid-19 et changement climatique à éclaircir (je les présente sous la forme de questions, sachant que vous avez certainement déjà des réponses à certaines d'entre elles) :

- La crise Covid-19 est-elle directement liée au changement climatique ? Comment ? Des études récentes pointent déjà dans cette direction ; par exemple en termes de pertes de certains écosystèmes et d'habitats et des cohabitations qui en résultent (entre différentes espèces animales, mais aussi entre humains et non-humains)². Autre angle de recherche : la pollution atmosphérique comme facilitateur de la propagation et comme facteur aggravant de la maladie (risque accru de développer des complications respiratoires).
- Le changement climatique risque-t-il donc de nous faire vivre des épisodes de pandémie à répétition dans les années à venir ?
- La crise Covid-19 et la crise climatique ont-elles une cause commune ? Un modèle de cohabitation basé sur une relation de domination entre humains et nonhumains
- La crise Covid-19 et la crise climatique révèlent toutes les deux une réalité nouvelle : la fragilité d'un modèle que l'on pensait infaillible, ou que des décennies de développement « moderne » ont tenté de projeter comme infaillible (libéralisation et délocalisation comme clés d'un succès économique éphémère ; mis à mal en quelques semaines par un virus).
- Est-ce que répondre à la crise Covid-19 et répondre au changement climatique implique le même niveau d'engagement et de « renoncement » individuel (j'utilise ici le mot renoncement

volontairement comme une provocation)? C'est une question importante à éclaircir d'emblée, pour éviter que les écologistes ne deviennent (aux yeux de la population) les porteurs d'un projet de « confinement climatique ».

- La question des inégalités : les plus vulnérables, les premières victimes de Covid-19 (en termes sanitaires, mais aussi en termes socio-économiques) sont-elles les mêmes que les premières victimes du changement climatique ?
- La question des responsabilités politiques : y-a-t-il moyen d'identifier précisément le lien entre responsabilités politiques dans l'aggravation du changement climatique et celles qui expliquent l'émergence de la pandémie actuelle ?

4. La redéfinition de nos rôles individuels et l'émergence de nouvelles lignes de conflit ?

En filigrane de cette crise, il y a autre chose de fondamental à l'œuvre : un rééquilibrage (éphémère peut-être) entre nos libertés individuelles et nos responsabilités collectives. Pour beaucoup d'entre nous, c'est la première fois que nous renonçons de manière aussi explicite et radicale à nos libertés individuelles au profit du bien commun. C'est, à nouveau, un enseignement, une nouvelle ressource dont on peut se servir pour imaginer une société résiliente ; une société qui se plie, qui se transforme, qui est capable d'accuser des chocs. Mais aussi : après des décennies de coupes sans scrupules dans certains secteurs publics (en particulier la santé), l'opinion publique est sensibilisée, au plus proche, à l'importance vitale de ces secteurs, mis à mal par des années d'austérité. Assistera-t-on dans les mois à venir à un retour de l'Etat-providence ?

Il est possible de re-faire ici le parallèle avec la crise climatique. Les deux crises révèlent un besoin immense de solidarité entre générations, et d'une relation à la temporalité sur plusieurs échelles contradictoires : gérer l'urgence et se projeter, en même temps, sur le long-terme. Cette solidarité intergénérationnelle est déjà bien-entendu à l'œuvre à travers les pensions

mais ici on est dans un autre registre : on parle de « survie » qui dépend d'un autre type de solidarité que celui organisé par le clivage gauche-droite classique (je pense). C'est cette nouvelle demande de solidarité intergénérationnelle qui sous-tend à la fois le « OK Boomer » des jeunes pour le climat, et le « Stay at home » de la crise actuelle.

Enfin, en termes de psychologie collective, l'épisode que nous traversons est traumatisant. Pour de nombreuses personnes, il aura été associé à la peur, la mort et à l'expérience de la quarantaine forcée. Certains l'auront vécu avec ressentiment et sentiment d'injustice. L'injustice de ne plus pouvoir aller travailler, l'injustice de devoir à aller travailler, l'injustice du confinement dans un 20m², dans la solitude, dans la précarité, etc. Quiconque souhaiterait tirer des leçons de l'expérience actuelle devra le faire avec justesse et sensibilité.



3 | TROIS RÉPONSES À LA CRISE

Analyse [**JEAN DE MUNCK** | Philosophe et sociologue, Jean de Munck est Professeur ordinaire à l'UCLouvain]



Comment gérer la pandémie ? Que va-t-il se passer après elle ? D'aucuns pensent que la crise du coronavirus nous conduira spontanément à une prise de conscience vertueuse concernant les impasses de la globalisation anarchique. Ils rêvent d'une sortie de crise qui serait, d'un seul élan, une sortie du capitalisme dérégulé qui nous est imposé.

On peut douter de cet optimisme. Aucune sortie du capitalisme ne se profile à l'horizon. Et les tendances politiques autoritaires et populistes sont malheureusement immunes au coronavirus. Cette crise ne porte pas, en elle-même, une seule issue politique normale, automatique et rationnelle. Les démocraties vont être mises à rude épreuve, non seulement par la crise sanitaire mais aussi par la crise économique qui va suivre.

L'Europe n'est pas dépourvue d'expérience historique en matière de crises. Elle y a répondu, après 1945, par un modèle de complémentarité fonctionnelle entre État et capitalisme. L'architecture de l'État social peut, moyennant une courageuse reconstruction, inspirer une réponse originale à la crise contemporaine. L'économiste Eloi Laurent a raison quand il dit que « la leçon la plus utile de ce début de crise est aussi la plus universelle : l'État providence est l'institution stratégique du XXI^e siècle »¹. Cependant, l'État social n'est pas, loin s'en faut, le seul modèle de sortie de crise qui soit aujourd'hui disponible. Il est concurrencé par deux autres modèles, désormais dominants : le modèle autoritaire, et le modèle libéral-populiste.

1 Eloi Laurent, « Gare à l'épidémie de solitude », in *Le Monde*, 25 mars 2020, p. 29.

Le capitalisme autoritaire d'État

La première réponse à la crise est celle du *capitalisme autoritaire d'État*. Elle conjugue un mode de gouvernement autoritaire, centralisé avec un capitalisme offensif. C'est le cas, notamment, de la Chine ou de la Russie.

Face à la crise du Covid-19, ces pays renforcent le contrôle de l'espace public, font taire les voix discordantes, et prennent des mesures autoritaires. La crise sanitaire permet d'étendre et perfectionner des systèmes électroniques de surveillance, notamment de reconnaissance faciale, extrêmement intrusifs². L'appareil d'État est centralisé, bureaucratique et soutenu par une armée loyale. Face au coronavirus, ces régimes ne doivent pas improviser, comme les démocraties, l'« état d'exception », puisqu'ils mettent en œuvre l'exception étatique en toutes circonstances. Comme on le voit dans le cas, paradigmatique, de la Chine, la gestion brutale de la crise sanitaire sert particulièrement la propagande de ces régimes.

Héritage des régimes totalitaires du XX^e siècle, le contrôle de la société civile s'exerce sans médiation. Les appareils idéologiques d'État poussent les citoyens à subir leur sort sans broncher, et disciplinent la vie quotidienne selon les impératifs d'ordre et de productivité. Ce capitalisme d'État déploie de grands efforts pour s'emparer de parts de marché mondial, notamment sur les créneaux ouverts par la crise sanitaire (les masques, ou les médicaments, par exemple). Ils entendent bien profiter de la crise économique qui s'annonce pour étendre leur influence sur les institutions globales, concurrençant les occidentaux sur leur terrain privilégié : l'accumulation du capital.

Le libéral-populisme

La deuxième réponse est celle du *libéral-populisme*³. Elle est plus récente que la première, car elle n'a été élaborée qu'après 2008. Ce modèle

2 Par exemple, Mary Ilyushina, "How Russia is using authoritarian tech to curb coronavirus", CNN, 29 mars 2020; Florian Bieber, "Authoritarianism in the time of coronavirus", Foreign Policy, 30 mars 2020.

3 Cf. De Munck J., « La tentation libérale-populiste des Européens », Pour, 20 février 2018 (trad. esp. « La tentación liberal-populista de los Europeos », Democracia abierta, 2018).

s'impose depuis les victoires électorales de Trump aux États-Unis, en 2016, et de Bolsonaro au Brésil, en 2018.

Le rapport entre État et capitalisme y est reconstruit autour d'une réaffirmation du rôle de l'État (en quoi ce modèle se distingue nettement du néolibéralisme).

D'un côté, l'État reste formellement démocratique mais prend une allure autoritaire et féroce. Le bloc au pouvoir investit agressivement l'espace public médiatique, désigne en permanence des boucs émissaires. Il transforme les élections en plébiscites populaires autour de programmes centrés sur la défense de la souveraineté contre des ennemis internes et externes.

Cependant, au contraire du premier modèle, ce type de gouvernement ne cherche pas à contrôler directement la société civile. Il ne déploie pas une administration omni-compétente – bien au contraire, il détruit l'expertise et la capacité d'action des services publics. Il cherche plutôt à permettre aux *entreprises* de prendre le contrôle exclusif de la vie sociale. C'est pourquoi cet État autoritaire soutient, selon un paradoxe qui n'est qu'apparent, une très grande dérégulation économique, sanitaire, éducative, sociale, environnementale. Il ne cherche pas à maîtriser ou à remplacer les pouvoirs privés, mais plutôt à les exprimer et leur permettre de se déployer sans entraves, à tous les niveaux de la société.

Comme le premier, ce deuxième modèle peut prospérer et se développer à l'occasion de la crise du coronavirus. D'un côté, l'État mène tambour battant une politique des frontières étanches et de gestion policière de la sécurité publique. La crise est l'occasion rêvée de faire, une nouvelle fois, la publicité du « mur » supposé arrêter les migrants, et avec eux les virus. Tout en dénigrant systématiquement experts et intellectuels, il sature l'espace médiatique de discours confus et agressifs. D'un autre côté, la pandémie apparaît comme une occasion nouvelle de supprimer des régulations (droit du travail, de l'environnement, fiscal) entravant les entreprises.

On va donc voir se déployer le genre de politique observé après les ouragans Katrina (2005) et Harvey (2017) aux États-Unis. Il fut conceptualisé par

Naomi Klein sous le concept de « stratégie du choc »⁴. Elle consiste à transformer les désastres en occasions de renforcement du capitalisme. Un exemple ? Le « plan de relance corona » (mars 2020) ne vise pas à lancer un nouveau programme de soins et de prévention géré nationalement. Il est dévastateur pour les travailleurs américains et (ce qui reste de) la Sécurité sociale, mais extrêmement favorable aux entreprises. Simultanément, la Maison blanche vient de lever toute régulation environnementale sur son territoire, pour une durée indéterminée⁵. Il s'agit donc d'imposer, à la faveur de l'urgence, des solutions pro-libre marché, qu'on ne peut pas imposer dans des circonstances normales.

Une réponse ouest-européenne ?

La Turquie d'Erdogan représente un cas intéressant de mixage des deux modèles. Le dictateur a hérité d'un appareil d'État totalitaire qui l'incline vers le premier modèle, mais a adopté un style politique qui va clairement dans l'autre direction. Du côté européen aussi, cette dernière séduit les élites polonaises, hongroises, anglaises ou israéliennes. Elle aimante les partis d'extrême-droite en Flandre, en France, en Italie.

La fortune actuelle de l'un et l'autre modèles témoigne du fait qu'il n'est tout simplement plus possible de poursuivre le programme de réduction de l'État comme a cherché à le faire le néolibéralisme de 1990 à 2016. La puissance de l'État est réinvestie, non pas pour dépasser, mais pour sauver le capitalisme. Mais cela se fait au prix des libertés fondamentales, de la justice sociale, et de la délibération publique.

Une troisième option est cependant disponible. L'État social est né en Europe de la grande crise sociale suscitée par l'industrialisation, et a été institutionnalisé après le désastre total de 1945. Il tente de préserver le noyau rationnel de chacune des formules qui viennent d'être rappelées. A la réponse autoritaire, l'État-social emprunte l'idée que la réponse aux dysfonctionnements et aux crises passe par l'intervention d'un État fort,

4 Naomi Klein, « Comment l'élite mondiale va tenter d'exploiter la pandémie », ZIN TV, 15 mars 2020

5 Oliver Millman & Emily Holden, "Trump Administration allows companies to break pollution laws during coronavirus pandemic", The Guardian, 27 mars 2020.

légitime, disposant de pouvoirs étendus, jusqu'à et y compris au sein de la société civile. Mais il mitige cet emprunt par un refus radical de déroger aux principes de l'État de droit. Un État interventionniste n'est pas forcément anti-démocratique ; bien au contraire, sous certaines conditions, il peut être favorable aux libertés individuelles. D'un autre côté, il retient de la réponse libérale-populiste que le marché peut être une forme de coordination efficace. Mais il refuse l'idée d'une marchandisation généralisée de la vie, qui conduit à la dictature des entreprises privées et à l'explosion des inégalités. Il se refuse aussi à mener des politiques de boucs émissaires, d'exclusion et de manipulation permanente du débat public.

On est en droit d'attendre des gouvernements européens qu'ils réactivent sans hésiter cette troisième réponse. Malheureusement, ils ne témoignent guère d'une telle lucidité. Ils restent liés intellectuellement au modèle néolibéral. Ils imposent des réductions toujours plus drastiques de ce qu'ils ont appris à nommer « charges » sociales (en oubliant qu'il s'agit d'investissements prometteurs dans l'éducation ou la santé). Ils pratiquent une austérité budgétaire aveugle aux besoins réels des sociétés, réduisent volontairement l'assiette fiscale de l'État et, comble du comble, votent avec enthousiasme des accords internationaux (comme le CETA) qui limitent leurs propres capacités d'investissement et de régulation.

Les principes de l'État-social

La crise du coronavirus sera politiquement utile si elle nous reconduit aux fondements de ce modèle alternatif de gestion du capitalisme.

L'État-social n'est pas un État libéral auquel on ajouterait une petite dose de générosité. Le libéralisme ne voit dans la société qu'un ensemble d'individus qui s'unissent par contrats. Cette vision de la société a eu un pouvoir libérateur incontestable à l'égard du monde holiste et hiérarchique de l'ancien régime, qui assignait à chaque individu une place et un statut. Mais elle ne suffit pas à orienter et gouverner les sociétés industrielles. Elle peut être dépassée par la correction qu'y ont apporté les sciences sociales du XIX^e et XX^e siècles.

Cette correction se résume en une idée assez simple : des interdépendances lient les uns aux autres les individus, multiples, et surtout, individuellement incontrôlables. Organisées en systèmes, ces interdépendances constituent un niveau de réalité autonome qui ne peut pas être régulé par nos volontés individuelles, et pas même par des contrats interindividuels.

S'il est bien un domaine dans lequel se vérifie l'importance cette approche systémique du social, c'est la santé publique. Une épidémie comme celle que nous vivons montre que la santé n'est pas un bien totalement privatisable. Elle comporte, certes, une part individuelle, singulière à chaque personne : les risques que court une personne ne sont pas ceux d'une autre. Mais elle comporte aussi une part sociale, qu'elle soit locale ou générale. Ma santé dépend de l'hygiène de mon entourage immédiat. Elle dépend de n'importe quel autre avec qui il m'arrive, même épisodiquement, d'être en contact physique. L'hygiène de *tous* est la condition de *ma* santé personnelle. Un virus court et prospère sur les matériaux intermédiaires comme dans des interactions fugaces. La santé de chacun dépend donc aussi d'infrastructures matérielles qui nous relient les uns aux autres, de la qualité de l'eau, de l'air, des aliments, qui circulent *entre* nous. Il y a donc une *réalité* des interdépendances qui échappe au simple agrégat des comportements individuels. C'est ce que les sociologues appellent le « système », dont les structures et les fonctions sont irréductibles aux comportements individuels (ce qui ne signifie pas l'insignifiance de ces derniers).

Les interdépendances, que nous rappelle le coronavirus, valent aussi, *mutatis mutandis*, pour les accidents du travail, les risques de chômage, les systèmes financiers, les migrations globales ou le changement climatique. Cette dimension de la réalité sociale n'est pas apparue spontanément à la philosophie politique. Elle n'est devenue saillante qu'avec l'industrialisation, qui génère en permanence de nouveaux systèmes interconnectés, matériels et sociaux⁶. Les systèmes sont émergents ou déclinants, changeants,

6 L'État social se trouve au confluent de sources très diverses. Sur le plan des théories sociales, il constitue une synthèse entre l'approche conflictuelle du social, issue du marxisme, et une approche consensuelle, née du fonctionnalisme durkheimien. D'un côté en effet, l'État social est issu de la lutte des classes, et instaure un compromis qui n'abolit pas le conflit ; de l'autre, il est l'expression de la solidarité organique de la société, et plonge ses racines dans le « solidarisme » de Léon Bourgeois. Aucune analyse ne peut faire l'économie d'un de ces deux versants inséparables de l'État social. A ces sources doctrinales s'ajoutent la découverte des techniques actuarielles, liées à la statistique, et bien entendu les doctrines du droit social (Duguit, Hauriou, Sinzheimer, Gurvitch, Kahn-Freund). Cf. Colette Bec, La sécurité sociale.

évolutifs, imprévisibles. Ils ne peuvent être identifiés et compris que par les sciences, naturelles ou sociales, pas par la philosophie politique qui ne raisonne que sur des concepts normatifs, indispensables mais insuffisants pour gérer une société.

La souveraineté sanitaire

Depuis les Lumières, un programme oriente les démocraties modernes : construire une société rationnelle, ou à tout le moins raisonnable, permettant d'agrandir la liberté de chacun et l'égalité de tous. La réorientation de la théorie de la société dont nous venons de parler ne rompt pas avec ce programme mais donne un rôle essentiel à l'État. Expression et instrument de la volonté collective, un État a la charge de réguler, autant que faire se peut, les systèmes. Mais pour être efficace, cet État doit présenter trois caractéristiques : il doit être souverain, démocratique et interventionniste.

D'abord, être un État souverain. L'épidémie actuelle montre l'importance cruciale d'un contrôle *spatial* des interactions, indispensable pour arrêter l'épidémie et distribuer les secours. L'État moderne est un appareil de protection systémique d'un territoire déterminé. Cette souveraineté n'est jamais totalement acquise. Il s'agit d'un idéal régulateur, toujours mis au défi de nouvelles interdépendances inaperçues.

Au vu de l'expérience de la crise actuelle, on devra construire le concept nouveau de *souveraineté sanitaire*. Il serait le pendant exact, dans l'ordre de la santé, de la « souveraineté alimentaire » réclamée à juste titre par les alter-mouvements de paysans⁷. Il est en effet absurde, pour des Européens, d'importer des masques de protection de Chine, ou de dépendre massivement de médicaments produits aux États-Unis. L'État doit donc tendre à une localisation des instruments de santé publique de base. Dérégulé, le marché mondial dissémine les capacités de production selon la loi automatique de la spécialisation liée aux avantages comparatifs.

Une institution de la démocratie, Paris : Gallimard (Nrf), 2014 ; François Ewald, L'État providence, Paris : Grasset, 1986.

7 Annette Desmarais, Priscilla Claeys & Amy Trauger, Public Policies for Food Sovereignty. Social Movements and the State, London & New York : Routledge, 2017

C'est pourquoi aucune collectivité ne peut, pour sa survie, s'en remettre au mécanisme du libre-échange généralisé.

Cependant, il est aussi évident qu'émergent de nouvelles interdépendances en matière de maladie et de santé. Elles résultent de la circulation des biens, des personnes, des outils. Ces systèmes se moquent des frontières politiques des États. Les causes des problèmes médicaux se situent à l'extérieur autant qu'à l'intérieur des pays. Des nouveaux médicaments s'inventent partout dans le monde, des produits doivent pouvoir être échangés. C'est pourquoi on ne peut pas confondre quête de souveraineté et autarcie sanitaire. La souveraineté sanitaire suppose donc aussi l'insertion de l'État dans un cadre transnational capable de produire et distribuer à l'échelle du monde les outils sanitaires nécessaires à la santé de tous. Elle n'a rien à voir avec le nationalisme borné ou le protectionnisme dogmatique. La coopération dans des institutions transnationales est aussi indispensable que la localisation des infrastructures de base.

La démocratie, condition de l'efficacité

Mais on ne va pas restaurer un « État Léviathan » (selon le titre malheureux d'une récente carte blanche dans la presse belge⁸) qui, pour garantir la sécurité, détruirait la liberté. La deuxième condition d'efficacité de l'État social, c'est l'existence d'un espace public ouvert, vigilant et délibératif.

L'épidémie en cours en fournit la preuve éclatante : pour l'efficacité collective, la pire menace est celle du recul de l'information⁹ et de l'absence de controverses. Amartya Sen l'avait démontré, dans le cas de la famine¹⁰.

8 Bruno Colmant, Eric De Beukelaer & Baudouin Decharneux, « Léviathan, sors de ton confinement », *La Libre*, 1 avril 2020. Assez curieusement, les auteurs se réfèrent à Hobbes, théoricien de l'absolutisme, alors que leur intention semble être la défense d'un tout autre type d'État, démocratique et social. Les références fondatrices de l'État social ont-elles à ce point disparu des mémoires (même de celles d'intellectuels chevronnés) qu'elles sont conduites à substituer le nom de Hobbes à ceux de Beveridge et de Keynes ? On comprend pourtant sans peine que l'État social démocratique ne repose plus sur un contrat social de type hobbenien.

9 On soupçonne aujourd'hui certains pays (dont la Chine) d'avoir caché des chiffres de morbidité au début de la pandémie. Si cela est vrai, il s'agit d'une politique aux conséquences désastreuses, puisqu'elle a retardé des réactions salutaires.

10 Amartya Sen, *Poverty and famine. An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford: Clarendon Press, 1982

D'une part, il est essentiel que les informations circulent tout à fait librement pour permettre une *délibération* continue sur les politiques à mettre en œuvre. L'incertitude et la complexité du monde ne peuvent être affrontées que par un débat ouvert. Museler la parole de certains membres de la société, ce serait construire un espace de choix public trop limité par rapport à l'ampleur et la multidimensionnalité des problèmes sanitaires. Et d'autre part, des discussions libres sont essentielles à l'application des mesures par les citoyens. Sans discussion sur leur finalité, des mesures gouvernementales contraignantes suscitent, de la part du citoyen, des attitudes de suspicion et de *free riding*. Les conséquences en sont l'inefficacité des mesures, et la perte de légitimité d'un État dont l'autoritarisme reste incompréhensible.

Un socialisme modéré

Cependant, la construction de la démocratie ne se réduit pas à celle de l'espace public libre. Elle vise aussi l'égalisation réelle des conditions, autant qu'il est possible. Le « droit à la vie » et le « droit à la santé » restent des coquilles vides sans infrastructures adéquates. Celles-ci peuvent être partiellement fournies par le marché, malheureusement au prix de l'égalité et d'effets pervers. On sait en effet combien le libre marché médical peut devenir « iatrogène », comme le soulignait Ivan Illich¹¹. On connaît les terribles inégalités qui accompagnent son déploiement. Des mesures rectificatrices peuvent être introduites par l'État, qui se voit alors attribuer une mission double de production et de distribution de la santé. Du côté de l'offre, il faut pouvoir orienter l'économie en direction de la production de biens et services de santé ; et du côté de la demande, les rendre accessibles à tous selon des règles de justice.

À la différence des pays à tendance hyper-libérale, l'État social offre des infrastructures permanentes de santé publique financées par l'impôt, selon le vœu de Beveridge. En outre, divers dispositifs d'assurance sociale et de contrôle réglementaires permettent de fournir des soins abordables, des médicaments à prix modéré, des structures hospitalières publiques. À l'occasion de la crise du coronavirus, on vérifie tragiquement l'importance

11 Ivan Illich, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Paris : Seuil, 1981

de ces dispositifs, le plus souvent quand ils défontent. La lutte contre les inégalités de santé est une condition de la légitimité d'un système de santé. Et même de son efficacité : les grandes inégalités entre les personnes et les groupes augmentent les risques du système sanitaire et du système politique.

Une construction collectiviste de certains dispositifs de santé publique n'exclut pas totalement du domaine de la santé le mécanisme du marché. Le marché présente des avantages : il est favorable à l'innovation, à la productivité, permet de lutter contre la rente. C'est pourquoi un mixte institutionnel État/marché doit être mis sur pied, comme ce fut le cas de tous les pays ouest-européens après la seconde guerre mondiale. On doit certes revoir et transformer en permanence la recette de ce compromis institutionnel pour l'ajuster aux contraintes nouvelles de l'économie (le numérique, les services etc.). Mais on ne peut se dispenser d'un équilibre entre propriété collective et propriété privée des moyens de production. C'est pourquoi une certaine dose de socialisme est recommandée dans le domaine de la santé, comme dans d'autres domaines.

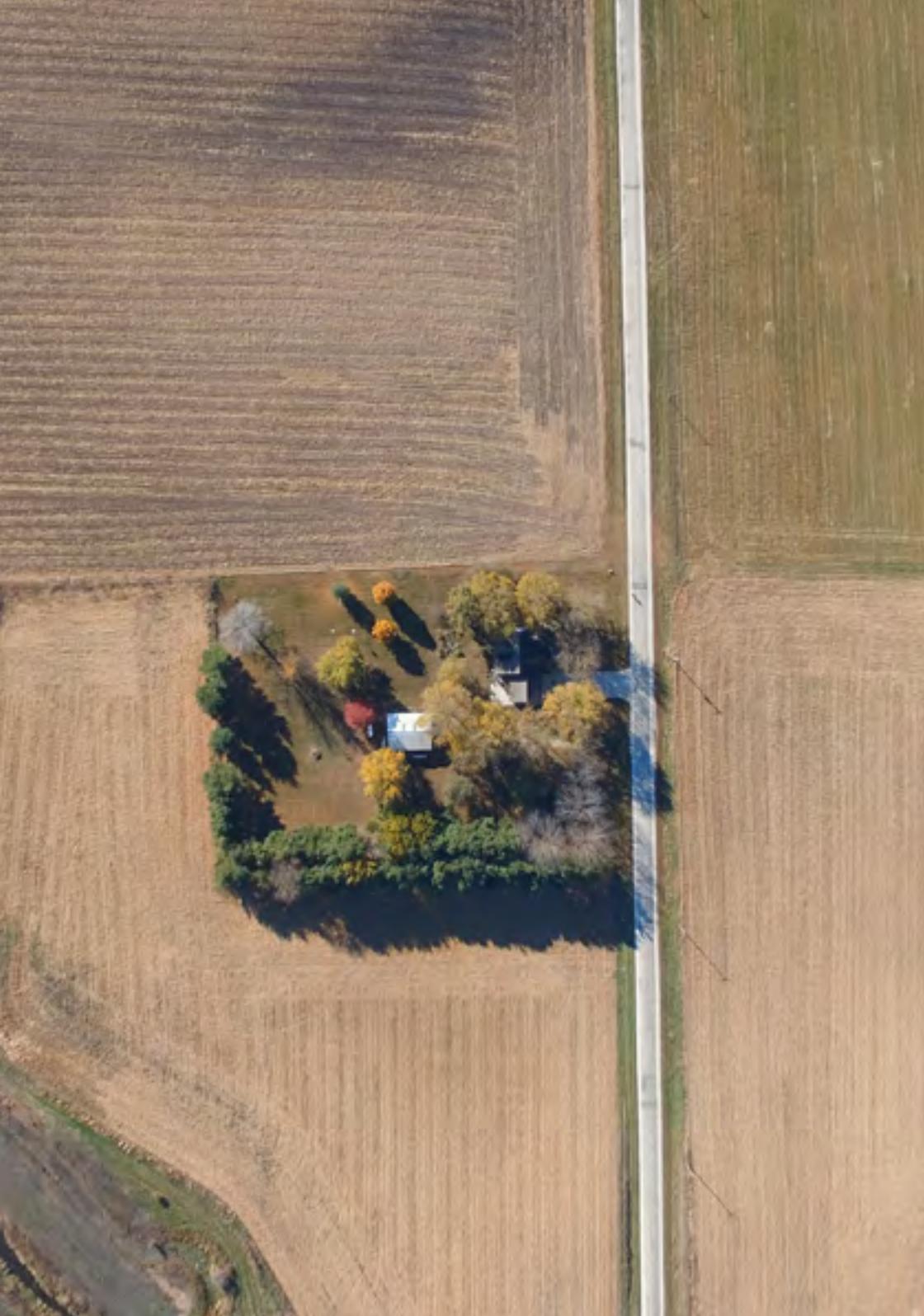
Ré-enchanter l'État social

Souverain, démocratique, interventionniste et redistributeur : l'État qui peut, au XXI^e siècle, assurer la résilience démocratique de nos sociétés ne peut être que la relève de l'État social construit au siècle précédent. En pleine crise du coronavirus, des voix nombreuses aujourd'hui s'élèvent pour lui donner une vie nouvelle, après deux décennies de critiques et d'agressions.

Rien n'est simple pourtant. L'État social se trouve aujourd'hui en danger mortel, miné par des problèmes structurels. Le premier d'entre eux est celui de son financement. Il n'a été traité jusqu'à présent que par la dette et l'austérité, ce qui est une manière de mettre le malade aux soins palliatifs. Il devrait conduire à une redéfinition totale de son assiette fiscale (taxe Tobin sur les transactions financières, sur les « Gafas », sur le patrimoine). Le deuxième problème est de repenser le rapport entre État social et croissance économique. Celle-ci n'est pas une fin en soi, mais un moyen.

Elle ne peut plus être que sélective si la résilience (écologique, financière, sanitaire, sociale) de nos sociétés est bien la finalité partagée de tous. Le cordon ombilical entre État social et productivisme mérite d'être, enfin, définitivement coupé. Le troisième problème structurel de l'État social est son insertion dans des circuits transnationaux qui lui permettent d'affronter les interdépendances longues, qui dépassent (et de loin) son territoire. Et enfin son quatrième défi structurel est celui d'une débureaucratiation de ses interventions. Les relations hiérarchiques, standardisées, purement gestionnaires, minent sa légitimité aux yeux mêmes du public qu'il prétend servir.

La crise du coronavirus nous rappelle l'urgence de nous attaquer à ces problèmes-là plutôt qu'aux sans-papiers ou aux assistés sociaux. Elle force l'Europe à ré-enchanter l'État social. Sans un nouveau consensus autour de cette forme de système politique qui régule le capitalisme, les crises vont s'approfondir et les ruptures se feront de plus en plus violentes. Alors, sur le Vieux-continent aussi, la voie sera libre pour les deux autres modèles d'État qui, d'ores et déjà ravagent la planète.



4 | LA RÉSILIENCE EN ÉTAT DE CHOC : IL EST TEMPS DE CHANGER DE PARADIGME

Analyse | **DIRK HOLEMANS** | Directeur du thinktank Oikos, Coprésident de la Green European Foundation et écrivain]



Les gouvernements se font concurrence sur le marché mondial en quête d'équipements médicaux produits ailleurs. Des secteurs publics comprimés sont poussés au-delà de leurs limites, tandis que les conséquences sociales du confinement se répercutent de par le monde. La crise du coronavirus a remis fondamentalement en cause la manière dont il convient d'organiser la société pour garantir la santé et le bien-être de tous. Face à un choc systémique, le principe directeur de la guérison devrait être la résilience. Dirk Holemans définit ce que cela signifie dans la pratique.

La crise du coronavirus est un choc que nous n'avons pas vu venir même si elle était inscrite dans les étoiles. Les nouveaux virus, dont l'apparition est liée selon la recherche à la destruction des espaces naturels combinée à un modèle économique dépendant du commerce et des voyages internationaux, ne sont que deux aspects problématiques parmi d'autres du système mondial actuel. Il faut encore y ajouter la négligence des gouvernements, à telle enseigne que si l'on en croit le virologue Johan Neyts, cette pandémie aurait pu être évitée, si seulement les gouvernements avaient investi dans les antiviraux il y a dix ans.

Il est temps de changer de paradigme : nous devons passer d'une société somnambule et concentrée sur le profit, la concurrence et la consommation, à une société orientée vers l'avenir et privilégiant l'investissement, la coopération et le bien-être. Cette transition est impérative pour éviter ce

que Naomi Klein appelle la « stratégie du choc ». Comme elle l'a observé, les néolibéraux adeptes du marché libre sont toujours prêts à instrumentaliser les catastrophes pour dépouiller l'État et poursuivre leurs propres intérêts. Par ricochet, nos sociétés prêtent encore davantage le flanc aux chocs.

Sachant que d'autres chocs nous pendent au nez, qu'il s'agisse du climat, de la biodiversité et de l'approvisionnement alimentaire, à quoi ressemblerait une réaction émancipatrice à la crise du coronavirus ? Dans cette exercice, le concept de « résilience » nous servira de principe directeur. Qu'est-ce qui définit la résilience ? Un système est résilient lorsqu'il continue à fonctionner après un choc. En outre, un système résilient évite les chocs autant que possible.

La résilience n'est pas qu'une question de solidité. Elle désigne également la capacité des systèmes socio-écologiques à se réorganiser sans perdre leur fonction ni leur structure. Même si on ne le reconnaît pas souvent, notre société mondiale est un système socio-écologique. Comme l'a montré la crise du coronavirus, toute activité humaine est tributaire des systèmes naturels en même temps qu'elle les influence. En ce sens, la nature est devenue partie prenante. Il n'est plus possible de la concevoir comme une toile de fond statique ou comme une ressource exploitable à l'infini. Le philosophe français Bruno Latour l'explique d'ailleurs, nature et culture sont intimement liées et, à ce titre, prendre la mesure de la relation de codépendance de la société à la nature est incontournable pour faire advenir une société résiliente.

Un système résilient est un système capable de se transformer quand les circonstances changent pour continuer à fournir les services nécessaires. Prenons l'exemple d'un bassin hydrographique : les nouveaux réservoirs absorbent les pluies hivernales pour empêcher les inondations tandis que, pendant les étés plus secs, ces mêmes réservoirs approvisionnent les systèmes alimentaires locaux en eau. Surtout, un système résilient anticipe de façon proactive et ne se résigne pas à réagir aux événements à mesure de leur survenue.

La résilience englobe quatre composantes : les boucles de rétroaction courtes, la modularité, la diversité et le capital social. La première porte sur la rapidité avec laquelle nous sommes confrontés aux conséquences

de nos actions. Les boucles de rétroaction brèves posent problème tant au niveau de la lutte contre le changement climatique que de celle contre la propagation de nouvelles maladies. Dans ces deux cas, la période s'écoulant entre l'action causale et ses répercussions est relativement longue. Beaucoup de gens se demandent pourquoi nos sociétés peuvent réagir de façon décisive face au coronavirus alors que nous n'y sommes pas parvenus dans le cas de la crise climatique. La réalité est cependant plus complexe. Même si nous réagissons sans tarder à l'urgence sanitaire, par essence, le coronavirus et le climat sont les conséquences d'un seul et même système économique.

Qu'il s'agisse du coronavirus ou du changement climatique, la fautive est notre économie obsédée par la croissance qui pénètre toujours plus profondément dans la nature pour en extraire des matières premières et exploiter les terres. L'abattage des forêts pour l'agriculture industrialisée réduit les habitats de la faune, ce qui la contraint à rechercher sa nourriture dans les établissements humains. Au fur et à mesure de la destruction de leurs écosystèmes, les chauve-souris d'Asie et d'Afrique sont de plus en plus souvent en contact avec les populations humaines. Comme l'explique le biologiste Dirk Draulans, les chauve-souris sont porteuses de nombreux virus auxquelles elles sont immunisées. Quand elles sont soumises à des tensions résultant de la destruction de leur habitat, la charge virale présente dans leur corps s'accroît et elles deviennent contagieuses. En résumé, notre système économique fondé sur l'expansion et l'éco-colonialisme détruit la nature depuis des décennies. Mais ce n'est qu'aujourd'hui, en raison de la lenteur des boucles de rétroaction planétaires, que les effets les plus rudes de ce système se font sentir sur la santé et le climat.

La modularité met en lumière est un autre problème fondamental de notre société. Un système modulaire est composé de plusieurs sous-systèmes qui ne doivent pas être interconnectés au point de ne pas disposer d'autonomie en suffisance. Une économie basée sur des chaînes de production planétaires aux mains de multinationales est précisément le contraire d'un système modulaire. De nombreux pays occidentaux ne sont même plus capables de produire des masques de protection. La Chine fabrique aujourd'hui la moitié environ des masques dans le monde, une situation à l'opposé de la modularité. Dans un système modulaire, de grandes quantités de masques seraient fabriquées dans des lieux différents

et relativement éloignés les uns des autres. L'entreprise états-unienne 3M, connue surtout pour ses post-its mais qui est aussi une grande productrice de masques, a déjà démontré que c'est possible. Quand l'économie s'est mondialisée, 3M n'a pas fermé sa société mère aux États-Unis. Elle a fait construire de nouvelles usines en Chine et en Corée du Sud. Chaque usine possède sa chaîne d'approvisionnement et la société mère fabrique également les composants nécessaires aux masques de protection. Bien que les trois unités de production préfèrent livrer dans les régions où elles sont implantées, elles opèrent également sur le marché mondial.

La présence de modules autonomes contribue aussi à maintenir des stocks suffisants, une faiblesse critique des économies néolibérales obsédées par la réduction des coûts et la maximisation des profits. Les entrepôts de jadis ont été remplacés par des camions, des avions et des porte-conteneurs. Cette économie dépourvue de tampons pour absorber les chocs est extrêmement vulnérable quand les transports sont à l'arrêt ou que les frontières ferment. Face à la crise actuelle, il convient de se rappeler que des pays tels que la Belgique et la France, qui veillaient à avoir des stocks stratégiques de masques, s'en sont débarrassés progressivement en raison de leurs politiques d'austérité.

La multiplication des voyages et des transports est un autre facteur qui sape la modularité. Quand des sous-systèmes sont trop interconnectés, un choc peut se répandre sans difficulté dans l'ensemble du système. Un système doté d'un haut degré de modularité possède des composantes plus autonomes et lorsqu'un de ses sous-systèmes est touché par un choc, il endommage moins les autres sous-systèmes. On le constate, l'utilité de développer des économies plus autonomes et plus circulaires n'est pas à sous-estimer.

L'importance de la diversité nous est connue par l'agriculture : un agriculteur qui ne produit qu'une seule culture est vulnérable aux nuisibles. La même logique peut s'appliquer à l'économie : une approche unique de la production de richesses – l'approche néolibérale fondée sur le marché mondial – s'assimile à une monoculture, avec tous les risques que cela comporte. En soutenant davantage les entreprises éthiques telles que les coopératives énergétiques et les exploitations agricoles soutenues par la communauté, il devient possible de créer de la diversité économique.

En ce printemps 2020, bon nombre de gouvernements européens découvrent le prix de la dépendance au marché mondial. Le gouvernement belge a passé une commande de masques de protection, mais il a été contraint de l'annuler lorsque les fournisseurs ont augmenté le prix. Le gouvernement néerlandais a renvoyé une quantité importante de masques en Chine parce que leur mauvaise qualité aurait mis en danger la santé des travailleurs. Pendant ce temps-là, à Bruxelles et dans de nombreuses villes, les citoyens lancent des initiatives locales pour fabriquer des masques de haute qualité. Des fablabs (laboratoires de fabrication) produisent des écrans faciaux en plastique introuvables sur le marché mondial. Bien souvent, accroître la diversité revient à mobiliser une capacité de production flexible. Avec les nouvelles machines telles que les imprimantes 3D et les ordinateurs puissants d'aujourd'hui, c'est beaucoup plus faisable qu'il y a une vingtaine d'année.

La dernière composante de la résilience, le capital social, est de celles que l'on oublie souvent. Elle désigne les réseaux sociaux de notre société et les ressources qu'ils peuvent produire. Le capital social démontre actuellement son importance critique, que ce soit pour les personnes âgées isolées ou pour les sans-abri. Il est synonyme d'aide concrète, mais aussi porteur de valeurs telles que la solidarité et la participation. C'est justement ce capital social qui a été soumis à une pression extrême ces dernières décennies et que nous redécouvrons aujourd'hui.

Le nombre de personnes désireuses d'apporter leur aide pendant cette crise et l'éventail des initiatives est incroyable. Au Royaume-Uni, le National Health Service a lancé un appel aux volontaires pour aider les 1,5 millions de personnes vulnérables du pays souffrant de problèmes de santé sous-jacents. Plus d'un demi-million de personnes ont déjà répondu positivement : elles livrent des médicaments à domicile, emmènent des patients à des rendez-vous médicaux ou les appellent pour s'assurer qu'ils vont bien. En Belgique, la coopérative Partago, une plateforme citoyenne de partage de voitures électriques, travaille avec Food Teams, une initiative qui organise des groupes de citoyens pour acheter des aliments sains à des agriculteurs locaux. Partago et Food Teams ont lancé une campagne de collecte de fonds couronnée de succès pour encourager les citoyens à faire don d'une batterie électrique intégralement rechargée aux volontaires qui apportent gratuitement des produits locaux et frais aux domiciles du

personnel soignant et des travailleurs bénévoles.

La mise en place de ces dimensions de la résilience exige davantage que de simples changements à la marge. Le réchauffement planétaire s'accélère et la biodiversité est en chute libre. Puisse la crise du coronavirus faire office de sonnette d'alarme et nous tirer de notre somnambulisme. Cette situation nécessite des changements dans nos pays, en Europe et à l'échelon mondial. Selon le sociologue Dani Rodrick, une économie totalement mondialisée ne va pas de pair avec un système politique démocratique et avec la souveraineté nationale. Quarante années de mondialisation néolibérale ont vidé l'État-nation de sa substance et négligé le système politique démocratique. Rodrick propose un demi-tour : une réorientation vers le système politique démocratique et la souveraineté (l'UE pourrait ici reprendre partiellement le rôle des nations) et mettre en œuvre une démondialisation partielle et démocratique.

La démondialisation ne doit pas nécessairement faire obstacle aux échanges d'idées ni à la coopération. Au milieu des ruines de la guerre, en 1944, les Alliés ont conclu les accords de Bretton Woods afin de réglementer l'économie mondiale de façon stricte et de garantir ainsi une reconstruction rapide. Les multiples crises contemporaines - le coronavirus, le climat et la biodiversité - exigent une réglementation socio-écologique capable de nous ressusciter des décombres du capitalisme néolibéral mondialisé. N'y a-t-il pas longtemps que nous aurions dû garantir une bonne vie pour tous à l'intérieur des limites planétaires ?

La pandémie du Covid-19 a bousculé la planète. Le débat sur le « monde d'après » ne peut se résumer à des déclarations consensuelles mais à des approches systémiques, identifiant les blocages. C'est ce que nous vous proposons dans ce 15^e numéro de la Revue Etopia.

[TRAVERSER]

1 | DÉFINIR LE DÉCONFINEMENT DÉMOCRATIQUEMENT, EN INTERACTION AVEC LES SAVOIRS, PRATIQUES ET CONNAISSANCES LOCALES Interview de **Dominique Bourg**

2 | DES MESURES POUR UN TEMPS LIMITÉ ET STRICTEMENT PROPORTIONNÉES À L'OBJECTIF POURSUIVI Interview de **Justine Lacroix**

3 | LE CAPITALISME NUMÉRIQUE COLONISE TOUS LES LIEUX QUE NOUS DÉSHABITONS Interview de **Antoinette Rouvroy**

4 | LE RÔLE DES POLITIQUES : CRÉER DES RÉCITS AUXQUELS L'ON PUISSE ADHÉRER POUR SE PROJETER DANS L'AVENIR Interview de **Olivier de Schutter**

5 | LE RÉVEIL DES COMMUNS Interview de **Samuel Cogolati**

[ADAPTER]

1 | UNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE QUI ÉVITE L'IDENTITAIRE ET LE REPLI SUR SOI Interview de **Philippe Baret**

2 | SUR LA RELOCALISATION DES ACTIVITÉS, LES GENS ONT BEAUCOUP PLUS DE POUVOIR ENTRE LES MAINS QU'ILS NE L'IMAGINENT Interview de **Christine Frison**

3 | REPENSER NOTRE MODÈLE DE SOUTIEN ALIMENTAIRE VERS LE SUD Interview de **Marjolein Visser**

4 | ÉCO-RÉPUBLICANISME DANS UN MONDE POST-CORONA Analyse de **Jorge Pinto**

5 | QU'EST-CE QU'ON MANGE APRÈS LA CRISE DU CORONAVIRUS ? ET DONC, QUE PRODUIRE ET ÉLEVER ? Analyse de **Thérèse Snoy**

[DÉPLOYER]

1 | ON A MAINTENANT DE L'EMPATHIE POUR LES TRAVAILLEURS ESSENTIELS. MAIS IL FAUT AUSSI REMETTRE AU CENTRE LEUR STATUT, LEURS REVENUS ET LEUR CONSIDÉRATION DANS LA SOCIÉTÉ Interview de **Christine Mahy**

2 | ON MESURE ENCORE MAL L'IMPACT QUE LE CONFINEMENT VA AVOIR SUR LA SANTÉ MENTALE DE LA POPULATION Interview de **François Perli**

3 | LA CRISE RAPPELLE LA NÉCESSITÉ D'AGIR SUR LES DÉTERMINANTS DE SANTÉ ET DE PROMouvoir UNE APPROCHE PLUS TERRITORIALE DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DES SOINS Interview de **Fanny Dubois**

4 | VOIR CES PERSONNES QUE LA SOCIÉTÉ MET EN ÉTAT D'INVISIBILITÉ Interview de **Nathalie Grandjean**

[OSER]

1 | « SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO », DANS CETTE CRISE, C'EST SURTOUT LA PRIMAUTE DU POLITIQUE PAR RAPPORT À L'ÉCONOMIE QUI EST NOUVELLE Interview de **Jean-Baptiste Fressoz**

2 | AU-DELA DE LA REDÉCOUVERTE FONCTION PROTECTRICE DE L'ÉTAT, SE POSE LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE Interview de **Catherine Larrère**

3 | CONCEVOIR LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE ÉCOPÉMINISTE, COMME UN COMMUN Interview de **Pascale Vielle**

4 | GARDONS NOS VILLES PLUS RESPIRABLES APRÈS LE DÉCONFINEMENT Analyse de **Isabelle Pauthier**

5 | GUERRE ET PAIX AVEC LA NATURE ! COMMENT APPRENDRE À VIVRE AVEC LE(S) VIRUS ? Analyse de **Patrick Dupriez**

[PARTAGER]

1 | TOUT DÉPEND D'OÙ TU NAIS, C'EST UNE PREUVE QUE LE SYSTÈME A ÉCHOUÉ Interview de **Mauricio Toro**

2 | DES FAÇONS DE VIVRE ET DE PENSER COMPLÈTEMENT DIFFÉRENTES MAIS UN DÉFI COLLECTIF COMMUN Interview de **Marcos Reigota**

3 | AU BURKINA FASO, FACE AU CORONAVIRUS Analyse de **Bruno Dotti**

[QUELS CHEMINS POUR LE MONDE D'APRÈS ?]

1 | COMMENT S'ORIENTER PENDANT ET DANS L'APRÈS PANDÉMIE Analyse de **Julien Didier & Jeremy Cravatte**

2 | SORTIR DE LA VULNÉRABILITÉ PAR LA DÉFINITION DES BESOINS ESSENTIELS Analyse de **Louise Knops**

3 | TROIS RÉPONSES À LA CRISE Analyse de **Jean de Munch**

4 | LA RÉSILIENCE EN ÉTAT DE CHOC : IL EST TEMPS DE CHANGER DE PARADIGME Analyse de **Dirk Holemans**